Hubert Guindon (1929-2002)

sociologue, Université Concordia

(1990)

Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise

Traduction de Suzanne Saint-Jacques Mineau

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Hubert Guindon (1929-2002)

Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise.

Traduction de Suzanne Saint-Jacques Mineau. Textes réunis et présentés par Roberta Hamilton et John L. McMullan. Montréal : Les Éditions Saint-Martin, 1990, 233 pp.

M. Hubert Guindon était professeur de sociologie à l'Université de Montréal. Il a été mon professeur en 1970 et j'ai profondément aimé son enseignement et les esprits qu'il éveillait.

Polices de caractères utilisée pour le texte: Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée 7 avril 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Hubert Guindon (1929-2002)

"Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise."

Traduction de Suzanne Saint-Jacques Mineau. Textes réunis et présentés par Roberta Hamilton et John L. McMullan. Montréal : Les Éditions Saint-Martin, 1990, 233 pp.

[vi]

Données de catalogage avant publication (Canada)

Guindon, Hubert

Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise

Traduction de : Quebec society.

ISBN 2-89035-162-9

1. Québec (Province) - Politique et gouvernement - 1936-1960. 2. Québec (Province) - Politique et gouvernement 1960. 3. Québec (Province) - Conditions sociales - 1945-1960. 4. Québec (Province) Conditions sociales - 1960 - . I. Titre.

La traduction de cet ouvrage a été rendu possible grâce à l'aide financière du Conseil des Arts du Canada

Table des matières

[Préface](#)

[Avant-propos](#)

[Remerciements](#)

[Introduction](#)

1. [Réexamen de l'évolution sociale du Québec](#)

1. [La Nouvelle-France, une société marchande féodale](#)
2. [La société rurale](#)
3. [Impact de l'industrialisation sur la société rurale](#)

2. [Malaise social, classes sociales et révolution bureaucratique](#)

1. [Légitimation des structures politiques](#)
2. [Malaise social et nouvelle classe moyenne](#)
3. [Malaise social dans la classe rurale et dans les classes urbaines populaires](#)
4. [Sommaire](#)

3. [Deux cultures ou essai sur le nationalisme, les classes sociales et les tensions ethniques](#)

1. [Néo-nationalisme et sociétés traditionnelles](#)
2. [Émergence du nationalisme dans les sociétés traditionnelles](#)
3. [Le dilemme structurel des mouvements nationalistes](#)
4. [Néo-nationalisme, révolution tranquille et nouvelle classe moyenne](#)
5. [La modernisation, un premier motif pour réclamer le pouvoir](#)
6. [La nouvelle classe moyenne ou l'évolution idéologique et la transformation d'une société](#)
7. [Apparition du néo-nationalisme](#)
8. [Nouvelle classe moyenne, nationalisme et accommodements ethniques](#)

4. [Modernisation du Québec et légitimité de l'État canadien](#)

1. [La Révolution tranquille et la modernisation de la société québécoise](#)
2. [La modernisation du Québec et l'État fédéral](#)

3. [Politique linguistique et promotion des Canadiens français dans la fonction publique fédérale et dans les sociétés de la couronne](#)
 4. [Viabilité des communautés francophones hors du Québec](#)
 5. [Le manque d'intérêt de la politique du bilinguisme dans un Québec moderne](#)
 6. [La politique du bilinguisme du Canada et ses ambiguïtés constantes ou le cas de la grande entreprise et celui des immigrants au Québec](#)
 7. [En conclusion, le prix de l'unité nationale](#)
5. [La Couronne, l'Église catholique et le peuple canadien-français ou les racines historiques du nationalisme québécois](#)
1. [De la différence entre empire et impérialisme](#)
 2. [Le contrat social de la confédération dans le contexte de l'impérialisme occidental](#)
 3. [L'Église, personnification de la Nation](#)
6. [Le référendum ou les leçons de la défaite](#)
1. [Le processus de la défaite et les sondages](#)
 2. [Les leçons de la défaite ou la surinstitutionnalisation du mouvement national](#)
 3. [Le sombre avenir du fédéralisme renouvelé](#)
7. [Le Québec et la question du Canada Montée et recul du Parti québécois](#)
1. [La Révolution tranquille](#)
 2. [Sécularisation de la société québécoise](#)
 3. [La question du Canada](#)
 4. [Conclusion](#)
8. [Montée et recul du Parti québécois](#)
1. [L'histoire, l'action politique et les sciences sociales](#)
 2. [Questions déroutantes](#)
 3. [Les années 70 et les politiques de l'exagération](#)
 4. [Les années du PQ, d'un mouvement à un parti](#)
9. [Les autres options du mouvement national québécois](#)

[Glossaire annoté](#)

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Hubert Guindon est professeur au département de sociologie de l'Université Concordia. Il a publié, en collaboration avec D. Glenday et A. Turowetz, *Modernisation and the Canadian State* et il est aussi l'auteur de nombreux articles.

Les essais réunis ici renouvellent singulièrement l'interprétation de l'histoire récente du Québec. Depuis la Révolution tranquille, Hubert Guindon n'a cessé d'étudier et d'approfondir la société québécoise.

Fin analyste des événements et grands débats secouant le Québec, l'auteur aborde des thèmes de fond tels que les racines historiques du nationalisme québécois, la transformation de la culture et des institutions traditionnelles, le rôle central de la nouvelle classe moyenne dans la modernisation du mouvement national et la montée du Parti québécois. Il s'attache également à mettre en perspective certaines des plus importantes crises qu'a connues le Québec depuis 20 ans : la crise d'Octobre, la Loi 22, la grève des contrôleurs aériens contre l'usage du français dans les airs, les tensions sociales, le référendum, etc.

Redoutable et rigoureux polémiste, Guindon descend notamment en flamme la Loi sur les langues officielles ainsi que la politique du bilinguisme de l'État fédéral, qu'il

juge toutes deux insultantes pour le Canada anglais et dénuées d'intérêt pour le Québec moderne.

Hubert Guindon propose une analyse originale du NON référendaire, estimant que la "surinstitutionnalisation" du mouvement national par le Parti québécois en est responsable. L'auteur soutient qu'une politique de parti peut devenir un boulet pour le mouvement national. En guise d'épilogue, l'auteur énumère des options plus efficaces pour faire progresser la cause de l'indépendance.

Un ouvrage qui fait le point sur un pays au tournant de son histoire !

[vii]

**Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.**

Préface à l'édition française

Par Pierre Dandurand et Louis Maheu

Montréal, juin 1990.

[Retour à la table des matières](#)

Parue d'abord en 1988 aux Presses de l'Université de Toronto, cette collection de textes écrits au cours des 30 dernières années par Hubert Guindon, est maintenant publiée dans sa version française. On y trouve réunies des analyses remarquables de la société québécoise, analyses qui ne pouvaient échapper plus longtemps au Québec francophone.

La première édition a d'abord été publiée en anglais, puisque les textes qu'elle réunit ont été en premier lieu écrits en cette langue à l'intention principalement de la communauté des sociologues anglophones. L'initiative et la réalisation de ce projet ont été celles de deux sociologues, anciens étudiants d'Hubert Guindon, Roberta Hamilton et John L. McMullen. Ils ont entrepris et mené à bien ce travail avec beaucoup d'enthousiasme et une détermination certaine. La tâche en fait n'était ni simple ni facile. Il fallait d'abord convaincre l'auteur de consentir à une publication de textes remontant dans certains cas au début des années 60 ; il fallait aussi parvenir à réunir en un seul volume des manuscrits distribués ici et là. Non seulement Roberta Hamilton et John L. McMullen ont-ils réussi ces deux premiers défis mais ils ont poussé leur entreprise plus loin en obtenant pour la circonstance des textes inédits qui prolongent jusqu'aux événements plus récents la réflexion d'Hubert Guindon sur le Québec et le Canada.

[viii]

Au moment même où ils menaient à bien leur projet, nous avons trouvé auprès d'eux l'accueil souhaité pour réaliser une édition française de ces textes. Nous leur sommes reconnaissants d'avoir ainsi facilité la parution en langue française des principaux écrits d'Hubert Guindon. La pensée que révèlent ces travaux mérite une large diffusion et pourra ainsi atteindre au Québec francophone une plus grande visibilité et sans doute exercer une influence encore plus importante que celle qu'elle a eue jusqu'à maintenant.

Derrière une oeuvre, il y a une personnalité bien réelle et bien vivante. On l'oublie trop souvent, d'autant plus que les discours savants, les textes académiques ne nous incitent guère en général à vouloir rencontrer leur auteur dans sa quotidienneté et son expérience existentielle. L'introduction à cet ouvrage que signent Roberta Hamilton et John L. McMullen rompt avec cette tradition. Elle présente, bien plus que les thèmes d'une oeuvre et son contexte social, l'homme tout à fait singulier et sans grande prétention qui les a portés et développés. Certains jugeront que cette présentation est peut-être trop personnelle, indiscrete même. Mais comment ne pas reconnaître que, dans ses écarts aux normes établies, elle convienne très bien à un auteur qui a réussi à mener une carrière académique exceptionnelle à plus d'un égard, tout en échappant à l'image habituelle et au comportement attendu de l'universitaire.

Cette introduction ne pouvait esquiver la question de la place d'Hubert Guindon, de sa présence et de son influence dans les sciences sociales québécoises notamment francophones. Cette pensée, on en convient très largement, fait maintenant plus que jamais partie intégrante du champ intellectuel et culturel québécois. Elle est pensée de chez nous. Il faut toutefois reconnaître l'indéniable : au Québec francophone, surtout au cours des années 60 et 70, le rayonnement des travaux d'Hubert Guindon fut objectivement limité. En témoigne d'ailleurs la parution tardive et en nombre limité de traductions en langue française de ses manuscrits.

Roberta Hamilton et John L. McMullen explorent divers facteurs permettant d'expliquer cette distance. Il y a eu les jeux complexes des institutions universitaires et les éternelles luttes de concurrence alimentées par des ambitions carriéristes. À cela s'ajoute ou, plus exactement, se surimpose un événement majeur, le passage d'Hubert Guindon de l'Université de Montréal à l'Université Concordia. Compte tenu de l'étanchéité proverbiale et réelle des milieux culturels anglophones et francophones, ce nouveau positionnement, intervenant dans une carrière à peine amorcée,

contribuera fortement à élargir et maintenir un fossé entre les écrits de l'auteur et la communauté des sociologues et intellectuels francophones. Roberta Hamilton et John L. McMullen illustrent de plus comment, sous l'effet d'une certaine contrainte, mais aussi en raison de [ix] dispositions profondes et pour conserver toute sa liberté, Hubert Guindon a été entraîné non seulement vers un nouveau milieu universitaire mais aussi vers une forme de pratique axée sur l'enseignement et faisant peu de place à l'écriture. Sa pensée s'est transmise en grande partie sous une forme orale. Tout cela n'a pas aidé à sa pénétration dans les milieux francophones. Ceux-ci par ailleurs, il faut bien l'avouer, ont pendant un long moment ajouté passivité et indifférence à une marginalité qu'ils ont aussi à l'occasion entretenue.

Peut-être reste-t-il à souligner comment la pensée d'Hubert Guindon a été elle-même, et paradoxalement, en état quasi permanent de continuité mais aussi de rupture avec les sciences sociales québécoises telles que pratiquées dans les milieux universitaires francophones.

C'est bien là ce qui constitue, en un sens, une des caractéristiques du mouvement de pensée d'Hubert Guindon. Cette pensée, elle est solidement ancrée dans la tradition des sciences sociales du Québec francophone mais en même temps elle s'en distancie de différentes façons et souvent dans une prise de position critique, polémique même. Dans son développement, cette pensée a aussi été parfois désaccordée par rapport aux modes changeantes qui ont animé au Québec les intellectuels et les praticiens des sciences sociales. Il est possible de retracer au cours des 30 dernières années ces évolutions parfois convergentes, parfois divergentes.

En tout début de carrière, comment parler de marginalité d'Hubert Guindon alors qu'il intervient en 1960 dans le débat que provoque Philippe Garigue, pour défendre la tradition naissante de la sociologie québécoise à travers les travaux de Léon Gérin jusqu'à ceux d'Everett C. Hugues. Et cela, il le fait à côté de sociologues comme Marcel Rioux dans le premier recueil de textes publié sur la société québécoise ¹. Non seulement rejoint-il la tradition sociologique mais aussi, par son mode d'analyse qui privilégie les rapports de pouvoir, il adopte une problématique proche de celle des historiens de l'école de Montréal, Séguin, Brunet, Frégault. Il s'y réfère d'ailleurs nommément.

¹ Rioux, Marcel, Martin, Yves, (éd.), 1971, *La Société canadienne-française*, Montréal, HMH.

Cependant, plus avant dans les années 60, la distance qui le sépare de la sociologie québécoise apparaîtra de plus en plus nettement. Dans ses orientations dominantes, celle-ci tend à privilégier une approche culturaliste des faits sociaux, s'intéressant au symbolique et notamment à l'évolution des idéologies. Par contre la pensée d'Hubert Guindon demeure, elle, plutôt attentive aux faits de structure, à l'organisation et à la transformation de pouvoir, au développement des institutions, aux rapports ethniques et aux rapports de classes. Plus spécifiquement, et c'est là sa contribution majeure, Hubert Guindon montre l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, comme force sociale déterminante dans [x] les transformations que subit le Québec d'alors ². Il s'arrête à l'analyse de ses modes d'intervention politiques et culturelles. Mais du même coup, il souligne très clairement le caractère idéologique des projets qu'elle défend.

C'est là, sans doute, un aspect de l'analyse d'Hubert Guindon qui pouvait plus difficilement trouver preneur. Sa distance critique, des remarques parfois caustiques, s'accordaient mal au climat intellectuel québécois des années 60. C'est le moment, rappelons-le, où les sciences sociales se penchent avec une empathie bienveillante sur la construction d'une société moderne, d'un État aux compétences et aux méthodes d'intervention plus affirmées et, dit-on, porteur d'un projet collectif. Bien plus, les praticiens des sciences sociales appellent presque tous de leurs vœux l'avènement de cette révolution tranquille, y participent directement, développent un important discours de légitimation autour des transformations projetées et cherchent à en assurer les suites. Bien sûr, les travaux d'Hubert Guindon traitent aussi de modernisation, de transformations sociales. Mais comme nous l'avons souligné, dans le même mouvement, il met à nu les intérêts de classes moyennes qui soutiennent ces changements sociaux et la direction qu'elles leur donnent. Il montre aussi comment certains groupes sociaux, moins bien nantis, ne peuvent profiter pleinement, eux, des avancées de la démocratie, des propensions à l'égalité et des ressources d'action et d'intervention bâties autour de l'État. On comprend que dans ces circonstances une attitude aussi critique ne pouvait trouver toujours des oreilles attentives.

² Paquet, Gilles, 1989, « Hubert Guindon, Hérisson », *Recherches sociographiques*, vol. XXX, no 2, pp. 273-283.

Au début des années 70, se manifeste une nouvelle génération de sociologues québécois, s'inspirant largement du marxisme et voulant établir une rupture avec l'approche culturaliste de leurs aînés. Ces jeunes sociologues adhèrent à une problématique qui se rapproche, par bien des aspects, de celle d'Hubert Guindon : importance des rapports de classe et du rôle de l'impérialisme, conception d'un État autoritaire et instrumental, etc. De façon générale, leur position a convergé autour de la centralité de l'analyse des rapports de pouvoir, et peut-être plus largement autour du choix d'une analyse en termes de structures sociales. Malgré cela, la marginalité d'Hubert Guindon demeure. Bien sûr, la vague structuro-marxiste qui gagne la jeune sociologie québécoise n'admet pas facilement une pensée qui, comme celle d'Hubert Guindon, échappe à des cadres théoriques relativement rigides et qui, à la suite de C. Wright Mills, parle d'élites et accorde une place importante au pouvoir des bureaucraties. Rendez-vous manqué ? Plutôt rencontre impossible quand on connaît par ailleurs l'aversion d'Hubert Guindon [xi] pour tout esprit d'école et de système. Reste quand même à un autre niveau une certaine parenté. Reste surtout que la force des analyses d'Hubert Guindon continue à fasciner, d'une génération à l'autre, plusieurs sociologues québécois et cela au-delà des querelles d'écoles ou des querelles institutionnelles. À preuve, la parution en 1977 dans *Recherches sociographiques* d'une traduction de son texte sur la modernisation.

Dans les années 80, la présence d'Hubert Guindon dans le champ intellectuel québécois se fait effectivement beaucoup plus sentir, comme le remarquent à juste titre Roberta Hamilton et John L. McMullen. La présente publication en français d'une collection de ses écrits confirme ce revirement de la situation, en même temps qu'elle contribuera, espérons-nous, à donner encore plus de visibilité à cette pensée.

Mais alors même qu'il ne fait plus de doute que la présence de cette pensée vigoureuse, originale et polémique a maintenant atteint plein droit de cité dans la communauté intellectuelle et académique québécoise et qu'elle est, au début de ces années 90, en train de se gagner un espace de plus en plus important, force nous est de constater qu'Hubert Guindon, encore une fois, a proposé dans ses derniers écrits une analyse à contre-courant de tendances dominantes. En effet, au moment où, suite au référendum, de nombreux intellectuels québécois pensent à abandonner l'option indépendantiste, sa démarche d'analyse et sa réflexion l'amenaient, lui, à croire que le rêve de l'indépendance est une conclusion triste mais nécessaire.

Cet itinéraire s'est donc poursuivi pendant longtemps en parallèle à la vie intellectuelle et universitaire du Québec francophone. Mais il faut rappeler que pareille marginalité, même dans les périodes du plus grand éloignement et de l'oubli, fut toujours paradoxalement liée à une pensée profondément enracinée dans la réalité québécoise concrète, diversifiée, quotidienne, populaire. Une réalité qu'il a travaillée, épousée à l'aide de longues heures passées sur le terrain, de vieilles et multiples amitiés, de rencontres, d'errances. Par ses thèmes et ses développements, par ses inquiétudes et ses espoirs, par ses impatiences, ses dénonciations et ses visées stratégiques, la sociologie d'Hubert Guindon a planté de profondes racines dans la société québécoise.

Héritier de notre société « toujours en quête d'une place ³ », Hubert Guindon connaît lui-même, de l'intérieur, les sentiments et le positionnement de celui qui est toujours en même temps du dedans et du dehors. L'habite une pensée qui a reçu le Québec en héritage et qui parvient avec aisance à faire saisir dans l'ici et l'immédiat, l'importance de l'ailleurs, dans le nous collectif, les signes tangibles de la différence et du [xii] pluriel ethniques et linguistiques et, dans l'espace local, des évolutions analogues à celle d'autres ensembles historiques concrets.

En deçà ou au-delà d'une visibilité institutionnelle qui a eu des hauts et des bas, la pensée d'Hubert Guindon a permis à plusieurs de mieux se former, de mieux pratiquer leur métier, de mieux comprendre, à la lumière de grandes interrogations sur les sociétés modernes, l'évolution de la nôtre. Nous le devons à sa manière d'interpeller des modes reçus de penser et de voir, de provoquer l'imagination et de penser autrement, de soumettre à débat les affirmations des uns et des autres et même les siennes.

Il faut espérer que cette édition en langue française d'écrits d'Hubert Guindon offre à certains l'occasion d'ouvrir un dialogue et à d'autres de poursuivre des débats.

Pierre Dandurand et Louis Maheu
Montréal, juin 1990

³ Guindon, Hubert, 1989, « L'héritage toujours en quête d'une place », in Marc Lesage et Francine Tardif (sous la direction), *Trente ans de révolution tranquille : entre le je et le nous, itinéraires et mouvements*, Montréal, Bellarmin.

[xiii]

**Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.**

AVANT-PROPOS

Par Hubert Guindon

Montréal, octobre 1987

[Retour à la table des matières](#)

La longue et quelque peu indiscrete introduction de mes deux anciens étudiants révèle l'hypothèse tacite à l'origine de ce livre, une hypothèse admise également par l'éditeur et par l'auteur ; il s'agirait du premier et du dernier livre que l'on puisse attendre de moi. Qui sait si je ne surprendrai pas tout le monde, moi le premier ?

Les essais de ce livre s'échelonnent sur plus de trente ans de carrière d'enseignement universitaire (1954-1987). je ne les ai pas écrits pour influencer sur la vie politique, ce qu'ils n'ont évidemment pas fait. Essentiellement, je cherchais à m'expliquer à moi-même la société dans laquelle je vivais, au moment où elle subissait de profondes mutations sociales et politiques qui ont marqué ma vie. À une certaine époque, il était mal vu d'observer la société d'une manière détachée, sans s'engager dans la praxis ou dans l'action politique ; néanmoins, par tempérament plutôt que par principe et à cause aussi de ma méfiance viscérale à l'égard de toutes les institutions, je suis demeuré non pas au-dessus, mais en dehors de toute action politique et sociale, sans cesser pour autant de m'y intéresser vivement à titre de spectateur directement touché.

Mes anciens étudiants prétendent que ces essais ont influencé les milieux universitaires canadiens-anglais, mais qu'ils ont été ignorés, sinon systématiquement boycottés, au Québec. Cela semble les tracasser plus que moi. Une influence universitaire reste confinée à l'université et bien qu'il soit flatteur d'avoir quelque influence sur ceux qui [xiv] vivent dans le monde des idées, c'est là un univers moins dangereux que celui de la politique, comme Socrate l'a appris à ses dépens. Le monde des idées impose une condition particulière que Hannah Arendt a décrite avec beaucoup de justesse ; pour y entrer, il est nécessaire de se couper du monde social et politique quotidien. L'université permet de remplir cette condition presque à temps plein, en théorie sinon en pratique. En effet, comme ceux qui y vivent le savent, elle représente souvent toute autre chose que le monde des idées ; c'est un monde de politique, de chasse aux ressources et d'auto-glorification. Il ne faut donc pas se scandaliser d'y découvrir de la mesquinerie, du carriérisme et de la prétention. Lorsque sa croissance l'a transformée en place du marché, l'université a perdu la « noblesse » qui la caractérisait à une époque révolue où, selon la légende, elle semblait plus « noble » que le monde du commerce.

L'avantage de vieillir, c'est de vivre de plus en plus dans un monde de souvenirs et surtout de découvrir qu'il existe essentiellement deux types de souvenirs, ceux qui nous sont chers et ceux qui sont évanescents. Les insultes, les boycottages, les luttes amères finissent un jour, pour qui a bon caractère, par appartenir au monde des souvenirs évanescents. Ces événements perdent leur mordant et la rancœur que l'on éprouvait se dissipe. Quant aux souvenirs chers à un professeur d'université, ils évoquent rarement des recteurs, des doyens ou des directeurs de département. Ils sont parfois reliés à des collègues, mais ils englobent toujours des étudiants, des étudiants qui pénètrent craintivement dans le monde des idées, qui doivent acquérir une assurance intellectuelle et qui, l'ayant développée, demeurent éternellement reconnaissants à ceux qui les ont encouragés à répondre à cette « vocation ».

J'ai une dette énorme envers mes étudiants, et pas seulement envers les meilleurs d'entre eux. Comme ils ont toujours le même âge, ils sont à la recherche de certitudes, mais ils ne sont pas prêts à accepter celles de leurs parents et de leur milieu. La sociologie est une discipline qui peut légitimer à la fois leur recherche et leurs doutes, leur ambivalence et leur malaise à l'égard du monde auquel ils sont confrontés. La salle de cours peut se transformer en un merveilleux « espace semi-privé » que se partagent un professeur et ses étudiants et étudiantes et où ces der-

niers peuvent, avec la complicité du premier, désapprouver et critiquer sans ménagement la conduite des affaires sociales par les élites du moment. L'indifférence audacieuse des jeunes, pour ne pas dire leur manque de respect, envers le monde et le mode de vie que leurs aînés ont péniblement édifié, est due au fait que ce monde dans lequel ils pénètrent leur a été donné et qu'il n'est pas le leur. Arendt qualifie de phénomène de « natalité » cette remise en cause du monde tel qu'il existe [xv] par la nouvelle génération qui y entre. L'enseignement est généralement défini comme la transmission à la jeune génération des connaissances acquises. En tant que travail intellectuel, l'enseignement est exactement le contraire ; c'est une remise en cause du monde tel qu'il est avec la complicité de la jeune génération.

Depuis 30 ans, ces remises en cause n'ont pas manqué au Québec. Les hommes et les femmes de ma génération étaient impatients et nerveux face au système sociopolitique et au monde traditionnel dans lequel ils sont entrés dans l'après-guerre. Nous avons épousé le modernisme corps et âme et, en rétrospective, l'image sombre de la société traditionnelle que nous avons tracée et diffusée n'était pas une analyse « objective, détachée et scientifique » de la réalité. Lorsqu'elle perd son caractère « sacré », la tradition devient insupportable pour certains. Au fur et à mesure que mes essais progressent dans le temps, je deviens moins sévère à l'égard de l'Église catholique et de son rôle dans le développement de la nation québécoise. Je conteste de plus en plus vivement les opinions de la gauche comme de la droite selon qui l'Église a nui au développement économique de la société québécoise, opinions qui ont cours tant dans les universités et les écoles d'administration que dans le monde professionnel et commercial des francophones en mobilité ascendante.

Je n'ai pas partagé le rêve socialiste qui a animé tant de jeunes et d'intellectuels à la fin des années 60. A leur dénonciation de l'exploitation capitaliste se mêlaient la fascination pour le pouvoir et le dogmatisme idéologique. Il ne faut pas donner le pouvoir à ceux qui sont fascinés par lui. Quant au dogmatisme idéologique, j'ai été immunisé contre lui lorsque j'ai abandonné un catholicisme dogmatique. Les membres de la nouvelle gauche n'ont contesté avec succès le « libéralisme » des années 50 et du début des années 60 que pour se voir eux-mêmes débordés par les idéologues de l'aile droite qui triomphent maintenant dans les années 80. Nous sommes loin du rêve socialiste égalitaire puisque l'inégalité est considérée aujourd'hui comme un fait qu'il faut personnellement éviter et non comme une situation sociale qu'il faut politiquement corriger. Un rêve vicié est quand même préférable à une course éhon-

tée et impitoyable vers la richesse. À mon avis, ce n'est pas une coïncidence si le règne des conservateurs est si souvent associé à la corruption morale et politique ; au cours de l'histoire, cette corruption a imprégné la progression de l'impérialisme et, après huit ans de conservatisme triomphant, elle est devenue de plus en plus apparente en Amérique du Nord.

Au fil des années, avec réticence et avec une amertume croissante, j'ai perçu sous un jour de plus en plus sombre le rôle de l'État canadien [xvi] dans ses relations passées et actuelles avec le peuple québécois. Il est devenu évident pour moi que ces relations s'inspirent toujours de la même origine viciée. Il m'apparaît également évident qu'aucun homme politique n'a la volonté ou le pouvoir de faire face courageusement à cet état de choses. Si paradoxal que cela puisse paraître, le rêve de l'indépendance est pour moi un aboutissement tristement nécessaire. L'exubérance candide qui a marqué l'entrée de ce rêve dans le monde de la politique partisane d'une société de masse a fasciné les médias et monopolisé la scène politique pendant une décennie. Cette exubérance et cette attention des médias ont masqué le danger d'une croyance naïve à un mythe : une politique partisane pouvait conduire à l'indépendance. Cette naïveté a disparu aujourd'hui ; mais même s'il n'apparaît plus sous le feu des projecteurs, le rêve demeure silencieusement ancré dans le cœur de suffisamment de Québécois pour rendre irréalisable l'autre rêve, celui de « l'unité nationale ».

Le problème politique du Canada est l'un des tristes legs que notre génération transmettra aux suivantes, faute de l'avoir résolu. Avec le temps, on peut espérer que le courage et la sagesse politiques permettront de le résoudre.

En terminant, c'est un devoir agréable pour moi de remercier les personnes directement responsables de la publication de ce livre ; Roberta Hamilton et John McMullan en ont eu l'idée et, ce qui est bien dans leur caractère, ils ont mené le projet à bonne fin. Il y a eu également Virgil Duff ; je ne le connais pas intimement, mais d'abord chez Macmillan, puis aux Presses de l'Université de Toronto, il a cru en ce livre et je l'en remercie du fond du cœur.

Enfin, mes remerciements vont au « Club du jeudi ». Ce club regroupe six universitaires et une ancienne personnalité politique qui dînent ensemble tous les deux jeudis du mois pour discuter de leurs travaux intellectuels et s'encourager mutuellement. Grâce à ces rencontres, ceux d'entre nous qui se retrouvaient en panne

d'inspiration ont pu reprendre la plume après avoir laissé tomber la fourchette et ce livre doit beaucoup à ce groupe agréable.

H. G.

Montréal, octobre 1987

[xvii]

**Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.**

Remerciements

[Retour à la table des matières](#)

Roberta Hamilton et John McMullan désirent remercier les personnes suivantes : mesdames et messieurs Monique Bégin, Jeannine Guindon, Norbert Lacoste, Jean-Louis Martel ainsi que John Jackson et Kurt Jonassohn de l'Université Concordia, Pierre Dandurand et Jean-Marie Rainville de l'Université de Montréal et John Meisel de l'Université Queen's. Roberta Hamilton remercie également le Comité consultatif de recherche de l'Université Queen's pour son appui ainsi que Carolyn Hider pour son aide dans la préparation du manuscrit.

[1]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

INTRODUCTION

Par Roberta Hamilton et John McMullan

[Retour à la table des matières](#)

Hubert Guindon a été notre professeur, notre mentor et notre ami et nous en sommes venus à l'aimer profondément. Comme beaucoup d'autres, nous avons profité de son enseignement au petit déjeuner dans sa cuisine, pendant de longs dîners bien arrosés, à l'occasion de simples conversations et parfois au cours de discussions passionnées. Il nous laissait également lui enseigner certaines choses, mais ce que nous lui enseignions se transformait toujours quelque peu au creuset de son ironie, de son expérience et de son humour.

Parce que nous avons avec lui ce genre de relations, et surtout parce qu'il est tout sauf un universitaire comme les autres, il est impossible de présenter son oeuvre sans d'abord le présenter lui-même. Comme ses étudiants et ses collègues l'ont découvert avant nous et après nous, on ne peut séparer chez Hubert Guindon le sociologue de l'homme. Dans son travail et dans sa vie, la passion souvent rattachée au domaine émotif et le rationnel que l'on dit relié à l'intellect sont indissociables. Cela donne un érudit passionné qui se nourrit autant des expériences de sa vie sociale que de ses recherches intellectuelles. Cela donne de la profondeur, de la conviction, et explique en grande partie l'influence de l'oeuvre et la popularité de l'auteur auprès des étudiants en sociologie du Québec et de tout le Canada. Un de ses collègues de

Concordia, John Jackson, que nous interrogeons sur l'influence de Guindon, nous a [2] répondu par une question : « Combien d'entre nous ont écrit deux articles dans les années 60 et ont été invités ensuite à les commenter partout au pays pendant les dix années suivantes ? J'ai utilisé cette question, a-t-il ajouté, pour m'opposer à des doyens qui mesurent la qualité à la quantité parce qu'ils ne savent pas comment évaluer la qualité. Hubert était invité partout à l'époque et, tout ce temps-là, il développait et testait les idées de son article sur la modernisation qui n'a été publié qu'en 1977 ⁴. »

De toute évidence, l'influence de Guindon ne se mesure pas à la hauteur de la pile de ses oeuvres. Peu nombreux et espacés dans le temps, les articles qu'il a publiés ont d'abord été élaborés dans le cadre de cours ou à l'occasion de conférences. Leur donner une forme définitive sur papier a été et continue d'être pour lui une tâche exaltante, mais laborieuse. Comme le disait son collègue et ami, Kurt Jonassohn, à un éditeur frustré d'attendre un article promis par Guindon : « C'est la faute des étudiants - ils ne sont plus comme autrefois. George Herbert Mead n'a guère écrit, mais ses étudiants ont publié leurs notes de cours. C'est ce que les étudiants d'Hubert auraient dû faire ⁵. » En fait, Guindon n'a jamais soumis un article à une revue de la façon habituelle ; on les lui a toujours demandés à la suite d'une conférence.

Depuis 25 ans, sa principale contribution à la sociologie est l'élaboration et la diffusion de ses propres interprétations de la société québécoise à l'intention du Canada anglais. Pour des raisons que nous expliquerons plus loin, son influence dans le Québec francophone a été inégale, moins définitive, souvent limitée à de petits groupes et ne s'est pas manifestée avant les années 80. En cherchant à comprendre sa propre société, Hubert Guindon a abordé bien des sujets : l'avènement de la Révolution tranquille, la croissance d'une classe moyenne au service de l'État et son

⁴ À moins d'indication contraire, toutes les citations de John Jackson, Jeannine Guindon, Norbert Lacoste, Pierre Dandurand et Jean-Marie Rainville sont tirées d'entrevues qui ont eu lieu à Montréal en novembre 1986. Les deux auteurs ont rencontré Jean-Louis Martel à Montréal en mai 1987 et Roberta Hamilton a interviewé John Meisel à Kingston en mars 1987.

⁵ Voir la bibliographie des écrits de George Herbert Mead dans *Mind, Self and Society*, Charles W. Morris éd., Chicago, 1934, p. 390-392. Comme Morris l'explique dans l'introduction « M. Mead n'a jamais expliqué sa position et ses résultats de façon plus élaborée [...] ce livre est composé en grande partie des notes de cours de deux excellents étudiants auxquelles s'ajoutent d'autres notes ainsi que des extraits de manuscrits laissés par Mead » (p. v-vi).

exclusion de la grande entreprise, le caractère politique du malaise des classes populaires, le rôle joué par l'Église pour promouvoir la Confédération et pour protéger l'héritage français, les conséquences du déclin du pouvoir du clergé, le caractère de la Confédération canadienne, le moment choisi pour remettre en question la légitimité de l'État à cause de « l'union inégale ⁶ », la montée du néo-nationalisme dans les années 60, l'opportunisme politique et la naïveté sociologique des programmes officiels de bilinguisme, les jeux politiques du référendum, la montée et le recul du Parti québécois. Parce que les transformations radicales de la société québécoise ont souvent occupé l'avant-scène de la vie canadienne depuis 25 ans, les interprétations de Guindon se sont révélées non seulement plausibles du point de vue sociologique, mais également satisfaisantes du point de vue politique. Comme l'explique John Meisel, professeur en sciences politiques à l'Université Queen :

[3]

« Au Canada anglais, les intellectuels tentaient désespérément de comprendre ce qui se passait au Québec et Hubert savait merveilleusement expliquer. Il était un messenger qui n'a pas été tué à cause du message qu'il apportait parce que c'est en véritable savant qu'il traçait le tableau des événements au Québec. »

Hubert Guindon était jeune professeur à l'Université de Montréal lorsqu'il a présenté son premier exposé sur la société québécoise, à l'occasion de la réunion annuelle de l'Association canadienne des sciences politiques à Kingston, en juin 1960. C'était un exposé polémique. En apparence, il s'agissait d'une défense nuancée de l'« école de Chicago » qui avait présenté le Québec comme une société archaïque. Horace Miner et Everett Hughes avaient publié deux monographies qui avaient fait autorité, le premier sur Saint-Denis et le second sur Drummondville. Au milieu des années 50, Philippe Garigue, alors professeur à l'Université McGill, avait critiqué ces ouvrages. En 1959, Garigue avait été nommé doyen des Sciences sociales à l'Université de Montréal, devenant ainsi le doyen de Guindon. En se portant à la défense de l'école de Chicago, Guindon attaquait de front la thèse de Garigue et donnait une interprétation de l'évolution de la société québécoise qui allait bien au-delà des re-

⁶ Guindon emprunte ce qu'il appelle cette « expression heureuse » à l'œuvre capitale de Stanley Ryerson, *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas 1815-1873*, Toronto, 1973.

cherches de l'école de Chicago. La veille du jour où il devait présenter son exposé, Everett Hughes avait suggéré à son ancien étudiant de faire un début de carrière moins fracassant et de présenter des faits plutôt qu'un aperçu global. De telles analyses d'ensemble revenaient à des maîtres reconnus et les jeunes devaient faire des débuts moins prétentieux !

L'exposé, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », fut publié dans *The Canadian Journal of Economics and Political Science* et Guindon s'acquit une grande réputation au Canada anglais. Selon les chercheurs de l'école de Chicago, le Québec vivait la même transition qui s'était déroulée plus tôt dans presque toute l'Amérique anglophone et passait d'une société rurale à une société urbaine. Dans les années 30, Horace Miner avait publié une étude ethnographique sur Saint-Denis, « une paroisse entièrement rurale », dans laquelle il soutenait que jusqu'à tout récemment, le monde urbain extérieur en voie d'industrialisation avait peu modifié les coutumes économiques, religieuses, politiques, sociales et sexuelles des habitants de Saint-Denis. Les terres étaient transmises d'une génération à l'autre sans perturbation. En étudiant le milieu urbain de Cantonville (Drummondville), Everett Hughes avait confirmé les constatations de Miner : « L'évolution actuelle de la vie et des problèmes des Canadiens français est reliée à l'industrialisation et à l'urbanisation provoquées par l'expansion actuelle du monde anglo-américain. La paroisse entièrement rurale décrite par Horace Miner dans *St. Denis*, [4] *a French-Canadian Parish*, peut être considérée comme le prototype des communautés québécoises encore très peu touchées par cette évolution ⁷. »

Ces études ne convainquirent pas Philippe Garigue. En se fondant sur sa propre analyse de Saint-Justin, il soutenait que le Canada français, rural et urbain, faisait partie intégrante d'une société industrialisée moderne. Parce qu'elle ne tenait pas compte de la riche histoire urbaine du Québec, qui remontait à la Nouvelle-France, l'école de Chicago en arrivait à trouver une rupture au lieu d'une continuité, des différences au lieu de similitudes. Selon Garigue, les Canadiens français constituaient une population vraiment « moderne » dans ses idées, ses coutumes, sa vie familiale et ses entreprises économiques. Loin d'être attachés à leurs terres, ils étaient extrêmement mobiles et réagissaient pleinement aux impératifs économiques

⁷ Everett Hughes, *French Canada in Transition*, traduit sous le titre *Rencontre de deux mondes : la crise d'industrialisation du Canada français*, trad. de J.-C. Falardeau, Éditions Lucien Parizeau.

d'une société industrialisée. « L'étude du processus d'intégration, disait-il, a montré que les Canadiens français des régions rurales partageaient avec les Canadiens français des régions urbaines certaines convictions et que l'évolution des structures sociales a empêché que se crée une culture proprement rurale [...] la culture canadienne-française s'était déjà assimilé tous les éléments qui pouvaient lui permettre de s'engager plus profondément dans le mouvement moderne d'urbanisation, et [...] de ce fait le changement s'est effectué sans contraintes graves ⁸. »

Guindon mit quelques années à élaborer sa réplique. Jean-Marie Rainville, un professeur de l'Université de Montréal qui était son étudiant à l'époque, se souvient que « toutes les idées de *"Réexamen de l'évolution sociale du Québec"*, les grandes divisions de l'analyse, étaient déjà en place en 1956. Le texte publié représentait une élaboration de ces premières ébauches et la base d'études futures ». Guindon s'inspira d'ouvrages historiques, des perspectives et des données de l'école de Chicago ainsi que de ses propres recherches à Saint-Denis. Il est vrai que la Nouvelle-France avait été une « société rurale marchande », mais Garigue avait omis de tenir compte des effets dévastateurs de la conquête sur la société française en Amérique. Citant les ouvrages récents de Michel Brunet et de Guy Frégault, Guindon démontra que la bourgeoisie était retournée en France (la thèse de la décapitation) et que le reste de la population n'avait pas eu d'autres choix que de se retirer dans les campagnes. Sous la direction du clergé catholique, inquiet des terribles répercussions de la Révolution française sur l'Église, la population avait perpétué un mode de vie traditionnel, rural et religieux. Chaque génération transmettait à la suivante des terres et une idéologie afférente qui idéalisait le dur labeur, la famille nombreuse et les pratiques [5] religieuses, en opposition au mode de vie séculier et matérialiste des conquérants anglais établis à distance.

Toutefois, dans son analyse des élites canadiennes-françaises, la religieuse et la séculière, ainsi que de leurs tentatives pour définir les conditions du passage au capitalisme industriel tout en maintenant leur pouvoir, Guindon va au-delà des perspectives de Garigue et de l'école de Chicago. Nous discernons là l'influence de C. Wright Mills, qui est peut-être son seul héros en sociologie. En considérant le comportement des élites sous cet angle, Guindon démontre pour la première fois, mais

⁸ Philippe Garigue, « Évolution et continuité dans la société rurale canadienne-française », dans *La société canadienne-française*, Marcel Rioux et Yves Martin éd., Montréal, 1971, p. 147.

non la dernière, des dons prophétiques étonnants. L'Église se rendait compte que les besoins d'individus qui, comme consommateurs et comme travailleurs, se retrouvaient sur un marché capitaliste instable et impersonnel, dépassaient de beaucoup ses ressources et ses aptitudes administratives. La taille de ses établissements s'accrut énormément ; les prêtres et les religieuses se transformèrent en bureaucrates et durent par la suite recourir au financement de l'État.

Guindon prévoyait qu'en cours de route, les fidèles perdraient de vue la signification de la vie religieuse ; l'Église pourrait bien gagner sa bataille pour acquérir le contrôle administratif, mais perdre la guerre, soit sa propre légitimité aux yeux de la population. « Ces symboles [précieux], dit-il, pourraient se vider de leur sens pour la population, voire même pour une partie du clergé. Ce ne serait pas par la faute d'une culture étrangère aliénante, mais ce serait le résultat direct du contrôle exercé par le clergé lui-même sur la société toute entière ⁹. » Nous lui avons demandé récemment, au cours d'une entrevue, si des signes d'une perte de la foi étaient déjà visibles lorsqu'il a fait cette prédiction. « Non, cela ne s'était pas encore produit », dit-il, puis il ajoute d'une façon bien caractéristique : « C'était une menace ! et en fait, c'était prophétique. C'est la logique qui m'a amené à écrire cela, car il n'y avait aucune preuve empirique. Je vais jusqu'à dire que la signification sera perdue non seulement pour les fidèles, mais pour les prêtres eux-mêmes. C'était une idée qui me plaisait ¹⁰ ! » Cette idée plaisait à Guindon parce que l'un des grands thèmes qui sous-tend ses réflexions écrites ou orales sur la société est son intolérance à l'égard des autorités qui cherchent à outrepasser leur mandat social, agissent avec ostentation et prétendent offrir beaucoup tout en servant visiblement leurs propres intérêts. En tant que sociologue, il pouvait voir que le sens de la vie religieuse finirait par se perdre, tant dans le clergé que chez les laïcs, comme cela s'est produit à une vitesse foudroyante dans les années 60.

L'attitude de Guindon à l'égard de l'autorité a non seulement influé sur ses écrits, en façonnant ses perspectives et son style, mais elle a modifié [6] également sa carrière de sociologue et explique pourquoi il n'a pas eu la même influence au Québec qu'au Canada anglais. En effet, dans son article « Réexamen de l'évolution sociale du Québec », il mettait en doute l'interprétation de quelqu'un qui n'était pas

⁹ « Réexamen... », p. [58].

¹⁰ Entrevue avec Hubert Guindon en novembre 1986. À moins d'indication contraire, toutes les citations de M. Guindon sont tirées d'une série d'entrevues pendant ce mois.

uniquement un autre spécialiste des sciences sociales, mais aussi son doyen ; il s'était déjà énergiquement opposé à la nomination de Philippe Garigue dont il acceptait mal, depuis, le style de direction et les politiques. Une note de son article révèle bien ces divers sentiments : « M. Garigue ne se considère pas comme un soldat de l'armée de la science, mais plutôt comme un général en chef. Une telle ambition n'a rien de particulièrement répréhensible car la plupart des sociologues la nourrissent en secret, mais d'habitude ils ne l'expriment pas si ouvertement et avec tant d'agressivité ¹¹. »

C'était là des mots osés pour un jeune professeur qui n'avait pas encore un poste permanent. Sa sœur, Jeannine Guindon se souvient qu'une première version de son exposé contenait des mots encore plus durs. « Hubert, lui ai-je dit, tu ne peux pas dire ça ; tu ne dois pas oublier qu'il s'agit quand même de ton doyen. » De toute évidence, c'était là une partie du problème et il est nécessaire d'expliquer davantage l'attitude de Guindon à l'égard de l'autorité et de montrer comment elle a influencé ses théories sociologiques, l'a opposé à Philippe Garigue et a motivé par la suite son départ de l'Université de Montréal. En effet, sa querelle avec Garigue a été publique et fort bruyante, comme le rappelle Pierre Dandurand, professeur à l'Université de Montréal et étudiant de Guindon à l'époque : « La principale raison du départ de Guindon de l'Université de Montréal est Garigue... Garigue a gagné la bataille administrative. »

Franco-Ontarien, Guindon naît à Bourget et passe son enfance à Apple Hill. Il est le plus jeune enfant de Pascal et Joséphine Guindon, de petits commerçants. Ses cinq frères et sœurs ont tous embrassé des carrières diverses : Fernand est un homme politique, Bernard est prêtre, Jeannine est psychologue, Ghislaine est travailleuse sociale et Jean dirige une partie des affaires familiales. À dix ans, Hubert est mis en pension et il se retrouve avec des camarades de treize ou quatorze ans ; c'est en effet un enfant précoce, non seulement dans les matières scolaires mais aussi en musique, car il a gagné plusieurs concours du Conservatoire de musique de l'Ontario et il devient par la suite organiste de son école. « J'étais un rebelle même au pensionnat, rappelle-t-il. Je m'opposais à l'Action catholique qui me semblait une cinquième colonne, une hiérarchie de gens meilleurs que nous. Nous étions tous censés devenir prêtres, mais certains étaient plus saints que les autres. » Son horreur de la

¹¹ « Réexamen... », p. [59].

prétention [7] apparaîtrait très tôt. Pourtant, il ne manque pas d'une certaine confiance en lui :

Il y avait un prêtre sulpicien de Montréal que nous appelions « Bouboule ». Il avait l'habitude de s'en prendre à chaque étudiant à tour de rôle et de le faire pleurer. Je savais que mon tour viendrait. Il m'appela « Lammenais » à cause de mon orgueil, le péché de l'orgueil. À mes yeux, c'était un compliment et il fut furieux de voir que ce surnom n'avait pas l'effet désiré. Dès dix ou onze ans, j'éprouvais ce sentiment de révolte. Parce que j'étais intelligent et toujours premier de classe, mes professeurs et aussi mes collègues, avec qui je n'avais guère de liens, me respectaient sans me témoigner d'amitié. Néanmoins, les autorités me considéraient comme un mauvais esprit.

À dix-sept ans, sans qu'on sache trop pourquoi, Guindon entre au Séminaire Universitaire de l'Université d'Ottawa. Jeannine dit qu'elle même et les autres enfants s'opposaient à cette décision parce que « nous savions qu'il n'avait pas la vocation ». Ils tentent de convaincre leurs parents de s'y objecter, mais ce qui est étonnant de la part de Guindon, ce n'est pas tellement son entrée au séminaire que la façon dont il en sort. « Je me souviens, dit-il, d'avoir demandé à Ghislaine de dire à nos parents que je ne retournerais pas au séminaire et je crois lui avoir dit aussi que je ne pratiquerais plus. J'avais l'impression que s'ils n'acceptaient pas ma décision, ils ne me reverraient jamais. C'était en 1949 et, à cette époque, de telles choses n'étaient pas facilement acceptées. »

Le récit que Guindon fait de la façon dont il est arrivé à cette décision détonne à une époque sécularisée et constitue un témoignage émouvant de la transition que va bientôt connaître le Québec, une transition qui, selon Garigue, n'existait que dans la tête des chercheurs de l'école de Chicago. « J'ai demandé à mon meilleur ami, Robert Gay [aujourd'hui supérieur général des Pères Blancs à Rome] si j'avais encore la foi. Il a consulté d'autres personnes, puis il m'a dit que je ne l'avais plus. Je me suis alors senti libéré à bien des points de vue. » Guindon ajoute ensuite sur un ton plus léger, mais non moins sincère : « D'après ce que je me rappelle, lorsque j'ai quitté le séminaire, j'ai aussi quitté la foi. Je pensais, je crois, que si je ne pouvais pas être un saint, j'étais aussi bien de ne pas essayer du tout ! »

C'est peut-être parce qu'il a quitté l'Église sans tambours ni trompettes, avec l'acceptation silencieuse de sa famille et sans hostilité de sa part, que Guindon n'a

pas fait partie des intellectuels québécois qui se sont réjouis du déclin de l'Église. Dans son analyse du rôle de celle-ci au cours des années qui ont précédé la Révolution tranquille, il démontre [8] au contraire le caractère du contrat anglo-français qui sous-tendait la Confédération et met en lumière l'action de l'Église pour préserver la langue et la culture de la « nation » française en Amérique. À ses yeux, les prétentions et les abus de pouvoir contemporains sont des cibles que les sociologues auraient davantage intérêt à pourfendre. Pour emprunter ses propres mots, « frapper un adversaire par terre demande peu de courage. Ce dicton n'a jamais été mieux illustré que par l'Église catholique romaine depuis son déclin dans la société québécoise... Si la mise au pilori verbale entraîne la purification, elle peut vraiment s'appeler aujourd'hui la Sainte Église catholique romaine ¹². »

Guindon soutient qu'il faut lire avec beaucoup de prudence tout ce qui s'est écrit sur l'Église depuis la Révolution tranquille. « Longtemps, j'ai accusé l'Église, sans doute pas plus injustement que mes contemporains, mais je suis prêt à admettre que les choses ne sont pas aussi simples qu'elles nous apparaissaient dans les années 50. »

Guindon quitte l'Église en 1949. Il passe un an à étudier la philosophie à l'Université de Montréal, puis s'inscrit en sociologie à l'Université de Chicago. À l'époque, ce n'est pas un choix courant pour un Canadien français, car seule l'Université McGill possède un département de sociologie, mais des relations familiales ont joué dans cette décision. Par l'entremise de sa sœur Jeannine, Hubert a rencontré le père Noël Mailloux, OP, le fondateur du département de psychologie de l'Université de Montréal. Ce dernier lui a fait connaître la sociologie au cours de l'été qui a suivi son départ du séminaire. Selon Jeannine, Hubert avait des dispositions naturelles pour la sociologie : « il aimait apprendre les coutumes des gens, leur façon de vivre... cela l'intéressait vraiment... Il pouvait toujours saisir l'image globale, voir les enchaînements loin dans l'avenir et il s'attendait à ce que les autres les voient ; c'était tellement évident pour lui. Il possédait déjà cette structure mentale. »

Guindon raconte une courte promenade qu'il fait avec son père à la fin de l'été. « Il était évident qu'il ne voyait aucun avenir pour moi dans la philosophie. Qu'est-ce que je ferais il J'ai mentionné la sociologie dont j'avais entendu parler par le Père

¹² La Couronne, l'Église catholique et le peuple canadien-français ou les racines historiques du nationalisme québécois », p. 167.

Mailloux que m'avait fait rencontrer ma soeur ; je n'avais pas la moindre idée de ce que c'était ; j'ai aussi mentionné le droit. Mon père ne voulait pas entendre parler du droit ; à son avis, les avocats et les juges étaient tous corrompus. Il m'a donc dit que je devrais peut-être songer à la sociologie, sans savoir évidemment ce que c'était, lui non plus ! »

Quelle que soit la conception de la sociologie que se fait Hubert Guindon pendant les trois années suivantes à Chicago et pendant toute sa carrière, elle demeure profondément marquée par sa décision antérieure d'abandonner ses croyances religieuses. « je combattais, dit-il, les systèmes [9] idéologiques fermés. Je crois que mon rejet de l'Église m'a immunisé à la fois contre Parsons et contre le marxisme. Je croyais plutôt à l'importance de l'histoire ; pour moi, le rôle du sociologue, et c'est là qu'interviennent les idées de Mills, était de révéler, d'expliquer sa propre société. Je suis marxiste sous un seul aspect, mais il est très important ; au niveau épistémologique, je n'ai jamais cru en autre chose qu'en la spécificité historique des sciences sociales. »

Le rejet par Guindon de la « Grande théorie » ne le fera pas bien voir dans la faculté que Garigue est en train d'édifier, c'est-à-dire, selon la description de l'abbé Norbert Lacoste, « un établissement officiel de haut niveau, axé sur l'abstrait plutôt que sur le pragmatisme ». Cependant, Guindon a acquis durant son séjour à Chicago d'autres idées qui soulèveront des difficultés dans son département en voie de formation. Ayant étudié avec Ernest W. Burgess (« le premier saint protestant que j'aie rencontré »), William Fielding Ogburn, Herbert Blumer (« le meilleur professeur que j'aie entendu »), Edward Shils, Lloyd Warner et Everett Hughes (« il était très exigeant pour ses étudiants et je me suis contenté d'assister à ses cours comme auditeur libre »), Guindon acquiert « du respect pour les sociologues qui vont sur le terrain ». Pour lui, cela a une signification bien particulière : « Vous ne restez pas sur votre terrain, vous allez sur celui des autres ; ce n'est donc pas vous qui contrôlez et déterminez les règles du jeu. Les études sur le terrain de ce genre existent à peine. »

Les partisans de ce type de sociologie ont peu d'estime pour les outils dont se servent la plupart des sociologues, les études d'attitude : « J'ai appris de Blumer qu'on ne pouvait pas faire des études d'attitude sans tenir compte des situations. » Guindon déteste les questionnaires. « Je n'ai jamais cru que le questionnaire était un instrument qui permettait de découvrir la réalité sociale, et je ne le crois toujours

pas. J'ai l'impression que le vent commence à tourner en ma faveur, pour un temps du moins... » Il n'aime pas davantage les catégories et les mesures : « J'ai eu comme professeur Otis Dudley Duncan, nous l'appelions Otis Deadly Duncan. C'était un démographe passionné des chiffres. Puis, j'ai suivi un cours sur les grands médias. J'ai fait un travail sur la chronique de l'échotier Irv Kupcinet dans *The Chicago Sun-Times*. Ce n'était pas un travail très excitant, mais j'ai tenté du mieux que je le pouvais d'établir des catégories et des chiffres. C'était un travail "empirique". Mon professeur m'a fait une faveur en me donnant le seul C que j'aie récolté à Chicago ; cela m'a guéri pour la vie. je n'ai plus jamais essayé de jongler avec les chiffres ¹³ ! »

Guindon a appris autre chose à Chicago, pas tellement à l'université que dans la ville elle-même. Cette chose n'influencera pas directement [10] ses écrits, mais elle aura de profondes répercussions sur son enseignement, sur son style de vie, et lui vaudra parmi ses étudiants et ses collègues la réputation d'être un peu « mystérieux ». Son séjour à Chicago a affermi, d'une part, sa méfiance à l'égard de la bourgeoisie et de la classe moyenne et, d'autre part, sa fascination pour ceux qui sont nés « du mauvais bord de la track » - pour « les gens humbles, simples, pauvres » - à qui il s'identifie.

Contrairement à la plupart des étudiants qui font leurs études supérieures à l'Université de Chicago à l'époque, Guindon ne rate pas un seul cours, sauf pendant un semestre de profonde dépression. Il passe alors tout son temps dans le West Madison, le quartier mal famé de la ville. « J'ai simplement commencé à y aller régulièrement, dit-il. Les gens finissent par se rappeler de ton visage. Tu n'as pas besoin d'être présenté officiellement. » Il n'a pas besoin non plus de présentation officielle pour assister aux assises criminelles au Palais de justice situé au cœur du quartier. C'est là qu'il satisfait son intérêt pour la carrière d'avocat à laquelle il n'a jamais complètement renoncé, un intérêt qui lui servira plus tard dans ses deux milieux de vie.

Tous ceux qui connaissent Hubert Guindon savent en effet qu'il navigue dans deux milieux, dans le monde universitaire parmi ses collègues et surtout ses étu-

¹³ « Des années plus tard, deux sociologues canadiens, Wallace Clement et Dennis Olsen, s'inscrivaient en faux contre cette affirmation que venait de faire Guindon au cours d'une conférence. N'était-il pas l'auteur d'un article intitulé « Deux cultures » ? Guindon riposta que le titre de l'article n'était pas de lui, mais de l'éditeur.

dians et dans un autre univers, celui des déshérités et des rejetés. Dans ce dernier milieu, il n'est plus le sociologue qualifié. Ce sont des amis qu'il rencontre, qui lui racontent leur vie et à qui il offre temps, argent et conseils. Une de ses étudiantes de l'Université de Montréal, Monique Bégin, garde le souvenir suivant : « Nous savions qu'il avait des amis, passait ses soirées dans les bars, mais sa vie personnelle demeurait mystérieuse, parce que le peu que nous en savions évoquait une vie vraiment personnelle, complètement différente de la vie d'un intellectuel. »

John Jackson décrit Guindon comme « un homme du peuple dans l'âme ; son amour des gens est très sincère. Les choses qu'il dit, les gens qu'il fréquente et la vie qu'il mène ne correspondent à aucun modèle universitaire connu. Il n'a pas été facile pour lui d'être dans le monde universitaire et de ne pas adopter un certain style de vie. Il a éprouvé de l'angoisse, de la colère ». Cela explique pourquoi la politesse de la bourgeoisie et les prétentions sociales de la classe moyenne n'ont aucun attrait pour Guindon. Cela explique aussi pourquoi il se sent si inconfortable au sein des institutions et se porte si rapidement à la défense de ceux qu'il croit persécutés. Voici comment Jeannine Guindon explique son attitude à l'égard de l'autorité : « L'autorité doit avoir raison ou être abolie. Selon lui, si vous acceptez des responsabilités, vous devez être parfait ou presque... il n'était pas contre toute autorité, mais il se [11] montrait très critique envers ses détenteurs lorsqu'à son avis, ils ne faisaient pas ce qu'ils auraient dû faire. Il avait des normes très élevées et de grandes attentes. » Comme ami du peuple, avocat autodidacte et sociologue habile, il pouvait offrir une formidable opposition aux institutions et une aide précieuse à ceux qu'il défendait. Il n'a jamais oublié qu'un jour, en 1959, il a lui-même dû se défendre à l'Université de Montréal.

Guindon commence à enseigner à l'Université de Montréal en 1954, à l'époque où les réseaux professionnels sont restreints et sans formalité. Il est encore à Chicago lorsqu'une lettre du Père Mailloux lui annonce qu'il vient d'obtenir un poste de professeur dans le nouveau département de sociologie. Le directeur est l'abbé Norbert Lacoste et les professeurs sont Hubert Guindon, Paule Verdet et Sally Cassidy, tous de l'Université de Chicago. Fernand Cadieux, l'inspirateur du Groupe de recherches sociales et un très grand ami de Guindon jusqu'à sa mort en 1976, donne également

des cours, bien qu'il ait refusé un poste permanent ¹⁴. Dès le départ, Guindon est un professeur très populaire. Monique Bégin en garde le souvenir suivant : « Il nous enseignait à douter avec passion. Il était notre professeur selon l'ancienne définition médiévale, quelqu'un plus ancien que nous dans un domaine qu'il a exploré plus que nous et que nous suivions ; nous le suivions littéralement à la trace, recueillant des fragments que nous réorganisions de notre mieux. »

Guindon crée la même impression lorsqu'il donne des cours d'introduction générale à l'Université Sir George Williams (aujourd'hui Concordia). Son collègue John Jackson est catégorique sur ce point : « je crois bien qu'il était le meilleur professeur du monde aux yeux d'énormément d'étudiants. Je n'ai jamais entendu une seule remarque négative. »

Voici la description qu'un étudiant a publiée en 1967 et qui traduit bien la saveur des « méthodes » d'enseignement de Guindon.

M. Guindon a un style d'enseignement bien particulier et ses cours sont teintés par sa personnalité [...] Il parle d'abondance, sautant d'un sujet à l'autre [...] fume comme une locomotive en laissant la cendre tomber sur son habit. Il entrecoupe ses commentaires de plaisanteries et permet les interruptions, pourvu comme il le dit lui-même, que « vous réussissiez à glisser un mot ». Il se rend compte de son excentricité et se qualifie lui-même de « crocodile souriant » [...] Une fois qu'on l'a connu, peu importe l'impression qu'on a de lui, on ne peut l'oublier ¹⁵.

Guindon est également un conférencier prisé. Pour John Meisel, plusieurs raisons expliquent sa popularité : « C'était un homme en avant de son temps. Il représentait la contre-culture avant que celle-ci n'apparaisse, [12] et dans son cas c'était sa propre contre-culture. Il était très simple avec les étudiants. Il les poussait au pied du mur, mais ceux-ci se sentaient toujours très libres de parler ouvertement avec lui. De plus, il est évidemment un iconoclaste, un homme aux idées vraiment originales. »

¹⁴ L'abbé Norbert Lacoste nous a dit qu'il avait offert à Cadieux un poste à temps plein. Il faudrait écrire un livre sur Fernand Cadieux, l'homme derrière la scène de la Révolution tranquille, derrière la venue des « trois sages » à Ottawa, celui que Claude Ryan a décrit dans un hommage posthume comme « un des esprits les plus perçants de sa génération » (*Le Devoir*, 6 mars 1976, p. 5).

¹⁵ Reproduit dans Forum : The Journal of the Students of the School of Community and Public Affairs, Montréal, 1985.

Ses relations avec les autorités ne sont pas aussi harmonieuses. John Jackson se souvient de sa description positive de l'administration de Sir George Williams en 1966 : « Il disait que ce qui l'impressionnait le plus, c'était l'humilité des administrateurs. À l'époque, c'était vrai. L'administration était humble, c'est-à-dire qu'elle se contentait d'administrer. L'Université était avant tout une maison d'enseignement. »

En grossissant, Sir George Williams se transforme, se modelant de plus en plus sur les grandes universités axées sur la recherche comme McGill, au lieu de garder ses racines populaires. Le désenchantement croissant de Guindon à l'égard d'une université qu'il a déjà qualifiée dans une conversation avec sa sœur de « l'université du peuple » reflète cette transformation. Il rappelle aussi le désenchantement antérieur plus douloureux ressenti à l'égard de l'Université de Montréal où la transformation a été plus radicale et a signifié le renvoi de la vieille garde ainsi que l'adoption de nouveaux sociologues et d'une nouvelle sociologie. Aux yeux de Guindon, ces modifications s'apparentent à un coup d'État et ses étudiants ont la même impression lorsqu'à la rentrée de septembre 1960, ils trouvent le nouvel ordre en place. Ils découvrent que ce qu'on leur a enseigné auparavant est de la « mauvaise » sociologie ; Guindon et ses étudiants sont surnommés « les Hurons » par le criminologue Denis Szabo (une appellation nettement raciste qui ne serait sans doute plus acceptable dans une université « respectable ») et les étudiants doivent être corrigés, resocialisés et rééduqués. Finis les travaux sur le terrain, qui représentent tout au plus des études ethnographiques bizarres. L'abbé Norbert Lacoste décrit bien ce nouvel esprit : « Hubert était davantage un chercheur sur le terrain qu'un professeur de cours magistraux. Il s'intéressait aux groupes marginaux ; il avait des amis parmi les policiers avec qui il allait voir les gangs. Il était dans la tradition de la Street Corner Society et voulait que ses étudiants découvrent la masse. » Ceux qui connaissent bien les écrits sociologiques de Guindon depuis 30 ans ont de bonnes raisons de ne pas connaître cet aspect de ses travaux. Pourtant, l'abbé Lacoste n'a rien inventé dans sa description. Comment peut-on expliquer une telle coupure ?

Deux facteurs étroitement reliés semblent jouer contre Guindon. En premier lieu, son héritage de l'école de Chicago, l'engagement d'étudier la société de première main, ainsi que sa méfiance des systèmes de pensée préconçus imprègnent totalement son enseignement. À une [13] époque où la sociologie tente de se modeler sur les sciences physiques, où les lois générales et les principes abstraits sont la

règle sine qua non des travaux universitaires, la tâche brouillonne, désordonnée qui consiste à saisir une société dotée d'un passé historique précis et à expliquer comment elle est devenue ce qu'elle est, semble moins profonde et même chimérique.

En second lieu, il semblerait que la sociologie de Guindon soit jugée en fonction de la perception que l'on a de sa vie personnelle. Citons à nouveau l'abbé Lacoste : « Hubert Guindon était un non-conformiste et l'Université de Montréal édifiait son département de sociologie sur des normes universitaires très élevées. » Monique Bégin a une explication plus brutale : « Ils se servaient de mots que leur inspiraient son apparence physique, sa vie privée - le mot "désorganisé" est le premier qui vient à l'esprit - et ils disaient que ce n'était pas de la sociologie. » ¹⁶ En 1960, Hubert Guindon se voit octroyer un congé sabbatique de deux ans qu'il n'a pas sollicité pour terminer son doctorat. « S'ils vous donnent un an, dit-il, vous savez à quoi vous en tenir, mais deux ans, c'est étonnant ! » Selon l'abbé Lacoste, « à un certain niveau, il faut émonder l'arbre ; Garigue l'a fait et quelques branches sont tombées. C'est ce qui est arrivé à Hubert. »

L'histoire n'est pas aussi simple. Lorsque Garigue favorise le départ de Guindon, il ne coupe pas uniquement un collègue « désorganisé » de sa faculté et de ses collègues qui critiquent son interprétation de la société québécoise ; il se débarrasse de celui qui s'est opposé franchement et publiquement à sa nomination comme doyen. Cela s'est passé en 1959. Au moment de la démission d'Esdras Minville, doyen de la Faculté des sciences sociales, Guindon et d'autres ont proposé comme successeur Jacques Lavigne, qui enseignait alors la philosophie sociale à l'Université de Montréal. Lavigne était un universitaire de réputation internationale et l'auteur de *L'Inquiétude Humaine*. Lorsque la rumeur s'est répandue à l'effet que l'abbé Lacoste voulait offrir le poste à Philippe Garigue, Guindon et Fernand Cadieux ont tenté d'empêcher cette nomination. Ils ont appris que le contrat de Garigue n'a pas été renouvelé à McGill parce qu'il n'est pas populaire parmi les professeurs et parce qu'il a suscité de l'animosité entre les sociologues et les anthropologues qui se partagent un même département.

En dépit des interventions de Guindon et des autres, « M. Garigue est nommé ». « On a utilisé le passif, dit Guindon, pour annoncer cette nomination. » À ses yeux,

¹⁶ Cette expression revient dans les entrevues avec Monique Bégin, Jean-Marie Rainville et Pierre Dandurand.

l'Université est coupable de deux fautes : il y a d'abord le traitement infligé à Jacques Lavigne, « ce qu'Hubert juge un geste déloyal », dit sa sœur ; il y a ensuite la nomination d'une personne [14] dont la réputation d'administrateur équivoque et impopulaire trahit, selon Guindon et les autres, des tendances à l'autoritarisme ¹⁷.

Les pires craintes de Guindon au sujet du nouveau doyen ne tardent pas à se matérialiser. Pendant la première année de son mandat, Garigue menace de « monter un dossier » contre un professeur d'économie si ce dernier ne démissionne pas du conseil de la faculté. Les rumeurs au sujet de son manque d'esprit collégial à McGill se confirment. Au cours de 1959, Guindon est convoqué au bureau de Lacoste qui lui fait part, en son nom et au nom du doyen, d'une série « d'accusations » contre lui. De retour dans son bureau, Guindon riposte en dressant la liste des « plaintes » qu'il photocopie et diffuse parmi ses collègues. Garigue le fait venir dans son bureau et se dissocie de l'intervention de Lacoste. Guindon explique les événements ainsi : « je crois que Lacoste savait ce que les autres voulaient et il a essayé d'agir de sa propre initiative ; c'est-à-dire qu'il a tenté de m'amener à démissionner, mais en diffusant la nouvelle, je les ai pris au dépourvu avant qu'ils ne soient prêts à agir. Ils ont donc laissé Lacoste prendre seul le blâme. J'étais devenu alors très politisé ; je veux dire que je n'étais plus naïf, c'était fini ce temps-là J'ai acquis le surnom de chef de l'opposition et je me suis bien amusé. »

Pourtant, la plupart du temps, la situation n'a rien d'amusant. Au moment où Hubert Guindon se voit « offrir » un congé sabbatique de deux ans, un département de sept personnes a été réduit pour diverses raisons à son seul fondateur, Norbert Lacoste. Même ce dernier ne s'en tire pas complètement indemne. Garigue lui demande de renoncer à la direction du département et recrute pour le remplacer Guy Rocher, alors à l'Université Laval. Guindon se souvient d'avoir rencontré le prêtre sociologue par une belle journée d'avril : « Monsieur l'abbé, lui ai-je dit, savez-vous

¹⁷ Il ne convient pas d'analyser ici le caractère et les politiques de Garigue, mais nous attirons l'attention sur une table ronde qui eut lieu pour commémorer le 25^e anniversaire du département de sociologie de l'Université de Montréal. À cette occasion, M. Jacques Dofny rappela une conversation qu'il avait eue avec Philippe Garigue : « je me souviens que lorsque j'ai proposé de donner un cours de sociologie comparée des mouvements ouvriers et que j'avais indiqué comme lecture importante Karl Marx, le doyen Garigue m'avait appelé dans son bureau en me disant : « On n'a jamais enseigné Marx ici, ça ne passera jamais. » J'avais dit : « Essayez toujours on verra bien ». « Table ronde : Le Département de sociologie de l'Université de Montréal », *Sociologie et Sociétés*, vol. XII, no 2, p. 190.

qui sont vos amis ? » et il m'a répondu : « je croyais le savoir, mais maintenant je n'en suis plus certain ».

En 1960, pour la première année de son congé sabbatique forcé, Guindon se rend à Paris avec des sentiments mitigés. À l'instar de Jacques Lavigne, on ne veut pas de lui à l'Université de Montréal, mais tout n'est pas aussi sombre dans sa carrière. C'est l'époque où les réunions des Sociétés savantes regroupent peu de membres et la plupart des assemblées se déroulent en séance plénière. Des spécialistes des sciences sociales ont entendu l'exposé de Guindon sur l'évolution sociale du Québec. il est invité à aller enseigner à l'Université de Colombie-Britannique pendant l'été de 1961 ; même si l'expansion des universités n'a pas encore démarré et si les postes sont rares, son avenir ne paraît pas désespéré.

Néanmoins, son année à Paris est loin de le rassénérer. Dès décembre, il est de retour à Montréal, hospitalisé parce qu'on craint qu'il ne [15] soit atteint de tuberculose. En outre, même à distance, ses relations avec Guy Rocher, le successeur de Lacoste, se sont tendues. En apprenant que Guindon a accepté d'aller enseigner à l'été en Colombie-Britannique, Rocher lui adresse une lettre de réprimande ; il n'aurait pas dû accepter ce poste alors qu'il était « censé faire son doctorat ». Il semble que Fernand Cadieux, cette personne très importante dans la vie de Guindon, la seule à qui il ait jamais rendu hommage dans l'un de ses articles ¹⁸, ait intercedé en sa faveur par l'entremise d'un autre professeur, Pierre Elliott Trudeau ; Rocher lui rend visite à l'hôpital et s'excuse d'un geste que Guindon a perçu comme une ingérence injustifiée. Néanmoins, le retour à l'Université de Montréal semble plus éloigné que jamais.

En avril, Guindon revient à nouveau à Montréal, cette fois à cause du décès de sa mère. Joséphine Guindon a souffert de longues périodes de tristesse et de dépression pendant l'enfance d'Hubert, son plus jeune enfant. Il en a été davantage témoin que les autres enfants et il a connu lui-aussi des dépressions, qui constituent l'autre facette de son amour chaleureux, jovial et ironique de la vie et de « la condition de l'homme moderne ¹⁹ ». Pendant la deuxième année de son congé, Guindon travaille à Québec, au ministère de la jeunesse, avec Arthur Tremblay, Roch Bolduc, Pierre

¹⁸ Dans une note de « Réexamen... », Guindon manifeste sa gratitude à Fernand Cadieux pour « plusieurs années de discussions amicales ».

¹⁹ Titre d'un livre d'Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, 1961, 1983.

Harvey et Jean-Luc Migué, un de ses anciens étudiants. Voici comment il décrit cette période : « Ils ne savaient trop quoi faire de moi. J'avais pris l'habitude d'envoyer des notes de service à tout le monde. Je ne faisais pas partie du cercle des initiés. Comme vous le savez, je n'ai jamais fait partie de ces cercles, ou du moins jamais longtemps. Gérin-Lajoie, Bolduc, Tremblay et Harvey en étaient, et moi je vivais en marge de tout cela. »

C'est un nouveau régime politique, mais Guindon se montre critique. « Je me souviens de notes au sujet de La Cité des Jeunes. C'était la première polyvalente, construite à Vaudreuil dans le comté de Paul Gérin-Lajoie, une école de six ou sept mille élèves. À mon avis, il était monstrueux de réunir autant d'enfants du même âge avec si peu d'adultes, et je disais ma pensée dans des notes de service sarcastiques. » Encore une fois, Guindon est le trouble-fête. Cependant, ses critiques du nouvel ordre bureaucratique contribuent à expliquer la défaite des Libéraux de Jean Lesage en 1966, une défaite inexplicable à l'époque aux yeux de la plupart des intellectuels du Québec ou de l'extérieur.

À la fin de l'année, Guindon reçoit une lettre du doyen Garigue lui demandant de prendre une décision. Retournera-t-il à l'Université de Montréal ? La rencontre imprévue, sur la rue Sainte-Catherine à Montréal, de Harold Potter qu'il a connu à Chicago, le confirme dans sa décision de ne pas retourner. À l'époque, Potter est directeur du département de sociologie de l'Université Sir George Williams qui compte deux professeurs. [16] Un peu sur la défensive, Potter lui demande s'il pourrait envisager de venir à Sir George et Guindon répond qu'il y songera. Kurt Jonassohn, l'autre professeur du département, se souvient de sa réaction lorsque Potter l'a interrogé au sujet de Guindon : « J'avais entendu son exposé à Kingston et ce jeune homme intelligent m'avait beaucoup impressionné. Je me souviens d'avoir simplement répondu à Harold : "Ne rate pas l'occasion !" »

Au cours de ses premières années à Sir George Williams, Guindon publie deux articles importants. Le premier analyse les changements sociaux qui minent la culture traditionnelle du Québec ainsi que la légitimité politique de la Confédération canadienne. Publié en 1964 [et reproduit dans ce livre sous le titre « *Malaise social, classes sociales et révolution bureaucratique* »], cet article illustre une nouvelle fois les dons prophétiques de Guindon. « L'émergence d'une nouvelle classe moyenne au Canada français, prévient-il, est une transformation structurelle qui ne peut être ignorée. Les aspirations sociales de cette classe remettent en question le modèle histo-

rique de la division ethnique du travail ²⁰. » Le succès du mouvement séparatiste naissant va dépendre de la nature et de l'orientation du mécontentement des classes populaires ainsi que de l'aptitude des élites politiques et économiques à combler les aspirations de carrière d'une classe moyenne en effervescence.

À cette époque comme aujourd'hui, Guindon n'est pas très optimiste au sujet des talents imaginatifs de l'élite canadienne au pouvoir. En 1964, il fait observer : « On peut douter que le concept actuel de "fédéralisme coopératif", présenté de façon vague et confuse, soit capable de nous remettre à flot ²¹. » Quatorze années plus tard, dans « Modernisation du Québec et légitimité de l'État canadien », il répète la même observation, mais en termes plus brutaux : « Actuellement, il est loin d'être certain que la population canadienne soit en mesure de répondre au défi que pose le remodellement de l'État canadien. Jusqu'à maintenant, en fait, très peu de chefs politiques, surtout parmi ceux d'aujourd'hui, se rendent compte de la nécessité absolue de cette tâche ²². »

Dans son analyse du malaise social des classes rurale et ouvrière, Guindon considère que l'attrait exercé par le Parti créditiste est la manifestation d'un profond mécontentement social. C'est « l'effet boomerang ou la résultante du ressentiment latent créé par l'alignement politique des Libéraux sur la nouvelle classe moyenne ». Les ruraux démunis et les prolétaires urbains, liés par un traditionalisme bien ancré, réagissent à la chute de l'Union nationale par leur propre type de désenchantement de classe. Bannis des cercles de « patronage » à cause de la moralité politique bureaucratique de la nouvelle classe moyenne et nettement [17] perdants dans la restructuration des finances et des « faveurs » publiques, ils trouvent plus éloquent le slogan créditiste « Vous n'avez rien à perdre » que la vision libérale « Maîtres chez nous ». Cependant, Guindon ne manque pas de souligner que l'avenir politique du mouvement créditiste est bien incertain. « Les sous-structures, traditionnellement conservatrices, ont manifesté elles aussi leur mécontentement à leur manière. jusqu'à maintenant, le chemin des deux groupes n'a pas emprunté la même direction, mais qui peut dire avec certitude qu'il en sera toujours ainsi ²³ ? »

²⁰ p. [72].

²¹ p. [73].

²² p. [131].

²³ « Malaise social... », p. [72].

Le Parti québécois viendra évidemment amalgamer, du moins temporairement, les mécontentements et les aspirations de toutes les classes et Guindon en deviendra un partisan et un critique.

Guindon est surtout connu pour son analyse de la nouvelle classe moyenne, c'est-à-dire son ascension, ses victoires politiques et son recul. C'est dans un article de 1967, « Deux cultures », que l'on trouve l'analyse la plus complète du néo-nationalisme, de la nouvelle classe moyenne et des conflits ethniques. Guindon soutient que la recherche du pouvoir par la nouvelle classe moyenne était motivée au départ par un désir de modernisation. Cette classe se montrait critique à l'égard de la domination du clergé qu'elle accusait d'incompétence et de favoritisme. Elle réclamait la rationalité bureaucratique et les qualifications personnelles comme conditions d'accession aux postes. Toutefois, bien qu'elle fut ethniquement homogène de 1945 à 1955, elle n'avait pas de conscience ethnique. Lorsque le nationalisme a resurgi dans ses rangs, ce fut comme une idéologie nettement moderne, libérée de l'agriculturisme, du messianisme et de l'anti-étatisme et même hostile à ces croyances traditionnelles. Sa nouvelle préoccupation était la mobilité professionnelle, verticale et horizontale. Pour surmonter les obstacles à la croissance d'ordre structurel - petite taille des bureaucraties ainsi que caractère limité et spécialisé des tâches organisationnelles - elle élaborait une stratégie à deux volets : « La transformation bureaucratique des institutions traditionnelles et la réaffirmation de son identité linguistique ». L'expansion de son espace linguistique et de son champ de compétence devait aussi accroître ses débouchés professionnels. La mainmise sur l'État provincial allait lui permettre d'atteindre ce but,

Le néo-nationalisme réformé va également ouvrir un nouveau chapitre dans les relations ethniques au Québec. La ségrégation historique des institutions, qui a permis aux Français et aux Anglais de vivre de façon séparée et autonome, va être remise en question par la nouvelle classe moyenne au moment où, pour accroître ses voies de mobilité, elle envahit et élargit les domaines de l'éducation, du bien-être social et de la santé. Dorénavant, elle juge que la répartition ethnique des ressources [18] et des revenus favorise la communauté anglophone. Guindon prévoit que ses demandes vont s'accroître pour englober le secteur privé et que, par conséquent, le conflit ethnique s'intensifiera avec la remise en cause du monopole des Anglais dans certains domaines.

Les années que Guindon passe à Sir George Williams sont donc productives du point de vue intellectuel. En fait, sa lettre de démission de cette université, sept ans après son arrivée, prouve à quel point cette période lui a apporté une profonde satisfaction : « je suis peiné, écrit-il, de devoir remettre ma démission puisque je coupe ainsi les liens qui m'unissent à des collègues hors pair dont le savoir, l'attachement à l'éducation et la recherche de l'excellence ont été pour moi une source d'inspiration, de fierté personnelle et de satisfaction. Pendant sept ans, dans un climat d'engagement enthousiaste, nous avons partagé le même rêve ²⁴). » Ce rêve, c'était l'édification d'un département de sociologie de haute qualité, axé sur les étudiants, enraciné au Québec, mais doté d'une vision internationale. Ce n'était pas une mince tâche.

C'est le « Summer Institute » qui permet le mieux de voir les moyens mis en oeuvre pour accomplir cette tâche. Guindon raconte les événements ainsi : « À la fin de l'été 1964, l'American Sociological Association tenait sa réunion annuelle à Montréal. Nous avons eu l'idée de demander à trois ou quatre sociologues réputés d'arriver à Montréal plus tôt pour donner un cours à nos étudiants avant la réunion. Lorsque McGill vous invite, voyez-vous, cette invitation accroît votre prestige. Lorsque c'est Sir George qui vous invite, vous accroissez son prestige en acceptant de venir. C'est ce que j'appelle l'option d'excellence externe. »

À compter de cet été-là et pendant plusieurs années, le département fait venir des États-Unis et d'Europe des sociologues réputés qui donnent des cours de premier cycle au « Summer Institute ». Beaucoup acceptent l'invitation, surtout lorsqu'on apprend qu'enseigner six semaines à Sir George, cela veut dire être l'hôte du tandem Guindon-Jonassohn, qui, aux dires de Jonassohn, « rendait le séjour aussi agréable que possible. Nous obtenions la liste des lectures deux ou trois mois d'avance et les étudiants étaient bien préparés. Nous faisions sentir aux professeurs invités que nous tenions à les avoir et, surtout, nous apprenions à les connaître. De son côté, le "Summer Institute" a fait connaître Sir George ».

Sept ans plus tard, le département abolit ces cours d'été. Même si leurs collègues les approuvaient, ce sont surtout Guindon et Jonassohn qui étaient responsables du projet. Jackson impute sa disparition à la bureaucratisation générale du départe-

²⁴ Lettre de démission d'Hubert Guindon à Kurt Jonassohn, directeur du département de sociologie, 28 avril 1969.

ment et à la transformation de [19] l'Université qui voulait maintenant s'orienter vers la recherche plutôt que vers l'enseignement.

Ce changement était lié aussi à ce qui se passait dans toutes les universités et Sir George devait faire comme les autres. Jackson explique la situation ainsi : « Ce changement n'était pas nécessairement voulu par le département, mais, dans leurs critères de promotion et d'octroi de postes permanents, les autorités supérieures tenaient de plus en plus compte des publications et des subventions de recherche. Nous embauchions davantage et les nouvelles recrues étaient des professeurs plus conformistes qui s'étaient habitués à cette façon de faire dans les écoles d'études supérieures ; le département s'est donc transformé. C'est ce qui explique en partie la disparition du « Summer Institute » qui avait une fonction d'enseignement et qui cherchait à mettre les étudiants du baccalauréat en relation avec les sommités de leur discipline.

Cette transformation évidente du caractère de « l'enseignement supérieur » au Canada explique le retrait graduel de Guindon de la vie de son département et son désenchantement croissant à l'égard de l'Université Sir George Williams. « Ce qui faisait alors défaut, explique Jackson, c'était le sens de l'engagement envers les étudiants à titre de membres de l'entreprise, à titre d'acteurs et non de clients. » À un certain moment, en 1969, Guindon avait offert sa démission parce que l'Université ne voulait plus appuyer un programme d'études supérieures du département de sociologie. Cela n'était qu'un élément d'un problème plus large que Guindon appelle « l'histoire triste et quelque peu honteuse » de la motivation de l'Université et de ses méthodes d'adoption de programmes d'études supérieures. « Elle a adopté ces programmes sous le coup de la "panique politique" [...] provoquée par le rapport Parent [...] qui parlait d'universités à charte limitée [...] Le Conseil des études supérieures, un enfant né de la panique plutôt que d'un souci du développement organique du savoir, s'est mis à faire fi des critères universitaires et à adopter des méthodes [...] d'approbation interne plutôt que d'approbation externe par un groupe d'universitaires bien connus et impartiaux ²⁵. »

Ayant choisi cette façon de procéder, l'Université a été prise d'une nouvelle panique, que Guindon décrit sous le nom de « panique des faveurs gouvernementales », si bien « qu'elle n'attribuait des ressources qu'aux seuls programmes conçus dans

²⁵ Ibid.

l'esprit que je viens de décrire ». La mise en attente des demandes du département de sociologie constituait à ses yeux une répudiation de tous ses efforts et de ceux de ses collègues « pour construire le département selon des critères professionnels [20] et pour établir des interactions et des échanges formateurs avec des sociologues éminents des grands centres du monde ²⁶ ». Pendant cette période, Guindon lui-même n'a-t-il pas été président de l'Association canadienne de sociologie et d'anthropologie et membre du conseil de l'Association internationale de sociologie ?

Sa démission lui vaut aussitôt quatre offres d'emploi et il accepte un poste à l'Université Carleton d'Ottawa : « J'aimais particulièrement leur Institut d'études canadiennes. Les étudiants étaient excellents. » Tout compte fait, cependant, l'Université Sir George possède un atout irremplaçable : elle est située à Montréal, la ville qu'il aime ; après quelques semaines à peine de va-et-vient - c'est-à-dire arriver le mardi et quitter aussitôt que possible le jeudi - Guindon entreprend ouvertement des négociations avec McGill. Kurt Jonasson intervient alors auprès de son ami et le convainc de revenir à Sir George : « Je trouvais, dit-il, qu'il avait été idiot de démissionner parce que je ne pensais pas qu'il pourrait être heureux ailleurs - pas dans une autre université, mais ailleurs qu'à Montréal qui était vraiment son chez-lui. » De son côté, l'Université accepte d'offrir un programme de maîtrise en 1972 et les auteurs de cette introduction ont fait partie des premiers étudiants qui s'y sont inscrits.

Pour Guindon, les nouvelles réalités politiques de l'Université se révèlent frustrantes à plusieurs niveaux et il entreprend bien des combats exténuants, seul ou avec d'autres, afin de prévenir ou de corriger ce qui lui semble les pires abus. Les combats auxquels il participe mettent habituellement en cause une personne victime de représailles de la part de l'administration. En 1967, il y a par exemple le cas célèbre d'Henry Worrell.

Worrell, qui a oeuvré pendant 33 ans dans les services administratifs, se voit offrir un poste moindre à la moitié de son salaire. « Pour moi, c'était l'avilir. Le motif était son incompetence. Eh bien, s'il était incompetent, c'est parce qu'il était là depuis trop longtemps. S'il était incompetent, pourquoi ne pas lui offrir de prendre sa retraite. » Incapable de se faire entendre de l'administration, Guindon ébruie l'affaire dans *Le Devoir*. Worrell finit par conclure une entente avec l'Université. « Il semblait satisfait et s'est toujours montré reconnaissant envers moi. »

²⁶ Ibid.

Par la suite toutefois, cet incident influe sur la réputation de Guindon auprès de l'administration. « À l'Université, on me considérait comme un marginal depuis un certain temps. Lorsqu'on a commencé à parler de la création de l'Université du Québec, j'ai écrit un mémoire avec Kurt pour proposer que Sir George devienne le campus anglophone de la nouvelle université. L'idée est tombée à plat. Comme j'avais lavé notre linge sale en public, j'avais brûlé mes ponts avec l'administration. »

[21]

La décision à l'égard de Worrell était-elle teintée de racisme ? C'est l'interprétation qu'en fait Guindon. « À l'époque, j'avais écrit "Vous ne traiteriez pas un Blanc de cette façon". » Dix ans plus tard, son département refuse d'accorder un poste permanent à un de ses collègues, un Noir. Pendant les trois années que durent les procédures, Guindon lui sert d'avocat et gagne sa cause. La décision du département était-elle un geste raciste ? « Si vous croyez à l'inconscient, l'affaire s'explique très facilement. C'est le président du comité, appuyé par le doyen, qui a commencé à monter un dossier contre lui et les deux hommes ont mobilisé une partie du département. Une telle mobilisation n'était absolument pas courante lors de l'étude du dossier d'un candidat à un poste permanent. Toute l'affaire avait un relent "sudiste". À un moment donné, le département a même suggéré à "mon client" de changer d'avocat ! » Récemment, l'administration a rejeté le nom recommandé par son département pour un poste permanent. Dans ce cas, il s'agissait d'une femme et, à nouveau, Guindon a défendu sa cause avec succès.

En dépit de son « retrait » de la vie du département, il est donc très actif chaque fois qu'il croit qu'une personne ne bénéficie pas d'un « traitement normal ». « S'il perçoit une injustice, dit Jackson, et ce pourrait être demain, il va s'en mêler, ou si quelqu'un lui demande de l'aider, il va le faire parce qu'il dit oui à quiconque a besoin d'aide et est victime d'une injustice. »

Il ne faut pas en conclure pour autant qu'Hubert Guindon est un homme amer. Le conseil qu'il donne à ceux qui ont été traités injustement est celui que lui a donné un père Dominicain peu de temps après son départ de l'Université de Montréal : « Tu ne dois pas oublier, mais tu dois toujours pardonner. Si tu conserves de la rancune, celle-ci finira par te détruire intérieurement, mais elle ne détruira pas ceux qui t'ont fait du tort. » Pour quiconque connaît bien Guindon et a traversé avec lui ces périodes

des agitées de sa vie, il est toujours étonnant de constater qu'on parle de lui partout avec amitié. C'est un tour de force qui n'est pas à la portée de tout le monde !

La compréhension que Guindon a des politiques institutionnelles et des motifs qui animent les serviteurs de ces institutions influe sur ses idées en sociologie ainsi que sur sa conduite universitaire et personnelle, trois domaines étroitement reliés chez lui. Nous l'avons souvent taquiné en lui disant qu'il acquérait sa compréhension de la société québécoise par osmose - bien que nos fréquentes accusations d'ignorance de certains livres se soient toujours révélées fausses - et qu'il l'acquérait surtout de ses propres remarques quelque peu dépréciatives à son sujet (et aussi à notre sujet lorsque nous semblions accorder trop de crédit à la dernière thèse sociologique à la mode). Pourtant, peu d'entre nous ose [22] raient se fier, comme il le fait, aux perceptions et aux intuitions recueillies au fil de la vie quotidienne. Le démographe Jacques Henripin a mentionné cet aspect dans l'allocution de bienvenue qu'il a prononcée lorsque Guindon a été reçu à la Société Royale du Canada : « Assez curieusement d'ailleurs, vos conclusions rejoignent les perspectives de certains démographes qui ont étudié l'évolution des groupes linguistiques au Canada. Étonnante convergence de vos intuitions, de votre sensibilité et de notre froide panoplie de méthodes de mesures ²⁷. »

Les conclusions auxquelles fait allusion Henripin sont celles qui sous-tendent la critique mordante de la politique fédérale du bilinguisme dans « Modernisation du Québec et légitimité de l'État canadien ». Guindon démontre la futilité des politiques coercitives en matière de bilinguisme, au Québec comme dans le reste du Canada. Loin d'assurer un *modus vivendi* commun aux Anglais et aux Français, ces politiques suscitent l'animosité de ceux qui vivent à l'extérieur du cercle magique des gens cultivés des régions centrales. En effet, lorsque les minorités ne peuvent travailler dans leur propre langue, leurs communautés sont condamnées à disparaître, même si elles possèdent leur propre station de radio et d'autres services financés par l'État et étroitement surveillés par le Commissaire aux langues officielles. C'est parce que la langue du capital est demeurée l'anglais que la « minorité » anglaise du Québec a survécu, d'où l'appui inconditionnel de Guindon aux politiques linguistiques des gouvernements québécois (libéral ou péquiste) destinées à faire du français la

²⁷ Jacques Henripin, « Présentation de Monsieur Hubert Guindon », Montréal, 24 novembre 1978. Publié dans *Présentations*, Trois-Rivières, octobre 1979, p. 87-90.

langue de travail ²⁸. C'est la thèse que Guindon a présentée au Groupe de travail sur l'unité nationale qui avait retenu ses services à titre de chercheur et son influence ressort clairement à la lecture du rapport du groupe.

La critique que Guindon fait de la réaction du Québec anglophone aux recommandations du groupe de travail a été provoquée par une brochure qu'il a trouvée dans sa boîte aux lettres, le type même de publicité-rebut que la plupart regardent à peine et jettent au panier. Le document en question avait pour auteur Donald Johnston, député de Westmount, qui sera par la suite président du Conseil du trésor dans le cabinet Trudeau. Au cours d'une conférence de presse, Johnston a commenté ces recommandations et, « fier de lui » (selon les mots de Guindon) il a fait traduire ses commentaires pour les distribuer dans les deux langues à tous les électeurs de son comté ²⁹. Invité par Gordon Robertson, alors président du conseil d'administration de l'Institut de recherches politiques, à publier un article dans la revue de l'Institut *Policy Options/Options politiques*, Guindon rédige une condamnation vitriolique de la brochure de Johnston, notamment de cette phrase « révélatrice » : « nos concitoyens francophones... seront condamnés à vivre et [23] à travailler uniquement en français ». Bien que l'invitation de Robertson n'ait jamais été révoquée, l'article n'a pas paru, du moins pas dans la revue de l'Institut financée conjointement par les entreprises et l'État. En fait, Guindon lui-même aurait fort bien pu jeter cet article au panier puisque, comme nous l'avons dit, il ne propose jamais un article qui ne lui a pas été demandé. Toutefois, des copies ont circulé et il a paru dans *Canadian Forum* ainsi que dans *L'Action Nationale* ³⁰.

Soulignons deux points à ce propos. Tout d'abord, Guindon élabore ses interprétations sociales à l'occasion d'expériences banales, qu'il s'agisse de la lecture de cette brochure glissée malencontreusement dans sa boîte aux lettres, de conversa-

²⁸ Guindon rédigea cette argumentation alors qu'il agissait comme chercheur du Groupe de travail sur l'unité canadienne (Commission Pepin-Robarts). Il distribua au personnel et aux membres de la Commission le manuscrit de « Modernisation... ». Dans le rapport de la Commission, on reconnaît nettement l'influence de Guindon. Ses recommandations furent évidemment rejetées par le premier ministre Trudeau, et cela avant même leur publication.

²⁹ « Le référendum ou les leçons de la défaite », p. [164].

³⁰ Cet article a paru en français sous le titre « Le Référendum : Une autre décennie d'instabilité politique » dans *L'Action Nationale*, vol. LXX, no 4, déc. 1980, p. 271-291, et en anglais dans *Canadian Forum* sous le titre « The Referendum : Another Decade of Apprehended Political Instability ».

tions avec ses voisins du quartier ouvrier de Saint-Henri ou avec ses amis du boulevard Saint-Laurent, de son observation du comportement d'administrateurs, de collègues et de générations successives d'étudiants ou encore de lectures diverses, notamment de la revue *Time* et de certains tabloïdes à sensation, comme *Allo Police* et *Midnight*. En second lieu, au cours de ces expériences, il voit la même chose que les autres, mais aussi davantage. Il applique de façon brillante et convaincante, quoique désespérante habituellement pour ceux qui aiment leur confort, le conseil de Herbert Blumer selon qui il faut chercher le sens caché. Si on l'a louangé pour son esprit original, on l'a aussi souvent fait taire et l'incident de la revue *Policy Options/Options* politiques est loin de représenter l'exemple le plus marquant sous ce rapport.

Dans le même ordre d'idées, nous nous sommes longuement demandé pourquoi aucun article de Guindon n'avait été publié en français avant 1977, et même alors il s'agissait d'un article paru 11 ans auparavant en anglais. La réponse à cette question comporte deux éléments. Le premier nous place à un niveau qui dépasse le seul cas de Guindon et se rattache à l'interprétation que donne ce dernier de la Confédération canadienne, une entente qui a produit « les deux solitudes de Hugh MacLennan ».

Contrairement à ce que pensaient les élites canadiennes bien instruites et bien intentionnées des années 60, ces deux solitudes étaient, selon les mots mêmes de Guindon, « voulues et non accidentelles, chéries et non déplorées ³¹ ». Guindon attribue cette idée novatrice à Hannah Arendt dont l'influence sur sa pensée depuis dix ans est aussi importante que celle de C. Wright Mills à une époque antérieure. Guindon respecte énormément Hannah Arendt et trouve ses écrits puissants au niveau intellectuel et convaincants au niveau politique, en un mot splendides, dit-il.

Il mentionne l'œuvre d'Arendt pour la première fois en public à London en juin 1978, lors de sa conférence d'ouverture de la réunion de [24] l'Association canadienne de sociologie et d'anthropologie. Il a rédigé son exposé en se rendant de Montréal à London, et n'a sans doute pas utilisé pour cela le carton d'un paquet de cigarettes, comme il l'a prétendu à l'époque. Dans cet exposé, qu'il a intitulé « Les classes sociales, le nationalisme et l'État-nation ou le cas du Québec au Canada », il déclare s'être inspiré d'Arendt pour décrire le contexte historique élargi de son sujet. « À mon avis, son livre *Les origines du totalitarisme* est un classique inégalé

³¹ « La Couronne, l'Église... », p. [142].

pour tout ce qui concerne l'impérialisme et le recul des États-nations, [...] une somme de la sociologie de l'État-nation ³². »

Bien qu'elle ne traite pas spécifiquement du Québec, l'analyse générale de l'impérialisme d'Arendt rejoint et enrichit les interprétations antérieures de Guindon. Selon la tradition britannique héritée de Burke, il ne faut pas étendre à d'autres « les droits des Anglais ». Au Canada, grâce à des ententes politiques successives - l'Acte constitutionnel de 1791, l'Union des deux Canada et finalement la Confédération - les Anglais se sont assurés que le Québec ne ferait pas exception à cette règle. En confinant les Français au Québec et en établissant une division entre pouvoirs fédéraux et provinciaux, les Britanniques sont en mesure, aux dires d'Arendt, « d'échapper à la dangereuse incohérence inhérente à une nation désireuse de se doter d'un empire... [en livrant] à eux-mêmes les peuples conquis tant qu'il s'agissait de la culture, de la religion et du droit, en demeurant à distance et en s'interdisant de répandre la loi et la culture britanniques ³³. ».

L'interprétation que trouve Guindon dans les écrits d'Arendt lui permet de justifier, du point de vue logique et historique, le nationalisme québécois. Comment les Français du Québec peuvent-ils accepter de s'intégrer dans une culture élargie si fortement imprégnée d'un cri de ralliement qui ne vaut que pour elle, « les droits des Anglais », plutôt que des critères universels enchâssés dans « les droits de l'homme » ?

Dans un sens, l'isolement de Guindon des cercles de sociologie canadiens-français reflète donc les deux solitudes soigneusement établies ; en effet, il enseigne dans une université anglophone, il écrit et publie en anglais et ses écrits, comme ceux de bien d'autres francophones et anglophones, ne franchissent pas la grande ligne de démarcation. L'autre élément de la réponse est relié, selon nous, aux circonstances particulières qui ont marqué la vie de Guindon à l'Université de Montréal et que nous avons déjà expliquées. En effet, il n'est pas simplement un autre intellectuel anglophone dont les écrits n'ont pas été traduits en français. Il est francophone. Il a débuté sa carrière à l'Université de Montréal et c'est là qu'il comptait la

³² Cet exposé a été révisé et paraît dans ce livre sous le titre « La Couronne, l'Église catholique et le peuple canadien-français ou les racines historiques du nationalisme québécois », p. [135].

³³ Hannah Arendt, (*Les origines du totalitarisme*) L'impérialisme (seconde partie), trad. M. Leiris, Paris, 1982, p. 21.

poursuivre. Nous en venons donc à la conclusion que le silence qui a entouré son oeuvre au Québec dans les années 60 et 70 découle de ses idées controversées et [25] de son mode de vie non conformiste. En effet, comme l'explique Monique Bégin, ses successeurs ont cru qu'il ne faisait pas de « la vraie sociologie ». Pour dénigrer son travail, on a invoqué ses relations orageuses avec Philippe Garigue et les opinions de certains de ceux qui étaient arrivés au département de sociologie après qu'il eût été « appelé » (pour employer l'euphémisme de l'abbé Lacoste) à l'Université Sir George Williams.

Toutefois, il semblerait également qu'il y avait un puissant censeur à l'Université Laval où, jusqu'en 1969, était publiée la seule revue de sociologie du Québec, *Recherches Sociographiques*. Un des directeurs de cette revue, à partir de sa fondation jusqu'en 1981, était Jean-Charles Falardeau et aucun article de Guindon n'y fut publié avant 1977³⁴, au moment où l'influence de Falardeau commençait à décliner. Selon Guindon, Falardeau lui demanda une copie de « Réexamen de l'évolution sociale du Québec » au moment où il présenta son exposé à la réunion de Kingston et cette demande fut confirmée par un télégramme expédié à Saint-Denis où Guindon effectuait des recherches sur le terrain. Toutefois, peu de temps après avoir reçu l'article, Falardeau l'informa que *Recherches Sociographiques* ne le publierait pas. Il finit par paraître en français en 1971, sous le titre « L'évolution sociale du Québec : un réexamen », dans la version française de l'anthologie de Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne-française*. Les deux articles que publia ensuite Guindon en anglais, « Malaise social, classes sociales et révolution bureaucratique au Québec » ainsi que « Deux cultures ou essai sur le nationalisme, les classes sociales et les tensions ethniques », n'ont jamais paru en français.

La mise à l'écart de Guindon à l'Université de Montréal à la fin des années 50 fut suivie d'autres événements moins éprouvants, mais qui l'ont néanmoins maintenu en marge des milieux sociologiques québécois. Les perspectives structuralistes marxistes, qui ont envahi les milieux universitaires du Québec, reliés étroitement aux milieux intellectuels français, étaient fort éloignées de la sociologie historique de Guindon. Ce n'est qu'à la fin de « la période althusserienne », plutôt longue au Qué-

³⁴ « Modernisation du Québec et légitimité de l'État canadien » a été publié en français dans *Recherches Sociographiques*, vol. 18, no 3, sept.-déc. 1977, p. 338-366, sous le titre « La Modernisation du Québec et La Légitimité de l'État Canadien ».

bec, que les idées de Guindon peuvent trouver à nouveau une audience à l'Université de Montréal.

En 1979, Jean-Louis Martel, un *professionnel* de recherche à l'École des Hautes-Études commerciales, invite Guindon à participer à un projet de recherche sur le mouvement coopératif au Québec. Selon Martel, Guindon apporte au projet une contribution décisive en proposant une approche orale. Si l'on écoute ceux qui ont participé activement au mouvement raconter leur vie, dit-il, il sera possible de reconstituer l'histoire de celui-ci. Guindon réalise avec Martel les 25 premières entrevues qui, [26] au total s'élèveront à 100, et découvre ainsi le Québec des années 20, 30 et 40, notamment le « family compact » du mouvement nationaliste. Martel se souvient à quel point le projet était enthousiasmant : « Hubert et moi, nous rencontrions des gens importants, certains faisaient partie de l'Ordre de Jacques Cartier [...] une sorte de société secrète qui dirigeait le Québec à cette époque. Deux ou trois fois, nous avons appris qu'ils avaient eu des discussions à notre sujet, afin de décider s'ils devaient nous permettre ou non de poursuivre nos recherches. Une fois qu'ils ont eu décidé qu'ils pouvaient avoir confiance en nous, nous avons entendu un tas de choses. Nous avons connu ces familles de façon vraiment intime. »

Les entrevues se révèlent une expérience enrichissante, mais exténuante car certaines peuvent durer sept ou huit heures. Guindon y puise les aperçus remarquables qui sous-tendent son interprétation du recul du Parti québécois dans les années 80 et qui l'amènent à plaider en faveur d'un mouvement national doté d'une base vraiment populaire.

En 1981, pendant qu'il travaille encore au projet de recherche, Guindon est invité par Louis Maheu et Robert Sévigny à donner le cours d'introduction en sociologie à l'Université de Montréal et sa réintégration au sein de la sociologie et des sociologues du Québec va désormais bon train.

Toutefois, son plaisir d'enseigner à nouveau à l'Université de Montréal est profondément gâché par la croissance d'un malaise physique et émotif. En décembre, sa santé se détériorant de plus en plus, on diagnostique un cancer au larynx et il doit accepter une grave opération qui risque d'entraîner la perte totale de la voix, et même pire. Dans les jours qui précèdent l'opération, ses amis de tous les milieux sociaux et universitaires se retrouvent pour la première fois réunis ensemble et avec les membres de sa famille, d'abord dans son appartement, puis dans sa chambre

d'hôpital. C'est aussi la première fois à notre connaissance qu'Hubert n'a pas attendu que nous allions le voir, mais nous a réunis autour de lui pour ce qu'il croyait être sans doute ses dernières conversations.

L'opération est un succès. Hubert doit renoncer à une seule chose, ses cigarettes Gitane, sa marque de commerce, dont la fumée dense remplissait encore sa chambre la veille de l'opération ! Il quitte également son appartement de la rue Saint-Marc dans le centre-ville, dont le décor, selon un journaliste du *Saturday Night*, reflétait « son penchant pour le style Vegas, avec son lobby d'hôtel des années 50 ³⁵ ». Il achète une ravissante vieille maison de style québécois au cœur de Saint-Henri et entreprend de surprendre étudiants, amis et famille en devenant tout à coup un « homme d'intérieur ». « Son côté vagabond a disparu, dit [27] Monique Bégin. Aujourd'hui, Hubert Guindon fait la cuisine, possède une maison. On n'aurait pas pu imaginer cela avant. » Les réceptions de Guindon s'étaient limitées jusque-là à des petits déjeuners avec croissants et café ; aujourd'hui, ses invitations laissent présager le plus souvent un dîner préparé avec soin.

Le début d'une vie presque rangée n'annonce pas une transformation similaire des idées politiques et sociologiques, comme le montrent les deux derniers articles de ce livre. Bien au contraire, Guindon présente ses arguments avec plus de force, fait part de son point de vue sur un ton plus polémique et laisse davantage sentir qu'il écrit au sujet de sa propre société. Nous l'avons interrogé à ce sujet au moment où il faisait une comparaison entre Everett Hughes et C. Wright Mills. « Hughes laisse sous-entendre au lieu d'accuser. Parfois, ses sous-entendus sont si subtils que vous n'arrivez pas à les saisir. Il n'impute jamais de motifs à personne, sauf peut-être au cours d'une conversation ou de façon détournée. Mill, par contre, était osé. Je me rappelle qu'il se demandait souvent si l'on pouvait, si l'on devait imputer des motifs. Sa réponse était un oui catégorique. »

« Et vous, lui avons-nous demandé, êtes vous passé du ton qui suggère à celui qui accuse ? »

« Non... je vois bien pourquoi on peut penser cela. J'ai résolu certaines ambiguïtés. Je suis maintenant plus engagé, plus certain de mes politiques personnelles. Je suis moins naïf. Il est certain qu'il y a un changement à partir de l'article sur le référendum. Il s'est amorcé dans l'article sur la modernisation, c'est là le point tour-

³⁵ R. Collison, « Academic Oracle », *Saturday Night*, Mai 1978, p. 22.

nant. J'adopte un style moins universitaire. Pourtant, dès le départ j'ai adopté un ton de polémiste. Était-il accusateur ? Si on m'en donne le temps, je deviendrai plus accusateur ! » Après cette contradiction apparente, il s'explique : « En définitive, je crois que toutes les sciences sociales sont, comme le disait Lasswell, des sciences morales. Disons que la société m'a plus préoccupé que la sociologie. » Cette phrase a pour lui une signification bien précise qui aide à comprendre l'orientation qu'ont prise ses interventions à la fois savantes et politiques.

Je crois que la plupart des gens se réfugient dans la sociologie pour échapper à quelque chose, mais une fois cela fait, que peut leur offrir la sociologie ? Comprendre sa propre époque, sa propre société et, je suppose, faire la paix avec son propre peuple, sa propre culture. En d'autres mots, faire la paix avec soi-même suppose sans doute faire la paix avec beaucoup plus de choses qu'avec soi-même. Je ne sais trop comment dire cela, mais être soi-même, c'est beaucoup plus culturel qu'on ne le pense et je crois que c'est en vieillissant qu'on s'en rend compte. Quand tu es [28] jeune, tu es beaucoup plus conscient du caractère oppressif du passé, un passé qui a des répercussions sur ta vie, puis en vieillissant, tu deviens sensible à la signification de cette culture.

Pourtant, nous avons l'impression que Guindon est toujours sensible à la signification de la culture dans son travail et que, d'une certaine façon, il a toujours été « plus vieux ». Au pensionnat, quand il n'avait que neuf ou dix ans, il était avec des garçons qui avaient plusieurs années de plus que lui. Il n'avait que 24 ans quand il a commencé à enseigner à l'Université de Montréal. Néanmoins, aux yeux de Monique Bégin et des autres étudiants, « Il était un adulte. C'est en y repensant que je me rends compte qu'il était un très jeune adulte ». Peut-être est-ce là une façon de tenter de comprendre le ton qui prévaut dans tous ses écrits, un ton qui lui permet de garder ses distances par rapport aux événements dont il est le témoin éloquent et perspicace et en même temps de se passionner pour eux. La description que Bégin fait de Guindon à l'Université de Montréal demeure encore juste : « Culturellement parlant, nous étions tous issus de la période pré-révolution tranquille, et nous vivions une transition. Hubert Guindon avait vécu aux États-Unis ; il semblait libre-penseur, dégagé, et du point de vue intellectuel il l'était vraiment. Nous n'avions jamais rencontré quelqu'un comme lui. Pourtant, nous nous rendions compte aussi que sa culture lui tenait beaucoup à cœur. Il demeurerait profondément engagé. »

Ce sens de l'engagement est resté intense, comme le prouve son essai récent sur la montée et le recul du Parti québécois. Il y présente une critique mordante des politiques et stratégies du PQ après le référendum et soutient que son recul s'est amorcé en grande partie de l'intérieur, ce qui est à prévoir, dit-il, chaque fois qu'un mouvement social endosse cette camisole de force qu'est un parti politique au pouvoir. Guindon invite le lecteur à analyser quelques erreurs commises par le Parti québécois : blocage et baisse rétroactive des salaires des employés des secteur public et parapublic, jusqu'alors ses partisans les plus fervents ; trahison du mouvement national dans le gâchis de la conférence constitutionnelle ; dissociation rituelle du Parti d'un programme politique controversé qui englobait le départ forcé du groupe indépendantiste et l'élection de Pierre-Marc Johnson ; enfin, alliance avec le Parti conservateur dont le seul gain politique a été une revanche mesquine, soit la défaite des Libéraux fédéraux au Québec. Bref, le processus d'institutionnalisation l'a emporté sur le militantisme. À la fin du second mandat, « l'objectif de demeurer au pouvoir l'emportait sur celui de l'indépendance. Au moment de la dernière campagne sans gloire pour [29] la nomination d'un chef, les membres se composaient en grande partie de "yuppies" plutôt que de nationalistes radicaux ³⁶ ».

Les critiques de Guindon sont dures. Pourtant, contrairement à son habitude, il les présente sous le couvert de l'ironie et de l'humour et seuls ceux qui sont incapables de se défendre sont épargnés. Guindon a été le premier professeur de Sir George Williams à être admis à la Société Royale du Canada. Tout en étant sensible à cet honneur, il commence néanmoins son discours d'intronisation par une question : « La Société Royale du Canada, est-ce une chose sérieuse ou solennelle ? » Dans le reste de son court exposé, il développe ce thème : « La première réflexion qui m'est venue à l'esprit a été de penser aux élites d'une société. Sont-elles solennelles ou sérieuses ? Il me semble que les élites d'une société ont un penchant et un goût marqués pour le solennel. Non seulement prennent-elles le solennel au sérieux mais elles insistent pour que le peuple fasse de même. De cette façon, raisonnent-elles, elles seront prises au sérieux ³⁷. »

C'est peut-être dans ce court discours, destiné surtout à amuser l'auditoire, que l'on peut trouver une indication de la façon dont Guindon conserve une « distance

³⁶ « Montée et recul du Parti québécois », p. [211].

³⁷ « Le sérieux et le solennel », discours prononcé à Montréal le 24 novembre 1978 et publié dans *Présentations*, Trois-Rivières, octobre 1979, p. 91-96.

passionnée ». Détestant la prétention chez les autres, il a su l'éviter lui-même en dépit de sa longue carrière à l'université, la plus prétentieuse des institutions. Il présente toujours l'autre côté de la médaille, une signification nouvelle, et c'est souvent grâce à l'humour qu'il l'expose, car dit-il l'humour est « non seulement le dernier bastion du bon sens, mais très souvent la première condition de l'objectivité ³⁸ ».

Il n'est donc pas à notre avantage de clore cette introduction sur une note solennelle. Gardant sa citation à l'esprit, il vaut peut-être la peine de souligner que c'est la première fois que les articles de Guindon sont publiés tous ensemble. Même leur auteur a été incapable de nous fournir des tirés à part de la plupart ou même des copies des textes non publiés. C'est là le côté à la fois touchant et exaspérant de cet homme qui a donné à la sociologie du Canada et du Québec ses meilleurs moments depuis 30 ans. Son oeuvre, qui couvre et raconte presque trois décennies de transformations radicales dans la société québécoise, peut maintenant parler d'elle-même.

[30]

CARRIÈRE UNIVERSITAIRE D'HUBERT GUINDON

Postes à temps plein

1954-62	Professeur adjoint de sociologie, Université de Montréal. (1960
1962-66	Professeur adjoint de sociologie, Université Sir George Williams
1966-69	Professeur agrégé, Université Sir George Williams
1969-70	Professeur de sociologie et professeur invité, Institut d'études canadiennes, Université Carleton
1970	Professeur de sociologie, Université Sir George Williams (fusionnée au Collège Loyola en 1974 pour devenir l'Université Concordia)

Postes de professeur invité

1961	Département de sociologie, Université de Colombie-Britannique
(été) 1968	Département de sociologie, Université de Victoria
(été) 1969-71	École des Hautes Études Commerciales

³⁸ « La Couronne, l'Église... », p. [135].

1969-70	Département de sociologie, Université d'Ottawa
1971	Département d'économie politique, Université de Toronto
1980 (automne)	Département de sociologie, Université de Montréal

Conférencier invité

Université Brock, Université Carleton, Université Duke, Collège Glendon, Université McMaster, Université Memorial, Université Mount Allison, Collège de la défense nationale (Kingston), Université Queen, Université Saint-François Xavier (Cap-Breton), Université St Mary, Université d'Alberta (Edmonton), Université de Calgary, Université de Guelph, Université de Toronto, Université de Waterloo, Université de Windsor, Université de Winnipeg, Université de Wisconsin (Milwaukee).

Postes occupés par élection

1970-71	Président, Association canadienne de sociologie et d'anthropologie
[31]	
1970-74	Délégué du Canada et membre du conseil, Association internationale de sociologie
1978-	Membre, Société Royale du Canada

Groupes de travail et commissions

1961-62	Sociologue-chercheur principal, Bureau de recherches et de planification, ministère de la jeunesse, Québec
1974-76	Membre du Groupe de travail sur l'urbanisation (Commission Castonguay)
1979	Sociologue chercheur, Groupe de travail sur l'unité nationale (Commission Pepin-Robarts)

[35]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

1

"Réexamen de l'évolution sociale
du Québec." *

[Retour à la table des matières](#)

Toute tentative pour déterminer l'orientation des changements sociaux dans une société particulière est pour le moins risquée. Pourtant, à certains moments et à certaines époques, la sociologie doit prendre ce risque et indiquer les changements importants qui se produisent dans l'organisation sociale, puisque, dans ses textes méthodologiques officiels, elle fait reposer ses prétentions au statut de science sur son pouvoir de prédiction. Pour réaliser une telle évaluation globale, le chercheur a besoin, me semble-t-il, d'analyser la société dans sa totalité et au cours de l'histoire.

Les sociologues hésitent habituellement à prendre comme sujet d'étude une société dans sa totalité et ne favorisent pas non plus l'analyse des phénomènes sociaux au cours de l'histoire. En fait, la méthodologie qui semble aujourd'hui acceptée, ou dirions-nous prestigieuse, requiert des témoins vivants dont les réponses peuvent

* Cet exposé, présenté à la réunion annuelle de la Canadian Political Science Association à Kingston le 10 juin 1960, a d'abord été publié dans *The Canadian Journal of Economics and Political Science* de novembre 1960. Les grandes idées qui y sont contenues sont le fruit de plusieurs années de discussions amicales avec M. Fernand Cadieux du Groupe de recherches sociales.

être traitées statistiquement ; elle se révèle donc inadéquate pour des études ayant une [36] dimension historique, car en dépit de son utilité pour mesurer le changement, elle ne peut aucunement, à elle seule, l'expliquer. En outre, comme elle privilégie la vérification minutieuse des éléments individuels, elle constitue un instrument inadapté à une analyse globale. Traditionnellement, ce sont les anthropologues qui effectuent d'habitude de telles analyses globales de cultures peu complexes. Confrontés à des sociétés importantes, par contre, ils tendent soit à adopter eux aussi la démarche des sociologues et à mener des investigations restreintes, soit à poser comme postulat qu'il est possible d'obtenir une image globale en étudiant attentivement un cas ou une cellule spécifique, tel un village ou une ville. En choisissant la première option, ils renoncent à ce qui semblait l'objectif traditionnel de l'anthropologie et, en choisissant la seconde, ils risquent de rater la cible par suite d'une trop grande simplification ³⁹.

Les considérations qui précèdent expliquent peut-être pourquoi les sociologues qui traitent des changements sociaux sont habituellement vagues et évasifs, et pourquoi leurs commentaires, présentés en des termes très généraux (comme l'impact de l'industrialisation, le changement technologique ou le retard culturel), donnent une image confuse sans perception et vision claires.

Néanmoins, ces mêmes considérations me serviront à définir le but et la nature du présent essai sur l'évolution sociale du Québec. Je tenterai de tracer un tableau global des changements qu'a subis l'organisation sociale du Canada français depuis ses débuts. Ce tableau ne prétend pas être une description minutieusement vérifiée ; il se veut seulement une analyse cohérente des structures sociales de la société canadienne-française jusqu'à nos jours.

Les historiens ont parfois l'impression que, pour les sociologues, le Canada français ne débute qu'au 19^e siècle. Il est vrai que ces derniers n'ont amorcé une analyse sociale systématique des époques antérieures que tout récemment ⁴⁰, mais cela n'est pas une raison pour les blâmer, quoi qu'en dise un observateur tout récent de

³⁹ J.H. Steward, *Area Research : Theory and Practice*, Conseil de recherches en sciences sociales, Bulletin 63, p. 21-21, Ottawa, 1950.

⁴⁰ Une des grandes exceptions est Léon Gérin dont l'analyse (dans *Aux sources de notre histoire*, Montréal, 1946) nous donne de précieux aperçus du système social de la Nouvelle-France.

la société canadienne-française ⁴¹. Il est ridicule d'accuser quelqu'un de ne pas avoir fait ce qu'il n'a jamais eu l'intention de faire. Si les auteurs pris à partie avaient prétendu expliquer l'émergence d'une société rurale sans se référer à l'organisation sociale antérieure, on aurait raison de les blâmer. Cependant, ni Miner ni Hughes, ni leur censeur d'ailleurs, n'ont essayé d'expliquer l'émergence au 19^e siècle d'une société canadienne-française à prédominance rurale ⁴². Or, je le répète, si la société canadienne-française n'avait pas été à prédominance rurale pendant une période de son histoire, ou si Miner et Hughes avaient soutenu qu'elle avait toujours été uniquement rurale, on aurait raison de les blâmer, mais tel n'est pas le cas.

[37]

Le seul mérite de cette critique est de nous amener à nous demander comment il se fait que le Canada français soit devenu une société rurale à la fin du 18^e siècle et le soit demeuré pendant tout le 19^e.

Je tenterai, en premier lieu, d'expliquer l'émergence de la société rurale après l'effondrement de la société marchande féodale et, en second lieu, de décrire le mode d'organisation de cette société ; pour terminer, j'essaierai d'évaluer les répercussions de la récente industrialisation massive sur ces structures sociales.

1. LA NOUVELLE-FRANCE, UNE SOCIÉTÉ MARCHANDE FÉODALE

[Retour à la table des matières](#)

La Nouvelle-France n'a pas été occupée, comme ce fut le cas dans une large mesure pour les États-Unis, par des groupes dissidents désireux de fuir une terre natale inhospitalière. Son peuplement fut décidé, financé, dirigé et parfois entravé par des administrateurs en poste à la cour de France. Il faisait appel à la participation de cinq groupes : les administrateurs coloniaux, les militaires, les hommes d'affaires intéressés dans le commerce des fourrures, le clergé et une population immigrante.

⁴¹ Philippe Garigue, *Études sur le Canada français*, Montréal, 1958, p. 8, 14, 15.

⁴² Horace Miner, *St. Denis : A French-Canadian Parish*, Chicago, 1939, et Everett C. Hughes, *Rencontre de deux mondes : la crise d'industrialisation du Canada français*, trad. J.-C. Falardeau, Éditions Lucien Parizeau.

Des quatre institutions participant à l'entreprise coloniale, deux ont prédominé dans les structures sociales de la colonie, l'administration et le clergé. L'influence des hommes d'affaires et des militaires n'a pas été sans importance, mais elle est demeurée nettement secondaire, même si les administrateurs étaient souvent recrutés dans les rangs de l'armée. Les quatre sphères institutionnelles avaient une caractéristique commune : dans chacune, les postes de commandement étaient généralement détenus par des aristocrates de la petite noblesse qui gravitait autour de la Cour de France. Ce n'étaient pas seulement des différences dans l'habillement qui montraient que les chefs de ces institutions n'appartenaient pas à la même classe que le gros de leurs membres ; ils s'en distinguaient nettement par leur style de vie, notamment par leurs loisirs, leurs goûts littéraires et artistiques, ainsi que par leur recherche d'une vie mondaine brillante.

Toutefois, une société-frontière n'offre pas des conditions idéales pour recréer une société féodale et certains aspects de l'organisation sociale de la métropole ne pouvaient tout simplement pas être reproduits en Nouvelle-France. Un exemple frappant, souligné par Guy Frégault, était le peu de signification du statut féodal d'un seigneur isolé au milieu des bois ⁴³. À cause des conditions de vie, la société féodale ne pouvait pas être comme celle de la métropole et cette situation accroissait les possibilités de mobilité sociale des jeunes roturiers ambitieux et méritants qui avaient réussi dans les sphères militaires ou commerciales. Par conséquent, [38] le système de castes était moins rigide en Nouvelle-France que dans la métropole, même si les structures de base étaient féodales.

Cette organisation féodale a créé une société aux styles de vie nettement plus différenciés que ceux de la société rurale qui lui a succédé. Si elles n'avaient guère de sens dans les campagnes éloignées, les règles féodales conservaient néanmoins leur vraisemblance dans les villes naissantes de Québec et de Montréal.

Dans ce système féodal, ce sont les ministres du roi qui détenaient en dernière analyse l'autorité politique. Les conflits au sein des structures politiques locales étaient résolus par ordonnances royales. Les deux principaux groupes d'acteurs sur la scène politique étaient les administrateurs coloniaux et les membres du clergé. Tous deux avaient des liens de communication officiels et officieux avec le centre nerveux du corps politique. Tous deux bénéficiaient de protecteurs influents à la

⁴³ Guy Frégault, *La Civilisation de la Nouvelle France*, Montréal, 1944.

Cour. Dès que surgissait un conflit dans la colonie, et cela arrivait souvent, les deux groupes se retrouvaient fréquemment dressés l'un contre l'autre. Officiellement, c'est le gouverneur qui détenait l'autorité ultime. Toutefois, le clergé constituait un groupe politique puissant et sa cohésion lui permettait parfois d'influer sur le choix d'un gouverneur ou, à l'occasion de graves conflits, de tenir le gouverneur en échec, ce qui équivalait à un pouvoir de rappel. Une analyse des rôles que ces deux groupes jouaient officiellement ou s'attribuaient de leur propre chef permet de mieux comprendre les causes de leurs conflits chroniques.

Les administrateurs coloniaux devaient réaliser trois objectifs simultanément : (1) l'exploration et la prise de possession de nouveaux territoires au nom du roi de France ; (2) la protection et l'accroissement du commerce des fourrures ; (3) la fondation de nouveaux établissements pour les colons français. De leur côté, les membres du clergé devaient ⁴⁴ : (1) évangéliser les Indiens ; (2) remplir les devoirs de leur ministère auprès des immigrants ; (3) fonder et maintenir diverses maisons d'éducation ou de bienfaisance, comme des hôpitaux et des hospices.

Des conflits ont surgi parce que ces rôles officiels ont entraîné éventuellement des conceptions rivales, partiellement différentes ou même diamétralement opposées, au sujet de l'organisation sociale de la colonie. Au début, les objectifs des deux groupes convergeaient. Les conflits sont apparus avec l'expansion du commerce des fourrures car, pour se développer, cette entreprise coloniale supposait une organisation sociale de base très différente de celle d'un établissement colonial. Le commerce des fourrures nécessitait un cadre semi-nomade, la création d'avant-postes toujours plus éloignés et l'établissement de structures commerciales. Il affaiblissait énormément la vie et les liens familiaux.

[39]

La fondation d'établissements permanents n'était pas une préoccupation majeure ; l'habileté à troquer avec des Indiens amis, la ruse, l'imagination et parfois la duplicité étaient tous des atouts au moment d'échanger divers produits de la culture métropolitaine, notamment du whisky et des fusils, contre les peaux convoitées. Le coureur des bois n'a jamais passé pour un bon père de famille ni pour un homme très religieux ; l'histoire le décrit plutôt comme un individu habile, peu fiable et sans beaucoup de scrupules. Pour la colonisation, la frugalité, l'ardeur au travail, la stabi-

⁴⁴ Dans ce contexte, le mot clergé inclut évidemment les religieuses.

lité et la création d'une économie domestique étaient indispensables à la survie et à la croissance. Ces modes de vie différents de la société marchande et de la société agricole finirent par susciter des rivalités et des conflits entre le clergé et les administrateurs.

La conquête de la Nouvelle-France a énormément modifié la matrice de l'organisation sociale. Certains historiens prétendent qu'elle a provoqué dans la société canadienne-française un arrêt de développement qu'elle n'arrive plus à surmonter. La conquête a certainement hâté le passage d'une société féodale à une société rurale. Dans un article remarquablement bien documenté, Michel Brunet a démontré qu'elle a provoqué non seulement l'exode de la bourgeoisie politique, mais aussi le remplacement de la bourgeoisie commerciale française par sa contrepartie britannique ⁴⁵. Cette dernière fut en mesure de substituer au système commercial français perturbé par la guerre, les réseaux commerciaux qui existaient déjà entre l'Angleterre et l'Amérique ; c'est ainsi que les Anglais ont pu obtenir une mainmise décisive sur le commerce local.

La conquête a signifié la fin de la société marchande ⁴⁶ et de la société féodale. Les élites politiques, qui avaient plus ou moins considéré leur séjour dans la colonie comme une étape provisoire dans leur carrière, retournèrent vivre dans leur patrie au moment de l'effondrement de l'entreprise coloniale française. Le clergé local et les habitants restèrent. Les membres du clergé devinrent par défaut les chefs incontestés des colons ; ainsi, c'est grâce à la victoire militaire des Britanniques que l'organisation sociale qui, dans l'esprit du clergé, convenait au Canada français a pu triompher. Ayant été simplifiée, cette organisation a suivi une seule voie de développement, celle du développement rural.

⁴⁵ Michel Brunet, « La Conquête anglaise et la déchéance de la bourgeoisie canadienne, 1760-1793 », *Amérique française*, vol. XII, no 2, juin 1955.

⁴⁶ Gérin, *Aux sources de notre histoire*, p. 228ff, 253, 254.

[40]

2. La société rurale

Examen critique des théories antérieures

[Retour à la table des matières](#)

Par suite de la cession, un nouvel ordre social est apparu au Canada français. Les habitants s'étaient donné, grâce à leur frugalité et à leur économie domestique, un mode de subsistance et de vie qui nécessitait peu d'aide directe hormis celle de la famille. L'effondrement de tout l'appareil administratif et politique les a donc peu touchés. Alors qu'ils avaient vécu quelque peu en marge de l'ancienne organisation sociale, ils allaient se retrouver au centre de la société rurale naissante qui s'édifiait sur les vestiges de la société féodale et marchande.

Quelle était donc la nature de cette société rurale canadienne-française ? Gérin, Miner, Hughes, Falardeau et Rioux ont décrit son organisation. Récemment, Philippe Garigue a mis en doute la validité de leur analyse en la qualifiant d'idées de l'école de Chicago. Par suite de cette intervention, il est nécessaire de procéder à une évaluation critique de la question, étant donné notamment les attaques acerbes ⁴⁷ de M. Garigue et la publicité que lui a valu son « nouveau concept audacieux » de la société canadienne-française ⁴⁸. Selon lui, une grande partie des analyses antérieures présentent carrément un mythe ⁴⁹. Les auteurs qu'il conteste ont été induits en erreur, dit-il, par Gérin qui n'a pas prouvé son hypothèse de base au sujet de la nature de la société rurale et, surtout, ils ignorent l'histoire du Canada français. Cette ignorance les a conduit à imaginer tout simplement les réalités concrètes qui pouvaient étayer leur hypothèse de base et à négliger entièrement les faits qui l'auraient infirmée ⁵⁰. Le mythe qu'ils présentent a également pour cause des préjugés inconscients selon

⁴⁷ Garigue, *Études sur le Canada français*, p. 15.

⁴⁸ Robert Olsen, « A Challenging New Concept of French Canada », *Maclean's*, vol. 14, février 1959.

⁴⁹ *Études sur le Canada français*, p. 6.

⁵⁰ Ibid., p. 15.

Garigue, qui va même jusqu'à affirmer que si les outils de la sociologie de la connaissance étaient appliqués à leur théorie, la structure purement ad hoc de celle-ci apparaîtrait aussitôt ⁵¹.

Philippe Garigue résume ses propres travaux dans le passage suivant : « Nous n'avons pas seulement approfondi les travaux déjà publiés ; nous avons mis en doute leurs idées maîtresses sur l'essence de la culture canadienne-française. Il faut dévoiler non seulement le caractère mythique ou idéologique de certaines idées courantes sur le Canada français, mais aussi celui des déclarations de plusieurs chercheurs en sciences sociales, notamment des Américains Redfield, Miner et Hughes ⁵². » Heureusement, M. Garigue adhère lui aussi à la tradition scientifique qui veut que ses idées, comme celles des autres, fassent l'objet d'une [41] critique serrée. Cela nous permet d'évaluer le bien-fondé de ses affirmations.

Quels sont les arguments précis qu'il fait valoir à l'encontre de l'analyse du Canada français soi-disant inspirée par l'école de Chicago ? Ses arguments se fondent sur trois raisonnements que nous pouvons résumer de la façon suivante :

1. L'école de Chicago a utilisé le concept de *folk society* pour analyser le Canada français parce qu'elle ignorait que la société canadienne française antérieure n'était pas une société paysanne ou primitive, mais une société essentiellement urbaine et marchande. En outre, des théories épistémologiques et méthodologiques rigoureuses ont invalidé l'utilisation de tels « types idéaux » en recherche sociale. Ces concepts doivent être remplacés par des hypothèses historiques précises ⁵³.
2. Deuxièmement, l'école de Chicago a été induite en erreur en faisant sienne, sans la remettre en question, l'hypothèse de base de Léon Gérin au sujet de la nature du Québec rural. Gérin n'a jamais prouvé cette hypothèse et il a été la victime de sa propre formation à Paris par des disciples de Le Play ⁵⁴.

⁵¹ Ibid., p. 9.

⁵² Ibid., p. 6.

⁵³ Lorsqu'il déclare que la société canadienne-française antérieure était urbaine et commerciale, M. Garigue n'utilise-t-il pas lui aussi des « types idéaux » ?

⁵⁴ M. Garigue embrouille les données du passé lorsqu'il affirme (« Mythes et réalités » dans *L'étude des sciences de l'homme*, vol. III, 1956, p. 129) que Gérin était un disciple de Le Play. Gérin a été l'élève d'Edmond Demonlins, un disciple de Le Play.

3. Enfin, l'analyse de l'école de Chicago conduit, selon les termes explicites de Falardeau, à la conclusion suivante : « La culture canadienne-française traditionnelle est sociologiquement inadéquate et elle est destinée à disparaître pour la bonne raison qu'elle ne peut préparer les Canadiens français à faire face aux exigences d'une vie urbaine industrielle ⁵⁵. » Cette conclusion vient du fait que l'on conçoit la culture canadienne-française comme « archaïque et simple » et qu'on l'imagine en conflit avec le rationalisme séculier de la culture urbaine, dont la dynamique est d'origine anglaise, et en voie de se désintégrer sous son impact ⁵⁶. Les faits sont tout autres, prétend M. Garigue. Il a découvert que l'organisation des institutions sociales empêchait l'apparition d'une culture spécifiquement rurale et que la culture canadienne-française avait déjà intégré en elle tous les éléments nécessaires à une urbanisation massive ⁵⁷.

Voilà, en résumé, ce qu'on a appelé « le nouveau concept audacieux » du professeur Garigue au sujet du Canada français. Ses critiques sont-elles justifiées ? Il est facile de démontrer que la première accusation, celle d'ignorer l'histoire, ne tient pas. Si Miner et Hughes sont tombés sans le vouloir dans le piège tendu par Gérin, c'est parce qu'ils ne connaissaient pas l'histoire du Canada français ⁵⁸. A fortiori, Gérin a formulé son hypothèse de base parce que lui non plus ne connaissait pas l'histoire du Canada français. Cependant, non seulement Gérin connaissait-il cette histoire, puisqu'il lui avait consacré un livre ⁵⁹, mais au lieu de concevoir le Canada français comme une société à prédominance [42] paysanne, il le voyait avant tout comme une société marchande. En fait, selon sa thèse, la faiblesse et la vulnérabilité du système social de la Nouvelle-France étaient précisément dues au fait qu'il ne fût pas surtout agricole ⁶⁰. Avec la conquête, la société marchande s'est écroulée et l'habitant est devenu « la clé de voûte du Canada moderne ⁶¹ ». M. Garigue n'a ja-

⁵⁵ Cité par Garigue dans *Études sur le Canada français*, p. 8.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ « Seule leur ignorance de l'histoire du Canada français permet de comprendre que les sociologues aient pu accorder à une telle hypothèse une importance de premier plan. », *ibid.*, p. 14.

⁵⁹ *Aux sources de notre histoire*.

⁶⁰ Ibid., notamment les chapitres XIV et XV.

⁶¹ Ibid., p. 254.

mais mentionné cet ouvrage de Gérin sur les structures sociales de la Nouvelle-France et on peut avancer que s'il l'avait connu, il n'aurait jamais imputé la conception soi-disant erronée de l'école de Chicago à une ignorance de l'histoire des Canadiens français. Lui qui est prompt à souligner chez les autres ce qu'il considère comme des moments d'inattention ⁶² semble avoir fait lui-même un grave oubli.

En dépit du caractère quelque peu irréfléchi de sa première critique, il nous faut évaluer la valeur de la critique que fait Garigue de l'hypothèse centrale de Gérin sur la nature de la société rurale du Canada français au 19^e siècle. Gérin décrit cette société comme « une juxtaposition de familles dont presque toutes vivaient dans des rapports d'égalité, cultivaient la terre et étaient autosuffisantes ; leur seule ambition était de transmettre intégralement le bien familial à un de leurs enfants, tout en favorisant, dans la mesure de leurs moyens, l'établissement des autres enfants ». La terre était cultivée comme une entreprise familiale et les objectifs étaient, en premier lieu, de défricher et d'exploiter un lopin assez grand pour suppléer aux besoins quotidiens de la famille et pour assurer la subsistance des vieillards, et, en deuxième lieu, d'assurer au mieux l'établissement des enfants non héritiers. Comme l'a dit Hughes :

Cette relation entre la famille et la terre est le pivot de la société rurale. La terre doit être suffisamment vaste et fertile pour nourrir et vêtir la famille ; si possible, pour fournir l'argent nécessaire à l'instruction ou à l'établissement, quelque part, des enfants à qui le bien n'échoit pas. La famille, de son côté, doit être suffisamment nombreuse, unie et entreprenante pour exploiter la terre et la garder indemne de toute dette onéreuse. Mais une telle famille, par le nombre même de ses enfants met, à chaque génération, la terre en péril. Ce devient donc une fonction de la famille d'éparpiller ses membres, ne laissant qu'un fils qui sera l'héritier et le père d'une génération nouvelle de cultivateurs ⁶³.

La suite de Gérin, Hughes a vu dans cette contradiction démographique le point vulnérable du système social ⁶⁴. Dans sa description de l'équilibre social, Miner affirme qu'il s'agissait d'une culture dotée d'un « degré élevé d'intégration sociale

⁶² *Études sur le Canada français*, p. 49.

⁶³ *Rencontre de deux mondes*, p. 8.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 7.

interne fondé sur un ajustement à court terme aux conditions du milieu ⁶⁵ ». C'est sur cette base structurelle que [43] s'est édifiée la « culture traditionnelle » de la société canadienne-française du 19^e siècle. Pour M. Garigue il s'agit là d'un mythe qu'il prétend avoir détruit ⁶⁶.

Voyons s'il en est ainsi. Selon M. Garigue, l'erreur de Miner et Hughes est imputable à leur ignorance de l'histoire et à leurs préjugés ⁶⁷. Dans le cas de Gérin, son erreur provient de sa soumission aveugle à ses maîtres intellectuels et de ses concepts a priori ⁶⁸. Pour vérifier l'exactitude de la théorie centrale de Gérin, M. Garigue a entrepris, au milieu des années 50, une nouvelle étude de Saint-Justin. Sa principale conclusion contredit celle de Gérin. La relation entre terre et famille n'est pas celle qu'a décrite ce dernier. La continuité de la famille ne s'accompagne pas d'une possession foncière continue. La transmission de la terre à un héritier unique ne représente qu'un aspect d'un système culturel plus vaste et cet aspect est d'importance secondaire. La famille ne prédomine pas dans la société en tant qu'élément déterminant de l'expérience sociale. Les changements techniques sont accueillis avec beaucoup d'empressement. Très disséminé, le leadership n'appartient pas uniquement au curé de la paroisse. La segmentation très souple de la collectivité favorise une grande mobilité sociale et l'autonomie dans certains domaines. Bien que la pa-

⁶⁵ St. Denis, p. 237.

⁶⁶ Voici quelques exemples : « Grâce aux nouvelles méthodes de recherche et à l'élaboration de nouveaux instruments d'analyse, nous pouvons affirmer que nous avons dépassé les pionniers » (*Études sur le Canada français*, p. 6). Ou encore (ibid., p. 15) : « Je pense avoir démontré que beaucoup des idées qui ont été émises par les sociologues de l'école de Chicago sur le Canada français ne sont pas valides. Il reste maintenant à montrer ce qu'est le Canada français [...] Malheureusement, mes recherches personnelles ne me permettent pas encore de répondre à cette question. Et ceci pour l'excellente raison que les critères scientifiques que j'utilise demandent la mise en action de recherches très larges, faites avec des équipes de plusieurs personnes, et demandant des ressources financières importantes. » D'après cette dernière phrase, M. Garigue ne se considère pas comme un soldat de l'armée de la science, mais plutôt comme un général en chef. Une telle ambition n'a rien de particulièrement répréhensible car la plupart des sociologues la nourrissent en secret, mais d'habitude ils ne l'expriment pas si ouvertement et avec tant d'agressivité.

⁶⁷ Ibid., p. 5 : « L'argument que nous esquissons dans ces études est que de nombreux préjugés ont existé et existent, dans les milieux dits scientifiques, sur la nature du Canada français... ».

⁶⁸ Ibid., p. 14.

roisse soit une unité religieuse, son organisation n'influe guère sur le développement économique.

Que peut-on penser de la critique que fait M. Garigue de Gérin. Au coeur de son argument, il y a le fait que la relation terre-famille, dont Gérin fait le pivot de la société rurale, n'a pas été démontrée. Pour infirmer la description de Gérin, Garigue tente de montrer que la continuité des familles ne s'accompagne pas d'une continuité de la possession foncière. Soixante-dix ans après l'étude de Gérin, il existe encore 137 fermes à Saint-Justin. De ce nombre, seulement 31, ou 22,6 p. 100, appartiennent toujours aux descendants de la même lignée ⁶⁹.

Cette donnée est-elle très convaincante ? Supposons qu'il y ait cent fermes et que sur une période de 75 ans, elles soient léguées environ trois fois. Supposons également que si elle se révélait juste sept fois sur dix, la relation familiale décrite par Gérin représenterait le trait social dominant. Dans les trois autres cas, la terre familiale peut passer aux mains d'une autre famille pour diverses raisons, comme l'absence d'un héritier mâle, le décès prématuré du père, une mauvaise gestion ou d'innombrables autres circonstances. Dans ce contexte, lors de la première transmission des cent terres, il n'y en aura que 70 p. 100 qui demeureront dans la même famille. Au bout de 50 ans, il n'y en aura plus que 49 p. 100 et au bout de 75 ans, que 34,4 p. cent. N'ayant trouvé que 22,6 p. 100 des terres encore aux mains de la même lignée, M. Garigue n'a pas prouvé, du moins à ma satisfaction, que la relation décrite [44] par Gérin est fausse. Il n'a pas cherché à déterminer pourquoi les fermes sont passées à d'autres. On peut même se demander si ses propres données ne contredisent pas son interprétation.

Personnellement, j'ai repris l'étude de Saint-Denis et j'ai obtenu une image très différente sur ce point. Sur les 77 fermes encore intactes depuis 1882, 30 (ou 38,9 p. 100) sont toujours la propriété de descendants directs. Sept autres sont demeurées dans la parenté (ce qui englobe les legs à la parenté par alliance) et portent ainsi à 37 (ou à 48,1 p. 100) le nombre de fermes aux mains de la même famille par rapport aux 77 originales. Ces données démontrent qu'à Saint-Denis, en 1882 ⁷⁰, la norme s'appliquait à plus de sept cas sur dix. Si l'on analyse en détail les causes de la

⁶⁹ Ibid., pp. 46-49.

⁷⁰ St. Denis, p. 235. Citation reprise dans Horace Miner, « Le changement dans la culture rurale canadienne-française », *La société canadienne-française*, Marcel Rioux et Yves Martin, éd., Montréal, 1971.

vente des terres à d'autres propriétaires, on s'aperçoit que dans quatorze cas sur 40, soit environ un sur trois, la cause initiale est l'absence d'un héritier approprié (voir le tableau). Je n'ajouterai qu'une chose à propos de cette question d'héritage : c'est que M. Garigue a besoin de données plus précises et de règles d'inférence plus rigoureuses avant de prétendre réfuter l'hypothèse centrale de Gérin voulant que la société rurale soit la base structurelle de la société canadienne-française au 19^e siècle.

Schéma des legs de fermes à Saint-Denis, 1882-1959

Membres de la famille			Non-membres de la famille	
Immédiate	Élargie*	Pas d'héritier approprié**	Dettes ou dédain de l'agriculture	Cas de force majeure***
30	7	14	3	23
* Legs à des neveux et cousins ainsi que trois legs à des femmes.				
** Veufs ou veuves, célibataires sans héritier ou héritiers malades.				
*** Dans environ la moitié de ces cas, une fois la terre vendue au début de la période analysée, la coutume traditionnelle de transmission reprend. Dans l'autre moitié des cas, l'habitude de vendre se poursuit.				

L'hypothèse de Gérin peut servir à interpréter aussi bien la continuité que la mutation de l'organisation sociale. La stabilité du système vient du fait que les terres demeurent intactes de génération en génération. Il devient impératif de modifier les structures sociales quand les terres arables se font rares et que la migration se révèle difficile. Cet impératif constitue ce que j'ai appelé la contradiction démographique du système rural. L'acceptation de la transformation des structures sociales du [45] Canada français est reliée à ce fait structurel. C'est en effet la croissance de l'industrialisation qui viendra résoudre cette contradiction démographique.

Cela nous amène à la dernière critique formulée à l'endroit de l'école de Chicago par M. Garigue qui ne croit pas que l'industrialisation ait provoqué un conflit culturel ou la désintégration du système social traditionnel des Canadiens français. Après une

analyse rigoureuse des écrits sur cette question et me risquant à une interprétation toute personnelle, j'ai la nette impression que M. Garigue est, jusqu'à un certain point, victime de son propre vocabulaire. Conflit culturel et désintégration ne sont pas des éléments essentiels dans la pensée de Miner ou de Hughes.

Selon Miner, les systèmes sociaux se transforment pour résoudre leurs problèmes structurels. Lorsque les pratiques traditionnelles ne permettent plus de faire face aux difficultés de la vie, la société adopte des comportements différents des anciens usages tant qu'elle n'a pas trouvé une solution. S'ils sont efficaces, les nouveaux usages deviennent traditionnels à leur tour. Le passage suivant illustre de quelle façon Miner voit sa théorie se confirmer au Canada français :

Le manque de terres a suffi à créer le problème structurel de la société ; c'est par référence à ce facteur que l'on peut comprendre comment le changement est devenu une nécessité et que l'on peut expliquer certains des changements déjà réalisés. Une plus large part du changement toutefois n'est lié qu'indirectement au problème structurel fondamental. La diminution des terres disponibles a forcé les parents à trouver de nouveaux débouchés pour leurs enfants. Procédant de façon empirique, la société a tenté de résoudre le problème qui la confrontait. Étant donné le mode traditionnel de peuplement, les tensions suscitées par la rareté des terres disponibles devinrent graduellement plus aiguës. Il n'y a pas eu abandon subit des habitudes traditionnelles ; on a tout simplement cherché de plus en plus intensément à découvrir des orientations nouvelles. Celles-ci, dans tous les cas, impliquaient une dépendance accrue par rapport à la civilisation industrielle qui encerclait la culture traditionnelle ⁷¹.

Les craintes qu'exprime Hughes, à la fin des années 30, au sujet de l'avenir de la société canadienne-française ne concernent aucunement l'effet désintégrateur d'une industrialisation à large échelle ; au contraire, elles se fondent sur les perspectives incertaines de la population excédentaire advenant l'arrêt de l'expansion industrielle :

En réalité, la ruée s'est dirigée vers les villes. La Nouvelle-Angleterre, qui a absorbé une main-d'œuvre innombrable à la fin du 19^e siècle et [46] jusqu'à la guerre 1914-18, est surpeuplée. Ses industries se transportent en des régions où les travailleurs ne sont pas gâtés par de hauts niveaux de vie

⁷¹ Ibid., p. 237.

et des exigences correspondantes de salaires. Le Québec, avec ses industries croissantes, a été jusqu'à ces derniers temps, insatiable. Mais cette croissance rapide des villes et des industries québécoises peut avoir une fin [...] car la population urbaine elle-même est suffisamment prolifique, s'il ne se produit aucune expansion de l'industrie, pour fournir à elle seule la prochaine génération de main-d'œuvre urbaine ⁷².

Selon Hughes, les nouvelles institutions économiques n'étaient pas le fruit de la culture canadienne-française, mais représentaient surtout le produit d'une culture étrangère. Il se demandait comment les structures sociales composeraient avec ce changement ou, pour emprunter son expression, avec cette transition d'une société rurale à une société industrielle. En d'autres mots, le Canada français était à l'aube d'une époque nouvelle. Quelle sera la nature de cette nouvelle société ? À mon avis, c'est là une façon fort valable de poser le problème. Cette question ne dénote ni parti pris ni mythe et mérite une réponse. Dans le reste de cet exposé, je tenterai de décrire la nouvelle forme qu'a prise, selon moi, le Québec au cours de l'époque qui a suivi.

Je viens d'exprimer fortement, et parfois passionnément je l'admets, ma dissidence par rapport aux critiques des pionniers de la sociologie québécoise formulées par M. Garigue, mais je ne voudrais pas le quitter sur une note aussi acerbe. L'utilisation du concept de *folk society* pour l'étude de l'organisation de la société rurale du 19^e siècle présente des inconvénients qui n'existaient pas lorsque le groupe observé représentait la société toute entière, comme c'est souvent le cas dans les sociétés primitives. Ce qui est macroscopique dans une société primitive devient microscopique dans une société complexe et bien articulée. Comme l'a souligné Steward, les anthropologues, lorsqu'ils ont abordé l'étude de sociétés complexes, ont été victimes en quelque sorte de leur méthodologie traditionnelle ⁷³. Ainsi, en s'intéressant uniquement à la paroisse, Miner a peut-être négligé certains aspects importants de l'organisation de la société rurale au Canada français. Là-dessus, je suis d'accord avec M. Garigue. Il n'en demeure pas moins que la paroisse rurale représentait le pivot de la société rurale au siècle dernier et sur ce point, je suis en désaccord avec M. Garigue puisqu'il ne conçoit pas cette société comme essentiellement

⁷² Rencontre de deux mondes, p. 20.

⁷³ Area Research, p. 22.

rurale. Miner n'a commis aucune faute personnelle ; s'il y a eu faute, elle a été collective et imputable aux méthodes en usage chez les anthropologues ⁷⁴.

L'utilisation du concept de *folk society* a eu un avantage, du moins du point de vue de ses répercussions méthodologiques, puisqu'elle a [47] permis à Miner de nous donner une analyse très détaillée de la vie quotidienne des gens dans le contexte paroissial, à toutes les étapes de leur cycle de vie ; on peut voir comment leur culture leur permettait de composer avec la nature, la mort et la lutte pour la survie quotidienne et, surtout, comment elle se transformait et tâchait de trouver de nouvelles solutions à ses propres contradictions internes. Pour ces raisons, tout chercheur qui s'intéresse à la société canadienne-française lui est grandement redevable.

L'organisation sociale avant l'industrialisation massive

La défaite de la France au Canada entraîna l'effondrement de la société marchande à caractère féodal. Les établissements ruraux, qui vivaient en marge de l'organisation sociale antérieure, se retrouvèrent au centre de la nouvelle organisation rurale. Au début, cette nouvelle société reposait sur l'économie de subsistance de petits propriétaires terriens regroupés en communautés appelées paroisses. La paroisse était le pivot de l'organisation rurale. Seules les institutions qu'une telle économie pouvait financer voyaient le jour. Le développement de la nouvelle société passait par le développement de ces communautés et le Québec devint un ensemble de communautés rurales en voie de développement. Au départ, les institutions supra-paroissiales restaient très faibles. Dans un sens, l'histoire de la société rurale est aussi celle de la naissance et de l'expansion de ces institutions supra-paroissiales.

Le caractère local de l'organisation de base est mis en évidence par le fait que les relations socio-économiques de la majorité de la population demeuraient confinées à l'intérieur de la communauté. Quant aux structures administratives, elles étaient axées sur la paroisse et sur la mairie. La paroisse regroupait des habitants ; les petits propriétaires qui cultivaient la terre habitaient les rangs. Dans les villages, les rentiers, c'est-à-dire les fermiers retraités, vivaient près de l'église avec les commerçants, quelques membres des professions libérales et le curé. Ensemble, ces

⁷⁴ Ibid., p. 51.

trois derniers groupes constituaient la bourgeoisie locale enracinée dans la société rurale. Ses membres voyageaient plus que le reste de la population. À cause de leur commerce, de leur profession ou de leur vocation, ils reliaient leur communauté à d'autres communautés semblables ainsi qu'aux institutions commerciales, politiques et religieuses supra-paroissiales qui se renforçaient graduellement. Pour l'habitant, aller au-delà de la distance que pouvait parcourir son cheval, était un événement exceptionnel dans sa vie quotidienne. Dans sa forme achevée, le village type regroupait une église et son curé, une école [48] tenue par des religieuses, un notaire et un médecin ainsi que de petits commerçants qui fournissaient ce que l'économie de subsistance ne pouvait produire. Au début, les structures institutionnelles internes de bien des villages ne comptaient pas tous ces éléments et certains, comme Saint-Denis, ne parviendront jamais à se les offrir tous.

C'est dans le chef-lieu d'un groupe de communautés rurales que l'on retrouvait un autre ensemble d'institutions ayant un rayonnement élargi et un caractère supra-local. Dans ces petites villes, il y avait l'évêché, le séminaire du diocèse, les maisons-mères régionales des communautés religieuses, un palais de justice, une prison, un journal, quelques petites usines de création récente et de gros commerces. Ces endroits ont attiré l'attention des capitalistes américains et britanniques qui, pour emprunter les mots de Hughes, étaient à l'affût d'une main-d'œuvre qui n'avait pas encore été gâtée. C'est également dans ces villes que vivait habituellement le député. L'ensemble de leurs institutions reliait les communautés aux sphères supra-locales de la politique, de la religion et des affaires. Pourtant, comme l'a laissé entendre Gérin, les institutions que l'on retrouvait dans le chef-lieu dépendaient de l'apport des régions rurales périphériques.

La société rurale produisait sa propre bourgeoisie qui était issue des rangs des habitants et transcendait ainsi les liens de parenté. La principale voie de promotion sociale était simple et nette. Elle passait par la fréquentation du petit séminaire du diocèse, très souvent grâce à l'aide bienveillante du clergé, et par l'accès à un poste dans l'institution religieuse. Les professions libérales étaient ouvertes à ceux qui ne réussissaient pas à devenir prêtres. Dans un cas comme dans l'autre, l'on accédait à la bourgeoisie. Cette bourgeoisie était l'œuvre du clergé qui contrôlait les voies de la promotion sociale ; il n'enseignait pas seulement la religion et les sciences profanes, mais aussi les manières, les manières bourgeoises, c'est-à-dire un style de vie très différent de celui de la famille, une représentation de la vie bourgeoise qu'il avait

conservée de l'aristocratie féodale de la Nouvelle-France. Après un séjour dans les maisons d'enseignement religieuses, chacun pouvait revenir dans la paroisse et jouir du prestige attaché à sa nouvelle occupation. Les plus ambitieux et les plus chanceux se disputaient des postes élevés dans les sphères politiques et religieuses supra-paroissiales.

Les jeux politiques étaient centrés sur la vie paroissiale. L'adoption graduelle des règles britanniques, qui fondaient la représentation gouvernementale sur des assises territoriales, renforça l'importance des paroisses. C'est ce qui explique la participation enthousiaste de la population locale à la vie politique. Selon les règles britanniques, il lui incombait de décider qui, entre les cliques rivales de la bourgeoisie locale, [49] obtenait les récompenses et les honneurs du vainqueur. Comme toutes les autres institutions supra-paroissiales, les partis politiques étaient forts au niveau de la paroisse, mais plus on s'en éloignait, plus ils s'affaiblissaient. Il revenait à la bourgeoisie urbaine et à sa petite élite aux préoccupations internationales de définir les enjeux électoraux qui étaient communiqués aux bourgeois des paroisses par des journaux régionaux partisans ; finalement, c'est une population illettrée qui se prononçait sur ces enjeux, souvent après s'être fait dicter sa conduite du haut de la chaire, au nom de Dieu et pour le salut de son âme, par un curé aiguillonné par un évêque agressif. Sans de telles interventions, on pourrait facilement s'imaginer que la politique de cette époque était marquée par une vie et une tradition démocratiques intenses. Les partis politiques dépendaient des efforts constants que faisaient des cliques rivales de bourgeois pour obtenir et conserver le soutien de la population locale. Quelques familles purent ainsi acquérir l'appui indéfectible de leur communauté, mais la position de la plupart était loin d'être si bien assurée.

Parmi les institutions supra-paroissiales, la religion était la plus puissante. Si, au début de la nouvelle société, le clergé était relativement faible tant en nombre qu'en ressources institutionnelles, il jouissait par ailleurs d'une grande autorité morale. Dirigeant des populations profondément catholiques et parfois superstitieuses, il organisa la paroisse autour de l'église et puisa dans les ressources locales pour faire de cette église le plus imposant édifice de la paroisse. Parfois, les habitants rechignaient et collaboraient sans enthousiasme. Certains allèrent même jusqu'à se rebeller, mais la colère de Dieu, la crainte de l'enfer et les décrets d'excommunication de l'évêque les ramenaient dans la voie de l'obéissance. La plupart du temps, cependant,

les paroissiens s'enorgueillissaient et se réjouissaient de la majesté de leur temple et tiraient un grand réconfort de cette promesse de l'au-delà.

Le clergé était l'interprète du monde surnaturel et aussi du monde naturel. Il définissait les règles de la vie quotidienne, et lorsque la politique déviait du droit chemin, il rabattait le caquet aux hommes politiques dans l'erreur et mettait la population en garde. Parfois, l'ascendant des intellectuels bourgeois dissidents sur leurs partisans locaux était assez fort pour résister à la colère ecclésiastique, mais cela ne durait jamais bien longtemps. À une certaine époque, l'anticléricalisme progressa suffisamment chez une poignée de ces intellectuels pour qu'ils se proclament publiquement anticléricaux, créent leurs propres institutions et se joignent aux partis politiques en tant qu'anticléricaux. Deux évêques leur déclarèrent la guerre. Les rebelles contre-attaquèrent en utilisant pour leur défense les institutions juridiques de tradition britannique. Ils gagnèrent la plupart de leurs combats, mais perdirent la guerre.

[50]

L'anticléricalisme devint un risque au niveau politique et l'est resté depuis. Il disparut à jamais de la vie publique pour reprendre sa place dans les conversations feutrées des intellectuels mécontents, des hommes politiques cyniques et des hommes d'affaires amers. Avec l'avènement de la société industrielle, il a peut-être connu un regain, mais il représente toujours une minorité silencieuse, sans existence publique officielle et sans importance politique. Les anticléricaux du 19^e siècle s'inspiraient d'une culture internationale, mais à cette époque comme aujourd'hui, le clergé était l'interprète non seulement du monde surnaturel et local, mais aussi du monde international.

Du point de vue administratif, la religion était nettement avantagée par rapport aux sphères de la politique et des affaires. Dotée de structures bureaucratiques centralisées dans des diocèses régionaux, elle avait un meilleur système de communications que les autres institutions et elle possédait un personnel discipliné dont l'efficacité s'apparentait à celle des militaires. Elle commandait les voies de la promotion sociale en régissant le système d'éducation et elle socialisait dans leur plus tendre jeunesse les futurs membres des professions libérales, les futurs hommes politiques et même les futurs anticléricaux.

Par conséquent, s'il est vrai que les laïcs étaient les acteurs de la vie politique et qu'ils jouaient tous leur rôle, il n'en reste pas moins que presque tous leurs textes étaient censurés, sinon écrits, par le clergé qui les faisait également répéter et diriger leur jeu. Il ne faut pas voir dans ce tableau une image de tyrannie, puisque ce scénario social jouissait, comme aujourd'hui encore, de l'appui populaire. Il ne faut pas y voir non plus une illustration de la cupidité et de la soif de pouvoir du clergé. Selon la conception que ce dernier se faisait du monde, un tel contrôle était dans l'ordre naturel des choses dans une société saine et bonne que n'avait pas encore corrompu le modernisme néfaste du 19^e siècle avec sa doctrine erronée sur la séparation de l'Église et de l'État. L'éradication systématique et parfois brutale des ennemis de sa conception du monde lui était dictée par sa conviction profonde de posséder la vérité. Les membres du clergé n'abdiquaient pas, par ailleurs, leur rôle de chefs et lorsque des idées opposées aux leurs semblaient vouloir s'enraciner dans l'organisation sociale, ils n'hésitaient pas à prendre des mesures, allant de la persuasion morale au boycottage économique, pour écraser la dissidence naissante.

Il existait une division du travail entre la politique, les affaires et la religion, mais la religion était l'institution dominante. Son ascendant garantissait la diffusion de son idéologie, de ses motifs et de son langage à l'intérieur des deux autres institutions.

[51]

En somme, le système des institutions sociales traditionnelles du Canada français reposait sur une société et sur une économie rurales dirigées par une élite issue de son propre groupe ethnique et dotée d'une culture particulière.

3. Impact de l'industrialisation sur la société rurale

[Retour à la table des matières](#)

La société rurale canadienne-française avait ses propres faiblesses, ses propres contradictions structurelles. Gérin fut le premier à les repérer. Les terres arables étant rares, l'équilibre entre la terre et la population était précaire. L'émigration aidait à maintenir cet équilibre, mais freinait la croissance. Après s'être rendu

compte que la faiblesse de la Nouvelle-France était imputable à l'absence d'assises agricoles, Gérin pouvait maintenant constater que la faiblesse de la société contemporaine était due à ses structures essentiellement agricoles. L'industrialisation progressive offrait une solution. Au moment où Hughes a entrepris son étude, le processus d'industrialisation était encore à ses débuts ; sa progression était lente et avait été provisoirement interrompue par la dépression des années 30. La conclusion de son étude était en fait une question. Comment l'industrialisation allait-elle se mêler et se fondre aux institutions d'une organisation sociale essentiellement rurale ?

Je conclurai cet exposé en tentant de montrer comment la société canadienne-française a réagi devant cette situation nouvelle.

Questions

Est-ce que l'industrialisation massive a modifié la structure du pouvoir qui existait antérieurement ? L'importance stratégique du clergé a-t-elle diminué dans la nouvelle société ? À la faveur des modifications structurelles, de nouveaux acteurs sont-ils apparus sur la scène, réclamant et obtenant une place dans les cercles intimes du pouvoir ? Quelles ont été les répercussions de l'industrialisation sur les sphères institutionnelles elles-mêmes, c'est-à-dire sur la politique, sur les affaires et sur la religion ? Telles sont les questions auxquelles je tenterai brièvement de répondre.

Mes réponses présupposent que les études existantes sur le Canada français, de Gérin à Miner et à Hughes, sont justes dans l'ensemble. Bien que mon analyse pré-suppose la validité générale de ces études et s'inscrive dans la même ligne de pensée, je ne présente pas ici un simple développement logique d'idées qui s'y retrouvent déjà implicitement. Que le lecteur veuille bien ne pas considérer cette déclaration comme [52] une prétention à l'originalité. Elle vise plutôt à le prier de ne pas imputer à Miner, à Hughes et à d'autres membres de « l'école de Chicago » la responsabilité des erreurs que mon analyse pourrait contenir. Il sera alors libre d'être de mon avis ou non, entièrement ou partiellement. J'aurai ainsi l'honneur, si douteux qu'il puisse sembler mais que je revendique néanmoins, d'être seul responsable de mes propres erreurs.

Élites traditionnelles, industrialisation et société en voie de développement

Mon analyse de la nouvelle société qui commence à prendre forme repose sur l'idée fondamentale suivante : les élites traditionnelles dirigent toujours la société canadienne-française. Les changements apportés par une industrialisation massive auraient pu modifier énormément la composition des échelons supérieurs de la structure du pouvoir, mais cela ne s'est pas produit. La prédominance du clergé et son autorité sur les sphères de la politique et des affaires n'ont pas décliné au moment du passage de la société rurale à la société industrielle. Bien au contraire, son importance s'est renforcée. Le pivot structurel du pouvoir s'est déplacé graduellement et la population urbaine a remplacé la population de cultivateurs propriétaires. Au sein de cette population récemment urbanisée, le groupe structurellement important ne fut pas celui des travailleurs, mais la nouvelle classe moyenne, un groupe de cols blancs salariés dont le nombre a augmenté rapidement et qui ne possédait pas d'idéologie politique bien définie. Cette nouvelle classe moyenne a trouvé des emplois dans les bureaucraties gouvernementales, commerciales et religieuses qui n'ont cessé de croître. Collectivement, son rôle fut de s'improviser l'agent d'une « révolution administrative ». Cette « révolution administrative » est devenue le nouveau fondement du pouvoir accru qu'ont acquis les élites traditionnelles et que personne n'est venu leur disputer.

Voyons maintenant quelle forme a prise la nouvelle société. Seule une parfaite convergence des intérêts du clergé, des partis politiques et des capitalistes étrangers peut expliquer ce second souffle des élites traditionnelles.

Par leur présence et leur richesse, les capitalistes ont provoqué des transformations radicales. En dernière analyse, ce sont eux qui ont fait des Canadiens français des citoyens. Ils n'ont pas eu à user de persuasion auprès d'une population qui avait besoin d'emplois. Ils ont fourni à la population excédentaire du travail à faire et un endroit où vivre. En contrepartie, les élites locales les ont laissés fixer les règles du jeu [53] industriel et, dans ce jeu, les syndicats étaient vus d'un fort mauvais œil. De plus, les capitalistes s'intéressaient à la société locale pour un motif bien précis. Ils recherchaient un profit maximal et une participation minimale à la vie politique,

religieuse et urbaine et cette optique correspondait parfaitement à ce que les élites locales exigeaient à cette époque, et encore aujourd'hui, des envahisseurs étrangers.

Ce pacte tacite peut également expliquer la froideur et la méfiance, quand ce n'était pas l'hostilité ouverte, que les élites nourrissaient fondamentalement à l'égard du syndicalisme et de son idéologie socialisante. En effet, tandis que les capitalistes atténuaient les tensions structurelles au moyen de leur argent et de leurs industries, les syndicalistes suscitaient par leurs discours un malaise social. L'atténuation des tensions structurelles devint pour les élites traditionnelles la raison d'être du maintien de leur contrôle, quoique de façon renouvelée. Le malaise social, quant à lui, ne pouvait mener qu'à une remise en question de leur exercice continu du pouvoir.

Cette entente spontanée entre capitalistes et élites peut aussi expliquer l'existence, jusqu'au début des années 50, d'une idéologie nationaliste créée par les élites dont le thème était essentiellement politique. En prônant le nationalisme économique, pour répondre aux tendances socialisantes de certains courants de pensée nationalistes, les élites locales ne faisaient peut-être que réclamer indirectement une part accrue des richesses du nouveau système économique.

Enfin, cette entente tacite explique également l'absence des syndicats des échelons supérieurs du pouvoir dans la conjoncture contemporaine. La base démographique du nouveau pouvoir bureaucratique n'est pas le monde des travailleurs, mais les membres d'une nouvelle classe moyenne, tous salariés et tous affairés à réaliser la révolution administrative au profit des élites traditionnelles.

Le processus de rajeunissement des élites traditionnelles

Comment les élites dirigeantes de la société rurale ont-elles pu réagir si rapidement et canaliser si habilement à leur propre avantage les transformations radicales apportées par les forces laïques du capitalisme industriel ? Comment, par exemple, le clergé, considéré traditionnellement comme un groupe conservateur, a-t-il réussi à modifier assez rapidement ses attitudes et ses propres rôles pour que les modifications structurelles tournent à nouveau à son avantage ? La préparation psychologique

qu'il lui fallait pour s'engager résolument dans la nouvelle voie qu'exigeaient les circonstances remonte très loin au siècle dernier. [54] Témoin des événements européens, le clergé avait acquis une psychologie née de la peur. L'effondrement des institutions bourgeoises catholiques et des monarchies européennes ainsi que la déchristianisation des masses qui avait suivi formaient le contexte dans lequel cette peur s'était développée. Par conséquent, lorsque des intellectuels canadiens-français mécontents se mirent à exalter ce qui se passait ailleurs, le clergé sentit que le danger était également à sa porte.

Il était donc psychologiquement prêt à agir rapidement depuis longtemps lorsqu'il comprit que les dangers de l'industrialisation étaient essentiellement de même nature que les événements européens. Une doctrine de reconstruction sociale socio-religieuse lui servit à justifier sa nouvelle ligne d'action. Par peur, il entreprit audacieusement une révolution administrative. Dans la société rurale antérieure, il avait déjà établi son emprise sur les principales sphères institutionnelles ; à part la religion elle-même, les domaines de l'éducation et du bien-être social étaient ses fiefs incontestés. Avec l'avènement de la société industrielle et sous la pression du nombre, il lui fallait modifier ses méthodes de domination.

Son principal mécanisme fut la création rapide, à une vaste échelle et avec ses propres fonds, d'institutions de taille et de qualité diverses. Tout en continuant d'assumer ses anciens rôles, il en créa de nouveaux de toutes pièces. Les membres du clergé devinrent des gestionnaires bureaucrates et le taux de croissance de leurs bureaucraties fut stupéfiant. Ils avaient depuis longtemps établi leur crédit dans le monde des affaires. Ils possédaient également leur propre système d'imposition qui était très efficace et dont les rendements reflétaient la santé de l'économie en expansion ; l'habitude des fidèles de leur offrir une contribution hebdomadaire ne se démentit jamais. Propriétaires de biens institutionnels parareligieux dont la taille ne cessait de croître, ils ont eu recours sans aucune hésitation à des campagnes publiques de financement. Leur situation privilégiée en matière d'impôts favorisait l'accumulation des richesses nécessaires au financement de leurs empires bureaucratiques en pleine expansion.

Le clergé possédait dans les villes des terrains de choix dont la valeur grimpait en flèche à cause de la spéculation foncière. Ses investissements étaient administrés par ses propres spécialistes qui étaient loin de passer pour des amateurs. Les courtiers en valeurs mobilières se disputaient sa clientèle. Par suite de la taille

croissante de ses bureaucraties, il centralisa son administration et sa gestion financière. Les paroisses devinrent des unités administratives qui relevaient de la corporation épiscopale. Le symbolisme d'une telle appellation parle de lui-même. Le curé dont les revenus dépendaient jadis de la richesse de ses paroissiens fut dépouillé de son ancien statut et transformé en fonctionnaire [55] salarié, un statut qui correspondait davantage aux nouvelles réalités structurelles.

Dans la société industrielle, le clergé conserva tous les rôles institutionnels qu'il avait acquis au cours de l'histoire, mais il fut forcé de se spécialiser pour remplir ces rôles avec succès. L'ampleur même de la révolution administrative exigeait l'aide de nouveaux groupes. La pyramide institutionnelle avait besoin d'un vaste éventail de spécialistes. L'Église a donc ouvert ses propres voies de promotion sociale. Les agents de sa révolution administrative ont été les cols blancs salariés de la classe moyenne.

Les cols blancs et les divers spécialistes au service de l'Église se sont mis à exercer sur elle de plus en plus de pressions pour qu'elle accroisse leur salaire, condition indispensable à la réalisation de leurs ambitions dans leur conquête d'un statut professionnel. Ces groupes professionnels sont devenus les agents de la révolution administrative ; ce sont eux qui ont réalisé dans les faits les emprunts culturels et la mise en place des nouvelles politiques amorcées, ou du moins approuvées, par le clergé. Ce dernier est aujourd'hui non seulement le dispensateur des trésors du ciel mais aussi, pour une bonne partie de la population, le dispensateur de prestige institutionnel ainsi que de récompenses terrestres sous forme de chèques de paie hebdomadaires ou mensuels. Par suite des exigences accrues de son nouveau personnel de la classe moyenne dans ses bureaucraties, l'Église s'est trouvée justifiée d'exercer plus de pressions sur le Trésor de la province pour qu'on accroisse ses subventions. Tout ce temps-là, ses institutions étaient reconnues comme semi-publiques et bénéficiaient d'une comptabilité privée, d'une gestion autonome et de fonds publics.

Parvenu à sa dernière phase logique de développement, le pouvoir bureaucratique du clergé a maintenant acquis sa forme définitive. En voie d'élaboration depuis cinq ans, cette forme a été révélée au grand jour l'an dernier. La demande insistante du clergé d'une hausse de ses subventions pour financer son empire bureaucratique rencontrait de plus en plus de résistance de la part du premier ministre Maurice Duplessis. Des signes de conflit apparaissaient partout. Duplessis avait appris à maî-

triser les jeux politiques à l'époque où ceux-ci avaient un caractère essentiellement rural. Un thème constant de ses discours politique était son opposition à la « bureaucratie ». Même idéologiquement neutre, ce thème devenait de plus en plus inapproprié du point de vue structurel. Grâce à sa profonde connaissance des bases rurales de la politique, Duplessis pouvait résister à l'attaque imminente de la bureaucratie. Les autorités cléricales réclamaient avec de plus en plus d'insistance un nouveau pacte. Les structures politiques du pays nécessitaient, bon gré mal gré, [56] un pacte entre le clergé et les hommes politiques ; c'est là une réalité importante de la démocratie au Québec. L'ancien pacte de la société rurale, fondé sur des relations personnelles et sur des subventions versées officieusement aux curés et aux évêques pour leurs projets favoris, ne satisfaisait plus les chefs de plus en plus compétents de l'empire bureaucratique clérical. Dans la société rurale, les subventions extraordinaires étaient devenues une sorte de rituel et suffisaient à obtenir la collaboration du clergé. L'autre facette du jeu politique consistait pour le gouvernement à dépenser les fonds publics selon son bon vouloir et à répartir les montants dans un réseau géographique d'entrepreneurs privés qui rivalisaient entre eux pour bénéficier de contrats gouvernementaux de toutes sortes. Ainsi, l'enrichissement graduel des élites locales composées d'hommes d'affaires facilement reconnaissables, était un résultat direct de l'action politique. Le scénario était simple et connu. Il ne choquait pas la sensibilité des ruraux ; les hommes d'affaires récompensés connaissaient bien le rôle qu'ils devaient jouer. Le curé de la paroisse acceptait les mêmes règles de jeu ; on ne lui demandait pas une participation active ; il devait simplement rester près de la main politique tendue et accepter les cadeaux au moment opportun.

Ce qui blessait vraiment la sensibilité des membres du clergé politiquement engagés à la tête des empires bureaucratiques, c'était le caractère public plutôt indécemment du pacte. Les employés professionnels de ces empires partageaient leur indignation. Ignorant les motifs structurels qui les liaient à ce pacte, ils réagissaient à l'unisson. À cause de leur position dans l'organisation sociale et de leur socialisation au sein des bureaucraties, ils étaient convaincus que la bonne façon de faire était la façon bureaucratique. Les anciens jeux politiques ruraux les mettaient mal à l'aise. À leur avis, ils faisaient la honte de la province. Le chef du gouvernement était décrit comme un dictateur, un tyran qui corrompait les mœurs politiques. Dans un geste audacieux, loué dans tout le pays, de jeunes prêtres progressistes condamnèrent publiquement les méthodes corrompues de la vieille politique rurale. Cette condamna-

tion publique, au nom de la morale, des anciens jeux politiques ne peut être interprétée que comme un rituel symbolique. Ces jeunes prêtres, très méritants et très sincères, versés en sciences sociales, parfaits exemples du jeune cadre religieux progressiste chargé de l'implantation du nouvel ordre bureaucratique au profit du clergé et de la nouvelle classe moyenne, proclamaient solennellement la mort de la vieille politique rurale. La population, dont l'attention avait été éveillée par la classe moyenne salariée qui gravitait autour d'elle, suivait attentivement le débat et se réjouissait de voir la vie politique canadienne-française atteindre bientôt sa maturité, c'est-à-dire sa maturité bureaucratique. Seul un [57] évêque, d'un diocèse rural de surcroît, fit entendre de faibles protestations. Fait significatif, cette voix épiscopale qui traditionnellement aurait fait taire n'importe quel prêtre eut peu d'influence.

Le scénario de la nouvelle convention bureaucratique fut rapidement dévoilé, puis disparut subitement par suite du décès imprévu de Paul Sauvé, le successeur de Duplessis. Bien qu'il ait assumé la direction d'un parti dont le pouvoir était ancré dans la politique rurale, Sauvé n'avait eu qu'à proclamer la nouvelle convention pour voir se dissiper toutes les critiques acerbes dont son parti faisait l'objet auparavant. En moins d'un mois et à l'unanimité, car je n'ai pu trouver une seule voix discordante, les salariés professionnels de la nouvelle classe moyenne vantaient les mérites personnels de Sauvé et le bel avenir qui s'annonçait. La nouvelle convention était simple ; les revendications incessantes des bureaucraties cléricales étaient toutes satisfaites ; les universités, les hôpitaux et la fonction publique en étaient les bénéficiaires. Tous se réjouirent de l'abolition de l'ancien jeu politique. On avait trouvé une solution. Les bureaucraties cléricales avaient besoin et exigeaient que le Trésor provincial leur verse des rentrées régulières et nettement accrues afin de pouvoir apaiser le mécontentement de leur personnel. En se rendant à leurs demandes, le premier ministre Sauvé, dont le mandat n'aura duré que trois mois, s'est acquis une gloire impérissable. Jamais aucun homme politique ne s'est mérité, dans un si court laps de temps et par une seule déclaration, des louanges aussi spontanées et un tel attachement. Tous ressentirent sa mort prématurée comme une tragédie nationale. Certains, qui ne l'avaient jamais connu personnellement, étaient émus jusqu'aux larmes. Du point de vue anthropologique, il est évident pour moi que le Premier ministre défunt était plutôt un symbole qu'un simple être humain. Il symbolisait la nouvelle conven-

tion et son vocabulaire traduisait les concepts bureaucratiques de compétence, de planification, etc.

Dorénavant, le langage récemment importé par la classe moyenne salariée façonnera le langage politique. Cette classe a nettement acquis une importance politique décisive. Je prévois que son premier geste, lorsqu'elle prendra vraiment le pouvoir, sera d'organiser une fonction publique très compétente, ce qui était impossible dans le cadre des anciennes règles politiques rurales. Il va de soi qu'une fonction publique très compétente signifie des rouages bureaucratiques efficaces ainsi qu'un statut supérieur pour la nouvelle classe moyenne. Ce sera l'apogée des sciences administratives qui sont, en dernière analyse, les seules sciences sociales qui intéressent les bureaucraties régnautes. Dans cette administration, l'efficacité sera récompensée et le relâchement sera [58] puni. La société rurale reprendra la place qui lui revient dans une société presque entièrement renouvelée.

Cependant, du point de vue du pouvoir, la véritable signification sociologique de ce changement sera l'établissement d'un réseau de communications élargi et efficace entre une bureaucratie strictement politique et des bureaucraties cléricales, puisqu'on prévoit dans le nouveau système un accroissement des échanges entre les deux sphères à cause de l'augmentation des fonds versés dans les coffres administrés par le clergé. En tant que grands gestionnaires de la bureaucratie, les membres du clergé apprennent et accomplissent leur tâche fort bien. Par contre, ce qu'ils sont collectivement incapables de voir, c'est que le problème n'en est pas un d'efficacité. Il s'agit d'un problème beaucoup plus fondamental qui se situe au niveau des significations profondes. Parce que le clergé conserve systématiquement un nombre croissant de rôles diversifiés, l'image de ce qu'est un prêtre et de sa raison d'être devient floue. Après avoir obtenu la mainmise complète sur l'organisation sociale, il pourrait découvrir un jour, peut-être trop tard, que la population ne comprend plus la signification de la religion et de ses précieux symboles. Ces symboles pourraient se vider de leur sens pour la population, voire même pour une partie du clergé. Ce ne serait pas par la faute d'une culture étrangère aliénante, mais ce serait le résultat direct du contrôle exercé par le clergé lui-même sur la société toute entière.

[61]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

2

"Malaise social, classes sociales
et révolution bureaucratique." *

1. Légitimation des structures politiques

[Retour à la table des matières](#)

Dans une société de masse, les structures politiques sont toujours fragiles. Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons assisté à l'effondrement de très anciens régimes politiques. Le démembrement de ces empires politiques formels, avec l'appui et la sympathie de la majorité des intellectuels libéraux du monde occidental, est presque achevé aujourd'hui. Rarement a-t-il fallu recourir à la force pour l'accomplir. Une grande agitation idéologique et le soutien massif des populations ont réussi là où des armées auraient échoué. Dans la plupart des cas, la libération nationale présupposait deux conditions structurelles : (1) une élite autochtone très instruite de création récente, dotée d'une conscience politique et s'identifiant à un mouvement national pour mousser les attentes, (2) d'une population éveillée et agitée dont les aspirations ne pouvaient être comblées que par l'indépendance politique. Cette indépendance [62] nationale a souvent été obtenue, mais elle n'a habituellement pas comblé pour autant les attentes exacerbées.

* Cet essai a d'abord été publié dans *Queen's Quarterly*, été 1964.

Les structures politiques ont besoin d'une légitimation et c'est faute de légitimation que les empires formels se sont effondrés. Ce sont les intellectuels qui créent cette légitimation et lui confèrent une valeur sacrée aux yeux des autres groupes sociaux.

Quand une grande partie de l'intelligentsia cesse d'appuyer les structures politiques, on peut présager l'imminence de l'instabilité politique. Lorsque le désenchantement des intellectuels est révélé publiquement et qu'il reçoit l'appui massif des couches populaires, un régime politique est condamné, à moins de recourir à la dictature. Les structures politiques sont, en fin de compte, un ordre moral dont l'existence repose sur un consensus.

La Confédération est une structure politique. Pour un nombre croissant d'intellectuels canadiens-français, sa légitimation n'est plus probante. Un sentiment national à la Massey-Lévesque, cette théorie selon laquelle la cohabitation ethnique entraîne un enrichissement mutuel, semble si bizarre, si archaïque et si folklorique en 1964 que beaucoup de jeunes étudiants universitaires du Canada français ont peine à croire que sa formulation ne remonte qu'aux années 50.

Par conséquent, au début des années 60, nous avons assisté à l'effondrement de la plus récente légitimation de la Confédération établie dans l'après-guerre. À mon avis, c'est une nouvelle légitimation que recherche maintenant la Commission Laurendeau-Dunton. Il n'est pas du tout certain qu'elle parvienne à la trouver. Pour la première fois depuis que les commissions royales s'intéressent à l'identité nationale, beaucoup de Canadiens anglophones manifestent leur dissidence d'une voix forte, claire et pleine d'émotivité. Traditionnellement, cette dissidence provenait d'un groupe marginal et bruyant de nationalistes canadiens-français. Elle est toujours aussi forte, mais elle n'est plus marginale car elle provient des cercles officiels soutenus par les milieux universitaires. Les Lionel Groulx des années 30 et les Michel Brunet du début des années 50 pouvaient passer pour des nationalistes chauvins à l'esprit étroit et être ignorés de la société canadienne-française comme de la société canadienne, mais un René Lévesque ne peut être rejeté aussi facilement et, dans les faits, il ne l'est pas.

À la lumière de mes observations initiales, on peut se demander comment le Canada français considère la Confédération en tant que structure politique ? Le désenchantement à l'égard de la Confédération est très répandu chez les intellectuels,

notamment dans le milieu des sciences sociales. Ce désenchantement des universitaires, des artistes, des écrivains, des journalistes, des cinéastes et des autres s'est abondamment [63] manifesté dans tous les types de médias. En outre, de vastes secteurs de la nouvelle classe moyenne partagent ouvertement ou accueillent avec sympathie ce regain de sentiment nationaliste, sinon le séparatisme lui-même. À l'aube des convictions séparatistes, ce désenchantement n'a pas encore l'appui massif des populations rurales et des classes urbaines populaires qui l'ont accueilli plutôt avec indifférence, apathie et scepticisme, quoique jamais de façon carrément hostile. Si ces couches sociales l'avaient appuyée, la séparation serait passée du domaine des idées à celui des actes. Aussi paradoxal que cela puisse sembler, ce sont les Canadiens français les moins instruits, les fermiers et les travailleurs non spécialisés ou semi-spécialisés, ceux qui parlent « joual », ceux qui sont souvent calomniés et ridiculisés par la classe moyenne de leur propre ethnie et qui représentent un parfait stéréotype anticanadien-français, ce sont eux qui, inconsciemment, permettent aujourd'hui à la Confédération de se maintenir, si boiteuse soit-elle.

Cette constatation m'amène à poser de façon précise les questions auxquelles je tenterai de répondre dans cet essai. Pourquoi les classes populaires du Canada français ont-elles été relativement peu sensibles à l'agitation séparatiste ? Pourquoi la nouvelle classe moyenne est-elle devenue extrêmement nationaliste et, jusqu'à un certain point, séparatiste ? Pourquoi l'émergence de cette nouvelle classe moyenne a-t-elle accru les tensions ethniques au sein de la Confédération ? Quelle forme prend le malaise social dans les couches populaires ?

2. Malaise social et nouvelle classe moyenne

[Retour à la table des matières](#)

L'émergence de ce qu'on appelle couramment la nouvelle classe moyenne n'est pas un phénomène propre au Canada français ; bien au contraire, il s'agit d'un phénomène typique de l'après-guerre qui s'est manifesté quelque peu en retard au Canada français. À cause de la croissance et de la taille accrue des organisations commerciales et gouvernementales, la classe moyenne s'est massivement transformée ; un groupe de cols blancs salariés, jouissant d'un statut professionnel ou semi-professionnel, a remplacé les entrepreneurs autonomes qui prédominaient dans la

classe moyenne au siècle dernier. Cette nouvelle classe moyenne est le produit de l'expansion bureaucratique des organisations.

1. Croissance et caractéristiques de la nouvelle classe moyenne canadienne-française

Structurellement, la nouvelle classe moyenne canadienne-française est identique à ses homologues des autres sociétés industrielles. Toutefois, [64] elle se distingue quelque peu de la plupart par les circonstances de sa naissance et par certaines caractéristiques.

Démographiquement parlant, la révolution bureaucratique résulte de l'exode des masses qui ont quitté la campagne pour la ville. Cette pression démographique a nécessité l'expansion des institutions urbaines qui desservaient les nouveaux arrivants. En prenant de l'expansion, ces institutions se sont modifiées et sont devenues de très vastes organisations de plus en plus spécialisées. La révolution bureaucratique a ouvert de nouvelles voies de mobilité ascendante. Elle exigeait des personnels diversifiés, dotés de nouvelles qualifications. La croissance des institutions bureaucratiques urbaines a servi de fondement structurel à une nouvelle classe sociale que l'on a appelée la nouvelle classe moyenne.

J'ai dit que la nouvelle classe moyenne canadienne-française était quelque peu différente, par ses caractéristiques psychosociales, des autres classes moyennes. Tout d'abord, sa naissance a été plus dramatique et plus soudaine que dans bien des cas. En second lieu, les traditions culturelles de l'ethnie dont elle était issue ne lui fournissaient aucun modèle pour le vaste éventail de nouveaux rôles professionnels qui lui étaient nécessaires. En troisième lieu, les bureaucraties canadiennes-françaises se sont retrouvées majoritairement dans les secteurs public et semi-public plutôt que dans le secteur privé. Enfin, la révolution bureaucratique n'a pas renversé l'élite au pouvoir ; au lieu de remplacer les élites traditionnelles, elle les a rajeunies. À mon avis, une bonne part du malaise au sein de la nouvelle classe moyenne est imputable à ces caractéristiques particulières.

2. L'ère duplessiste et la nouvelle classe moyenne

Le malaise au sein de la nouvelle classe moyenne date du milieu et de la fin des années 50. Dans l'après-guerre, les Canadiens français ont immigré massivement dans les villes, surtout dans les grandes villes. Cette urbanisation massive a modifié la nature des institutions urbaines existantes. Les établissements de bien-être social, de santé et d'éducation devaient accroître rapidement leur taille, leur personnel et leur budget afin de répondre aux besoins de la nouvelle population. Les méthodes discrétionnaires qu'utilisait Duplessis pour la répartition des fonds publics entraient la croissance bureaucratique et nuisaient ainsi aux intérêts économiques et professionnels de la nouvelle classe moyenne. À cause de Duplessis, les salaires ne pouvaient être augmentés. À cause de Duplessis, le personnel nécessaire ne pouvait être embauché.

[65]

Duplessis est devenu le symbole de l'oppression et d'un gouvernement réactionnaire. On le décrivait comme un tyran qui corrompait les mœurs politiques. Un des thèmes constants de ses discours politiques était son opposition à la « bureaucratie ». Même s'il était idéologiquement neutre, ce thème devenait de plus en plus hors de propos du point de vue structurel. La célèbre attaque des pères Dion et O'Neill contre les mœurs politiques du parti de l'Union nationale a ouvert la voie à un nouveau type bureaucratique de moralité politique. Pour croître, les institutions bureaucratiques semi-publiques devaient être en mesure de prévoir ce qu'elles recevraient du Trésor provincial et les sommes versées devaient être bien supérieures. À cause de son refus de satisfaire ces revendications, Duplessis a été émotivement et unanimement honni par la nouvelle classe moyenne. Sauvé a réussi là où il avait échoué. En annonçant simplement son programme politique, soit la hausse des subventions aux universités, l'assurance-hospitalisation et l'augmentation des salaires des fonctionnaires, il a amené sur le champ la nouvelle classe moyenne à appuyer du fond du cœur le parti même de Duplessis. Son décès prématuré a été ressenti par ses membres comme une tragédie personnelle. Duplessis avait brimé les intérêts et les aspirations de la nouvelle classe moyenne. Il a été honni. Sauvé a décidé de les satisfaire. Il a été acclamé.

3. La nouvelle classe moyenne et le régime Lesage

Duplessis mort, l'influence cruciale de la nouvelle classe moyenne sur la vie politique n'a plus été remise en question. Suivant l'exemple de Sauvé, le Parti libéral a entrepris, sous Jean Lesage, d'édifier sa force politique sur l'appui enthousiaste de cette classe, récemment mobilisée et devenue très revendicatrice.

Il est facile de démontrer l'existence de liens entre le Parti libéral et la nouvelle classe moyenne. Ils transparaissent dans trois éléments : (a) le « noyau » d'appuis politiques, (b) le choix dans la fonction publique d'un personnel administratif « compétent » et (c) la nature des réformes législatives. Lors des dernières élections, les travailleurs « bénévoles » du Parti libéral étaient de jeunes urbains très instruits, membres de la nouvelle classe moyenne. Le souci de disposer d'un personnel qualifié dans la fonction publique provinciale en pleine expansion a signifié la disparition des autodidactes ou des nominations pour services rendus au Parti. Même les membres du Parti se devaient d'être des personnes qualifiées.

[66]

La réforme législative des libéraux a été une réforme bureaucratique. Elle visait à étendre et à renforcer les services bureaucratiques dans les domaines de l'éducation, de la santé et du bien-être social. Ce que l'on a qualifié de renaissance du Québec ou de « révolution tranquille » ou de tout autre nom a été une révolution bureaucratique. À des dépenses énormes en éducation et en santé s'ajoutait un souci constant d'améliorer les salaires des postes de cols blancs dans les établissements. Les préoccupations actuelles au sujet du transfert des régimes de retraite reflètent également les intérêts de la nouvelle classe moyenne.

4. De l'anti-duplessisme au séparatisme

À mon avis, ce n'est pas une pure coïncidence si le séparatisme n'est devenu une force sociale qu'après la mort de Duplessis. Parce qu'il entravait les aspirations sociales de la nouvelle classe moyenne, Duplessis est devenu le bouc émissaire sur le-

quel elle pouvait se décharger de toutes ses frustrations. Sa mort n'a pas mis fin à son malaise, mais l'a privée, par contre, de son bouc émissaire.

Elle ne pouvait vraiment pas accuser le Parti libéral, ce champion de la réforme bureaucratique disposé à satisfaire ses aspirations. Son malaise a donc emprunté la voie de l'agitation séparatiste. Pour retracer les racines sociales du séparatisme, il suffit de regarder à quelle classe appartiennent ses partisans et la nature de ses griefs.

Les chefs séparatistes comme les membres du mouvement se retrouvent parmi les jeunes cols blancs salariés et très instruits des groupes professionnels ou semi-professionnels. Ils constituent le noyau des partisans. La nature des griefs séparatistes trahit également des intérêts de classe. Le mécontentement se résume en définitive à une protestation contre l'absence réelle ou imaginaire de mobilité professionnelle. Les accusations visent les méthodes d'avancement dans les bureaucraties fédérales ainsi que dans les grandes sociétés privées et publiques. Ces intérêts de classe expliquent aussi pourquoi l'appel des séparatistes n'a presque pas trouvé d'écho dans la classe rurale et dans les couches populaires urbaines.

5. Agitation nationaliste, régime libéral et Confédération

L'apparition massive sur la scène politique du séparatisme et du désenchantement à l'égard de la Confédération, après l'arrivée au pouvoir du régime libéral et non pendant l'ère duplessiste, n'est pas une pure coïncidence.

[67]

Comme les Libéraux le savent sûrement aujourd'hui, satisfaire les aspirations sociales de la nouvelle classe moyenne canadienne-française est une entreprise coûteuse. Elle est plus coûteuse que presque toutes les autres activités puisque, comme je l'ai déjà mentionné, on retrouve surtout les bureaucraties canadiennes-françaises dans les secteurs public et semi-public qui dépendent habituellement des fonds publics pour la très grande partie de leur budget. Le manque à gagner qui a résulté des tentatives de satisfaire les exigences de la nouvelle classe moyenne a suscité une crise dans les relations fédérale-provinciales.

Les tensions ethniques, du jamais vu à l'ère duplessiste, ont repris la vedette dans les discussions publiques. « Maîtres chez nous », la devise du Parti libéral aux dernières élections, est en fait l'acceptation officielle d'un mot d'ordre vieux de quarante ans lancé par Lionel Groulx dans les termes suivants : « Le seul choix qui nous reste est celui-ci : ou redevenir maîtres chez nous, ou nous résigner à jamais aux destinées d'un peuple de serfs ⁷⁵. » La voix de Lionel Groulx a prêché dans le désert tant que la nouvelle classe moyenne ne l'a pas fait sienne. Ses idées sur l'histoire, sur l'économie et sur la société sont demeurées marginales dans les milieux universitaires et politiquement sans écho jusqu'à l'apparition et à l'accès au pouvoir politique de la nouvelle classe moyenne pour qui elles constituent aujourd'hui l'idéologie unifiante qui lui donne sa cohésion politique.

Beaucoup de thèmes politiques actuels se retrouvent explicitement dans les écrits de Groulx. L'ambivalence à l'égard des capitalistes étrangers et des syndicats ouvriers, l'indignation face à la mainmise des investisseurs étrangers sur les ressources naturelles, le manque d'esprit d'entreprise de la bourgeoisie, le rôle positif de l'État dans les affaires économiques, l'absence de formation et d'établissements universitaires appropriés dans le domaine des affaires, la théorie des deux nations de la Confédération, voilà autant de thèmes défendus avec clarté et éloquence dans les œuvres de Groulx.

Les tensions financières causées par la révolution bureaucratique et par l'idéologie de la nouvelle classe moyenne ont provoqué au Canada français une réinterprétation de la Confédération et de la cohabitation ethnique en général. Une telle réinterprétation n'est pas nouvelle ; c'est son acceptation généralisée au sein de la nouvelle classe moyenne qui l'est.

La Confédération est à l'essai. La nouvelle classe moyenne canadienne-française ne la trouve pas valable en soi. Elle doit être jugée en fonction de son aptitude à combler les aspirations nationales, alors qu'elle a longtemps été considérée comme un instrument du nationalisme anglo-canadien ⁷⁶. À cause de la montée des tensions ethniques, [68] cette opinion se répand dans de nombreux milieux et devient le postulat de l'analyse politique que font les groupes séparatistes de toute tendance.

⁷⁵ Lionel Groulx, *Directives*, Montréal, 1937, p. 20.

⁷⁶ Voir Michel Brunet, *Canadians et Canadiens*, Montréal, 1952, p. 47-49, « Une autre manifestation du nationalisme Canadien, le Rapport Massey ».

En fait, ce qu'il faut éclaircir, c'est l'histoire de la cohabitation ethnique au Canada. Historiquement, il me semble que les accommodements ethniques qui ont bien fonctionné au Québec se soient fondés sur une ségrégation volontaire et mutuellement souhaitée des institutions. Dans les domaines de l'éducation, de la religion, du bien-être social, des loisirs et de l'habitation, cette ségrégation volontaire a été totale. Les deux seuls secteurs de la vie sociale où des relations interethniques ont été institutionnalisées sont ceux du travail et de la politique.

Dans le secteur du travail, un modèle de relations ethniques s'est établi avec l'avènement de l'industrialisation. L'industrie anglo-saxonne s'est implantée dans une société aux prises avec un très grave excédent démographique et dotée de sa propre élite politique et religieuse ainsi que d'un ensemble d'institutions en voie de développement axées sur les paroisses rurales. Cette société, politiquement stable, économiquement conservatrice et sans qualifications professionnelles, offrait des conditions idéales aux capitalistes anglo-saxons ; ils pouvaient investir leurs capitaux, ouvrir des usines et bénéficier d'une abondante main-d'oeuvre non spécialisée à la recherche d'emplois. Les postes administratifs et techniques ont été occupés, sans qu'il y ait de protestation, par les nouveaux arrivants qui avaient également transplanté avec eux leurs propres institutions pour les desservir.

Ce cadre social a facilité l'adaptation à l'industrialisation. L'élite canadienne-française était idéologiquement coopérative, préoccupée uniquement de maintenir son contrôle sur ses sous-structures démographiques. Cela entraînait fort bien dans les vues des nouveaux arrivants qui pouvaient poursuivre leurs propres objectifs et entreprises économiques en se mêlant le moins possible à la société locale. Ils participaient au minimum à la vie politique. Les hommes politiques et les membres du clergé qui composaient l'élite locale étaient heureux de faire des affaires avec eux et de voir leurs entreprises prospérer. Tout cela s'est déroulé sans la moindre perturbation. L'industrie allégeait le fardeau économique que représentait l'excédent démographique de la société rurale. Le leadership des élites locales n'était pas menacé.

Ce modèle mutuellement satisfaisant de ségrégation volontaire des institutions a fonctionné harmonieusement jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la nouvelle classe moyenne le remet en question. Le test crucial pour l'unité canadienne sera d'accorder à cette classe une place dans les échelons supérieurs de l'industrie et de l'administration fédérale. Cela ne peut se faire sans que

soient abandonnées [69] les vieilles habitudes reliées à la division ethnique traditionnelle du travail.

3. Malaise social dans la classe rurale et dans les classes urbaines populaires

1. L'épisode créditiste

[Retour à la table des matières](#)

« Nous sommes simples, nous autres habitants, et vu notre ignorance, nous sommes Contraints de mettre à la tête de nos municipalités et de nos administrations des citoyens instruits mais qui, au fond, nous exploitent... », Isidore Gauthier, cultivateur, 1862 ⁷⁷. Parce qu'il s'exprimait avec force dans tous les médias, le malaise de la nouvelle classe moyenne a éclipsé un autre malaise, celui des classes populaires des campagnes et des villes, jusqu'au moment du triomphe imprévu du mouvement créditiste de Réal Caouette dans le Québec rural.

En effet, pour la première fois dans l'histoire politique du Québec, la population rurale a transgressé les règles politiques décrites par Isidore Gauthier. Au lieu de se faire représenter comme toujours au Parlement fédéral par des professionnels de la classe moyenne, elle a élu des pairs.

Cet événement politique imprévu a suscité au sein de la classe moyenne de la surprise, de la stupéfaction et des rires nerveux. La vague créditiste a éveillé des craintes, des railleries et de l'embarras. La nouvelle classe moyenne canadienne-française a eu exactement la même réaction que son homologue canadienne-anglaise. Elle s'est intéressée exclusivement à la doctrine économique peu orthodoxe du Crédit social sans prêter attention au mécontentement social qui lui avait donné naissance.

Les Créditistes ont exploité avec succès le mécontentement des fermiers et des travailleurs non spécialisés que la contestation des séparatistes de la classe moyenne

⁷⁷ Cité dans Léon Gérin, *Le Type économique et social des Canadiens*, Montréal, 1938, p. 54. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

n'avait pas convaincus. Leurs critiques des partis traditionnels ont trouvé un sol fertile dans les régions rurales économiquement défavorisées. « Vous n'avez rien à perdre », disait leur slogan. Le droit à la sécurité économique constituait pour eux un autre thème important. Pour la classe moyenne, la sécurité économique signifiait un régime de retraite décent. Pour une bonne partie de la population canadienne-française, elle signifiait bien autre chose, soit un emploi stable à longueur d'année, le droit de ne pas vivre dans la crainte constante du chômage. Loin de symboliser la nouvelle classe moyenne, Caouette était un petit entrepreneur issu de la région pauvre de l'Abitibi [70] qui parlait le langage de cette population. Lorsqu'il accusait les vieux partis de ne pas vraiment se préoccuper du sort économique de sa région ou d'être incapables de le changer, il mettait dangereusement le doigt sur une vérité historique, puisque l'insécurité économique y régnait depuis près d'un siècle.

La montée fulgurante du Parti créditiste dans le Québec rural peut être considérée comme l'effet boomerang ou la résultante du ressentiment latent créé par l'alignement politique des Libéraux sur la nouvelle classe moyenne. En dépit de bien des torts, Duplessis faisait reposer son organisation politique sur les couches populaires des campagnes et des villes. Après la défaite de l'Union nationale, ces classes ont eu l'impression de ne plus être représentées, de ne plus intéresser personne et de ne pas avoir voix au chapitre dans l'arène politique. Pour elles, Duplessis n'avait jamais été un dictateur ou un tyran. La décision de Lesage de mettre fin au « patronage » politique a amené dans les rangs du Crédit social des Libéraux ruraux désenchantés qui s'attendaient à ce que leur propre groupe continue de leur octroyer des faveurs.

Dans les faits, le résultat inattendu de l'abolition du « patronage » a peut-être été de stopper ou de ralentir fortement l'arrivée de fonds provinciaux dans les couches sociales populaires. La nouvelle moralité politique « bureaucratique » cachait une nette réorientation des dépenses publiques en faveur d'autres classes sociales. Cette interprétation donne un sens accru au slogan des Créditistes, « Vous n'avez rien à perdre ». Les organisateurs politiques de Duplessis avaient peut-être une moralité douteuse et gardaient sans doute pour eux une part importante du gâteau, mais ils réussissaient de façon plus ou moins détournée à distribuer de nombreuses petites portions dans le réseau de leurs pairs. Sous le régime libéral, le gâteau a été honnêtement et cérémonieusement coupé, mais il y avait peu de tranches et surtout beaucoup moins d'invités.

Il n'est pas certain que le mouvement créditiste puisse maintenir son emprise politique ; qu'il y réussisse ou non présente peu d'intérêt ; le mécontentement social qui lui a donné son essor est, par contre, extrêmement important. Faire comprendre les forces sociales qui sous-tendent son succès, temporaire ou non, devient un souci légitime et nécessaire pour un chercheur en sciences sociales.

2. Mouvements sociaux messianiques et classes sociales démunies

Les mouvements sociaux messianiques tendent à naître dans les classes sociales économiquement démunies. Selon la logique de la classe [71] moyenne, le rêve utopique qu'ils suscitent peut sembler inatteignable et irrationnel, mais ce rêve remplit une fin et une fonction particulières. Sa fonction est d'offrir une alternative à ceux qui retirent le moins d'avantages du statu quo. Ils s'aperçoivent ainsi que l'état actuel de la société est l'oeuvre des hommes et que, par conséquent, il est modifiable. Cette théorie classique des mouvements sociaux permet de comprendre la politique monétaire des Créditistes. Leurs attaques contre les requins de la finance et la réforme monétaire qu'ils réclamaient avec insistance s'inscrivaient dans cette optique. Imprimer des dollars est une proposition inquiétante pour ceux qui ont de l'argent à cause de ses répercussions inflationnistes, mais pour ceux qui n'en ont pas, elle devient un rêve agréable, le rêve d'accéder par magie à la situation de la classe moyenne. Un tel rêve, lorsqu'on y croit, devient une force politique.

La brave incursion d'Eric Kierans, qui a quitté la salle de conseil du *Montreal Board of Trade* pour s'aventurer bravement en territoire créditiste armé d'un évangile économique orthodoxe, était un geste sans précédent qui soulignait la sombre évaluation que les biens nantis faisaient de la situation.

La solution des Libéraux aux problèmes des régions démunies ne va guère au-delà du faible espoir de recruter, de génération en génération, de nouveaux membres dans la classe moyenne grâce à l'éducation. Cette solution est utopique, elle aussi ; aucune société capitaliste du monde occidental n'a réussi à l'appliquer. En vérité, on n'a pas encore trouvé de solution efficace pour abolir les zones de pauvreté.

3. Prolétariat urbain conservateur et nouvelle classe moyenne déracinée

Les classes populaires des villes du Canada français ne se comportent pas comme le veut la théorie classique. Elles sont demeurées catholiques, fréquentent fidèlement l'église, n'ont jamais voté pour le socialisme et, au moment d'une crise familiale, demandent spontanément de l'aide à la parenté, à leurs prêtres, à leur propriétaire et, uniquement en dernière instance et un peu honteusement, ont-elles recours aux services sociaux, aux travailleurs sociaux et aux chefs syndicaux.

L'esprit traditionnaliste de la classe ouvrière a été un fléau pour le mouvement socialiste. Ses membres ont également résisté avec entêtement aux appels des cercles nationalistes désireux d'en faire des consommateurs acquis à « l'achat chez nous ». Ils ne partagent pas non plus [72] l'anti-américanisme des nationalistes canadiens-français et canadiens-anglais.

Contrairement à la description qu'en font généralement les manuels de sociologie, la transition de la campagne à la ville, facilitée par les réseaux de parenté, n'a pas été aussi perturbante au niveau personnel et traumatisante au niveau culturel qu'elle l'avait été antérieurement dans d'autres sociétés.

Au Canada français, le déracinement est une caractéristique qui s'applique davantage à la nouvelle classe moyenne qu'au prolétariat urbain. À cause des pratiques traditionnelles de transmission de la terre, c'est-à-dire l'habitude de ne pas la morceler et de la léguer à un seul héritier, et à cause aussi du taux de natalité élevé dans les campagnes, le départ, la recherche d'un emploi et l'établissement dans un nouveau lieu ne constituaient pas, dans le cycle de vie de la population rurale excédentaire, des événements dramatiques car ils s'inscrivaient dans la tradition culturelle.

Ce qui n'était pas inscrit dans la tradition culturelle, par contre, ce sont des modèles de rôles pour les emplois occupés par la nouvelle classe moyenne. C'est pourquoi, la culture traditionnelle est loin d'être sacrée et utile à ses yeux, mais fait souvent l'objet de mépris et de railleries. L'anxiété et l'angoisse qui hantent sa psyché sont attribuables en grande partie à cette absence de continuité culturelle.

4. Sommaire

[Retour à la table des matières](#)

L'émergence d'une nouvelle classe moyenne au Canada français est une transformation structurelle qui ne peut être ignorée. Les aspirations sociales de cette classe remettent en question le modèle historique de la division ethnique du travail. Que le regain de ferveur nationaliste conduise ou non à une expérience séparatiste dépend de deux choses : (a) la capacité de la structure politique et économique actuelle de la société canadienne de combler les ambitions bureaucratiques de la nouvelle classe moyenne, et (b) l'orientation future du mécontentement des classes populaires.

La révolution bureaucratique qui se déroule au Québec depuis quelques années a fait remonter à la surface un ressentiment latent au sein de la société canadienne-française. Les sous-structures, traditionnellement conservatrices, ont manifesté elles aussi leur mécontentement à leur manière. Jusqu'à maintenant, le chemin des deux groupes n'a pas emprunté la même direction. Mais qui peut dire avec certitude qu'il en sera toujours ainsi ?

[73]

Le moment est venu pour les élites au pouvoir dans ce pays, quelles qu'elles soient, de prendre des décisions audacieuses, novatrices et nécessaires. On peut douter que le concept actuel de « fédéralisme coopératif », présenté de façon vague et confuse, soit capable de nous remettre à flot.

[75]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

3

"Deux cultures ou essai sur
le nationalisme, les classes sociales
et les tensions ethniques." *

[Retour à la table des matières](#)

Dans les sociétés fortement industrialisées, la taille croissante des entreprises économiques va de pair avec une concentration du pouvoir politique entre les mains du gouvernement central. Depuis une décennie toutefois, le Canada expérimente une autre voie dans un climat de tensions politiques ; le rôle politique et économique des gouvernements provinciaux s'accroît aux dépens de celui du gouvernement fédéral. Un des facteurs qui a provoqué cette orientation inattendue, et non le moindre aux dires de la plupart des observateurs, est le dualisme culturel au sein duquel la culture canadienne-française a manifesté le plus d'agressivité et de force. La question que l'on peut alors se poser est celle-ci : Quels sont les changements, les forces sociales dans la société canadienne-française qui ont provoqué cette situation ?

* Cet essai a d'abord été publié dans *Contemporary Canada*, R.H. Leach, éd., Durham (NC), 1967.

Je me propose d'analyser les facteurs socio-culturels qui semblent avoir puissamment contribué à transformer le Canada français, soit une [76] nouvelle classe moyenne et un regain de nationalisme. Mon exposé se divise en trois parties. La première porte sur le néo-nationalisme et les sociétés traditionnelles ; je tente de remonter aux sources du nationalisme moderne en Europe ainsi que dans les sociétés traditionnelles, et je décris également assez en détail les éléments d'un modèle théorique pouvant servir à une interprétation comparative des mouvements nationalistes. Dans la seconde partie, j'essaie d'appliquer ce modèle à l'analyse des changements socio-culturels dans la société canadienne-française. Enfin, dans la dernière partie, je traite des répercussions des changements culturels et sociaux décrits précédemment sur les accommodements ethniques.

1. Néo-nationalisme et sociétés traditionnelles

[Retour à la table des matières](#)

Dans son essai sur la nationalité, Lord Acton explique brillamment l'apparition de cette réalité ⁷⁸. Jusqu'à la Révolution française, le règne dynastique légitimait l'exercice du pouvoir étatique. Le droit de nationalité n'était ni reconnu par les gouvernements ni revendiqué par les populations. Les guerres entre pays n'étaient pas des guerres entre nations et ne faisaient pas appel au sentiment nationaliste ; elles avaient plutôt pour cause les rivalités entre les dynasties et les revendications conflictuelles des monarques. Le règne dynastique, dit Acton, est devenu despotique avec la suppression brutale de la Pologne à cause de la nature de sa monarchie. Un monarque sans sang royal, une couronne accordée par la nation, était une anomalie et un outrage à l'ère de l'absolutisme. « Cet événement a donné naissance en Europe à la théorie de la nationalité qui transformait un droit latent en une aspiration et faisait d'un sentiment une revendication politique ⁷⁹. »

La Révolution française a détruit la légitimité du règne dynastique. Avec l'abolition de la dynastie et de la structure sociale féodale, le pouvoir de l'État devait trouver un autre motif de légitimité. La tradition fut rejetée parce qu'elle était

⁷⁸ John E.E.D. Acton, *Essays on Freedom and Power*, Londres, 1956, p. 141ff.

⁷⁹ Ibid., p. 146.

synonyme de féodalisme ; « elle fut remplacée par la descendance et le peuple français fut considéré comme une entité physique, une unité ethnologique et non historique ⁸⁰. » Ainsi, l'idée de la souveraineté du peuple libéré de l'emprise du passé donna naissance à l'idée de la nationalité indépendante de l'influence politique de l'histoire. La nationalité provenait du rejet de deux autorités, celle de l'État et celle du passé. « On fit disparaître soigneusement toute trace effaçable et tout vestige de l'histoire nationale - le système administratif, les divisions géographiques, les revendications de la société, les corporations, les poids et mesures - et même le calendrier ⁸¹. »

[77]

L'Ancien Régime n'avait pas tenu compte de la nationalité ; les guerres révolutionnaires et l'Empire ont continué de la mépriser. Napoléon a combattu la nationalité en Russie, l'a reconnue en Italie et a régné sur l'Allemagne et l'Espagne en la défiant. Ce sont les conquêtes et non le triomphe de la Révolution française qui ont rendu les populations conscientes du caractère national de cette révolution. Avec l'échec de Napoléon et la Restauration, les gouvernements de la Sainte-Alliance ont entrepris d'exterminer avec soin aussi bien l'esprit révolutionnaire qui les avait menacés que l'esprit national qui leur avait donné le pouvoir. Le caractère antinational de la Restauration, notamment en Autriche sous Metternich, eut l'effet opposé ; il transforma la théorie de la nationalité, c'est-à-dire le droit des groupes nationaux à un État, en une doctrine politique. « Revêtant d'abord sa forme la plus pacifique et la moins développée, celle d'une protestation contre la domination d'une race sur d'autres races, cette doctrine aboutit à une condamnation de tous les États qui regroupaient différentes races et devint finalement une théorie complète et cohérente voulant que l'État et la nation soient imbriqués l'un dans l'autre ⁸². »

Au récit que fait Lord Acton de l'émergence du principe de la nationalité en tant que doctrine politique, il convient d'ajouter la brillante analyse de Tocqueville sur le lien de continuité entre l'Ancien Régime et la Révolution ⁸³. Les révolutions débute rarement de but en blanc par une contestation de la légitimité de l'organisation

⁸⁰ Ibid., p. 148.

⁸¹ Ibid., p. 149.

⁸² Ibid., p. 156.

⁸³ Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Gallimard, Paris, 1952. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

politique elle-même, mais plutôt par un plaidoyer pour que soient corrigées les injustices à l'intérieur de cette organisation. L'analyse que fait Tocqueville des cahiers de doléances qui ont précédé la Révolution est remplie d'exemples concrets de ces doléances qui couvraient de vastes segments de la vie sociale. Ce qui l'étonne, c'est que la Révolution ait laissé presque intacte l'organisation bureaucratique centralisée créée en grande partie par l'Ancien Régime. En effet, en vertu de leur pouvoir politique, les rois avaient peu à peu remplacé les seigneurs féodaux par leurs propres administrateurs qui étaient chargés de remplir les tâches bureaucratiques indispensables à la vie quotidienne ; ils accroissaient ainsi dans tout le territoire leur domination politique sur les seigneurs féodaux. Cependant, tandis que les administrateurs faisaient tout le travail, les seigneurs continuaient d'empocher les bénéfices et, selon Tocqueville, ce facteur a beaucoup contribué à axer le mécontentement et le ressentiment de la population sur le féodalisme. En fait, la Révolution ne rencontra d'opposition que dans les régions de la France où les seigneurs remplissaient encore leurs tâches administratives en plus de bénéficier des droits et privilèges de leur charge. Cela pourrait laisser supposer que les révolutions se développent graduellement ; elles naissent à la [78] faveur du ressentiment que provoque la répartition inégale des moyens permettant de faire face aux nécessités prosaïques de la vie quotidienne, puis se concentrent peu à peu sur les agents responsables de cet état de choses pour aboutir à des demandes de changements structurels et, finalement, à la remise en question de la légitimité de toute l'organisation politique ⁸⁴.

Toutefois, la centralisation du pouvoir bureaucratique créée par la monarchie fut maintenue à cause de son utilité fonctionnelle. Une telle organisation permettait à l'État de conserver son pouvoir et sa cohésion politiques tout en adoptant de nouveaux symboles de légitimité. À défaut d'une telle centralisation bureaucratique ou à défaut de son maintien, la France aurait eu beaucoup moins de chances de demeurer un État politique unifié. Bref, la théorie de la nationalité a fourni au continent européen tous les symboles qui ont légitimé l'État-nation après l'abolition de l'ordre politique féodal.

⁸⁴ Ce modèle se retrouve explicitement dans Neil Smelser, *A Theory of Collective Behavior*, New York, 1962, chap. III.

2. Émergence du nationalisme dans les sociétés traditionnelles

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir analysé la naissance du nationalisme, il importe maintenant d'étudier certaines caractéristiques structurelles du nationalisme contemporain ou « actuel ». Aussi paradoxal que cela puisse paraître, au moment même où le principe de la nationalité entraînait une réorganisation du paysage et des fondements politiques de l'Europe, les puissances européennes étaient en train d'étendre, de développer et de renforcer leurs possessions impériales dans d'autres parties du globe. Des groupes nationaux de ces puissances impérialistes régissaient l'appareil politique des colonies. Les entreprises coloniales progressaient avec l'aide de l'armée et de l'Église ⁸⁵. Pour traiter avec les cultures locales, l'élite impérialiste utilisait les structures politiques indigènes, à caractère tribal ou féodal, ou nommait des dirigeants politiques autochtones. Elle traçait des frontières administratives et politiques, sans guère tenir compte de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité des populations.

Le symbole qui légitimait ces constructeurs d'empires était la diffusion des « bienfaits de la civilisation ». Pour cette légitimation, les Églises chrétiennes jouaient un rôle essentiel. La légitimation religieuse prit la forme de la conversion des populations indigènes au christianisme, conformément aux prescriptions de l'Évangile. Les « bienfaits de la civilisation » faisaient appel à l'armée qui garantissait la stabilité politique, aux capitalistes qui apportaient les avantages de l'industrialisation et au clergé qui assurait le Royaume de Dieu.

[79]

La domination coloniale a rapidement exercé une influence profonde sur les cultures traditionnelles locales ainsi que sur l'organisation sociale des divers groupes indigènes. Dans quelques cas, le caractère d'une culture indigène traditionnelle avant l'arrivée des Occidentaux demeure enveloppé de mystère et fait l'objet de spéculations historiques ou d'investigations anthropologiques. La réussite des entreprises

⁸⁵ Hans H. Gerth et C. Wright Mills, *Character and Social Structure : The Psychology of Social Institutions*, New York, 1964, p. 192ff.

coloniales donna naissance à une classe moyenne indigène dont les membres étaient recrutés dans les divers groupes et dont la position sociale, le pouvoir et le prestige étaient reliés à son adhésion formelle, mais subalterne, aux institutions florissantes des régimes impériaux. Le statut social nouvellement acquis par la classe moyenne était respecté par les co-nationaux, mais il était accordé par des maîtres étrangers. La mobilité sociale s'accompagnait d'une forte acculturation. Les enfants recevaient leur première éducation dans les écoles locales aux mains du clergé et il arrivait souvent que les plus brillants passent quelques années outremer dans les maisons d'enseignements de la métropole.

Malgré des emplois diversifiés, qu'ils fussent petits fonctionnaires, instituteurs, travailleurs de bureau dans l'industrie ou officiers sans commission dans l'armée, les membres de cette nouvelle classe moyenne avaient plusieurs caractéristiques en commun ; ils occupaient un poste bureaucratique, ils vivaient en marge de leur culture traditionnelle, ils avaient reçu leur instruction dans le même système d'éducation, ils avaient des supérieurs d'une ethnie étrangère et leur rang social les empêchait d'établir des relations intimes avec l'élite occidentale ou de s'y intégrer. Ces caractéristiques communes faisaient d'eux un groupe social ayant son propre style de vie et des intérêts de classe identiques qui éveillèrent en eux une conscience de classe, quand ce ne fut pas une conscience politique.

Ainsi, la croissance et l'expansion des administrations et des bureaucraties coloniales donna naissance à une nouvelle classe moyenne indigène et c'est dans ses rangs que sont nés les mouvements nationalistes.

3. Le dilemme structurel des mouvements nationalistes

[Retour à la table des matières](#)

J'aborderai maintenant l'analyse de ce qu'on pourrait appeler le dilemme des mouvements nationalistes dans les sociétés traditionnelles ⁸⁶.

⁸⁶ Cette argumentation s'inspire dans une large mesure du modèle des comportements collectifs de Smelser.

Dans ces sociétés, les mouvements nationalistes débutent rarement, sinon jamais, comme des mouvements révolutionnaires attaquant de front la légitimité des structures politiques de l'État. La première étape est plutôt qualifiée à juste titre de demande de réformes sociales et politiques. Cette demande, qui prend généralement la forme d'une requête [80] aux autorités légitimes, est formulée par la nouvelle classe moyenne indigène et très souvent révèle des intérêts de classe. L'assise symbolique des changements demandés reflète invariablement l'acculturation idéologique de l'élite indigène. C'est ainsi que dans l'empire britannique, on demandait aux autorités d'étendre aux colonies la *home rule*, c'est-à-dire la participation accrue et élargie des citoyens à la vie politique. Cette demande ne reflétait, cependant, que l'acceptation par les colonisés de l'idéologie politique qui avait entraîné ce changement en Grande-Bretagne.

Les mouvements nationalistes amorcent une seconde étape au moment où ils tentent d'élargir la base sociale des réclamations nationales et du mouvement nationaliste lui-même. La base sociale initiale, ai-je dit, est la bureaucratie indigène ou la bourgeoisie libérale. Il s'agit d'une classe sociale d'apparition récente et relativement peu nombreuse. Étant donné sa base restreinte, elle n'a pas assez d'influence politique en tant que classe pour susciter des réformes. En cherchant à élargir sa base, elle fait face à ce que l'on peut appeler un dilemme structurel.

Pour élargir sa base, un mouvement nationaliste doit surmonter deux obstacles structurels. Le premier est relié à la nature de l'autorité coloniale et aux droits acquis de groupes locaux qui veulent maintenir le statu quo. L'obstacle vient du fait que ces groupes, politiquement créés ou maintenus par l'État, contrôlent les instruments de violence du pays. L'autre obstacle provient du caractère pré-industriel de la culture locale et de ses grandes institutions traditionnelles. Celles-ci s'accommode du statu quo et demeurent en marge des changements sociaux en cours, quand elles ne s'y opposent pas.

Pour surmonter ces obstacles structurels, le mouvement nationaliste doit lancer avec succès une attaque symbolique sur deux fronts : d'une part, contre la présence des étrangers et leur domination de l'État ; d'autre part, contre la culture traditionnelle et la domination sociale des institutions et des chefs traditionnels.

Cette attaque conduit le mouvement nationaliste à une troisième étape où il cesse d'être réformiste pour devenir révolutionnaire. Il est révolutionnaire parce qu'il

conteste la légitimité même de l'exercice du pouvoir de l'État tel qu'il est constitué, et aussi parce qu'il conteste la légitimité des valeurs fondamentales qui légitimaient les structures traditionnelles de la société autochtone. Il est dans l'intérêt politique et économique des nouvelles élites indigènes, en tant que classe, de ne pas freiner, mais de poursuivre l'évolution socio-économique amorcée par le régime colonial. Ainsi, ce n'est pas seulement leur marginalité et leur acculturation, mais c'est aussi leurs intérêts de classe qui les poussent à poursuivre et à accélérer cette évolution. Leur contestation de la [81] légitimité de l'autorité coloniale ainsi que de la structure sociale traditionnelle est axée sur une acceptation positive de l'industrialisation. Elle se centre donc sur le fait que l'objectif de l'appareil politique du régime colonial est de protéger et de soutenir les intérêts économiques de capitalistes investisseurs issus de la métropole, et non d'accélérer le développement économique de la population locale ⁸⁷.

Les mêmes valeurs fondamentales, soit la modernisation et le développement industriel, servent à remettre en question la culture traditionnelle, les institutions sociales et les chefs traditionnels. Les mouvements néo-nationalistes qui adoptent ces valeurs sont donc nécessairement ambivalents à l'égard de leur culture traditionnelle qui ne repose pas sur les mêmes valeurs. Toutefois, la nécessité d'une continuité ethnologique dans le nouvel État-nation exige que tous les éléments des cultures traditionnelles ne soient pas rejetés, mais que certains soient conservés, glorifiés et servent à rallier la population.

La quatrième et dernière étape qui assure le succès d'un mouvement nationaliste est l'imposition d'un nouveau consensus en faveur de l'État-nation. Pour cela, il lui faut, à différents degrés, détacher les masses des symboles traditionnels, créer et célébrer l'homme nouveau-né de la transformation de la société, établir et régir des moyens officiels et officieux de socialisation (écoles, médias, etc.), enfin, établir un contrôle et une centralisation bureaucratiques à grande échelle sur tout le territoire afin d'éviter le fractionnement des cultures tribales ou locales après la disparition de la domination politique étrangère.

⁸⁷ Ces thèmes sont abondamment traités dans les écrits de C. Wright Mills, notamment dans *Causes of World War III*, New York, 1958.

4. Néo-nationalisme, révolution tranquille et nouvelle classe moyenne

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de l'apparition du nationalisme moderne sur le continent européen au 19^e siècle et celle de la base sociale du néo-nationalisme dans les sociétés traditionnelles contemporaines nous fournissent les éléments d'un modèle théorique qui peut servir à l'analyse de la transformation de la société canadienne-française contemporaine. J'utiliserai ce modèle pour évaluer globalement la nouvelle orientation des idéologies ainsi que les structures sociales du Canada français.

La Révolution française a été une révolution sociale qui cherchait à abolir l'ordre social féodal. Elle a apporté par la violence les grands changements suivants : abolition de l'exercice dynastique du pouvoir ainsi que des privilèges politiques, fiscaux et économiques des seigneurs féodaux et de l'aristocratie terrienne ; accession de la bourgeoisie libérale [82] au pouvoir politique ; abolition des privilèges des trois états et transformation du système féodal de propriété foncière.

Il est évident qu'une situation similaire ne se retrouvait pas au Canada français. Le système féodal de tenure n'y a jamais été vraiment implanté. Les grandes forêts n'attiraient guère les rares membres de la noblesse féodale qui ont immigré en Nouvelle-France. En fait, les établissements agricoles étaient marginaux dans l'organisation sociale et ne se sont pas développés au même rythme que dans la colonie britannique voisine ⁸⁸. En Nouvelle-France, les rares manifestations féodales se retrouvaient dans les villes et étaient étroitement reliées à la domination politique des structures administratives de la colonie. La principale visée économique était la création et l'expansion de l'industrie des fourrures ; elle était dirigée par la bourgeoisie métropolitaine, appuyée par les militaires et considérée d'un mauvais oeil par le clergé. Au moment de la conquête britannique, la société traditionnelle s'effondra. Les militaires furent rappelés et les rares membres importants de la bourgeoisie qui

⁸⁸ Voir Léon Gérin, *Aux sources de notre histoire*, Montréal, 1946, ainsi que Hubert Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec » dans le présent ouvrage, p. 35 à 60.

restèrent furent rapidement supplantés par leurs homologues britanniques venus du Sud ⁸⁹.

Si le système de propriété foncière était officiellement féodal du point de vue de la politique de répartition et de distribution des terres, il ne l'était pas du point de vue de la réalité sociale. Il n'était ni politiquement étouffant, ni socialement honni, ni économiquement lourd. Tenus de fonder des établissements agricoles pour conserver leurs titres de propriété, les propriétaires féodaux ne réussissaient à remplir cette condition qu'en morcelant leur propriété afin d'inciter des colons à venir arracher des terres arables à la forêt. Cette façon d'agir eut une conséquence importante ; elle empêcha la création d'une classe d'ouvriers agricoles inféodés. Le colon ne fut jamais un serf, malgré l'imposition de certaines corvées héritées du régime agricole féodal. Léon Gérin avait donc raison d'affirmer que la société rurale canadienne-française, qui ne fut pas touchée par la conquête, était « une juxtaposition de familles (propriétaires) dont presque toutes vivaient dans des rapports d'égalité, cultivaient la terre et étaient autosuffisantes ⁹⁰ ».

Étant donné la rupture des liens politiques avec la France, l'exode des entrepreneurs bourgeois, l'absence d'un régime de propriété foncière féodal avec ses structures sociales étouffantes, le départ des militaires et de l'élite politique, tout cela quelque 30 ans avant que n'éclate la Révolution française, il n'est guère surprenant que cette révolution, son idéologie, sa rupture avec le passé et ses nouveaux motifs de légitimité n'aient pas été accueillis avec sympathie par l'élite dirigeante de la société canadienne-française, membres du clergé, intellectuels ou habitants. Les structures sociales de la France et du Canada français [83] étaient tellement différentes que le soulèvement révolutionnaire de la première n'avait aucun sens pour le second.

Par conséquent, le nationalisme canadien-français n'a pas été attisé, comme sur le continent européen, par le rejet du passé, de la tradition ou d'une organisation sociale féodale (inexistante). Comme les Canadiens ne se sentaient pas attirés par la France républicaine, à cause de leurs structures sociales différentes, la Couronne, qu'elle fut britannique ou française, n'était pas pour eux un objet de ressentiment

⁸⁹ Michel Brunet, *Canadiens et Canadiens*, Montréal, 1952.

⁹⁰ Léon Gérin, *Le Type économique et social des Canadiens*, Montréal, 1938. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

et la loyauté à la monarchie n'était pas considérée comme une trahison nationale. Par conséquent, au moment de la Révolution américaine ou de la Rébellion - bourgeoise par son caractère et par les intérêts qu'elle défendait - lorsque la loyauté des nouveaux sujets britanniques de descendance française est devenue vitale pour la Couronne britannique, les paysans canadiens-français et leur élite cléricale ont pu sans aucune difficulté prêter serment de fidélité en échange de concessions politiques qui assuraient leur survivance culturelle, soit le droit de rester français et catholiques. C'est ainsi que débuta chez les Canadiens français la tradition d'obtenir des garanties politiques qui assuraient leur survie en tant que collectivité.

Si le contexte européen n'influa pas sur les sentiments nationalistes des Canadiens français, la même chose est vraie des Britanniques qui s'établirent dans le pays nouvellement conquis. Les Canadiens britanniques n'étaient pas privés de leurs armées et de leurs élites politiques. Au lieu de favoriser la rupture avec la Grande-Bretagne, l'arrivée des Loyalistes de l'Empire-Uni en provenance des colonies américaines vint renforcer les liens émotifs avec la Couronne et la mère-patrie. La séparation entre les États-Unis et la Grande-Bretagne provoqua un regain de nationalisme chez les Canadiens britanniques et renforça leur détermination de créer une Amérique du Nord britannique. En outre, les bouleversements politiques sur le continent européen n'avaient pas eu les mêmes répercussions en Angleterre où la bourgeoisie libérale avait accédé au pouvoir politique sans soulèvement révolutionnaire.

La théorie de l'État-nation, du droit de fonder un État sur une base nationale homogène, était un produit du continent européen où le féodalisme et le despotisme avaient été abolis par la violence et où cette théorie servait à assurer l'unification politique des territoires féodaux transformés en États-nations. Cette idéologie ne touchait guère ni le Canada français ni le Canada anglais, quoique pour des raisons différentes. Ayant obtenu certaines garanties politiques qui assuraient leur survie en tant que collectivité culturelle distincte, les Canadiens français acceptèrent un État commun. L'absence en Angleterre de répercussions politiques des doctrines européennes ainsi que le caractère [84] multinational de l'Empire britannique disposaient les Canadiens britanniques à accepter eux aussi un État multinational au Canada.

Au 19^e siècle, la société canadienne-française était une société rurale. Elle était constituée d'un ensemble peu intégré de paroisses rurales en expansion. Le système

social nécessitait un équilibre entre les terres et la population ⁹¹. Selon le régime de propriété foncière en vigueur, les terres étaient réparties entre de petits propriétaires terriens ayant de grosses familles ; pour assurer la stabilité de ce régime, il fallait ne léguer la ferme familiale qu'à un seul fils héritier. De cette façon, l'équilibre entre les terres et la population était maintenu. Cela signifiait aussi qu'il fallait sans cesse élargir la base territoriale du système afin d'absorber l'excédent démographique. Le régime ne posa aucun problème grave aussi longtemps qu'il y eut abondance de terres arables, mais lorsque celles-ci se firent rares, le système social devint extrêmement vulnérable. C'est dans ce contexte de paroisses en pleine expansion géographique que des institutions supra-paroissiales ont donné naissance à une élite ethnique. Faisant maintenant face à une population excédentaire qui n'avait plus de terres à cultiver, cette élite traditionnelle avait besoin d'un expédient structurel pour survivre ⁹².

Cet expédient structurel ne pouvait être que l'industrialisation, mais c'était aussi celui que l'élite ne pouvait fournir puisqu'elle n'était pas, et n'avait jamais été, une bourgeoisie d'entrepreneurs et manquait par conséquent de capitaux. Sa vulnérabilité facilita l'avènement de l'industrialisation, mais la mit du même coup sous la dépendance des capitalistes étrangers. Ceux-ci firent des Canadiens français des citoyens. Pour desservir les masses récemment urbanisées, l'élite traditionnelle au pouvoir dut transformer ses institutions en grandes bureaucraties, donnant ainsi naissance à une nouvelle classe moyenne au sein de la société canadienne-française. L'industrialisation aida à financer la création de ces bureaucraties urbaines ; toutefois, le cadre dans lequel se constitua la nouvelle classe moyenne fut celui des institutions traditionnelles dirigées par l'élite, mais appelées à se transformer radicalement afin de pouvoir satisfaire les besoins des masses urbaines.

La ségrégation de cette nouvelle classe moyenne dans les institutions constitue un des aspects qui la démarque des nouvelles classes moyennes des sociétés traditionnelles sous le régime colonial. Ces dernières étaient issues directement de l'organisation politique et économique des colonies. Les gestionnaires de leurs bureaucraties étaient, du point de vue culturel, des étrangers qui étaient arrivés depuis plus ou moins longtemps et qui détenaient un pouvoir politique direct sur l'organisa-

⁹¹ Voir Horace Miner, *St. Denis : A French-Canadian Parish*, Chicago, 1939, chap. XI.

⁹² Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale du Québec » dans le présent ouvrage, p. 35 à 60.

tion bureaucratique. Au Canada français, la nouvelle classe moyenne était [85] issue d'institutions traditionnelles en voie de transformation urbaine et dont la composition ethnique était homogène.

5. La modernisation, un premier motif pour réclamer le pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Aux yeux de la nouvelle classe moyenne, son rôle social était synonyme de progrès et la croissance de ses institutions était synonyme de modernisation. Elle acquit donc d'abord sa cohésion sous la bannière de la modernisation et non du nationalisme. Cette nouvelle valeur provenait de sa formation et de son éducation. Au cours de la croissance des bureaucraties sociales des villes, le besoin de formation et de spécialisation avait mis les nouvelles générations en contact avec les sciences sociales, humaines, biologiques et économiques des sociétés industrielles. La position sociale des membres de la nouvelle classe dans les hiérarchies naissantes dépendait de leur formation. Ils avaient acquis leurs nouvelles compétences grâce à des emprunts culturels, et les nouvelles théories organisationnelles qu'ils transplantaient dans leurs bureaucraties naissantes étaient étrangères à leur culture traditionnelle. Leurs connaissances nouvelles ne leur servaient pas seulement à assurer leur position sociale, mais elles devinrent aussi l'étalon qui leur permettait d'évaluer leurs institutions traditionnelles.

Se retrouvant en marge de la culture traditionnelle à cause de sa formation, la nouvelle classe moyenne s'engagea dans l'action politique par intérêt de classe. Parce qu'elle avait investi surtout des bureaucraties qui ne faisaient pas de profits, elle avait besoin de ressources financières extérieures, notamment de fonds publics, pour étendre son rayonnement, accroître ses services et jouer son rôle social. Étant fonctionnellement indispensable à la réalisation des transformations institutionnelles requises en milieu urbain, elle devint politiquement éveillée et agressive.

Elle adressa ses revendications au gouvernement provincial dirigé par l'Union nationale. En refusant d'y donner droit rapidement, ce parti s'attira sa colère et son chef Duplessis devint son bouc émissaire favori ; quant au premier ministre Barret-

te, un ancien employé des chemins de fer d'origine ouvrière et sans instruction qui représentait une circonscription de tradition rurale, il ne pouvait devenir le symbole du nouvel ordre social. Il fut défait, son incompetence ayant été soulignée à qui mieux mieux dans les caricatures politiques qui le montraient avec sa « boîte à lunch ». Dans un tel contexte, le slogan de l'Union nationale, « Vers les sommets », semblait ridicule et de peu de poids en regard du slogan des Libéraux qui illustre la situation structurelle, « Y faut que [86] ça change ». Le Parti libéral devint donc le véhicule politique de la nouvelle classe moyenne, le champion de ses intérêts et de ses aspirations. Il annonçait une révolution bureaucratique sous la bannière de la modernisation et il fut spontanément acclamé, au Québec comme à l'extérieur. Son élection en 1960 vint consacrer publiquement la domination politique de la nouvelle classe moyenne au Canada français ⁹³.

6. La nouvelle classe moyenne ou l'évolution idéologique et la transformation d'une société

[Retour à la table des matières](#)

L'idéologie qui a unifié la nouvelle classe moyenne a été et demeure l'acceptation dynamique de la modernisation. Les violentes controverses qui ont éclaté dans divers segments de l'intelligentsia ne portaient pas sur la désirabilité de cette orientation, mais représentaient plutôt des divergences d'opinion sur la façon d'accélérer le processus historique.

Les changements sociaux débutent rarement par une remise en question de la légitimité des structures sociales. Au Canada français, la nouvelle classe moyenne s'est conformée à cette règle. Au lieu de s'en prendre à la légitimité d'un parti, d'un organisme ou d'un gouvernement, ses premiers efforts visaient plutôt à l'obtention d'une part accrue d'outils financiers et administratifs dans le but de créer des bureaucraties modernes et compétentes. N'ayant pas réussi à obtenir ces outils, elle a trouvé un coupable, l'Union nationale et son chef. Son but était réformiste, non ré-

⁹³ Hubert Guindon, « Malaise social, classes sociales et révolution bureaucratique » dans le présent ouvrage, p. 61-74.

volutionnaire ; elle n'attaquait pas les structures politiques, mais les détenteurs des postes politiques qu'elle accusait d'incompétence. Ils étaient incompétents parce qu'ils gouvernaient de façon arbitraire, retardaient le progrès et allouaient des fonds à leurs amis plutôt qu'à des personnes qualifiées.

Dans les institutions bureaucratiques de la santé, de l'éducation, du bien-être ainsi que dans la fonction publique, la remise en question de la domination cléricale ou des nominations politiques n'était pas une attaque contre la religion ou contre la génération plus âgée, mais contre l'incompétence. Il ne suffisait plus d'être un prêtre pour diriger un service ou une université, d'être une religieuse pour présider le conseil d'administration ou gérer l'école des infirmières d'un hôpital ou encore d'être un fonctionnaire avec de longs états de service pour demeurer à la tête d'un ministère. Il fallait que chaque personne soit qualifiée au niveau professionnel. Sans quoi, elle devait renoncer au pouvoir bureaucratique. En demandant que la compétence scientifique ou technique [87] soit l'élément déterminant pour la sélection, l'embauche et l'avancement du personnel bureaucratique, la classe moyenne revendiquait la suprématie du leadership bureaucratique sur le leadership traditionnel.

Une deuxième caractéristique de ses attaques contre le leadership traditionnel était qu'elle faisait de la compétence et de la formation les seules conditions requises pour postuler un emploi. Un professeur d'université compétent dans sa discipline et dans son rôle d'enseignant n'avait pas besoin d'être un catholique, même dans une institution officiellement catholique. De cette façon, le concept wébérien de la bureaucratie devenait le critère permettant d'évaluer les institutions. Les nominations aux postes institutionnels devaient être rationnelles et se fonder sur l'accomplissement plutôt que sur l'attribution.

La modernisation, la rationalité bureaucratique et les qualifications personnelles étaient désormais les outils qui permettaient à la nouvelle classe moyenne d'évaluer la valeur non seulement des institutions, mais aussi des idéologies du passé. Homogène du point de vue ethnique, cette classe n'avait pas au départ de conscience ethnique. En fait, pendant les dix années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le nationalisme est demeuré suspect à ses yeux. Face à la dépression, les principaux tenants du nationalisme canadien-français avaient cessé d'appuyer le capitalisme. Ils ne pouvaient pas, par contre, adopter le socialisme à cause de son matérialisme athée et de sa matrice culturelle qui était anglo-saxonne et protestante, par conséquent étrangère aux traditions et à la conception philosophique du monde d'une population

latine et catholique. Ils ont donc vu dans le corporatisme l'organisation socio-politique idéale d'un État ⁹⁴. De leur côté, les membres de la nouvelle classe moyenne, du moins ceux qui avaient reçu leur formation ailleurs que dans les universités ethniques, ne prenaient pas le corporatisme au sérieux. Ils n'acceptaient pas son élitisme politique et se rendaient bien compte de sa stérilité du point de vue économique.

La nouvelle classe moyenne de cette époque a non seulement rejeté la philosophie politique des nationalistes des années 30 et du début des années 40, mais elle est demeurée sceptique devant leur condamnation de la culture américaine. Au lieu de craindre les effets assimilateurs de cette culture, elle admirait ses fondements techniques et scientifiques et trouvait dans la société américaine le modèle de modernisation qu'elle souhaitait implanter au Québec. Les tentatives des groupes nationalistes de faire des Canadiens français des consommateurs dotés d'une conscience ethnique ont échoué et furent considérés par la classe moyenne d'après-guerre comme une preuve de leur ignorance naïve des réalités économiques du marché.

[88]

Ce qui surprend encore davantage, c'est qu'au début de l'après-guerre, la nouvelle classe moyenne ne partageait pas, et même trouvait plutôt injustifiée, la méfiance des nationalistes à l'égard de l'administration fédérale et de ses incursions dans le réseau des institutions canadiennes-françaises qui n'étaient pas de sa compétence. Les efforts des auteurs du rapport Massey, dont l'un était le père Lévesque, fondateur de la faculté des sciences sociales de Laval, pour légitimer la centralisation furent violemment et publiquement condamnées par l'intelligentsia nationaliste, mais laissèrent la nouvelle classe moyenne plutôt indifférente. Le livre de Maurice Lamontagne sur le fédéralisme canadien ⁹⁵ tentait lui aussi de démontrer que le Canada français pouvait le mieux réussir sa modernisation grâce à un gouvernement central fort. Il fut vivement critiqué par les mêmes intellectuels nationalistes, mais reçut un accueil chaleureux des milieux universitaires et politiques, des syndicats, et de la majorité de la nouvelle classe moyenne. Lorsqu'il refusa l'aide fédérale à l'édu-

⁹⁴ Voir les écrits d'Esdras Minville et surtout ceux de François Albert Anger dans les années 30 et 40. Consulter aussi les numéros de la revue *Action Nationale* pendant la même période.

⁹⁵ *Le Fédéralisme Canadien*, Québec, 1954.

cation, Maurice Duplessis ne fut pas unanimement approuvé au départ par la classe moyenne qui le blâma plutôt. En fait, seule l'Action Nationale et l'aile nationaliste de l'intelligentsia se réjouirent de son geste. Duplessis avait pris cette décision pour des motifs politiques et, par la suite, son attitude à l'égard de l'aide fédérale à l'éducation est devenue la pierre de touche de la stratégie électorale des partis politiques québécois.

Pour donner un dernier exemple du peu d'inclination nationaliste de la nouvelle classe moyenne entre 1945 et 1955, citons la célèbre grève de l'amiante ⁹⁶ ; la nouvelle intelligentsia manifesta sa sympathie pour les travailleurs et blâma le gouvernement provincial à cause de son interférence dans une négociation collective, de son appui des directeurs de la mine et de son cruel mépris de la santé des travailleurs. Cette grève fut considérée comme un conflit de classe, non comme un conflit ethnique ; le gouvernement ne fut pas accusé de trahison ethnique, mais d'interférence politique au détriment des droits des travailleurs. Dans l'après-guerre immédiat, l'idéologie de la nouvelle classe moyenne la poussait à réclamer des changements au nom de la modernisation et de la démocratie. Ses valeurs étaient celles du libéralisme moderne et ses revendications en faveur du progrès et de l'évolution sociale s'articulaient en partie sur des intérêts de classe, mais ne s'inscrivaient pas dans un conflit ethnique.

Si la nouvelle classe moyenne a d'abord revendiqué le pouvoir au nom de la modernisation et si elle s'est montrée au départ plutôt hostile et méfiante à l'égard du nationalisme traditionnel, il est bien évident que sa position a été fort différente dans les années 60 et ce changement idéologique demande des explications.

⁹⁶ P.E. Trudeau, *La grève de l'amiante*, Montréal, 1956.

[89]

7. Apparition du néo-nationalisme

[Retour à la table des matières](#)

C'est au milieu des années 50 que le néo-nationalisme est apparu en tant que force opposée au nationalisme traditionnel. Ses grands tenants furent des historiens canadiens-français et Michel Brunet se fit leur principal porte-parole. Brunet s'illustra en attaquant trois principes du nationalisme traditionnel qu'il décrivait comme des mythes qu'il fallait rejeter parce qu'ils allaient à l'encontre du développement moderne. Ces mythes étaient l'agriculturisme ou la glorification de la vie rurale, le messianisme ou l'idée que les Canadiens français avaient une mission spirituelle en Amérique du Nord et l'anti-étatisme ou la méfiance conservatrice à l'égard des entreprises socio-économiques dont l'État était maître d'œuvre et propriétaire. Cette demande de modernisation sous la bannière du nationalisme et cette attaque contre les tenants du nationalisme traditionnel annonçaient l'émergence du pouvoir social du nationalisme au sein de la nouvelle classe moyenne. Le nationalisme traditionnel était choquant non parce qu'il s'opposait au modernisme et à l'industrialisation, ce qu'il ne faisait pas, mais parce qu'il subordonnait ces deux valeurs à une autre qu'il jugeait plus fondamentale et plus importante, la religion ⁹⁷. Brunet n'était pas en désaccord avec les nationalistes des années 30 et partageait leur méfiance à l'égard du gouvernement central ⁹⁸. Son pessimisme se fondait sur ce qu'il considérait comme un fait inévitable, c'est-à-dire l'incapacité du Canada français de se développer pleinement comme société, faute d'être un État. Il considérait le gouvernement fédéral comme une organisation politique que les Canadiens anglais s'étaient ethniquement appropriée et comme l'instrument de leur idéal et de leurs intérêts nationaux. C'était là, disait-il, une vérité regrettable mais inéluctable que les Canadiens français devaient reconnaître et accepter et qui, nécessairement, les privait de l'outil dont ils avaient besoin pour atteindre au développement moderne. Collaborer signifiait nécessairement ne pas recevoir sa juste part et, dans un tel contexte, le Canada français ne

⁹⁷ C'est là une différence frappante entre des intellectuels nationalistes comme Minville, d'une part, et Michel Brunet, d'autre part.

⁹⁸ *Canadians et Canadiens.*

pouvait être perçu que comme un fardeau pour le reste du Canada. Parce que le Canada anglais s'était ethniquement approprié l'État central, le Canada français était condamné à voir son développement arrêté. La seule solution était de ne compter que sur le gouvernement du Québec afin qu'il transforme la province en un État-nation et qu'il utilise ses pouvoirs limités pour réaliser un développement partiel.

Pendant une décennie, la nouvelle classe moyenne était demeurée distante, sinon hostile, face aux tenants du nationalisme qui subordonnaient la modernisation aux valeurs religieuses traditionnelles. Le nationalisme s'est révélé compatible avec son idéologie lorsqu'il est devenu [90] résolument moderne, s'attaquant aux mythes traditionnels de l'agriculturisme, du messianisme et de l'anti-étatisme. Au cours de la dernière décennie, la nouvelle classe moyenne est devenue de plus en plus nationaliste dans ses efforts pour surmonter les obstacles structurels qui freinent sa croissance. Ces obstacles proviennent du caractère spécialisé et de la petite taille des bureaucraties qu'elle occupe. La spécialisation limite les voies de la mobilité professionnelle tandis que la petite taille limite les échelons de la mobilité. Issues directement de l'urbanisation plutôt que de l'industrialisation, créées par une élite cléricopolitique plutôt que par des bourgeois entrepreneurs, ces voies de mobilité ne se situent pas dans les bureaucraties des sociétés privées, de l'industrie secondaire ou des services financiers et commerciaux. Elles sont donc à la fois restreintes et spécialisées.

Si les voies sont restreintes à cause de la nature spécialisée des tâches bureaucratiques, les échelons hiérarchiques sont également restreints par suite de la petite taille des bureaucraties elles-mêmes. Cette petite taille donne aux pyramides bureaucratiques canadiennes-françaises une base étroite du point de vue géographique, social et organisationnel. Il en résulte une mobilité ascendante limitée, peu diversifiée et de faible envergure.

Ces deux obstacles expliquent pourquoi la nouvelle classe moyenne a eu besoin et se soit mise à la recherche de voies d'expansion, au niveau professionnel et organisationnel. C'est là l'indice structurel le plus important pour comprendre sa nervosité ou son malaise ainsi que ses idéologies contradictoires, ses attitudes politiques et l'agitation idéologique qui couve dans ses rangs depuis cinq ans. Pour repousser les limites de ses petites pyramides bureaucratiques, elle a adopté une stratégie à deux volets : (1) la transformation bureaucratique des institutions traditionnelles et (2) la réaffirmation de son identité linguistique ; ainsi, en élargissant son espace linguisti-

que et le champ de sa compétence ethnique, elle pouvait du même coup accroître ses débouchés professionnels.

8. Nouvelle classe moyenne, nationalisme et accommodements ethniques

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1760, Français et Anglais ont au Canada, pour le meilleur et pour le pire, des destins entremêlés et un sort commun. La trame des interactions ethniques depuis deux siècles peut se diviser en gros en trois périodes : (1) de la conquête à la Confédération ; (2) de la Confédération à 1950, et (3) de 1950 à aujourd'hui.

[91]

De la conquête à la Confédération

La conquête, avons-nous dit, signifiait la mainmise des Britanniques sur les institutions politiques et économiques de la Nouvelle-France. Cette mainmise fut grandement facilitée par le départ massif des entrepreneurs et des administrateurs de la classe moyenne. Elle fut rapide, totale et pacifique puisque les Canadiens français restés sur place étaient, soit des paysans, soit des prêtres. Le Canada français est devenu une société rurale dotée d'une élite cléricale. Comme les Canadiens français se préoccupaient de leur survivance ethnique et religieuse et comme ils vivaient dans des paroisses rurales presque autosuffisantes, c'est leur élite ethnique dirigée par le clergé qui leur servait d'intermédiaire dans leurs interactions avec les dirigeants politiques et l'élite économique de langue anglaise. La vie des habitants des paroisses rurales se déroulait dans un environnement français, sans contact direct avec les maîtres étrangers. Le personnel de leurs rares institutions paroissiales était composé de co-nationaux. Jusqu'en 1867, l'histoire du Canada français est l'histoire de l'expansion et de la consolidation des paroisses rurales. Les relations interethniques étaient donc très peu nombreuses et médiatisées par l'élite ethnique.

Si les Canadiens français étaient des ruraux, les Anglais étaient des citadins, si bien que la division sociale, économique et ethnique du travail était également dans une large mesure géographique. De plus, les ruraux francophones ne rencontraient jamais les ruraux anglophones qui étaient concentrés dans les Cantons de l'Est, de sorte que même les communautés rurales étaient nettement divisées par une frontière ethnique. Pendant presque un siècle, préoccupés avant tout de se reproduire et de fonder des paroisses, la population rurale française n'a pas été en relation avec les Anglais. Les premiers contacts sont venus avec l'industrialisation, mais même alors, leur impact a été amorti par les distances sociales, puisque les Anglais avaient un statut supérieur, et aussi par des interactions informelles, puisqu'au travail l'environnement linguistique de la classe ouvrière était officiellement anglophone, mais demeurait informellement francophone et l'est demeuré depuis.

De la Confédération à 1950 : ségrégation volontaire et mutuellement satisfaisante des institutions

La seconde période des accommodements ethniques s'étend de la Confédération à l'après-guerre. Au cours de cette période, deux événements importants ont influé sur les interactions ethniques. Le premier fut l'expansion de la souveraineté canadienne jusqu'au Pacifique qui s'est [92] accompagnée du peuplement et du développement de l'ouest. Le second fut l'industrialisation progressive du Québec. Tous deux ont modifié les interactions ethniques ; la premier a influé sur les accommodements ethniques des minorités françaises en dehors du Québec et le second, sur les interactions ethniques au Québec même.

Minorités à l'extérieur du Québec

On peut douter qu'il existait un véritable nationalisme canadien au Canada anglais avant la Confédération. Alors que les Canadiens français se préoccupaient de leur survivance ethnique et culturelle, les Canadiens anglais se préoccupaient de leur suprématie et de leur souveraineté au niveau politique. À l'intérieur, leur suprématie politique était menacée par le poids démographique des ethnies. À l'extérieur, leur florissant voisin sécessionniste du Sud représentait un danger potentiel constant

pour leur souveraineté politique. La seule façon de conserver leur souveraineté était de dépendre de la force militaire de la Grande-Bretagne et les seuls moyens de maintenir leur suprématie étaient la croissance démographique et la mise en place de structures politiques canadiennes.

Dans de telles conditions, le nationalisme canadien ne pouvait pas exister et il n'existait pas. Sa naissance a coïncidé avec la Confédération, une organisation politique qui facilitait l'expansion géographique de la souveraineté de l'Atlantique au Pacifique. Le nationalisme est souvent étroitement relié à une expansion géographique et à des conquêtes. Ces conquêtes et le peuplement des territoires conquis coordonnent l'activité collective, canalisent les énergies, communiquent un idéal et des rêves communs, nourrissent et accroissent le sentiment nationaliste. Dans un processus de renforcement mutuel, le nationalisme légitime à son tour les conquêtes spatiales. L'ancien premier ministre Diefenbaker savait cela intuitivement lorsque, tentant de ranimer le nationalisme canadien, d'émouvoir l'âme nationale et de fixer des objectifs nationaux, il a proposé à la population de développer les régions nordiques. Un tel projet n'avait pas seulement une valeur sociologique, mais aussi une valeur historique. En effet, le nationalisme canadien-anglais est né au moment du peuplement de l'Ouest. Conçu dans l'Est, il s'est matérialisé dans l'Ouest. Depuis, il a toujours trouvé son expression la plus cohérente et plus nette dans les Prairies, là où le rêve est devenu réalité.

On peut toujours s'interroger sur les intentions des Pères de la Confédération et se demander si la Confédération a été ou non un pacte entre deux races, mais chose certaine, le peuplement de l'Ouest a, dans les [93] faits, préparé la voie aux conflits ethniques au Canada. Le dilemme national des années 60 reflète les mêmes difficultés fondamentales d'obtenir un consensus national que dans les années 1870. George Grant ⁹⁹, qui se lamente sur l'échec du nationalisme canadien, reconnaît néanmoins en Diefenbaker un vrai nationaliste canadien qui a été vaincu par les efforts concertés des classes dirigeantes antinationalistes dont les intérêts sont liés à l'économie continentale et qui, soit dit en passant, n'ont rien fait pour réaliser le rêve nordique de Diefenbaker. Grant explique de façon très juste l'impopularité de

⁹⁹ *Est-ce la fin du Canada ? Lamentation sur l'échec du nationalisme canadien*, Montréal, 1988.

Diefenbaker au Canada français et l'insuccès traditionnel du Parti conservateur auprès des électeurs canadiens-français.

Héritier du nationalisme des Prairies, Diefenbaker n'attirait pas les Canadiens français à cause de sa conception à l'américaine du fédéralisme. Son désir de supprimer tout trait d'union après le mot canadien pouvait être une doctrine acceptable du point de vue des droits individuels, mais il constituait une menace pour les droits collectifs des Canadiens français. Grant a posé un diagnostic juste, mais son affirmation voulant que le nationalisme des Prairies ne soit qu'une forme déviante du nationalisme traditionnel demeure discutable.

L'Ouest a été peuplé par le gouvernement central qui a financé, directement ou indirectement, son réseau de transport et facilité l'établissement des immigrants. Lorsque des conflits ethniques ont surgi au sujet des écoles, Ottawa a appuyé des lois qui réduisaient les possibilités de survie des communautés canadiennes-françaises. Le fait qu'une telle situation ne se soit pas produite uniquement dans l'Ouest, mais aussi au Nouveau-Brunswick et plus tard en Ontario, semble indiquer que le canadianisme sans trait d'union était au cœur du mouvement nationaliste canadien au lieu de n'occuper qu'une place marginale. L'opinion voulant que les Canadiens français représentent des « trouble-fête », pour emprunter une expression de P.E. Trudeau, est encore bien vivante, comme l'ont découvert les commissaires de la Commission Laurendeau-Dunton, et plus l'on s'éloigne du Québec, vers l'Est ou vers l'Ouest, plus elle est répandue. Les conséquences de l'impulsion assimilatrice du nationalisme canadien traditionnel ont été plus grandes au Québec que parmi les minorités francophones des autres provinces. Réduits à n'avoir qu'un statut d'immigrants en franchissant les frontières du Québec, les membres de ces minorités ont mis sur pied, dans la mesure où leur densité démographique le leur permettait, des institutions ethniques centrées sur leur paroisse. Par contre, c'est au Québec que ces événements historiques ont eu les répercussions les plus profondes.

[94]

Les Canadiens français du Québec

Au Québec, l'impulsion assimilatrice a eu pour conséquence de raviver les sentiments de loyauté et d'appartenance à l'égard du territoire québécois et de ses institutions. La loyauté des individus et des groupes tend à développer des racines et

elle doit trouver un mode d'expression dans le temps et l'espace. Elle est donc particulièrement influencée par la proximité et par les interactions quotidiennes. Cela explique pourquoi les liens émotifs qui lient l'individu à sa ferme, à sa ville et à son quartier requièrent peu de justification intellectuelle et persistent dans les moments de tension ainsi que de ferveur ou d'indifférence nationale. Ces liens, sur lesquels se fonde le patriotisme, sont permanents, quelles que soient l'orientation du sentiment national et les opinions au sujet des structures sociales plus vastes. Un juif allemand peut encore se souvenir avec affection de sa ville natale et de son enfance en dépit du cauchemar du nazisme. Bien ancrée dans l'espace, cette loyauté n'a rien à voir avec l'esprit de clocher et elle est souvent enracinée et intériorisée plus profondément que la loyauté envers de vastes structures abstraites comme le gouvernement national. Par suite de l'impulsion assimilatrice à l'extérieur du Québec, la loyauté des Québécois est devenue limitée dans l'espace et sélective à l'égard des institutions. L'armée, l'administration centrale et les bureaucraties fédérales ont pu représenter des sources légitimes d'emplois et des cadres institutionnels qui leur permettaient d'améliorer leur niveau de vie ou même leur carrière, mais elles n'ont jamais suscité ni engagement émotif ni attachement.

Chez les minorités francophones à l'extérieur du Québec, les normes familiales et religieuses faisaient contrepoids à l'attraction assimilatrice de la société civile et industrielle. La solution au dilemme suscité par l'attraction contraire de normes opposées était et demeure le bilinguisme intégral. Ce dernier permet d'être membre à part entière de la communauté et de participer pleinement à sa vie institutionnelle. Grâce au bilinguisme, il est possible d'échapper à deux sanctions, une citoyenneté mitigée et la perte de son appartenance ethnique. Sans lui, la loyauté de chacun doit être double et secrète. Ce n'est qu'au Québec qu'un individu peut demeurer francophone en privé et en public, officiellement et officieusement. À l'intérieur des frontières de sa province, son environnement francophone qui englobe son école, son lieu de travail et de prière, son hôpital, son hôtel de ville et les rues de sa ville ou de son village, va clairement départager ses loyautés.

[95]

*Industrialisation du Québec
et ségrégation volontaire des institutions*

De la Confédération à l'après-guerre, les accommodements ethniques entre Français et Anglais du Québec se sont faits dans un contexte d'industrialisation rapide, notamment à partir du début du siècle. Historiquement, ces accommodements, qui satisfaisaient les deux parties, ont été inspirés par leur désir mutuel de séparer volontairement leurs institutions¹⁰⁰. Dans les domaines de l'éducation, de la religion, du bien-être social, des loisirs et de l'habitation, cette ségrégation institutionnelle était totale. Les deux seuls secteurs de la vie sociale où des liens interethniques ont été institutionnalisés sont ceux du travail et de la politique. Au travail, des habitudes de relations ethniques se sont créées avec l'avènement de l'industrialisation. Les entreprises anglo-saxonnes se sont implantées dans une société ayant un grave excédent démographique, une élite politique et religieuse distincte et un ensemble d'institutions en voie de développement ancrées dans les paroisses rurales. Politiquement stable, économiquement conservatrice et techniquement non formée, cette société offrait des conditions idéales aux investisseurs capitalistes anglo-saxons. Ceux-ci pouvaient investir leurs capitaux, ouvrir des usines et puiser dans un bassin abondant d'ouvriers non spécialisés à la recherche d'emplois. Les nouveaux arrivants gardaient pour eux, sans qu'il y ait de protestation, les postes techniques et administratifs et transplantaient aussi leurs propres institutions qui desservaient leurs ressortissants. Ce cadre social facilitait l'industrialisation. L'élite canadienne-française se montrait coopérative du point de vue idéologique, soucieuse uniquement de conserver son hégémonie sur ses sous-structures démographiques. Cela cadrerait parfaitement avec les vues des nouveaux arrivants qui pouvaient poursuivre leurs objectifs économiques en se mêlant le moins possible à la société ethnique locale. L'industrie allégeait le fardeau économique que représentait l'excédent démographique de la société rurale. L'hégémonie de l'élite locale n'était pas menacée. C'est ainsi qu'est née l'habitude mutuellement satisfaisante de séparer volontairement les institutions. Les Anglais pouvaient vivre au Québec dans des communautés séparées et autonomes, avec leurs églises, leurs hôpitaux, leurs écoles et leurs quartiers eth-

¹⁰⁰ Guindon, « Malaise social, classes sociales... » dans le présent ouvrage, p. 61-74.

niques. Très souvent, surtout dans les villes de province, ils pouvaient obtenir l'incorporation d'une ville distincte dont les frontières coïncidaient souvent avec des frontières de classe et d'ethnicité. Ces habitudes de ségrégation volontaire délimitaient le cadre social des relations interethniques qui étaient réduites au minimum. Les classes populaires, les ouvriers, rencontraient les Anglais dans le cadre officiel de leur lieu de travail [96] tandis que les membres de la classe moyenne les rencontraient encore moins souvent et lorsque cela se produisait, c'était presque toujours à l'occasion de manifestations rituelles et de façon rituelle. Cette ségrégation mutuellement satisfaisante et volontaire des institutions s'est maintenue sans dissensions jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elle est aujourd'hui remise en question par la nouvelle classe moyenne canadienne-française qui conteste la division ethnique traditionnelle du travail. Le climat d'incertitude actuel résulte de cette contestation.

De 1950 à aujourd'hui : tensions ethniques et mobilité sociale

Avec la naissance d'une nouvelle classe moyenne dans l'après-guerre, une nouvelle phase des interactions ethniques a débuté ; inspirée par un nationalisme réformiste, cette classe recherche actuellement de nouveaux accommodements ethniques. Nous avons vu précédemment que, dans les sociétés traditionnelles, le néo-nationalisme est lié à des changements sociaux axés sur la modernisation. Réformiste dans ses perspectives, la nouvelle classe moyenne cherche à accroître son champ d'action, sa taille et sa mobilité. Elle devient révolutionnaire quand elle parvient à obtenir l'appui des paysans et des ouvriers pour s'emparer des rênes de l'État en mettant avec succès le régime colonialiste en accusation. Une telle situation ne se retrouve pas au Canada français. Malgré sa progression, l'idéologie séparatiste n'a pas réussi à se gagner l'appui des classes ouvrières ou rurales et l'accusation de colonialisme a été rejetée. Cette image d'Anglais exploiters est inexacte du point de vue historique et ne reflète pas la façon dont la situation actuelle a pris naissance. Plutôt que de se rallier à l'agitation séparatiste, les classes populaires se sont jointes aux rangs des Créditistes qui proclamaient que le rêve d'appartenir à la classe moyenne devenait une possibilité pour tous.

Néanmoins, à l'instar de ses homologues des sociétés traditionnelles, la nouvelle classe moyenne mise sur la modernisation. Étant donné qu'elle a acquis un pouvoir politique, l'État provincial cherche dans une large mesure à satisfaire ses revendications. Pour surmonter les obstacles qui freinent sa croissance et sa mobilité continue, il désire un nouveau contrat social en matière d'accommodements ethniques et d'organisation institutionnelle. L'ancien modèle répondait aux besoins de l'industrialisation naissante. À cette époque, la division ethnique du travail reflétait les besoins complémentaires des deux groupes ethniques [97] et la concurrence ethnique ne prenait pas la forme d'une concurrence au niveau de l'emploi.

Cependant, par sa formation, ses perspectives et sa culture, la nouvelle classe moyenne est de plus en plus semblable à son homologue de l'autre ethnie et elle est aussi de plus en plus en concurrence avec elle. En cherchant à accroître ses voies de mobilité et à élargir son champ d'expansion, elle examine les conventions sur lesquelles reposait la ségrégation volontaire des institutions. Maintenant qu'elle possède le pouvoir politique, elle peut passer des idées aux actes. C'est ainsi que les méthodes traditionnelles de financement de l'éducation, du bien-être social et de la santé sont remises en question parce que la ségrégation institutionnelle a souvent valu de meilleurs services, de meilleurs établissements et de meilleurs salaires aux Anglais de la province qui oeuvraient dans ces secteurs. De telles différences de ressources et de revenus ne sont pas nouvelles ; ce qui est récent et nouveau, c'est que ces différences soient considérées comme des privilèges particuliers. Il est à prévoir qu'en recherchant des ressources pour élargir ses bases, la nouvelle classe moyenne voudra modifier les accords institutionnels traditionnels dans ces secteurs. Déjà, on peut constater que de tels changements indisposent les Québécois anglophones. Nourrie par l'Église, détenant le pouvoir dans l'État provincial, la nouvelle classe moyenne cherche maintenant à quitter la bureaucratie sociale pour entrer dans la bureaucratie industrielle. Le capitalisme d'un État bureaucratisé comme l'expansion linguistique dans la gestion de l'entreprise privée ne sont pour elle que des instruments dans sa tentative constante d'accroître son espace social et professionnel.

[99]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

4

"Modernisation du Québec
et légitimité de l'État canadien." *

[Retour à la table des matières](#)

Plus souvent qu'autrement, le processus de modernisation entraîne des perturbations politiques. À toutes fins pratiques, tous les empires politiques formels ont été dissous. Leurs motifs de légitimité n'étaient plus crédibles. Civiliser les non-civilisés et évangéliser les païens ont constitué des mobiles puissants au cours de l'histoire, mais ils sont depuis longtemps vides de sens aux yeux non seulement des intellectuels, mais aussi des hommes d'église des États sécularisés.

Les États qui privent un groupe socioculturel majoritaire des avantages de la modernisation en lui refusant ses droits politiques sont de plus en plus réprouvés. La Rhodésie est en voie d'accepter l'inévitable en espérant que tout tournera au mieux. La conception que se fait l'Afrique du Sud de l'indépendance étatique de sa population noire est si peu convaincante qu'elle est universellement dénoncée comme une imposture.

* Cet essai a d'abord été publié dans *Modernization and the Canadian State*, D. Glenday, H. Guindon et A. Turowetz, éd., Toronto, 1978.

Les États industrialisés occidentaux semblent avoir une vision bien claire de la situation à l'étranger, mais ils tendent à souffrir de myopie [100] à l'intérieur de leurs frontières. La montée du nationalisme en Écosse, alimentée par des perspectives d'or noir au large des côtes, a récemment amené le Parlement britannique à y établir une forme de gouvernement autonome pour éviter des répercussions plus graves. La presse se fait fidèlement l'écho de la tragique lutte armée en Irlande du Nord avec son lot hebdomadaire de victimes et le monde entier déplore cette situation, mais bien peu d'analystes politiques se penchent sur ses causes.

L'accès au pouvoir du Parti québécois a fait les manchettes dans le monde entier, sans doute parce que, pour la première fois, l'intégrité politique d'une démocratie libérale industrielle de l'Occident était menacée de l'intérieur par le processus démocratique.

La première réaction des médias du monde occidental a été l'incrédulité. Comment une telle chose pouvait-elle se produire ? Était-ce vrai ? L'intégrité des démocraties libérales industrielles de l'Occident semble tellement aller de soi. On a si souvent tendance à considérer l'État comme une institution sacrée et non séculière que les spécialistes des sciences sociales n'analysent pas son comportement avec le détachement clinique qu'ils chérissent habituellement. Leur attitude influe sur les questions qu'ils posent et sur leur construction de la réalité.

Il est courant de considérer que le malaise politique au sein des États-nations de l'Occident est le fait de petits groupes de mécontents ; s'ils sont pacifiques, ces groupes sont décrits comme des adversaires anachroniques et dépassés de la modernisation. C'est peut-être vrai dans certains cas. Dans le cas du Québec toutefois, et peut-être aussi dans bien d'autres cas, on obtient un meilleur aperçu lorsqu'on considère la contestation politique de l'intégrité de l'État comme une acceptation dynamique de la modernisation, plutôt que comme un refus de ses valeurs et de ses bienfaits.

La contestation de la légitimité de l'État canadien repose-t-elle sur des motifs valables ? Si oui, quels sont-ils ? Aussi longtemps qu'on ne posera pas ces questions et qu'on n'y répondra pas, il y aura peu d'espoir de voir naître des politiques susceptibles de créer un nouveau consensus. Le présent essai est consacré à ces questions.

1. La Révolution tranquille et la modernisation de la société québécoise

L'avènement d'un nouvel ordre social

[Retour à la table des matières](#)

L'urbanisation de la population québécoise, la nécessité de mettre sur pied de vastes institutions dans les domaines de la santé, du bien-être [101] social et de l'éducation ainsi que la naissance d'une nouvelle classe moyenne composée de travailleurs professionnels et de spécialistes des sciences sociales ont suscité, dans les années 50, une opposition croissante au régime du premier ministre Duplessis. Pendant la longue grève des travailleurs de l'amiante en 1949 ¹⁰¹, des intellectuels bien articulés et deux évêques dissidents ont, pour la première fois, pris le parti des travailleurs contre le gouvernement provincial. La grève fut un échec, mais un fossé venait d'apparaître officiellement et publiquement entre l'intelligentsia et l'État et aussi entre certains membres de l'Église et l'État. Ce fossé n'a cessé de s'élargir. L'organe de l'opposition était Cité Libre, une revue fondée par Pierre E. Trudeau et Gérard Pelletier. Vouée à la modernisation de la société québécoise, elle s'attaquait avec force à l'idéologie « clérico-nationaliste » véhiculée par la revue Relations des jésuites qui légitimait les relations entre l'Église et l'État sur lesquelles reposaient le leadership de l'Église ainsi que sa mainmise sur l'éducation, la santé et le bien-être social. La nouvelle classe professionnelle rongait son frein sous le leadership traditionnel. La Jeunesse Étudiante Catholique remettait en question le rôle séculier de l'Église et l'autoritarisme paternaliste de la hiérarchie religieuse. En 1959, après la célèbre attaque des pères Dion et O'Neill ¹⁰² contre la moralité de l'Union nationale et après la campagne fructueuse de l'Association des professeurs de l'Universi-

¹⁰¹ Pierre Elliott Trudeau, *La grève de l'amiante*, Montréal, 1956.

¹⁰² Gérard Dion et Louis O'Neill, *Deux prêtres dénoncent l'immoralité politique dans la province de Québec*, Montréal, 1956.

té de Montréal contre l'octroi aux jésuites d'une charte universitaire ¹⁰³, on pouvait entrevoir la fin d'une époque.

C'est le premier ministre Paul Sauvé qui amorce la Révolution tranquille avec son célèbre « désormais ». Il annonce que les universités bénéficieront d'octrois statutaires, qu'une commission royale d'enquête étudiera la faisabilité d'un programme d'hospitalisation gratuite et que l'échelle de salaires des fonctionnaires sera révisée ¹⁰⁴. En d'autres mots, les aspirations de la nouvelle classe moyenne ainsi que la croissance et la modernisation des institutions qui l'emploient deviennent les priorités politiques de l'État provincial ¹⁰⁵. Les réformes sont à l'ordre du jour. L'éducation doit bénéficier d'une expansion rapide grâce au financement de l'État, le bien-être social relèvera des spécialistes, les services de santé seront sécularisés, l'Église doit renoncer à ses rôles séculiers pour s'intéresser à des questions d'ordre privé plutôt que public.

Tous se réjouissent d'assister à la fin de l'époque de la « grande noirceur », comme beaucoup appellent l'ancien régime. Le Québec entre dans l'ère moderne.

[102]

Modernisation, création d'une élite et éclipse des communautés

Sous la bannière idéologique du « rattrapage », le Québec met sa maison en ordre et cet ordre nouveau correspond davantage aux caractéristiques structurelles des sociétés industrielles. ¹⁰⁶

C'est un ordre bureaucratique. Il suppose une forte intégration politique sous l'égide de l'État et une grande centralisation bureaucratique. Comme il faut accorder l'accès universel à des services modernisés de santé, d'éducation et de bien-

¹⁰³ Association des professeurs de l'Université de Montréal, *L'Université dit non aux jésuites*, Montréal, 1961.

¹⁰⁴ Hubert Guindon, « Malaise social, classes sociales et révolution bureaucratique », dans le présent ouvrage, pp. 61-74.

¹⁰⁵ Ibid., pp. 61-74.

¹⁰⁶ Marcel Rioux, *La question du Québec*, Montréal, 1977, chap. 4.

être social et adapter ces services aux normes internationales, le seul échelon administratif capable d'instaurer de telles réformes est l'État provincial, étant donné la division constitutionnelle des tâches dans l'État canadien. Les municipalités ne possèdent ni les ressources ni les assises territoriales pouvant garantir l'universalité des réformes ¹⁰⁷. Dans le système antérieur, ces services étaient établis sur une base territoriale, financés localement et administrés par l'élite locale. La modernisation de l'État marque la fin de cette intégration territoriale de la vie sociale et des institutions de base.

La création d'une élite devient une fonction de l'État et le rôle de cette élite est, dans une large mesure, de façonner, de formuler, d'implanter et de faire appliquer la politique de l'État. Sa loyauté et son engagement ne peuvent donc plus s'exprimer au niveau local. Le pouvoir qui contrebalance l'État devient l'association ou la corporation professionnelle pour l'élite, et les syndicats pour les travailleurs organisés. Structurellement, c'est ce qui explique l'éclipse de la vie communautaire dans la société moderne. Pour l'élite, cette éclipse n'a rien d'inquiétant puisque son style de vie lui permet de s'en passer ; pour les pauvres et les non-syndiqués, des structures communautaires appauvries se révéleront des mécanismes peu efficaces ¹⁰⁸.

Subordination politique de l'élite institutionnelle

Étant donné l'accroissement du financement public, il devient nécessaire pour des raisons bureaucratiques de définir formellement les tâches et leur rémunération. La planification bureaucratique exige des prévisions budgétaires de toutes les dépenses, qu'il s'agisse des investissements ou des frais de main-d'œuvre. Ce faisant, l'État doit fixer des paramètres pour les négociations collectives ainsi que le taux de croissance des institutions. De cette façon, il restreint énormément les prérogatives traditionnelles des autorités d'institutions comme les commissions scolaires, les conseils d'administration d'hôpitaux, etc. Du même coup, il ouvre la porte à un front commun stratégique des syndicats et aux confrontations politiques des an-

¹⁰⁷ Rapport du groupe de travail sur l'urbanisation, *L'urbanisation au Québec*, Québec, 1976, chap. 10.

¹⁰⁸ Ibid., Annexes du rapport du groupe de travail sur l'urbanisation, Marc-André Lessard, « La Qualité de vie et les quartiers urbains », pp. 21-22.

nées 70 entre l'État et ses [103] fonctionnaires. Ce modèle bureaucratique politiquement centralisé de la modernisation sociale a des répercussions sur la ségrégation ethnique volontaire traditionnelle des institutions ¹⁰⁹, typique du régime politique antérieur. Pour l'élite administrative anglophone, la nouvelle dépendance politique des gestionnaires institutionnels face à l'État a un effet additionnel, celui de les transformer en une minorité à la merci des décisions de la majorité ou, ce qui est peut-être plus exact, à la merci des règles du jeu définies par la majorité. C'est là une situation que les chefs des institutions canadiennes-françaises ailleurs au Canada connaissaient depuis un siècle ¹¹⁰, mais pour les anglophones du Québec, elle est nouvelle.

Double conséquence du caractère asymétrique de la nouvelle classe moyenne québécoise

Une des caractéristiques assez bizarre de la nouvelle classe moyenne francophone du Québec est sa très forte concentration dans les secteurs public et parapublic ¹¹¹. Son absence notoire des grandes sociétés privées s'explique facilement. Au début des années 60, les secteurs public et parapublic sont en mesure d'absorber tous les membres de cette classe car ils vivent une période d'expansion institutionnelle intensive. La fonction publique, le réseau scolaire modifié et élargi, les administrations municipales et les établissements de santé ont besoin non seulement de spécialistes des sciences sociales et de travailleurs professionnels, mais aussi de gestionnaires et d'ingénieurs. Les sociétés d'État créées par la province représentent un autre débouché important ¹¹². En outre, pour entrer dans les secteurs public et parapublic, il n'est pas nécessaire de devenir parfaitement bilingue, alors qu'il le faut pour réussir dans le secteur privé. Étant donné que la pyramide promotionnelle

¹⁰⁹ Hubert Guindon, « Deux cultures ou essai sur le nationalisme, les classes sociales et les tensions ethniques », dans le présent ouvrage, pp. 75-98.

¹¹⁰ John D. Jackson, « Institutionalized Conflict : The Franco-Ontarian Case » dans *Communities and Culture in French Canada*, G. Gold et M.A. Tremblay, éd., Toronto, 1973.

¹¹¹ Guindon, « Agitation sociale, classes sociales et révolution bureaucratique », dans le présent ouvrage, p. XX-XX. Voir aussi Dale Posgate et Kenneth McRoberts, *Quebec : Social Change and Political Crisis*, Toronto, 1976, chap. 7, p. 131-136.

¹¹² Ibid., Posgate et McRoberts, chap. 6, pp. 111-118.

dans le réseau sous la dépendance de l'État est concurrentielle à presque tous les niveaux, il est naturel que la majorité des francophones de la nouvelle classe moyenne empruntent la voie la plus facile.

La langue devient une question politique lorsque presque tous les postes des institutions publiques sont comblés. Du point de vue sociologique, c'est ce contexte structurel qui donne tout son sens à la question linguistique. Il permet d'expliquer le militantisme linguistique des francophones ainsi que la mobilisation des anglophones et des immigrants qui en sont tributaires.

Une deuxième conséquence de la présence asymétrique de la nouvelle classe moyenne dans la structure socio-économique est le caractère « radical » des conflits de travail au Québec ¹¹³. Comme nous l'avons [104] dit précédemment, la disparition des loyautés et des engagements au niveau territorial explique pourquoi les syndicats deviennent le seul pouvoir capable de faire contrepoids à l'État-employeur. Une autre conséquence est une syndicalisation accrue des cadres professionnels au sein de l'appareil bureaucratique sous la dépendance de l'État. Dans un tel contexte structurel, les grèves deviennent des événements qui touchent la société toute entière et ébranlent les fondements même de l'État.

Une telle situation n'a rien de culturel et le tempérament latin n'y joue aucun rôle. La nature de l'économie politique du Québec peut seule l'expliquer. Le Québec est la seule province canadienne qui, du point de vue de sa main-d'oeuvre, possède deux économies nettement divisées en fonction des frontières linguistiques. C'est l'attitude qu'adoptera l'État canadien face à cette question qui lui permettra, en définitive, de maintenir ou de perdre sa crédibilité. Jusqu'à maintenant, il n'a même pas perçu ce problème.

¹¹³ Daniel Drache, éd., *Quebec, Only the Beginning : The Manifestos of the Common Front*, Toronto, 1972.

2. La modernisation du Québec et l'État fédéral

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons esquissé brièvement les grands problèmes politiques que la modernisation sociale des institutions étatiques a engendrés au sein de la société québécoise. Cette esquisse nous fournit un cadre d'analyse des politiques, ou de l'absence de politiques, de l'État fédéral face à cette transformation structurelle. Nous examinerons, d'une part, la politique des langues officielles et, d'autre part, la nature du développement économique du Québec.

La politique des langues officielles

Un effort massif dans la mauvaise direction

Le rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (la Commission BB ¹¹⁴) débute en proclamant un état de crise au Canada ¹¹⁵. Il existe, dit-on, un large fossé entre les éléments francophones et anglophones du pays. Ce manifeste alarmiste conclut à l'urgence de définir, pour l'administration canadienne, ses organismes et ses sociétés de la Couronne, une politique linguistique qui pourrait servir de base à un nouveau consensus au sein des « deux sociétés » qui se partagent le même État.

Quelque dix ans plus tard, à l'été de 1976, la défaite de la politique fédérale des langues officielles est consommée par la victoire de l'Association canadienne des contrôleurs aériens (CATCA) et de l'Association [105] canadienne des pilotes de ligne (CALPA) qui ont combattu son application ¹¹⁶. Pour la première fois (à ma connaissance) dans l'histoire du Canada, un groupe d'intérêt est en mesure d'impo-

¹¹⁴ *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, 1965, Rapport préliminaire, vol. I, II, III et IV.

¹¹⁵ *Ibid.*, *Rapport préliminaire*, chap. 7.

¹¹⁶ Les membres de CATCA ont voté en faveur de la grève le 15 juin 1976 ; la grève a débuté le 20 juin et s'est terminée le 28 juin, *Canadian News Facts*, 1976.

ser à la Couronne « un vote libre » au Parlement sur une question qui ne relève pas de la conscience de chacun ¹¹⁷. Il est fort révélateur que personne ne se soit aperçu que cette mesure menaçait directement l'essence même de la démocratie parlementaire britannique. Cela est encore plus révélateur lorsqu'on songe que tous les partis politiques ont appuyé la politique linguistique. Les obstacles que rencontre la démocratie ne viennent pas toujours du Québec.

Un « écrasement » aussi spectaculaire de la politique de l'État fédéral exige des explications. Les deux associations, CATCA et CALPA, n'auraient pu réussir sans l'appui émotif de tous les Canadiens de langue anglaise. Le Premier ministre a proclamé de son ton lugubre habituel que leur attitude menaçait l'unité nationale ¹¹⁸. Plus terre à terre, les autres ministres ont déclaré qu'ils n'avaient pas bien « vendu » la politique des langues officielles aux anglophones canadiens ¹¹⁹. Le temps est venu maintenant de regarder le contenu de cette politique et de nous demander s'il n'est pas responsable des difficultés de l'État canadien. Il n'est pas impossible qu'une telle politique ait été condamnée d'avance à l'échec.

Une bonne façon d'amorcer une critique de la politique des langues officielles est de rappeler le climat social et politique qui règne au moment de la création de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Le premier ministre Pearsons la met sur pied à la suite d'une série d'éditoriaux d'André Laurendeau dans le journal *Le Devoir* ¹²⁰. Dans son premier éditorial, Laurendeau cite une note de service d'un fonctionnaire fédéral canadien-français à ses subordonnés canadiens-français. Cette note de service dont la presse prend connaissance à la suite d'une fuite dit en gros : « Puisque tout le monde est bilingue, faites vos rapports en anglais ¹²¹. » Dans l'esprit de ce fonctionnaire, il ne s'agit pas d'un geste politique, mais d'une suggestion visant à améliorer l'efficacité interne de son service. Dans un contexte politique élargi, si cette note ne dit pas *speak white*, elle dit à tout le moins *write white*. Elle attire l'attention sur deux réalités de la scène politique : l'unilin-

¹¹⁷ Otto Lang a accepté les conditions de « règlement » de la grève le 28 juin 1976, *Canadian News Facts*, 1976.

¹¹⁸ Pierre Elliott Trudeau, discours télévisé, 23 juin 1976, *Canadian News Facts*, 1976.

¹¹⁹ *The Montreal Star*, p. 25, 8 juin 1976.

¹²⁰ *Le Devoir*, du 26 août 1961 au 24 juillet 1963 ; au total, environ 48 éditoriaux ont été publiés.

¹²¹ *Le Devoir*, 26 août 1961, page éditoriale.

guisme de la fonction publique fédérale et le fait que des anglophones peuvent y entrer en étant unilingues alors que les Canadiens français doivent être parfaitement bilingues. À cause de cet obstacle, les Canadiens français sont fortement sous-représentés dans la fonction publique et dans les sociétés de la Couronne, et leur absence s'accroît à mesure que l'on gravit les échelons hiérarchiques ¹²². Il est évident que la situation linguistique aliène la population francophone de l'État fédéral. [106] L'un des principaux objectifs de la Commission BB est de résoudre cette contradiction. Elle doit donc définir une politique qui accroît l'usage du français dans la fonction publique fédérale ainsi que le pourcentage de Canadiens français à tous les échelons de la hiérarchie bureaucratique ¹²³.

Un autre de ses objectifs s'inspire du leitmotiv des nationalistes canadiens-français des années 50 au sujet du traitement des minorités. Le Québec est considéré comme un modèle des relations qui doivent exister entre la majorité et la minorité et ce modèle contraste nettement avec la façon dont les Canadiens français sont traités dans toutes les autres provinces canadiennes. Depuis l'époque des luttes scolaires au Manitoba et du Règlement 17 en Ontario, les provinces ont énormément amoindri le statut juridique du français dans leur système d'éducation public. Antérieurement, lorsque la plupart des institutions avaient un caractère territorial et étaient financées et administrées par les communautés, la population anglophone du Québec bénéficiait de son autonomie locale et d'un statut juridique complet au sein du système d'éducation public de l'État provincial. C'est pourquoi le Québec est considéré comme un modèle. Les commissaires exhortent donc les parlements provinciaux à adopter des modifications législatives qui donneront aux francophones hors du Québec une situation équivalente à celle des anglophones du Québec, notamment en ce qui concerne le statut juridique du français dans le réseau des écoles publiques provinciales.

Les deux grands objectifs de la politique de la Commission BB en matière de bilinguisme sont donc d'accroître la participation et la mobilité ascendante des Canadiens français au sein des bureaucraties de l'État fédéral et de fournir un meilleur appui institutionnel aux Canadiens français hors du Québec. Étant donné ces objectifs, elle ne peut pas sérieusement envisager une politique linguistique territoria-

¹²² *Rapport de la Commission...* vol. III, chap. 9.

¹²³ *Ibid.*, vol. III, chap. 9 et 10.

le ¹²⁴. Pourtant, à défaut d'une telle approche, sa politique linguistique est condamnée à devenir un « irritant » politique au Canada anglais et à n'avoir aucun intérêt politique dans un Québec francophone en voie de modernisation. Les sociologues ne doivent malheureusement pas sous-estimer la capacité de l'État fédéral de s'engager dans cette double impasse.

Nobles illustrations et désastre politique

Les commissaires de la Commission BB sont tous parfaitement bilingues. Nul doute que ce fait confère une préjugé favorable au bilinguisme et facilite les communications internes, mais il constitue sûrement aussi un « événement rare », peu représentatif de la situation à l'échelle nationale [107] dans les associations professionnelles ou sociales, dans les grandes sociétés et même dans les conférences fédérales-provinciales.

Un sentiment de noblesse oblige peut facilement imprégner un groupe de distingués citoyens bilingues qui se réunissent pour élaborer une politique linguistique nationale après avoir proclamé que l'unité nationale est en crise. Ayant personnellement atteint le « noble » objectif du bilinguisme, ils peuvent facilement oublier que la noblesse oblige la noblesse et non le commun des mortels. On peut se demander quel type de politique aurait été façonné si les commissaires avaient été des hommes comme le juge Thorson ¹²⁵ de la Colombie-Britannique, le maire Jones ¹²⁶ de Moncton et Raymond Lemieux ¹²⁷ de la Ligue pour l'intégration scolaire de Saint-Léonard. Les résultats auraient sûrement été fort différents et moins illusoire.

Quoique la lecture du rapport démente une telle affirmation, on peut dire qu'au niveau psychologique, la Commission BB donne au public l'impression qu'un bon Canadien se doit d'être bilingue. Cette impression est renforcée par les recommandations

¹²⁴ Ibid., vol. I, chap. 4.

¹²⁵ Joseph T. Thorson (C.-B.), juriste et auteur de *Wanted: a Single Canada*, Toronto, 1973.

¹²⁶ Leonard C. Jones, ancien maire de Moncton (C.-B.), actuellement député indépendant de la circonscription de Moncton à Ottawa ; il a été élu même si le Parti conservateur de Stanfield avait refusé d'accepter sa candidature.

¹²⁷ Raymond Lemieux, chef des francophones lors de la querelle scolaire de Saint-Léonard.

qui visent à faciliter l'acquisition du bilinguisme par les fonctionnaires fédéraux et qui mettent le Canadien unilingue sur la défensive, ce qu'il accepte fort mal et à juste titre.

Si élevé que soit été son idéal, la politique des langues officielles a des séquelles politiques désastreuses.

1. Elle n'augmente pas de façon appréciable la part des francophones dans les bureaucraties fédérales ¹²⁸ (fonction publique et sociétés de la Couronne) et pourtant elle donne naissance au mythe du French Power, ce cri de ralliement des groupes sociaux qui se sentent menacés par son application.
2. Elle ne réussit pas à freiner l'assimilation rapide des Canadiens français hors du Québec ni à accroître la viabilité des communautés francophones à l'extérieur du périmètre Sault-Sainte-Marie/Moncton.
3. Elle entrave, au lieu de les faciliter, les changements qui s'imposent au Québec par suite de la modernisation de la société québécoise.
4. Elle contribue à créer au Québec un climat d'ambiguïté pour les immigrants et d'incertitude pour les grandes sociétés privées.

Cette liste est courte, mais elle constitue un acte d'accusation grave qui demande des éclaircissements.

¹²⁸ Posgate et McRoberts, *Quebec : Social Change and Political Crisis*, pp. 141-142.

[108]

3. Politique linguistique et promotion des Canadiens français dans la fonction publique fédérale et dans les sociétés de la couronne

[Retour à la table des matières](#)

La promotion des Canadiens français à des postes administratifs supérieurs est l'un des grands objectifs de la Commission BB, mais après une décennie, sa politique n'a guère modifié la situation. Le nombre de francophones dans ces postes est passé de 13 p. 100 en 1966 à 14,4 p. 100 en 1971 ¹²⁹. En outre, il est bien connu que les Québécois sont sous-représentés dans ce groupe. À ce rythme, il faudra 50 ans pour que le nombre de Canadiens français dans des postes de haute direction corresponde statistiquement au pourcentage de Canadiens francophones dans la population totale ¹³⁰. De plus, comme la majorité des recrues additionnelles représente des Canadiens français hors du Québec et, par conséquent, déjà bilingues, le manque d'intérêt de la politique linguistique pour le Québec ressort encore plus nettement.

L'ancien Commissaire aux langues officielles a admis, dans un de ses rapports annuels, l'échec des programmes d'immersion destinés à accroître la connaissance du français chez les fonctionnaires anglophones ¹³¹.

Bref, le nombre de Canadiens français dans les postes de direction n'a guère augmenté et les fonctionnaires anglophones ne sont guère plus bilingues qu'auparavant. Au lieu de s'interroger sur la validité et la nature de toute la politique linguistique, Keith Spicer continue de rêver et recommande l'allocation de fonds pour l'enseignement du français aux écoliers. Les mythes ont la vie dure, surtout lorsqu'ils sont nobles ¹³².

¹²⁹ Ibid., p. 141.

¹³⁰ Ibid., p. 142.

¹³¹ Commissaire aux langues officielles, Rapport annuel 1975, mars 1976, *Canadian News Facts*, 1976.

¹³² Ibid.

Étant donné la hausse insignifiante de la représentation francophone aux divers échelons de la bureaucratie fédérale et des sociétés de la Couronne, on peut se demander ce qui a donné naissance au mythe du *French Power* qui sous-tend les réactions anti-francophones suscitées dans le Canada anglophone par la politique des langues officielles, réactions que sont venues culminer les grèves de CATCA et CAL-PA.

À mon avis, ces réactions émanent de l'un des principes fondamentaux que l'on retrouve dans le rapport de la Commission BB et dans la Loi sur les langues officielles. En vertu de ce principe, que l'on pourrait appeler le principe du dix pour cent, lorsqu'une minorité francophone ou anglophone est suffisamment importante (lorsqu'elle atteint en gros dix pour cent), les services gouvernementaux doivent être disponibles dans la langue de cette minorité, que ce soit l'anglais ou le français ¹³³. Là où il a été appliqué, ce principe a systématiquement provoqué des tensions ethniques. Voyons brièvement quelques exemples.

Le premier incident est relié à une décision du Conseil de la radio et de la télévision du Canada (CRTC). La décision de transformer en station [109] francophone la station de radio de CBC de Toronto, qui est populaire et compte de fidèles auditeurs - ce qui est rare pour un poste de la radio d'État - suscite un profond mécontentement et beaucoup d'opposition.

Le Grand Toronto, qui compte près de trois millions d'habitants, regroupe moins de cent mille Canadiens français, presque tous parfaitement bilingues de surcroît. Dans ces circonstances, il est évident qu'il n'existe pas de marché pour une station de radio francophone privée. Par conséquent, en forçant la station anglophone à devenir francophone, l'État ne peut qu'accréditer au niveau local le mythe du pouvoir des francophones. Les francophones sont tellement puissants qu'ils peuvent supprimer une station anglophone populaire et la remplacer par une station francophone, et cela dans une région métropolitaine où personne ne rencontre jamais un Canadien français pour la simple raison que s'il en rencontre un, il ne s'en aperçoit pas parce que les Canadiens français parlent assez bien anglais pour ne pas se singulariser. Le CRTC suscite le même mécontentement en Colombie-Britannique lorsqu'il entreprend d'y appliquer cette politique des services institutionnels.

¹³³ *Rapport de la Commission...*, vol. I, Recommandations.

Au nom du même principe, il accorde aussi une licence à un radiodiffuseur et cablo-distributeur anglophone au cœur de la région Saguenay/Lac Saint-Jean. La population locale réagit de la même façon négative. Le pouvoir anglophone étant plutôt pour elle une réalité socio-économique qu'un nouveau slogan, elle interprète cette décision comme une manifestation de ce pouvoir et comme une tentative de l'État fédéral d'assimiler encore davantage les Québécois.

Dans tous ces cas, la politique fédérale a pour conséquence réelle de miner le consensus national qu'elle veut créer.

Enfin, lorsque le Commissaire aux langues officielles décide, toujours au nom du même principe, de proclamer que tout le Québec constituera un district bilingue ¹³⁴, cette proposition suscite spontanément un tel tollé qu'elle est jetée sans bruit aux oubliettes.

Il semblerait que la politique linguistique de l'État fédéral ait le don de faire ressortir les pires défauts de la population canadienne. Elle paraît nettement absurde dans le contexte social que connaissent les communautés au niveau local. Conçue dans l'abstrait comme un grand idéal, elle acquiert dans ses applications locales un relent d'arrogance bureaucratique contre laquelle la population se sent impuissante. Dans ces conditions, faut-il se surprendre que les communautés se plaignent amèrement qu'on leur fasse « avaler le français de force » et croient, par conséquent, que le *French Power* est solidement implanté au cœur de l'État fédéral.

[110]

Le mécontentement au niveau local serait un prix raisonnable à payer si l'État devait atteindre son but. Si le mécontentement devait être temporaire et si les objectifs à long terme assurant l'unité nationale devaient se réaliser, les historiens verraient sûrement dans l'obstination de l'État un exemple de l'art de gouverner. Malheureusement, le caractère illusoire de son principal objectif, soit créer un Canada bilingue et biculturel *a mari usque ad mare* grâce à la survivance des communautés francophones hors du Québec, est de plus en plus manifeste. Dans ce cas, son obstination devient de toute évidence de l'irresponsabilité politique.

¹³⁴ *The Montreal Star*, 10 avril 1973.

4. Viabilité des communautés francophones hors du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Les doléances des nationalistes québécois des années 50 portaient surtout sur le contraste entre la façon de traiter les minorités françaises hors du Québec et la situation de la minorité anglaise au Québec. Les auteurs du rapport BB réagissent en démontrant d'abord l'existence d'un traitement inégal et se fixent ensuite deux objectifs : corriger ces inégalités historiques et faire du Canada un pays bilingue dans sa totalité géographique. S'étant fixé ce but, ils ne peuvent pas concevoir une définition territoriale du bilinguisme. En alléguant des motifs peu convaincants ¹³⁵, ils rejettent donc cette idée et choisissent plutôt d'exhorter les autorités compétentes (notamment les gouvernements provinciaux) à adopter ce qu'ils appellent « le bilinguisme institutionnel ». Nous avons décrit précédemment le principe de base de cette politique institutionnelle ainsi que les propres tentatives de l'État fédéral pour y donner suite et les conséquences sociales qui en ont résulté.

Si nous pouvons maintenant démontrer que le bilinguisme institutionnel d'un océan à l'autre ne peut garantir la viabilité des communautés francophones hors du Québec, c'est l'idée maîtresse même de la politique des langues officielles qui est remise en question.

Le bilinguisme institutionnel ou l'idéalisme administratif et la sociologie du langage

Même à la lumière des événements de la dernière décennie, on reste étonné que les auteurs du rapport BB soient parvenus à élaborer tout un ensemble de mesures linguistiques pressantes sans disposer d'une seule étude en sociologie du langage. En termes simples, la sociologie du langage est l'étude des interactions linguistiques dans différents contextes sociaux, c'est-à-dire au niveau de la vie communautaire,

¹³⁵ *Rapport de la Commission....* vol. 1, chap. 4.

de [111] l'espace public, des associations volontaires, des institutions, etc. Elle pose des questions comme celles-ci : Qui devient bilingue, quand et pourquoi ? Comment les personnes bilingues demeurent-elles bilingues ? Quand la langue devient-elle une source de conflit dans la communauté ? Comment les conflits linguistiques se résolvent-ils dans un milieu où il existe une majorité et une minorité ? Quand et pourquoi les conflits linguistiques deviennent-ils des événements sociaux importants et donnent-ils naissance à des mouvements et à des contre-mouvements linguistiques ? Quand et comment se déplacent les frontières linguistiques ? Quelles sont les répercussions de ces déplacements sur les institutions locales ?

Étant donné que les commissaires évitent chacune de ces questions dans leurs délibérations et dans leurs recherches et qu'ils présentent néanmoins des recommandations précises, on peut se demander quelles sont leurs hypothèses de travail en matière de sociologie du langage. C'est cet ensemble d'hypothèses de travail que nous appelons « l'idéalisme administratif ».

Les bureaucraties sont reconnues pour être directives et normatives. Selon Weber, et nous l'oublions à nos risques et périls, l'une des principales conséquences de la rationalité des bureaucraties modernes est de réduire au minimum les possibilités qu'a un employé (supérieur ou subalterne) d'appliquer de façon discrétionnaire un ensemble de règles codifiées ; on évite ainsi le piège des particularismes et des attributions dans la vie et les pratiques institutionnelles.

Il n'y a pas eu encore de recherches empiriques permettant de savoir dans quelle mesure les bureaucraties se conforment à ce type idéal de rationalité bureaucratique moderne, mais néanmoins, il est généralement admis que les institutions bureaucratiques sont capables d'atteindre des objectifs et de les transposer en pratiques sociales. Cette confiance dans l'efficacité de la bureaucratie est évidemment renforcée par le fait que la carrière de la très grande majorité des employés professionnels de la classe moyenne se déroule dans les bureaucraties de l'État et des grandes entreprises. Ces employés sont témoins tous les jours de l'efficacité de la bureaucratie ainsi que de sa capacité de mobiliser des ressources humaines et financières, de surmonter les obstacles et de s'associer ou de se liguer avec des bureaucraties sœurs dans tous les domaines institutionnels. Les sentiments personnels d'inutilité, d'impuissance et d'aliénation qu'ils peuvent ressentir ne font que renforcer leur immense confiance au lieu de l'ébranler. Ce n'est qu'en temps de crise, au moment où les bureaucraties s'écroulent, qu'ils peuvent entrevoir les limites de ce

pouvoir. Même alors, au lieu de constater la chute d'une bureaucratie, ils craignent de voir « le monde » s'écrouler.

[112]

En réalité, le « monde » est une « inconnue » aux yeux d'une bureaucratie. Il ne devient « connu », et par conséquent perméable à une action rationnelle, que lorsqu'il croise le monde de la bureaucratie, grâce aux instruments d'échantillonnage que cette dernière met au point.

L'instrument parfait pour pénétrer le monde inconnu et le rendre perméable à l'action bureaucratique, est le sondage. Il s'agit d'un instrument assez grossier qui peut forcer un répondant à définir le monde dans les termes de la bureaucratie et non dans les siens. Incapable de saisir les nuances dans les mots et dans la vie, il fournit néanmoins le gros des données qui servent à la planification bureaucratique. Dieu merci, la vie et la société recèlent plus de subtilités et l'un des domaines dans lequel les résultats des sondages occupent une place négligeable est la sociologie du langage.

De toute évidence, le sondage est le principal outil qui permet aux commissaires de la Commission BB de saisir la réalité sociale. Leur « idéalisme administratif » en matière de politique linguistique transparaît dans leur croyance au « bilinguisme institutionnel ». Déterminés à renforcer le caractère bilingue du Canada, leur premier objectif est l'accroissement de la présence francophone à tous les échelons des bureaucraties et des sociétés d'État. Comme nous l'avons vu, cette tentative échoue. Parfaitement conscients que les francophones hors du Québec ont été privés d'institutions au cours de l'histoire, ils supposent qu'en leur accordant un appui institutionnel accru, non seulement ils corrigeront une injustice séculaire, mais qu'ils garantiront aussi le caractère « bilingue » du Canada. Cette hypothèse est-elle justifiée ? Nous sommes d'avis qu'elle ne l'est pas.

Il est vrai que les communautés françaises ont réussi à survivre de façon remarquable jusqu'à tout récemment. Les processus mêmes qui ont rendu cette survie possible deviennent de plus en plus visibles, ce qui n'est pas surprenant puisqu'ils sont en voie de disparaître. Quels étaient ces processus et pourquoi sont-ils en voie de disparaître ?

Les conditions qui ont permis aux communautés francophones hors du Québec de survivre, de croître même, datent d'une époque antérieure à l'industrialisation et à

l'urbanisation massives qui ont restructuré l'économie politique du Canada ¹³⁶. Ces communautés pouvaient se développer dans un milieu rural de petites fermes familiales qui constituaient presque à certains moments des économies autosuffisantes. L'Église était le pivot de la vie sociale et autour d'elle se sont développées de petites associations volontaires ainsi que des écoles primaires. Dans ce milieu, les personnes bilingues étaient celles qui traitaient avec le monde « extérieur ». Quant à ceux qui passaient presque toute leur vie à l'intérieur de la communauté, ils vivaient en français. C'était encore l'époque des [113] hauts taux de natalité et il y avait au Québec une population excédentaire à la recherche de débouchés.

Le milieu industriel dans lequel on pouvait trouver des conditions similaires est celui de l'industrie primaire. Les industries à forte intensité de main-d'œuvre, qu'il s'agisse de mines, d'entreprises forestières ou de poissonneries, assuraient les mêmes conditions essentielles à la survie des communautés. L'excédent démographique du Québec a donné naissance à ce que Joy a appelé « la ceinture Sault-Sainte-Marie/Moncton ¹³⁷ ».

L'époque des exploitations agricoles marginales ou autosuffisantes et des industries extractives à forte intensité de main-d'œuvre est révolue. Leur poids relatif dans l'économie s'amenuise en même temps que rétrécissent les assises économiques des communautés qu'elles faisaient vivre. L'accroissement de la productivité agricole passe par une hausse des besoins en capitaux et non en main-d'œuvre. Les progrès techniques des industries extractives réduisent également la demande de main-d'œuvre. En d'autres mots, le développement économique condamne les communautés francophones hors du Québec à la stagnation. Paradoxalement, c'est leur sous-développement économique qui leur permet de survivre. Alors qu'il était possible de vivre toute sa vie en français à Saint-Isidore de Prescott, comme beaucoup l'ont fait, personne ne peut vivre toute sa vie en français à Cornwall.

¹³⁶ Une grande partie de cette section est fondée sur le livre peu connu de Richard J. Joy, *Languages in Conflict*, The Carleton Library, no 61, Toronto, 1972.

¹³⁷ Ibid., chap. 4.

Nombre de personnes dont la langue maternelle est le français
par rapport au nombre de personnes d'origine francophone
dans les quatre provinces de l'Ouest, selon les groupes d'âge
Recensement de 1961

Groupe d'âge	Origine francophone	Français, langue maternelle	Diminution apparente (en %)
45-54	25,639	19,125	25
35-44	35,227	24,533	30
25-34	40,767	26,617	35
15-24	45,159	24,579	46
5-14	68,993	27,656	60
0-4	43,060	14,412	67

Source : Richard J. Joy, *Languages in Conflict*, Toronto, 1972, p. 39.

[114]

Au moment des délibérations de la Commission BB, les conséquences de l'inévitable urbanisation de la jeune génération de Canadiens français issue des communautés francophones hors du Québec sont déjà clairement visibles. Richard Joy les a bien décrites dans son livre *Languages in Conflict*. Il a montré qu'en dehors du périmètre Sault-Sainte-Marie/Moncton, l'assimilation bat son plein. Le recensement avait déjà fourni des données qui confirment les conclusions que Joy expose de façon convaincante dans les termes suivants :

Il y a quelques petits secteurs, comme celui de Saint-Boniface, où la population canadienne-française est demeurée suffisamment nombreuse pour que l'enseignement en français se poursuive dans les écoles et, surtout, pour que les interrelations sociales et les mariages entre personnes de langues différentes soient réduits au minimum. Sauf dans ces secteurs, la jeune génération à l'extérieur de la ceinture Sault-Sainte-Marie/Moncton ne parle presque plus français. L'urbanisation accrue et une plus grande mobilité des adolescents pourrait même faire disparaître les quelques poches de résistance en une autre génération.

Il y a évidemment des personnes des deux groupes linguistiques qui affirment en toute bonne foi que l'implantation d'écoles et de chaînes de télé-

vision francophones d'un bout à l'autre du pays permettrait aux minorités francophones actuelles de survivre. Une telle affirmation semble faire fi des facteurs socio-économiques qui entraînent l'assimilation [...].

Si les enfants ne sont pas éduqués en français, les minorités iront en s'amenuisant par suite de l'assimilation. Si on leur fournit des écoles françaises, il est probable que les diplômés de ces écoles émigreront au Québec quand viendra le moment de quitter leur foyer et de chercher un emploi. Dans un cas comme dans l'autre, le résultat sera le même : il n'y aura plus de jeune génération en remplacement des groupes vieillissants qui parlent aujourd'hui français à l'extérieur de la ceinture Sault-Sainte-Marie/Moncton ¹³⁸.

Voilà quelques phrases qui illustrent fort bien ce que nous entendons par l'idéalisme administratif des membres de la Commission BB.

Dans les villes, les Canadiens français hors du Québec font face à un monde anglophone : celui du commerce, celui des institutions de l'État depuis les tribunaux jusqu'aux conseils de ville, celui de l'éducation supérieure et celui de l'espace public. Il leur faut parler anglais couramment. La seule fois où les commissaires tiennent compte de la sociologie du langage, c'est lorsqu'ils notent en passant qu'ils n'ignorent pas que les gens deviennent bilingues par nécessité ¹³⁹. Cela dit, ils laissent tomber le sujet pour poursuivre leur analyse bureaucratique normative.

[115]

Le bilinguisme et la sociologie du langage

Pour l'individu, le bilinguisme est la solution à un dilemme. C'est un moyen de faire face à des pressions contradictoires : parler une autre langue et conserver sa propre langue. On peut mieux comprendre ces pressions en les considérant comme des « frontières » plutôt que des limites car elles séparent réellement deux mondes différents. Il se crée naturellement des pressions de groupe ou des frontières entre groupes qui délimitent les relations intergroupes. Dans cette perspective, le bilinguisme est un passeport social qui permet de franchir les frontières linguistiques. Le

¹³⁸ Ibid., p. 43.

¹³⁹ Rapport de la Commission.... vol. I, chap. 1.

bilinguisme parfait est le moyen le plus facile de résoudre le dilemme des pressions contradictoires. L'individu bilingue peut adhérer aux deux mondes, aux deux groupes, à la plupart des institutions de chaque langue sans rendre son identité trop visible. Celle-ci peut être mise de côté ou oubliée dans le cours des interactions. Avec des étrangers et dans des lieux publics, le parfait bilingue peut endosser à sa guise et avec succès une identité ou l'autre.

Si le bilinguisme est un passeport social qui permet de franchir les frontières linguistiques, cela signifie que ces frontières ne s'effondrent pas, mais qu'elles sont maintenues. En outre, pour qu'elles soient clairement délimitées, il doit exister des normes linguistiques qui régissent les interactions sociales.

Cela ne se passe pas toujours ainsi. Pour les immigrants, la perte progressive de leur identité ethnique marque la disparition d'une frontière. Par exemple, alors qu'une grand-mère peut continuer à ne parler couramment que sa langue ethnique, ses petits-enfants peuvent ne parler couramment que la langue seconde. Dans ce cas, le bilinguisme signifie que la grand-mère s'attend encore à ce que ses petits-enfants comprennent la langue ethnique, bien qu'ils soient incapables de la parler. À l'inverse cependant, les petits-enfants peuvent s'attendre à ce que leur grand-mère soit capable de comprendre l'anglais, bien qu'elle ne puisse pas encore le parler couramment. La mort de la grand-mère signifiera peut-être la mort de la seule personne qui imposait une norme linguistique dans les relations familiales et elle peut, par conséquent, annoncer la disparition définitive d'une frontière linguistique.

Dans le cas des Canadiens français hors du Québec qui vivaient antérieurement dans des campagnes isolées, la solidité des structures du groupe et des institutions communautaires ainsi que le réseau de parenté et la paroisse catholique suffisaient habituellement à faire contrepoids aux pressions de l'État et de l'économie. Les seules personnes qui devenaient parfaitement bilingues étaient celles qui étaient amenées par leur [116] emploi ou leur fonction à entretenir des relations soutenues avec les institutions anglophones.

Dans les villes où ces Canadiens français se retrouvent inévitablement, chaque individu doit traiter lui-même avec l'économie anglaise, avec le système scolaire de l'État, etc. Tous doivent devenir parfaitement bilingues pour bien s'adapter à leur cadre social.

La question cruciale est donc celle-ci : Étant donné de telles conditions, est-il possible de maintenir les frontières qui assurent la maîtrise du français ? La réponse est non. L'influence de moins en moins grande des liens de parenté, l'amenuisement de l'importance sociale et du pouvoir moral de l'Église, la professionnalisation des services de bien-être, de santé et d'éducation, le remplacement des élites des communautés par des bureaucraties de l'État, voilà autant de facteurs qui entraînent l'effondrement des institutions traditionnelles qui assuraient la maîtrise du français. Des stations de radio ou de télévision et des écoles bilingues ne freineront pas ces forces sociales dans un contexte minoritaire.

Devenus parfaitement bilingues, les Canadiens français à l'extérieur du Québec font face à toute une autre série de décisions. Doivent-ils se parler entre eux en français ? Quand et à qui faut-il parler français ? En fait, lorsque tous savent bien l'anglais, le maintien d'une frontière pour conserver une certaine habileté en français n'a plus de fondement social. Les normes linguistiques qui définissent les interactions avec le monde anglophone de l'emploi, de l'espace public et des institutions de l'État sont maintenues parce qu'elles ont des racines sociales, mais le maintien d'une frontière linguistique française devient artificiel parce qu'il n'est plus exigé par les interactions sociales. On aura donc davantage tendance à considérer ceux qui tentent de maintenir cette frontière comme des esprits étroits s'ils sont jeunes ou comme des gens démodés s'ils sont âgés. Par conséquent, étant peu utilisé, le français sera de moins en moins bien maîtrisé. Cela est dû au fait que ceux qui maintiennent les frontières linguistiques ne sont ni des policiers ni des bureaucrates, mais des unilingues. Dans des circonstances normales, les unilingues ne sont pas portés à remplir leur fonction de défenseurs de la frontière linguistique pour des motifs politiques. Les normes linguistiques sont des coutumes territoriales et sociales qui sont respectées, comme toutes les coutumes, parce qu'elles représentent la « bonne » façon de se conduire - une façon qui n'est pas remise en question et qui se transmet de génération en génération - et parce que la société s'attend à ce qu'elles soient respectées. Celui qui ne s'y conforme pas est soit un nouveau venu qu'il faudra socialiser, soit un fauteur de troubles qu'il faudra ostraciser.

[117]

Si ces brèves données de la sociologie du langage, un domaine encore peu exploré, sont valables, il est clair que le « bilinguisme institutionnel » de la politique des

langues officielle est vraiment illusoire, le résultat de ce que nous avons appelé « l'idéalisme administratif ».

5. Le manque d'intérêt de la politique du bilinguisme dans un Québec moderne

[Retour à la table des matières](#)

Incapable d'atteindre les deux grands objectifs qu'elle s'était donnée, soit accroître la participation des Canadiens français dans les bureaucraties et sociétés fédérales et assurer la viabilité des communautés francophones hors du Québec, la politique des langues officielles s'est révélée un « irritant » politique pour le Canada anglophone et, comme nous le verrons, une mesure politiquement sans intérêt et rétrograde dans un Québec moderne.

C'est l'État provincial qui a entrepris la modernisation des institutions sociales du Québec. La nouvelle classe moyenne fut le produit direct de cette entreprise de modernisation. Les institutions publiques et parapubliques absorbèrent ses membres pendant près d'une décennie. Aujourd'hui, elles sont pleinement développées et tous les postes sont comblés. Pour que la nouvelle élite ne soit pas professionnellement bloquée, il lui faut de nouveaux débouchés. Dans toutes les provinces, sauf au Québec, et dans tous les États-nations qui ont une tradition de démocratie libérale, les débouchés normaux pour les élites sont les emplois de bureau des grandes entreprises du secteur privé. La nouvelle élite du Québec n'y a pas trouvé de place et c'est précisément pour cela que la langue est devenue une question politique.

La division ethnique traditionnelle du travail au Québec est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'y revenir longuement. Qu'il suffise de dire qu'historiquement, les Québécois ont fourni au secteur industriel sa main-d'œuvre non spécialisée ou semi-spécialisée. Les postes d'employés de bureau, de gestionnaires intermédiaires et de haute direction du secteur privé, notamment des grandes sociétés, ont toujours été et demeurent des lieux de travail anglophones.

On a souvent souligné et expliqué de diverses façons l'absence des Canadiens français de l'entreprise privée. Dans les années 50, l'explication proverbiale de leur participation relativement faible était la suivante. Le système d'éducation du Qué-

bec n'était pas adapté à la société industrielle ¹⁴⁰. Régi par l'Église, il visait à former une élite vouée aux professions libérales, car le seul type d'élite qu'une société préindustrielle forme habituellement est composé de notaires, d'avocats, [118] de médecins et de prêtres. En outre, les entrepreneurs canadiens-français ne recherchaient pas avec dynamisme la rationalité économique, car des valeurs extérieures comme la parenté y faisaient obstacle, si bien que leurs entreprises étaient moins concurrentielles et demeuraient petites ¹⁴¹. Enfin, dans le cas des grandes sociétés nationales, on soulignait que la mobilité ascendante était reliée à la mobilité géographique et que « l'attachement culturel » des Canadiens français nuisait à leurs carrières. Comme ils refusaient des postes dans d'autres parties du Canada, on finissait par les oublier au moment des promotions. Pour compléter ces diverses explications, on puisait habituellement dans la thèse de Weber sur la différence entre les systèmes de valeurs des catholiques et des protestants, une ultime explication éthérée et fort longue des écarts dans le statut socio-économique ¹⁴².

Ainsi, dans les années 50 et au début des années 60, le sous-développement économique était essentiellement imputable à des défauts de la culture, des valeurs, des institutions et des dirigeants traditionnels des sous-développés. Cette théorie était couramment acceptée dans le monde des affaires, dans les milieux universitaires et dans les couloirs de l'État. C'était sûrement là une explication rassurante, mais 20 ans plus tard, elle se révèle passablement pharisaïque.

Paradoxalement, ce qui l'a sérieusement minée, c'est le fait que les Canadiens français la partageaient et ont entrepris de corriger la situation. Ils ont entièrement remodelé et modernisé leur système d'éducation. L'État provincial a remplacé l'Église et pris la direction de toutes les sphères de la vie sociale. Le système de valeurs et de pratiques représenté par le catholicisme s'est effondré. Chez l'élite, comme chez les travailleurs urbains, l'abandon de la « foi » n'entraîne plus l'ostracisme social ou politique.

En d'autres mots et dans une perspective historique, dans les années 30, 40 et 50, il était possible de croire que les défauts du système d'éducation étaient la cau-

¹⁴⁰ Ibid., vol. III, chap. 5. Voir aussi John Porter, *The Vertical Mosaic : An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, 1975, pp. 95-97.

¹⁴¹ Norman W. Taylor, « The French-Canadian Industrial Entrepreneur and His Social Environment », *French-Canadian Society*, vol. I, Toronto, 1964, pp. 271-295.

¹⁴² Porter, *The Vertical Mosaic*, p. 287-290.

se du sous-développement, mais dans les années 60 et au milieu des années 70, cette explication est plus que douteuse.

On peut également douter que la subordination de la rationalité économique à d'autres valeurs culturelles soit la cause de la petite taille et du manque de compétitivité des entreprises canadiennes-françaises. En effet, il est devenu évident pour tous, et alarmant pour certains, que la croissance ne résulte pas d'un processus linéaire qui fait d'une petite entreprise une grosse entreprise, mais plutôt de l'intégration des entreprises dans de grandes sociétés, américaines pour la plupart ¹⁴³. En d'autres mots, en dépit de leur caractère protestant et supposément rationnel, les entreprises canadiennes-anglaises du secteur secondaire [119] ne pouvaient croître qu'en s'intégrant dans les sociétés continentales dominantes ou qu'en se laissant absorber par elles.

Enfin, malgré une augmentation en flèche du nombre de Québécois qui ont fait « des études adaptées » (dont beaucoup ont aussi poussé l'obligeance jusqu'à laisser tomber le catholicisme), leur présence dans les grandes sociétés montréalaises n'a pas connu de hausse importante. La seule raison qui puisse encore expliquer leur faible pénétration dans la grande entreprise devient leur caractère français, sans donner à ce mot une connotation ethnique ou raciste, mais en le considérant comme une carence technique. Cette barrière linguistique expliquerait facilement leur faible taux d'embauche ainsi que leur faible taux d'avancement après l'embauche. Nathan Keyfitz a déjà démontré qu'une telle barrière peut limiter non seulement le rendement des Canadiens français, mais aussi l'aptitude des gestionnaires anglophones à constater et à récompenser leur talent ¹⁴⁴.

Il est donc évident que la langue a agi comme un mécanisme de tri pour la répartition des employés entre les lieux de travail francophones et anglophones. Les institutions qui dépendaient de l'État provincial sont devenues des lieux de travail français et la grande entreprise est demeurée un lieu de travail anglais. Dans l'après-guerre, ces deux secteurs ont élargi leurs bureaucraties. Les lieux de travail français ont donné naissance à une nouvelle élite dans les secteurs public et parapublic. C'est l'État provincial qui l'a créée, non l'État fédéral. En fait, la feuille de route de

¹⁴³ Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite : An Analysis of Economic Power*, Toronto, 1975, chap. 3, pp. 92-93.

¹⁴⁴ Nathan Keyfitz, « Canadians and Canadiens », *Queen's Quarterly*, no 70, hiver 1963, p. 171-174.

l'État fédéral dans ses propres sociétés implantées au Québec n'est guère meilleure que celle de la grande entreprise, notamment dans le cas des pilotes et des contrôleurs aériens pour ne nommer que deux groupes politiquement actifs. Dans les deux milieux, le parfait bilinguisme est le passeport indispensable à l'avancement, quand ce n'est pas à l'embauche. Dans un Québec en voie de modernisation rapide, la politique linguistique de l'État fédéral ne manquait pas seulement d'intérêt politique, mais elle était nettement réactionnaire. Il saute aux yeux qu'elle a entraîné l'aliénation progressive de l'élite québécoise. La conséquence de cette aliénation prolongée et croissante s'est manifestée dans les résultats électoraux du 15 novembre 1976. Le 16 novembre, les dirigeants fédéraux, bien qu'étonnés, étaient convaincus que les Québécois ne voulaient pas l'indépendance, mais un bon gouvernement. Sans doute, mais qui peut le leur fournir ?

À mon avis, l'inertie et le manque de discernement de l'État fédéral se retrouvent dans l'idée maîtresse de la politique des langues officielles. À cause de leur mandat, les membres de la Commission BB ne pouvaient pas axer leur action sur les modifications structurelles requises pour faire des Québécois de véritables partenaires dans l'économie politique [120] canadienne. Leurs objectifs auraient dû être axés surtout sur la majorité francophone du Québec et non sur les minorités francophones hors du Québec. En second lieu, ils auraient dû modifier les « règles du jeu » linguistiques de la grande entreprise au Québec au lieu d'imposer des stations de télévision et de radio non rentables en Colombie-Britannique. Plutôt que la consolidation des frontières linguistiques chancelantes des minorités francophones en voie de disparition hors du Québec, leur préoccupation première aurait dû être l'élimination des frontières linguistiques inacceptables qui empêchent l'élite québécoise en expansion d'entrer dans les sociétés de l'État fédéral lui-même et dans les grandes entreprises privées du Québec. Après avoir prophétisé l'imminence d'une crise de la légitimité de l'État fédéral, les commissaires lui ont donné de mauvais conseils lorsqu'ils ont cavalièrement refusé de considérer sérieusement l'édification d'un Canada bilingue sur une base territoriale.

Parvenu à ce point dans notre analyse, il est nécessaire de revoir l'histoire de la Commission BB. Les commissaires étaient déjà fort avancés dans leurs travaux lorsqu'ils ont pris connaissance des données explosives suivantes : au Québec, le revenu personnel du groupe francophone était légèrement supérieur à celui des autochtones

et des Italiens mais inférieur à celui des douze autres groupes ethniques ¹⁴⁵. C'est une fuite dans les journaux qui a permis au public d'apprendre ce fait. Malgré cette révélation, les commissaires n'ont pas modifié leurs objectifs fondamentaux. Ils se sont contentés d'adresser des vœux pieux au secteur privé du Québec et de conseiller à l'État fédéral de créer des groupes francophones au sein de sa fonction publique ¹⁴⁶. Des exhortations ne peuvent jamais remplacer une politique officielle de l'État.

Ce sont des raisons particulièrement ridicules qui ont empêché les commissaires de considérer une définition territoriale du bilinguisme canadien. Les Nord-Américains, ont-ils tenté de nous faire croire, se distinguent des Européens par leur grande mobilité géographique. Étant donné ce trait culturel, il ne serait guère pratique de fonder le principe du bilinguisme sur des divisions territoriales. Si la mobilité est un trait culturel plutôt qu'une conséquence des disparités économiques, pourquoi les travailleurs des Maritimes s'en vont-ils en Ontario alors que l'inverse ne se produit jamais ? Ce trait culturel serait-il très développé dans les provinces de l'Atlantique et beaucoup moins en Ontario ? Il est stupéfiant que de distingués Canadiens aient servi au public canadien de tels galimatias dans le but d'éliminer une des bases sur laquelle ils auraient pu édifier leur politique linguistique. Dans le meilleur des cas, ils ont naïvement accepté les explications de la théorie pharisaïque du sous-développement, c'est-à-dire qu'ils ont cru que le sous-développement [121] économique des Canadiens français était imputable à leur système d'éducation déficient, au caractère archaïque de leurs institutions, à leur manque d'esprit d'entreprise et à un système de valeurs pré-industrielles. Dans une telle optique, avec la Révolution tranquille en cours, la modernisation des institutions québécoises devait entraîner automatiquement le développement économique, et les disparités économiques seraient disparues du même coup. Dans le pire des cas, les commissaires se sont imaginé que la grave crise de l'unité nationale qu'ils avaient annoncée pouvait être résolue sans transformation radicale des règles de l'économie politique canadienne. Ils ont réduit cette crise grave à son seul aspect psychologique, l'aliénation politique, et ils ont supposé que l'accroissement du bilinguisme chez les fonctionnaires fédéraux suffisait à la résoudre.

¹⁴⁵ *Rapport de la Commission...*, vol. III, p. 23.

¹⁴⁶ *Ibid.*, vol. III, Recommandations.

6. La politique du bilinguisme du Canada et ses ambiguïtés constantes ou le cas de la grande entreprise et celui des immigrants au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Ayant refusé d'adopter une politique territoriale du bilinguisme, la Commission BB ne peut plus logiquement proclamer que le principal objectif de la politique linguistique fédérale est de faire du français la langue de toutes les fonctions sociales du Québec, notamment la langue des lieux de travail.

On peut accuser les grandes entreprises et les multinationales de beaucoup de choses, mais on ne peut les blâmer de ne pas appliquer ce qui n'est pas la politique officielle de l'État canadien. En outre, quelles que soient les contradictions inhérentes au capitalisme corporatif des multinationales, l'incapacité de fonctionner efficacement dans plusieurs langues n'est pas l'une d'elles. Ces entreprises ont trop besoin de la coopération bienveillante des États souverains pour ne pas se conformer à une de leur politique officielle, surtout lorsque cette politique est jugée indispensable à l'unité politique et ne nuit en rien à leurs intérêts.

Dans le cas du Québec, les multinationales n'ont fait que suivre les habitudes historiques qu'avaient adoptées les entreprises anglo-canadiennes et britanniques bien des années avant l'arrivée massive des Américains sur la scène canadienne des affaires. Depuis plus d'un siècle, le pourcentage de Québécois d'origine britannique décroît ¹⁴⁷. Si les anglophones ont pu maintenir leur pourcentage démographique dans la région métropolitaine de Montréal, c'est parce qu'ils ont absorbé et intégré des immigrants ¹⁴⁸. Les instruments de cette intégration étaient, d'une part, les lieux de travail et, d'autre part, les institutions autonomes [122] locales, financées et administrées par les communautés. Nous avons décrit ailleurs ¹⁴⁹ le mode de sé-

¹⁴⁷ Joy, *Languages in Conflict*, chap. 15-17, pp. 91-109.

¹⁴⁸ Ibid., tableau 21, p. 48 et tableau 26, p. 59.

¹⁴⁹ Guindon, « Malaise social, classes sociales et révolution bureaucratique, dans le présent ouvrage, p. 61-74.

grégation volontaire et mutuellement satisfaisante des institutions qui a donné naissance à l'expression poétique de MacLennan, « les deux solitudes ». Les deux solitudes résultaient d'une entente tacite entre deux élites : la classe marchande anglaise de Montréal et le clergé catholique du Québec. Cette entente répondait à leurs intérêts réciproques. L'hégémonie économique de la classe marchande cessait d'être menacée au niveau politique, comme elle l'avait été par les troubles de 1837¹⁵⁰ ; le clergé se voyait garantir un siècle de domination sociale et politique de ses fidèles. La Confédération est venue officialiser et légaliser l'application politique de cette entente. Pour faciliter l'expansion du capitalisme industriel d'un océan à l'autre, l'État fédéral se voit conférer une compétence exclusive dans tous les domaines essentiels à cette entreprise qui nécessite la libre circulation des capitaux, de la main-d'oeuvre et des produits. L'organisation politique créée à cette fin est le gouvernement fédéral dont la compétence couvre les domaines essentiels aux questions « nationales » comme la monnaie et les banques, la défense, le transport, etc. La compétence des provinces s'étend à des questions « locales » comme la santé, l'éducation, le bien-être social, etc. Dans l'optique économique du 19^e siècle, ce sont là des domaines peu importants et peu développés. Du point de vue social, ils représentent au Québec la sphère incontestée de l'Église qui peut ainsi remplir son ministère auprès de ses ouailles tout en s'assurant qu'ils demeurent français et catholiques.

Depuis la conquête, la classe marchande anglaise avait maintenu son hégémonie politique et le cri de ralliement des Patriotes de 1837, « Un gouvernement responsable » constitua pour elle une menace politique. Lord Durham nota correctement dans son rapport qu'il avait trouvé « deux nations en guerre au sein d'un même État ». La Confédération représentait une solution pour toutes les « parties » en cause. En établissant un « gouvernement responsable » au moment où les Anglais étaient devenus majoritaires, en confiant au gouvernement central les compétences politiques nécessaires au capitalisme industriel, elle donnait à la classe marchande anglaise du Québec une double garantie : elle ne serait plus menacée par les institutions politiques locales et elle serait en mesure de participer pleinement au développement du capitalisme industriel tout en maintenant sa suprématie économique au Québec.

¹⁵⁰ Stanley Ryerson, *Unequal Union : Confederation and the Roots of Conflict in the Canadas 1815-1873*, Toronto, 1973, chap. 19, pp. 358-361.

Pour l'Église, la reconnaissance officielle de la compétence provinciale dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social signifiait que son pouvoir social et politique était légalement garanti puisque c'était elle qui organisait, finançait et dirigeait ces services dans les communautés. Dans un tel contexte, il est clair que les deux partenaires [123] de l'entente voulaient un État provincial faible. Enfin, pour assurer l'autonomie institutionnelle des Anglais du Québec, l'éducation protestante fut inscrite à titre de droit constitutionnel dans les statuts de la Confédération.

Voilà en résumé le contrat social qui sous-tendait la Confédération de 1867. Jusque dans les années 60, il a fonctionné à la perfection. Il a perdu son efficacité au moment de la « modernisation » du Québec. Il a perdu sa légitimité au moment de l'effondrement du pouvoir social et politique de l'une des parties, la hiérarchie catholique du Québec.

C'est également sur ce contrat social que reposaient les aménagements institutionnels et la division traditionnelle du travail au Québec. L'excédent de la population catholique et française devait former la main-d'oeuvre non spécialisée ou semi-spécialisée du capitalisme industriel. Le capital anglo-canadien et britannique devait garder la mainmise sur les emplois techniques et administratifs des entreprises en recrutant des anglophones du Dominion et d'Angleterre, et plus tard, des immigrants. La Couronne ne devait plus remettre en question la légitimité de l'Église catholique. En outre, elle ne tenterait plus d'assimiler les Canadiens français. En échange du maintien de la langue et de la religion au Québec, les Anglais obtenaient l'autonomie entière de leurs institutions et de leurs maisons d'enseignement et excluaient les Français de l'entreprise capitaliste industrielle à titre de partenaires. Disons plus brutalement que l'échange comportait religion et langue, d'une part, subordination et sous-développement économiques de l'autre.

Dans une telle perspective, les exhortations maintes fois citées de Monseigneur Paquet prennent tout leur sens. Dans ses sermons, l'ecclésiastique faisait valoir que les Canadiens français avaient une mission plus noble que la poursuite des biens matériels qu'il valait mieux laisser aux Anglais protestants. Aux yeux de tous ceux qui acceptent l'explication pharisaïque du sous-développement économique du Québec, ces exhortations représentent une des « causes » du retard économique des Canadiens français. Par conséquent, disent-ils, l'Église est elle-même une des causes du

sous-développement ^{*}. Dans la décennie qui a précédé [124] la Révolution tranquille, Pierre Elliott Trudeau a été le principal porte-parole des intellectuels qui blâmaient l'Église catholique du Québec précisément pour cette raison ¹⁵¹. Paradoxalement, il semblerait plutôt que Monseigneur Paquet, qui fut tellement décrié, comprenait le contrat social sous-tendant la Confédération mieux que le professeur de droit constitutionnel, appelé par la suite à devenir Premier ministre du Canada.

Pourtant, P.E. Trudeau est venu dangereusement près de comprendre ce contrat lorsque, au début de sa vie politique, il a écrit ce qui suit à propos du nationalisme anglo-canadien ¹⁵² :

Durant toute cette période [1763-1940] les Canadiens d'origine britannique eussent considéré comme une indignité que leur race put être en position inférieure ; aussi, inventèrent-ils toute sorte de stratagèmes grâce auxquels la démocratie en vint à signifier le gouvernement par la minorité.

^{*} L'Église catholique, qui n'a plus de poids politique aujourd'hui, a été dénigrée non seulement par la droite comme je viens de le dire, mais avec autant de violence par la gauche qui la montre en collusion directe avec les capitalistes afin d'empêcher le prolétariat d'acquiescer une conscience de classe. Cette affirmation est exagérée. L'Église n'avait pas besoin de collusion. Elle était ambivalente à l'égard du capitalisme parce qu'elle savait ce qui était arrivé en Europe au prolétariat urbain lors de la seconde révolution industrielle, notamment son abandon de la foi. Il est compréhensible qu'elle ait voulu éviter que cela se produise au Québec. Il est probable que c'est cette crainte qui l'a amenée à accepter le contrat social sous-tendant la Confédération. La sécularisation des masses en Europe a coïncidé avec la séparation de l'Église et de l'État ainsi qu'avec la sécularisation de l'éducation qui a suivi. Dans ces conditions, l'Église ne pouvait envisager une telle séparation. Elle l'évitait dans les faits grâce à la division des pouvoirs au sein de la Confédération qui laissait l'éducation sous la compétence exclusive des provinces. Son approche ambiguë à l'égard du syndicalisme international doit être analysée dans le même contexte. Il est vrai que les biens de l'Église n'ont pas été confisqués comme ils l'avaient été en France pendant la Révolution française. Son pouvoir social et politique s'est plutôt maintenu pendant un autre siècle (1867-1967). La chute de ce pouvoir a coïncidé avec la croissance du pouvoir de l'État provincial dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social. Cet État a remplacé l'Église sans, disons-le à son crédit, que celle-ci s'y oppose vraiment. Il n'y a eu aucune raison de remettre en question le contrat social qui sous-tendait la Confédération tant que l'État n'a pas remplacé l'Église et tant que les domaines de compétence provinciale ne sont pas devenus des secteurs de croissance économique et n'ont pas donné naissance à une nouvelle élite.

¹⁵¹ Pierre Elliott Trudeau, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, 1967.

¹⁵² Ibid., p. 171-172.

Les générations se succédèrent. L'espoir d'assimiler les Canadiens français finit par être mis en veilleuse (bien que les lois aient continué jusqu'en 1948 à favoriser l'immigration en provenance du Royaume-Uni, par opposition à celle venant de France). Mais le sentiment de supériorité ne s'est jamais dédit et n'a jamais cessé de caractériser l'attitude des Canadiens de langue anglaise vis-à-vis les Canadiens français.

À Ottawa, et dans les autres provinces, ce nationalisme put porter le masque pieux de la démocratie. Car à mesure que les Canadiens de langue anglaise devenaient les plus nombreux, ils se mirent à voiler leur [125] intolérance sous le couvert de la règle majoritaire : grâce à cette règle, ils purent supprimer « démocratiquement » le bilinguisme dans l'Assemblée législative du Manitoba, violer les droits acquis dans les écoles séparées de diverses provinces, imposer féroce la conscription en 1917, et manquer en 1942 à la parole donnée. Dans le Québec, « où ils n'avaient pas le nombre mais où ils avaient l'argent, nos concitoyens (britannico-canadiens) ont souvent cédé à la tentation d'agir démesurément avec les moyens qu'ils avaient ». En politique, le nationalisme canadien-britannique prit ainsi les formes qu'André Laurendeau baptisa admirablement de « théorie du roi nègre ». En matière économique, ce nationalisme consista essentiellement à considérer le Canadien français comme un « cochon de payant » ; mais on poussa parfois la magnanimité jusqu'à placer des hommes de paille - aux noms « bien de chez-nous » - sur les *boards of directors*, ces hommes se ressemblant toujours en ceci : primo, ils ne furent jamais assez compétents et forts pour passer en tête, et secundo, ils furent toujours assez « représentatifs » pour solliciter les faveurs du roi nègre et flatter la vanité de la tribu. En matière sociale et culturelle enfin, le nationalisme canadien-britannique s'exprima tout simplement par le mépris : des générations entières d'anglophones ont vécu dans le Québec sans trouver le moyen d'apprendre trois phrases de français. Quand ces individus bornés affirment sérieusement que leur mâchoire et leurs oreilles ne sont pas ainsi faites qu'elles puissent s'adapter au français, ils veulent en réalité vous faire comprendre qu'ils refusent d'avilir ces organes, et leur peu d'esprit, en les mettant au service d'un idiome barbare.

Le refus d'apprendre le français ne résultait pas, comme le laisse entendre Trudeau, de l'arrogance ou du mépris des Canadiens anglais, mais constituait le point névralgique du contrat social implicite de la Confédération. Ce contrat établissait une frontière linguistique qui ne pouvait être maintenue que par l'unilinguisme des anglophones. « Pelletier me disait - à la revue - qu'ayant enseigné inlassablement le

doute méthodique vis-à-vis le pouvoir nanti et l'ayant également pratiqué à l'égard de la plupart de nos institutions traditionnelles, nous ne devons pas nous surprendre de ce qu'une nouvelle génération s'attaquât à l'une des réalités que nous avons épargnées : l'État canadien ¹⁵³. »

Tout en trouvant cette déclaration valable du point de vue psychologique, Trudeau ne saisit pas sa justesse du point de vue politique. Elle est juste parce qu'elle met le doigt sur le point névralgique du contrat social implicite de la Confédération. Après avoir aidé à détruire le pouvoir social et politique de l'une des parties à la Confédération, c'est-à-dire l'Église, qui freinait la modernisation du Québec, Trudeau est maintenant placé dans une position inconfortable ; il doit défendre le pacte [126] confédératif et l'autre partie au contrat social contre les mêmes forces sécularisantes modernes qu'il a contribué à libérer.

Analyse structurelle du cas des immigrants

Étant donné que c'est à l'État fédéral et non aux multinationales du secteur privé qu'il faut imputer le refus de définir une politique qui aurait francisé tous les secteurs de la vie sociale du Québec, on peut difficilement blâmer les immigrants qui viennent au Québec de s'intégrer dans le système économique et de vouloir apprendre la langue de ce système. Dans ce cas également, il est clair que l'ambiguïté de leur situation résulte autant de la politique linguistique du gouvernement fédéral que des pressions sociales et politiques de la majorité québécoise.

Ce qui rend la question des immigrants épineuse au Québec, c'est qu'environ 80 p. 100 d'entre eux s'intègrent au système institutionnel anglophone et insistent pour choisir le système scolaire anglophone ¹⁵⁴. Compte tenu de la structure de l'économie politique québécoise, il est facile de démontrer qu'ils font un choix judicieux.

J'ai déjà souligné que le pourcentage d'anglophones au Québec était à peu près constant depuis un siècle à cause de cette intégration des immigrants, puisque la proportion d'anglophones d'origine britannique n'a cessé de décroître pendant la même période. J'ai également dit que l'expansion bureaucratique des entreprises

¹⁵³ Ibid., p. 182.

¹⁵⁴ Joy, *Languages in Conflict*, chap. 9, p. 57-63.

privées avait à peu près coïncidé avec celle des institutions étatiques, si bien que les premières sont demeurées des lieux de travail anglophones et les secondes, des lieux de travail francophones en mesure d'absorber la nouvelle classe moyenne.

Ce contexte structurel nous fournit un cadre d'analyse de la question de l'immigration dans le Québec moderne. La grande vague d'immigration a déferlé surtout pendant les deux décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ¹⁵⁵. Les immigrants qualifiés se joignaient aussitôt aux employés de bureau et aux gestionnaires subalternes du secteur privé ainsi qu'aux groupes professionnels et semi-professionnels du secteur parapublic anglophone, c'est-à-dire aux établissements d'enseignement, de soins de santé et de bien-être social. Les immigrants non spécialisés devenaient les clients de ces établissements puisque, sans eux, ceux-ci auraient périclité au lieu de prendre de l'expansion.

Sans un secteur parapublic anglophone complet, l'entreprise privée n'aurait pu demeurer un lieu de travail anglophone et attirer dans ses bureaucraties en expansion un « bassin » de gestionnaires canadiens (ou [127] américains) anglophones. Sans l'absorption des immigrants, le secteur parapublic anglophone se serait effondré.

Le rationalisme des immigrants

Tant que la langue n'est pas devenue une question politique, les immigrants du Québec n'ont vécu aucun dilemme. Cela s'est produit au moment où les Québécois de la nouvelle classe moyenne ont eu besoin de nouveaux débouchés, débouchés fermés par une frontière linguistique.

La fonction politique des immigrants dans l'économie politique du Québec était d'assurer aux anglophones leur autonomie institutionnelle et leur hégémonie économique, afin que le contrat social implicite de la Confédération soit maintenu, mais ils ne remplissaient évidemment pas cette fonction de façon consciente. Comme tous les immigrants dans le monde entier, ce qu'ils cherchaient consciemment, c'était l'amélioration de leurs perspectives économiques. Pour ceux qui avaient une formation professionnelle, il était difficile, sinon impossible, de trouver dans les économies européennes ravagées par la guerre les mêmes perspectives qu'au Canada. Quant aux

¹⁵⁵ *Rapport de la Commission....* vol. IV, chap. 1.

immigrants non spécialisés, ils avaient décidé d'eux-mêmes de quitter leurs régions sous-développées et d'émigrer au Canada, au Québec et partout ailleurs, dans l'espoir d'éviter le sort qui les attendait comme membres du prolétariat urbain ou du lumpenprolétariat de Naples, de Rome, d'Athènes ou de Lisbonne. Pour la majorité des adultes, cet espoir ne s'est pas matérialisé, mais l'espoir que leurs enfants échapperont à la vie prolétaire grâce à l'instruction demeure bien vivace.

L'intégration des immigrants spécialisés, dans les lieux de travail anglophones où l'on avait besoin d'eux, s'est faite rapidement et sans heurt. Ils possédaient déjà à l'arrivée une connaissance suffisante de l'anglais et leurs enfants ont pu s'inscrire sans difficulté dans le système d'enseignement, de l'école primaire à l'université. Leur carrière était liée au sort des lieux de travail et des institutions parapubliques anglophones. Deux raisons expliquent cette situation. Tout d'abord, les entreprises du secteur privé avaient besoin de renforts de l'extérieur pour demeurer anglophones ; en second lieu, les secteurs public et parapublic francophones commençaient à s'édifier à partir de rien et ne manquaient pas de main-d'oeuvre.

Quant aux immigrants sans formation, ils ont choisi le système scolaire anglais afin surtout d'assurer la mobilité ascendante de leurs enfants, au Québec et au Canada, dans le monde des affaires ou dans [128] le réseau institutionnel anglophone. En cas d'échec, la mobilité géographique que permettait la maîtrise de l'anglais leur donnerait accès sans difficulté à tout le marché canadien du travail.

Mythes anciens et nouveaux

L'analyse structurelle qui précède nous permet d'expliquer en grande partie le débat politique au sujet de la langue qui se déroule dans le Québec contemporain. Elle nous permet aussi de pourfendre certains des mythes anciens et nouveaux qui y abondent.

Le premier mythe à disparaître est celui qui a été véhiculé par le rapport de la Commission BB et qui fait du Québec un modèle dans sa façon de traiter ses minorités ¹⁵⁶. Par suite de la modernisation du Québec, les minorités ethniques sont aux prises avec un dilemme dont elles ne sont pas responsables, mais elles sont aussi les

¹⁵⁶ Ibid., vol. I, chap. 4.

premières victimes des changements que nécessite l'économie politique québécoise. Cette situation est autant une conséquence du bilinguisme institutionnel démodé de l'État fédéral que des pressions de la majorité québécoise qui perçoit à juste titre l'autonomie institutionnelle des anglophones comme un vestige de colonialisme datant du contrat social de la Confédération qui assurait leur hégémonie économique.

Le second mythe qu'il faut dénoncer est la position hypocrite des anglophones qui défendent le droit des immigrants à un enseignement en anglais en brandissant un nouveau slogan, « le droit des parents » d'opter pour le système d'éducation de leur choix. Dans les faits, ce sont les immigrants qui font les frais du conflit entre la majorité francophone et la minorité anglophone. Le rationalisme économique force les immigrants à s'allier au système anglais pour d'éviter d'être dans la même position économique que les Québécois. En outre, leur intégration dans les secteurs public et parapublic francophones est des plus incertaine, étant donné qu'il y a déjà un excédent de main-d'œuvre autochtone dans ces secteurs. Les anglophones ont besoin des immigrants pour que leur réseau institutionnel autonome demeure viable. Des intérêts personnels pointent dangereusement sous le couvert de l'altruisme.

Le soi-disant « droit des parents » de choisir le système d'éducation qu'ils désirent pour leurs enfants prend une signification spéciale dans ce contexte. Il s'agit d'un nouveau mythe qui favorise énormément la mobilisation politique et qui trouve une vaste audience. Toutefois, sa validité est fort douteuse lorsqu'on le considère en regard des pratiques des autres États-nations et aussi en regard d'une analyse de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB).

[129]

Les révolutions française et américaine ont proclamé toutes deux la séparation de l'Église et de l'État. Dans les pays où cette séparation s'est produite, le système d'éducation a été placé sous la tutelle de l'État et non de l'Église. Par conséquent, en droit sinon toujours en fait, il est non confessionnel. Par contre, la législation de ces pays n'interdit pas les écoles religieuses, mais leur refuse seulement un financement public. N'importe quel groupe de parents peut donc, pour des motifs religieux, linguistiques ou autres, fonder une école, en sachant qu'ils n'ont pas droit à des fonds publics et que l'État conserve le monopole des diplômes et des examens. On trouve souvent de tels systèmes d'éducation parallèles et il va de soi qu'ils sont privés et coûteux.

Au Canada, la Constitution n'a jamais proclamé la séparation officielle de l'Église et de l'État. En pratique, toutefois, le système scolaire public était protestant dans toutes les provinces, sauf au Québec ; tout en accordant une compétence exclusive aux provinces, l'AANB précise que la province de Québec est tenue d'offrir une éducation protestante dans le cadre de son système scolaire public. Cette disposition constitutionnelle n'a jamais été précédée d'une déclaration au sujet du « droit des parents » au libre choix. C'est la religion que cette disposition garantit et non la langue, et cela au Québec seulement ¹⁵⁷. Par conséquent, du point de vue constitutionnel, les immigrants ont le droit de recevoir au Québec un enseignement protestant, non un enseignement en anglais, et cela est vrai aussi pour les Anglo-Québécois.

Les Québécois s'étonnent d'entendre soudain retentir dans un Québec moderne ce cri de guerre relatif au « droit des parents », car il a pour eux un son familier. C'est le principe que l'Église avait l'habitude de brandir, dans l'ancien système, pour combattre l'État-providence et l'éducation obligatoire ou prolongée. À l'époque, le clergé était d'avis que les enfants appartenaient d'abord à leurs parents, ensuite à l'Église qui était chargée de leur salut et, en dernier lieu seulement, à l'État. C'est le motif qu'il invoquait pour s'opposer aux allocations familiales, aux pensions de vieillesse et à l'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans, car de telles mesures, adoptées par l'État et financées par la collectivité, mettaient en péril l'hégémonie sociale de l'Église. Dans les années 40 et 50, lorsque les intellectuels québécois débattaient de telles questions, et que les clérico-nationalistes approuvaient la position de l'Église tandis que les démocrates libéraux à l'esprit moderne la rejetaient, l'intelligentsia et les médias anglophones jugeaient unanimement avec condescendance l'attitude de l'Église québécoise « moyenâgeuse » et « rétrograde ». Aujourd'hui, dans les éditoriaux de la presse anglophone écrite et électronique, le « droit des parents » est considéré comme un axiome ; cela montre bien que des « mythes rétrogrades » peuvent être [130] transformés en « principes philosophiques » sous l'impulsion des intérêts personnels. Si c'est le droit des parents qui doit prévaloir dans le choix de la langue d'enseignement, pourquoi les immigrants n'insisteraient-ils pas pour avoir un système scolaire public entièrement grec, italien ou russe ?

Les seuls motifs qui pourraient peut-être permettre de réclamer une éducation en anglais, au lieu d'une éducation protestante, découlent de la récente Loi sur les

¹⁵⁷ *Acte de l'Amérique du Nord Britannique*, article 93.

langues officielles et non du soi-disant droit des parents. Toutefois, nous avons souligné tout au long de cet essai à quel point cette loi complique la crise de la légitimité de l'État canadien au lieu de la résoudre. De plus, étant donné la division constitutionnelle des compétences et la jurisprudence issue des querelles scolaires au Manitoba et en Ontario, une telle intervention fédérale dans un domaine de compétence provinciale semble nettement inconstitutionnelle.

Le dernier mythe que notre analyse structurelle permet de détruire a trait au soi-disant caractère xénophobe des Québécois. Les Québécois ne sont ni plus ni moins xénophobes que les Canadiens anglais. De tels stéréotypes culturels, qui ne se fondent pas sur une analyse des structures sociales ou, plus précisément, sur une analyse de l'économie politique des structures sociales, n'ont aucune valeur scientifique et ne peuvent servir qu'à une légitimation politique, et c'est précisément à cela qu'ils servent. Si un tel trait culturel existait, il faudrait se demander avec étonnement à quel point les Anglais de Montréal sont tellement plus xénophiles que les Anglais du Grand Toronto.

En somme, la culture politique des individus dépend de leurs conditions matérielles et de l'économie politique qui les façonne. Leur socialisation politique est fonction de leurs dépendances politiques. Dans cette optique, les immigrants qui s'intègrent dans les lieux de travail francophones reflètent la culture politique de ceux-ci. Parallèlement, ceux qui s'intègrent dans les lieux de travail anglophones reflètent la culture politique de ces lieux. Ce principe s'applique aussi aux Québécois. Ceux qui se sont intégrés dans le monde des affaires anglophone ont une culture politique qui reflète ce milieu et qui contraste nettement avec la culture politique des membres de l'élite créée par l'État provincial. Pour les premiers, le fédéralisme est sacré et l'indépendance du Québec représente l'anathème. Pour les seconds, l'indépendance du Québec est une option légitime et le fédéralisme, tel qu'il existe actuellement, doit être révisé à fond.

[131]

7. En conclusion, le prix de l'unité nationale

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons soutenu dans cet essai que l'insatisfaction politique du Québec est reliée à sa modernisation. L'État provincial a créé de nouvelles élites dans les secteurs public et parapublic de la santé, de l'éducation et du bien-être social. La nouvelle classe moyenne à laquelle ce processus d'expansion institutionnelle a donné naissance, est confinée dans le secteur public et, à cause de sa langue, elle est presque absente de la grande entreprise privée.

Par le truchement de la Commission BB et de la Loi sur les langues officielles qui en a découlé, l'État fédéral a proclamé que l'unité nationale traversait une crise, mais il ne s'est pas attaqué au coeur du problème qui est le sous-développement économique du Québec et des Québécois. Dans leurs recommandations, les commissaires ont refusé d'envisager sérieusement une politique du bilinguisme ayant une base territoriale et ils ont opté plutôt pour une politique institutionnelle bilingue, en présentant les accommodements institutionnels désuets du Québec comme un modèle des relations entre francophones et anglophones au Canada. Soucieux de restaurer les frontières linguistiques chancelantes des communautés francophones hors du Québec, ils ne se sont pas préoccupés des frontières linguistiques inacceptables qui existent dans l'économie politique du Québec.

Depuis, l'État fédéral met en oeuvre une politique linguistique qui ne peut être décrite que comme un « irritant » pour le Canada anglais et qui ne présente aucun intérêt dans un Québec moderne.

Il y a un prix à payer pour obtenir un nouveau consensus politique au Canada et certains groupes devront payer ce prix. Ces deux malheureux groupes sont les francophones hors du Québec et les anglophones du Québec.

Hormis la force militaire, que faut-il pour que le Canada survive ? La négociation d'un nouveau contrat social. Pour cela, il faut renégocier le pacte confédératif qualifié si justement par Stanley Ryerson d'union inégale. Dans le cadre de cette renégociation, il faudra favoriser la pleine participation des Québécois dans leur économie.

À cette fin, des changements fondamentaux devront être apportés aux règles du jeu économique imposées au cours de l'histoire. Ces changements fondamentaux ne toucheront sans doute pas seulement le Québec, mais également les régions sous-développées des provinces de l'Atlantique ainsi que la monopolisation de la croissance économique dans le « triangle doré » au détriment de l'industrialisation de l'Ouest.

Actuellement, il est loin d'être certain que la population canadienne soit capable de relever le défi que pose la restructuration de l'État canadien. [132] jusqu'à maintenant, en fait, très peu de chefs politiques, surtout parmi ceux d'aujourd'hui, se rendent compte de la nécessité absolue de cette tâche.

[135]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

5

“La Couronne, l'Église catholique
et le peuple canadien-français
ou les racines historiques
du nationalisme québécois.” *

[Retour à la table des matières](#)

Le titre de cet essai peut sembler à la fois prétentieux et pompeux. Il évoque des conflits et des drames ainsi que des appartenances et des utopies. Il ouvre la porte à un réexamen du passé, à des inquiétudes pour le présent et à des espoirs contradictoires pour l'avenir. Le nationalisme est un sujet délicat qui peut vite transformer un sociologue calme et objectif en un citoyen émotif. Il énerve les hommes d'affaires qui se targuent habituellement de vivre dans un monde féroce-ment compétitif et qui, contrairement à leurs habitudes, sont pris de panique et réclament à grands cris la stabilité, la paix et le calme. Il fait oublier aux citoyens la monotonie du gagne-pain quotidien. Il ravit les médias puisque les émissions d'affai-

* Cet essai fut d'abord présenté sous forme de conférence (« Hawthorn lecture ») en juin 1978, lors de la réunion annuelle de l'Association canadienne de sociologie et d'anthropologie ; il fut révisé pour publication à Saint-Benoît-du-Lac en 1987.

res publiques ont enfin la chance d'avoir une [136] bonne cote d'écoute. Il terrifie les hommes politiques qui se nourrissent de l'adulation du public en échange d'un consensus inventé de toutes pièces. Enfin, il dérange les monologues qui doivent supprimer de leurs textes des plaisanteries qui ne font plus rire leur public. Pourtant, l'humour est non seulement le dernier bastion du bon sens, mais très souvent aussi la première condition de l'objectivité.

Au lieu de considérer le nationalisme et l'État-nation dans l'abstrait, je me propose de les analyser concrètement en prenant le cas de la société québécoise dans l'organisation politique du Canada. Au lieu de commenter les théories qui alimentent la sociologie, je n'y référerai que lorsque mon analyse de la situation du Québec l'exigera. Au lieu de broser un tableau historique du développement du capitalisme, de l'impérialisme et du sort de l'État-nation, je ne me reporterai à ce contexte élargi que lorsqu'il aura une grande importance pour les questions à l'étude.

Dans ce dernier cas, je confesse candidement que mon guide sera Hannah Arendt. À mon avis, son livre *Les origines du totalitarisme* ¹⁵⁸ est un classique inégalé pour tout ce qui concerne l'impérialisme et le recul des États-nations. Rédigé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il garde dans les années 70 un à-propos qui surpasse tout ce que j'ai lu. La contribution de cette auteure aux sciences sociales est reconnue dans les cercles intellectuels, mais son influence en sociologie a été minime, sinon nulle. Pourtant, je considère son livre comme une somme de la sociologie de l'État-nation.

Le fait qu'Arendt ait axé son oeuvre sur la naissance, le bref règne et le recul de l'État-nation peut expliquer en partie son influence mineure. La sociologie de son époque s'intéressait, en Amérique du Nord surtout, à l'édification de la nation, sans s'interroger sur les structures politiques de l'État et sans analyser les conflits entre l'État et la société.

Dans le cas des États-Unis, les raisons qui peuvent expliquer en partie non seulement le peu d'intérêt pour l'État-nation, mais aussi le peu de compréhension profonde de cette question, sont reliées à l'absence d'un passé féodal et aussi à la sociologie elle-même : en effet, celle-ci est née longtemps après que la force des armes eut mis fin à la guerre civile, elle s'est ancrée dans le Mid-West où l'histoire

¹⁵⁸ Hannah Arendt, (*Les origines du totalitarisme*), L'impérialisme (seconde partie), trad. M. Leiris, Fayard, Paris, 1982.

était orientée vers l'avenir et non vers le passé et elle s'est développée au moment des grandes vagues d'immigration et de l'ouverture de nouvelles régions.

Au Canada, la sociologie est née plus tard, dans le giron de l'économie politique, et elle n'est devenue une discipline universitaire à part entière qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À ce moment-là, le pays amorçait une phase d'urbanisation intensive qui touchait sa propre population rurale et aussi un afflux massif d'immigrants. Par conséquent, la sociologie canadienne s'est, elle aussi, intéressée surtout à [137] la construction de la nation plutôt qu'à la sociologie de l'État-nation. Dans les années 70, cependant, elle a été confrontée à une situation fort différente de la situation américaine.

Aux États-Unis, l'intérêt manifesté par de rares sociologues pour l'État-nation n'a pas eu pour cause la dynamique interne de la société, mais les relations extérieures que le pays entretient, à titre de superpuissance, avec les nations développées ou en voie de développement du monde. Traditionnellement peu préoccupés de relations étrangères, la majorité des sociologues sont donc demeurés peu touchés et peu influencés par ce sujet.

Au Canada, par contre, l'intérêt envers la sociologie de l'État-nation découle de tensions politiques internes. Comme ce sujet occupe la vedette dans les arènes économiques et politiques du pays, les spécialistes des sciences sociales, notamment les sociologues, sont forcés d'analyser à l'improviste toute une série de questions auxquelles leur formation traditionnelle ne les a guère préparés. Ces questions sont reliées à la nature, à l'histoire et à l'idéologie de l'État canadien, à la nature de l'économie politique, aux liens entre les élites politiques et économiques dans le contexte d'une économie continentale et au bienfondé des politiques nationales. En bref, la légitimité même de l'État, tel qu'il est constitué actuellement, est remise en question. Par conséquent, on voit apparaître en sociologie des connaissances nouvelles qui viennent alimenter le débat national.

Ce débat national comporte trois grands volets. Le premier a trait à l'économie politique du Canada et des États-Unis. C'est le philosophe George Grant qui, le premier, nous a fourni la terminologie de ce débat. Dans son livre célèbre *Lament for a Nation*¹⁵⁹, il a accusé les élites économiques canadiennes d'avoir sacrifié l'intérêt

¹⁵⁹ *Est-ce la fin du Canada ? Lamentation sur l'échec du nationalisme canadien*, trad. Gaston Laurion, Montréal, 1988.

national à leurs propres intérêts de classe en devenant les directeurs des filiales de l'économie continentale. Les courtiers de ces transactions ont été C.D. Howe et le Parti libéral du Canada. Depuis cette première analyse, des historiens économiques et quelques sociologues se sont mis à tracer un tableau plus précis des relations du capitalisme canadien avec l'État canadien d'une part, et avec l'économie continentale d'autre part.

Un second volet, mentionné couramment sous la rubrique des régions, est lié au développement et au sous-développement économique à l'intérieur du pays. Le développement des régions centrales (le « triangle d'or » Montréal-Ottawa-Toronto), qui est favorisé par l'État fédéral, entraîne de plus en plus, soutient-on, le sous-développement des régions des Maritimes et l'absence d'un développement industriel diversifié dans l'Ouest.

[138]

Le troisième volet du débat national touche les relations entre le Québec et l'État canadien. L'élection du Parti québécois a attiré l'attention du monde entier, car cet événement constituait un défi à la légitimité de l'État canadien. Mon essai porte sur ce volet du débat national. Mon premier souci est de prendre mes distances par rapport au présent et de me concentrer sur les relations historiques entre l'État fédéral, l'Église catholique et le peuple canadien-français. Ces deux institutions sont attaquées, l'Église catholique par la Révolution tranquille et l'État fédéral par la croissance du mouvement indépendantiste du Québec. Ironie du sort, si des institutions canadiennes pouvaient sembler aussi solides que le roc de Gibraltar avant les années 60, c'étaient bien ces deux-là. Les deux thèmes de mon essai sont le recul de l'Église et le défi à la Couronne.

Officiellement, on nous dit, mais à tort, que le Canada est né en 1867. Son centenaire a été célébré avec beaucoup de fanfares, mais sa naissance est passée relativement inaperçue, sans grandes réjouissances populaires. C'est un événement qu'on a annoncé à la population et auquel elle n'a pas participé. Les Canadiens envient les idéaux de la Déclaration de l'indépendance qui proclame le droit à la vie, à la liberté et au bonheur, et ceux de la Révolution française, Liberté, Égalité et Fraternité, mais aucun principe enthousiasmant n'a inspiré l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Comment cela se fait-il ?

On explique habituellement cette absence de réjouissances populaires et de principes enthousiasmants en faisant allusion au réalisme et au pragmatisme des Pères de la Confédération. Peut-être n'y avait-il aucune raison de se réjouir, aucun grand principe qui soulève les foules. En France et aux États-Unis, les réjouissances et les principes enthousiasmants marquaient une rupture par rapport à un passé indésirable. Au Canada, c'est la continuité plutôt que la discontinuité qui a caractérisé la Confédération.

Il y avait déjà eu une tentative de rompre avec un passé indésirable ; des rebelles avaient défié le règne autoritaire du « Family Compact » dans le Haut-Canada et celui de la « Clique du Château » dans le Bas-Canada. Ces tentatives avaient échoué, étouffées par la force militaire. Le mot utilisé par les Canadiens pour décrire ces tentatives d'échapper à un passé indésirable au nom d'un principe enthousiasmant est celui de « troubles » et c'est pourquoi on parle des « troubles de 1837 ». Les racines historiques de l'entente politique entre l'Église catholique et la Couronne britannique au Canada découlent de ces faits surprenants : l'Église catholique remercie Dieu de la domination protestante (ne serait-ce que parce qu'elle est un moindre mal) et une Couronne protestante accorde [139] des droits de propriété à une Église papiste (en échange d'un bien supérieur).

L'Église du Québec s'est proclamée la personnification de la nation conquise et s'est déclarée loyale à l'État ennemi. Cette déclaration a été respectée par la Couronne britannique et aussi par le peuple canadien-français. Au milieu des années 1830, lorsque le sentiment national, alimenté par la doctrine du gouvernement responsable et par les nouveaux concepts de la démocratie, a pris la forme d'une tentative armée de modifier les structures de l'État, la hiérarchie ecclésiastique s'est rangée du côté de la Couronne et non des rebelles qu'elle a entrepris d'excommunier. Cette fidélité à la Couronne ne signifie pas que l'Église était anti-nationaliste, mais qu'elle était contre la démocratie en tant que principe politique, et c'est ce principe qui sous-tendait la rébellion.

Dans le Bas-Canada, la rébellion avait pour cause le sentiment national et un principe politique, mais dans le Haut-Canada, seul un principe politique entraînait en jeu. Dans les deux cas, un conflit de classe au sujet du contrôle de l'État se dissimulait derrière le principe politique. Le conflit entre de petits entrepreneurs industriels et les fermiers endettés sous leur coupe, d'une part, et un groupe de familles de mar-

chands et de financiers, d'autre part, a été analysé, il y a plus de dix ans par Stanley Ryerson et tout récemment, dans un essai brillant, par Reginal Whitaker ¹⁶⁰.

Si l'Église rejetait la démocratie pour des raisons philosophiques, la classe marchande anglaise de Montréal s'y opposait au nom de ses intérêts économiques, étant donné les répercussions politiques de la démocratie à cette époque. Jouissant de privilèges politiques, considérant le gouvernement responsable comme une menace et convaincus du caractère sacré de la propriété privée, ces marchands n'ont pourtant pas hésité à s'attaquer à des biens publics lorsqu'ils se sont révoltés et ont détruit l'édifice du Parlement au cours d'une émeute en 1849 parce que ce Parlement venait de voter des fonds pour aider les patriotes des deux rébellions à reconstruire leurs fermes.

Personne n'a mieux fustigé le pharisaïsme politique de la classe dominante anglophone de Montréal que l'ancien premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, à l'époque évidemment où il incarnait l'homme universitaire et non l'homme politique. Les membres de cette classe, disait-il fort justement avec colère, ne se sont ralliés au principe du gouvernement responsable que lorsque les Anglais sont devenus majoritaires dans le pays. Ils sont demeurés insensibles aux droits des minorités lorsque ces droits ont été supprimés au Manitoba et en Ontario. Ils ont refusé d'« avilir leurs organes » en apprenant le français.

[140]

Ce que Trudeau n'a pas compris, c'est que ce comportement ne découlait pas de l'arrogance des Anglais, mais de la philosophie de Burke qui inspirait la politique coloniale britannique. Comme le souligne Whitaker, les idées de Burke sur la société et l'État étaient absolument contraires aux idéaux de la Révolution française. En fait, le conservatisme d'Edmund Burke alliait une acceptation totale de l'économie de marché à la défense des hiérarchies sociales existantes. Il mit en garde les Britanniques contre les dangers des tendances égalitaires et démocratiques de la Révolution française. Pour emprunter les mots de Whitaker, « les administrateurs coloniaux venaient au Canada avec une mission, celle d'édifier une société conservatrice, non américaine et non démocratique dans la partie Nord du continent [...] le libéra-

¹⁶⁰ Reg Whitaker, « Images of the State in Canada », dans Leo Panitch, éd., *The Canadian State : Political Economy and Political Power*, Toronto, 1977, p. 28-68.

lisme commercial et le conservatisme anti-démocratique [...] ont servi, dans le Canada colonial, de premier modèle de la société qu'il fallait édifier ¹⁶¹. »

Dans le cadre de cet essai, il est nécessaire d'aller au-delà de l'analyse de Whittaker en empruntant à Hannah Arendt des éclaircissements sur les idées de Burke au sujet de la race. La Révolution française proclamait que Liberté, Égalité et Fraternité étaient les « Droits de l'homme ». En accord avec la philosophie politique de Burke, Benjamin Disraeli, un juif assimilé, trouvait « quelque chose de mieux que les Droits des hommes dans les Droits des Anglais ¹⁶² ». Le principal argument de Burke contre « les principes abstraits » de la Révolution française était le suivant : « La ligne constante de notre Constitution a toujours été de revendiquer nos libertés et de les faire respecter en tant qu'*héritage inaliénable* transmis par nos aïeux et que nous devons transmettre à la postérité en tant que bien qui appartient en propre au peuple de ce royaume, sans aucune référence à un autre droit plus général ni plus ancien ¹⁶³. »

Arendt expose ainsi les conclusions qui se dégagent de l'argument de Burke :

La notion d'héritage, appliquée à la nature même de la liberté, a été le fondement idéologique qui conféra au nationalisme anglais une curieuse touche de sentiment racial à partir de la Révolution française. Sous la plume d'un écrivain issu de la classe moyenne, cela signifiait la reconnaissance directe du concept féodal de la liberté en tant que somme totale des privilèges hérités en même temps que le titre et les terres. Sans empiéter sur les droits de la classe privilégiée au sein de la nation anglaise, Burke élargissait le principe de ces privilèges jusqu'à y inclure le peuple anglais tout entier, en faisant de celui-ci une sorte de noblesse des nations. D'où son mépris pour ceux qui revendiquaient leur liberté au nom des droits des hommes, droits qui, à ses yeux, ne pouvaient se revendiquer qu'au titre de droits des Anglais ¹⁶⁴.

[141]

¹⁶¹ Ibid., pp. 35-36.

¹⁶² Sir James Stephen cité dans Arendt, p. 97.

¹⁶³ Edmund Burke, cité dans Arendt, p. 98.

¹⁶⁴ Ibid.

Dans le contexte d'une telle philosophie politique et aux yeux d'une collectivité anglaise acquise aux idées de Burke, le summum de l'arrogance n'est pas, comme le laisse entendre Trudeau, le refus des Canadiens anglais d'apprendre le français au Québec, mais la revendication des droits des Anglais par les Français. L'inclusion dans cette revendication des minorités francophones des autres provinces devient le comble de la présomption et dépasse tout entendement.

L'opposition de principe de l'Église catholique à la démocratie et le refus de la Couronne d'étendre les droits des Anglais aux Français sont donc les deux mobiles clés qui permettent de comprendre les interactions et la coopération politiques de ces deux institutions jusqu'à la Confédération.

1. De la différence entre empire et impérialisme

[Retour à la table des matières](#)

Loin d'être tiré par les cheveux, comme pourrait le croire un lecteur moderne, le concept des droits des Anglais, considérés comme un « héritage inaliénable » sans référence à aucun autre droit plus général ou plus ancien, est le principe politique sur lequel a été édifié le Commonwealth britannique.

Il ne faut pas confondre l'édification d'un empire comme celui des Romains avec l'impérialisme. Dans le premier cas, la conquête militaire était suivie de l'imposition du système juridique de Rome aux populations conquises. Dans le cas de l'impérialisme, le conquérant gouvernait par décrets au lieu d'imposer les lois de l'empire. Il vaut la peine d'écouter ce que dit Arendt à ce sujet : « Au lieu de conquérir et de doter de leurs propres lois des peuples étrangers, les colons anglais s'installèrent dans des territoires fraîchement conquis aux quatre coins du monde, tout en demeurant membres de la même nation britannique ¹⁶⁵. » Restait le problème des peuples conquis. Arendt explique la solution britannique et cite à l'appui de ses dires South of the Congo de Selwyn James :

¹⁶⁵ Ibid., p. 19.

Soucieux d'échapper à la dangereuse incohérence inhérente à une nation désireuse de se doter d'un empire, les Britanniques veillèrent à livrer à eux-mêmes les peuples conquis tant qu'il s'agissait de la culture, de la religion et du droit, en demeurant à distance et en s'interdisant de répandre la loi et la culture britanniques. Ce qui n'empêcha pas les indigènes de s'éveiller à une conscience nationale et de revendiquer leur souveraineté et leur indépendance - bien que l'attitude britannique ait peut-être retardé quelque peu ces réactions. Mais cela a énormément conforté la nouvelle conscience impérialiste dans le sentiment d'une supériorité [142] fondamentale, et non pas simplement temporaire, de l'homme sur l'homme, des races « supérieures » sur les races « inférieures ». En retour, ce sentiment devait exacerber la lutte des peuples assujettis pour leur liberté et les empêcher de se montrer sensibles aux incontestables bienfaits de la domination britannique. En raison de cette distance observée par des administrateurs qui, « en dépit de leur sincère respect pour les natifs en tant que peuple, et même dans certains cas de leur amour pour eux [...] ne pensent pas qu'ils sont ou qu'ils seront un jour capables de se gouverner sans surveillance », les indigènes ne pouvaient en conclure qu'une chose : c'est qu'on les excluait et qu'on les séparait à tout jamais du reste de l'humanité ¹⁶⁶.

Les structures institutionnelles illustrent cette distance conservée par les Anglais. « À la différence des authentiques structures d'empire, souligne Arendt, où les institutions de la métropole sont diversement introduites dans l'empire, l'impérialisme présente cette caractéristique que les institutions nationales y demeurent distinctes de l'administration coloniale, tout en ayant le pouvoir d'exercer un contrôle sur celle-ci ¹⁶⁷. » Arendt poursuit en citant dans une note Robert Livingston Schuyler : « le principe de la "liberté coloniale" [...] cher à tous les hommes d'État libéraux de Grande-Bretagne d'après la Révolution américaine, ne restera en vigueur que dans la mesure où la colonie était constituée de Britanniques ou [...] d'un pourcentage de population britannique permettant d'introduire sans risques des institutions représentatives ¹⁶⁸. »

Ces longues citations d'Hannah Arendt nous aident à comprendre l'histoire de l'État canadien mieux que la lecture de nos historiens nationaux. Elles font voir que

¹⁶⁶ Ibid., pp. 21-22.

¹⁶⁷ Ibid., p. 23.

¹⁶⁸ Ibid., p. 296, note 23.

« les deux solitudes » de Hugh MacLennan étaient voulues et non accidentelles, chéries et non déplorées. Elles expliquent le moment choisi pour l'adoption d'un gouvernement responsable dans la colonie. Enfin, elles mettent en lumière la nature de la Confédération.

2. Le contrat social de la confédération dans le contexte de l'impérialisme occidental

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a guère qu'un seul point au sujet de la Confédération sur lequel tous s'entendent, c'est qu'il s'agissait d'un compromis. Quelle sorte de compromis ? Entre qui ? Pour quelles raisons ? Ce sont là des questions cruciales, surtout aujourd'hui où la légitimité même de la Confédération est mise en doute.

Il est assez paradoxal que l'Union des deux Canada, si brève qu'elle ait été, représente le moment pendant lequel le Canada est venu le plus [143] près d'avoir une organisation étatique binationale. Sa courte durée ne fut pas due tellement à sa lourdeur qu'à son caractère désuet, étant donné les profonds changements que vivaient l'Angleterre et le continent européen à l'aube de l'impérialisme.

Le mercantilisme faisait place au capitalisme industriel. « L'impérialisme, nous dit Hannah Arendt, doit être compris comme la première phase de la domination politique de la bourgeoisie bien plus que comme l'étape ultime du capitalisme ¹⁶⁹. » À son avis, l'impérialisme et le recul de l'État-nation qui l'accompagna résultèrent d'un surplus de capitaux qui ne pouvaient être réinvestis avec profit à l'intérieur des frontières étroites de l'État-nation. Il fallait exporter ces capitaux afin qu'ils ne demeurent pas oisifs. La croissance illimitée est la loi du capitalisme.

Contrairement à une opinion fort répandue, Arendt prétend que la bourgeoisie s'est désintéressée de l'État-nation après le renversement du féodalisme. L'État devait recourir aux banquiers juifs pour financer ses besoins croissants ¹⁷⁰. La bourgeoisie ne commença à s'intéresser à l'État que lorsqu'elle eut besoin de son

¹⁶⁹ Ibid., p. 35.

¹⁷⁰ Ibid., p. 30.

pouvoir, de ses instruments de violence, pour protéger ses investissements à l'étranger. Elle tenta d'exporter des capitaux « sans volonté d'expansion ni de contrôle politique, ce qui eut pour résultat une orgie sans pareille d'escroqueries, des scandales financiers et de la spéculation sur le marché des valeurs ¹⁷¹ ». Le scandale de Panama en France qui emporta les épargnes des petits bourgeois et le Grundungsschwindel en Allemagne et en Autriche devinrent des exemples classiques. La bourgeoisie a commencé à s'intéresser à l'État dans le but de pouvoir utiliser ses pouvoirs pour stabiliser et protéger ses investissements à l'étranger ¹⁷².

Cette usurpation de l'État par la bourgeoisie à ses propres fins a eu pour conséquence d'engager l'État-nation dans une expansion politique au profit de la bourgeoisie. Les intérêts impérialistes sont devenus l'intérêt national. Pour Hannah Arendt, l'impérialisme fut l'exportation non seulement des capitaux superflus, mais aussi de la population excédentaire. C'est ce qu'elle qualifie d'alliance entre la populace et le capital :

Plus ancien que la richesse superflue, il y avait cet autre sous-produit de la production capitaliste : les déchets humains que chaque crise, succédant invariablement à chaque période de croissance industrielle, éliminait en permanence de la société productive. Les hommes devenus des oisifs permanents étaient aussi superflus par rapport à la communauté que les détenteurs de la richesse superflue. Tout au long du XIX^e siècle, on avait dénoncé la véritable menace que ces hommes faisaient peser sur la société et leur exportation avait contribué à peupler les dominions du Canada et de l'Australie aussi bien que les États-Unis. L'élément [144] nouveau, à l'ère impérialiste, est que ces deux forces superflues, l'argent superflu et la main-d'œuvre superflue, se sont donné la main pour quitter ensemble le pays. Le concept d'expansion - exportation du gouvernement et annexion de tout territoire où les nationaux avaient investi soit leur argent soit leur travail - semblait être la seule alternative à des pertes de plus en plus lourdes tant en argent qu'en hommes. L'impérialisme et sa notion d'expansion illimitée semblaient offrir un remède permanent à un mal permanent ¹⁷³.

¹⁷¹ Ibid., p. 52.

¹⁷² Ibid.

¹⁷³ Ibid., pp. 54-55.

Par conséquent, selon Arendt, si l'expansion illimitée était, et demeure sans doute encore, un impératif du capitalisme, l'exportation du pouvoir de l'État entraînait le recul de l'État-nation. En fait, « lorsque l'impérialisme fit son entrée sur la scène politique à l'occasion de la mêlée africaine des années 80, ce fut à l'instigation des hommes d'affaires, contre l'opposition sans merci des gouvernements en place, et avec le soutien d'une partie étonnamment importante des classes cultivées ¹⁷⁴ » ; les membres de ces classes voulaient « des domaines nouveaux et toujours plus vastes pour dispenser un emploi aussi honorable que profitable à leurs fils ¹⁷⁵ ». Tel était donc le contexte européen au moment de la naissance de la Confédération et brièvement par la suite.

Dans cette analyse de l'apparition de l'impérialisme occidental, les investissements étrangers représentent une facette consolante. Soumis constamment comme nous le sommes à un déluge de propagande de la part des chambres de commerce selon qui nous devons toujours accueillir avec reconnaissance les investissements étrangers et ne rien faire qui puisse les effrayer, il est assez amusant d'apprendre que les capitaux viennent parfois ici parce qu'ils ne peuvent pas demeurer chez eux. Plus sérieusement, cette analyse nous aide à comprendre le plan Marshall après la Seconde Guerre mondiale ainsi que les investissements de la Grande-Bretagne non seulement au Canada, un de ses dominions depuis 1867, mais également aux États-Unis après que ce pays eût acquis son indépendance par une révolution. Cela laisse augurer, malgré des démentis véhéments, que même un Québec indépendant pourrait bénéficier d'investissements. Les capitaux, semble-t-il, se déplacent pour des raisons qui leur sont propres, et non pour des raisons d'État.

Les scandales qui ont ébranlé le Canada lors de la construction du réseau ferroviaire national démontrent que les Pères de la Confédération n'étaient pas seulement des témoins sidérés des extravagances des Européens, mais qu'ils pouvaient aussi les égaler.

Quelles sont les principales relations que l'on peut établir entre la naissance de la Confédération et le contexte impérialiste occidental dans les dernières décennies du 19^e siècle ?

[145]

¹⁷⁴ Ibid., p. 50.

¹⁷⁵ J.S. Hobson, cité dans Arendt, p. 300.

Tout d'abord, il est clair que la bourgeoisie britannique allait trouver tout à fait logique, du point de vue économique, la création d'un État-nation d'un océan à l'autre à même d'anciennes colonies britanniques. La transition du mercantilisme au capitalisme industriel au Canada exigeait des capitaux considérables et constituerait donc un débouché fort à-propos pour les capitaux britanniques superflus. En outre, il ne serait pas nécessaire d'exporter le pouvoir de l'État puisque ce pouvoir était déjà entre les mains d'Anglais qui se considéraient comme une partie de la nation britannique en tant que membres de l'empire britannique.

L'abandon par les Britanniques du protectionnisme au profit du libre échange n'entraînerait pas en définitive la chute de la « Clique du Château » et du « Family Compact » lorsque le pays passerait du statut de colonie à celui de nation. Comme l'a souligné Whitaker, une fois l'union politique des colonies réalisée, les hommes politiques pourraient s'attaquer à l'importante tâche d'édifier la nation à l'aide d'une politique nationale. Le Canada romprait alors « ouvertement » avec le dogme britannique du libre échange en vertu d'un programme de développement national protectionniste qui favoriserait une économie est-ouest reliée par un chemin de fer national, protégerait l'industrialisation par des droits douaniers et maintiendrait dans les Prairies un marché captif dont les exportations de blé fourniraient les devises étrangères ¹⁷⁶. Grâce à la politique tarifaire de Macdonald, l'empire développé serait une entreprise privée, mais « une entreprise privée aux frais de l'État ¹⁷⁷ » ou, pour emprunter l'expression de Frank Underhill, un gouvernement du peuple par des avocats au profit de la grande entreprise. Sir John A. Macdonald aurait préféré un État unitaire, mais il dut y renoncer en faveur du fédéralisme afin d'accommoder l'Église catholique du Québec. L'Acte d'Amérique du Nord Britannique illustre parfaitement la description que donne Arendt du modèle utilisé par les Britanniques pour la construction de leur empire. Les provinces obtenaient des pouvoirs exclusifs sur des questions locales, comme la santé, l'éducation et le bien-être social, tandis que les questions nationales, comme la monnaie et les banques, la défense et le commerce international, étaient de compétence fédérale. Ces accommodements politiques ont fait de la Confédération un compromis qui a satisfait l'Église catholique française, la classe dominante anglaise de Montréal et les bâtisseurs de nation du Haut-Canada. C'est ainsi qu'a été créée une organisation coloniale « à distance ».

¹⁷⁶ Whitaker, « Images of the State in Canada », p. 45.

¹⁷⁷ Ibid., p. 43.

Grâce à ses structures, la Confédération éliminait la menace qu'avait représentée pour l'hégémonie économique de la classe marchande anglaise de Montréal la demande d'un gouvernement responsable dans le Bas-Canada. Comme le capitalisme industriel exigeait la libre circulation des capitaux, des produits et de la main-d'œuvre à l'intérieur d'un [146] État élargi et unifié, les compétences nécessaires au développement économique global se retrouvaient à l'échelon fédéral où, grâce à la nouvelle situation, le principe démocratique garantissait aussi dorénavant les droits des Anglais.

Une fois l'économie et le développement économique protégés à l'échelon gouvernemental approprié, les provinces se voyaient confier les questions locales de la religion, de l'éducation et de la culture. Pour le Québec, étant donné la réalité sociale, cela signifiait que ces questions étaient confiées à l'Église catholique puisque leur organisation territoriale se situait dans le cadre élargi de la paroisse. Pour apaiser les craintes des Anglais du Québec, une clause constitutionnelle spéciale leur donnait droit à un système d'enseignement public protestant dans un Québec catholique.

En acceptant cette nouvelle organisation étatique, l'Église catholique du Québec se rendait également responsable de sa mise en place et de son acceptation par les Canadiens français. Elle a rempli cette tâche avec beaucoup de loyauté jusqu'au moment où elle a cessé d'être l'institution qui personnifiait la nation canadienne-française. En rétrospective, il est évident aujourd'hui que l'élément révolutionnaire de la Révolution tranquille a été la liquidation de l'Église catholique en tant que personnification de la nation française au Canada. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la crise de légitimité de l'État canadien résulte directement du fait que l'Église catholique du Québec ait perdu son pouvoir social, politique et moral.

3. L'Église, personnification de la Nation

[Retour à la table des matières](#)

Frapper un adversaire par terre demande peu de courage. Ce dicton n'a jamais été mieux illustré que par l'Église catholique depuis son déclin dans la société québécoise au cours de la dernière décennie. Si la mise au pilori verbale entraîne la purification, elle peut vraiment s'appeler aujourd'hui la Sainte Église catholique romaine.

Être en butte à des attaques n'était pas nouveau pour elle, mais ce qui était nouveau pour l'Église du Québec, c'est que ces attaques provenaient de la nation qu'elle avait personnifiée.

Au cours de l'histoire, la haine aveugle que l'Église inspirait aux loges orangistes du Haut-Canada était un rite si courant qu'il a fini par lasser l'attention publique. Le caractère à la fois national et religieux de cette haine confirmait tacitement la position de l'Église qui se disait représentante de la nation canadienne-française. Lorsque l'évêque catholique de London prit la tête d'un mouvement qui, en collusion avec les [147] loges orangistes, visait à l'abolition des écoles françaises séparées en Ontario et provoqua ainsi au sein du clergé ontarien des blessures qui ne se sont jamais refermées, il ne remettait pas en cause le bien-fondé de l'appropriation par l'Église de la nation canadienne-française, mais il lui signifiait que cette nation s'arrêtait à la frontière ontarienne. En sanctionnant cette tentative de réduire l'espace de l'école française en Ontario, la Couronne britannique a anéanti à jamais toute prétention que pourrait un jour avoir l'État canadien d'être au-dessus des deux nations. Pierre Elliott Trudeau a sans doute réussi à anéantir la mission nationale que l'Église du Québec s'était donnée, mais le drame de sa vie politique a été essentiellement de ne pouvoir empêcher que l'État fédéral ne devienne la personnification de la nation anglaise. Paradoxalement, l'Église du Québec avait pu s'approprier pleinement la nation parce qu'elle avait appuyé la Couronne lorsque celle-ci avait mis fin à la rébellion nationale des patriotes en 1837.

Comme Marcel Rioux l'a brillamment souligné, il s'en est suivi une période de nationalisme conservateur qui a duré tout un siècle ¹⁷⁸. La tutelle que l'Église exerçait sur la nation touchait toutes les sphères de la vie sociale, de la politique à la culture, de l'éducation au bien-être social. Au tournant du siècle, elle a englobé aussi le syndicalisme lorsque ses fidèles sont devenus des prolétaires.

L'Église a acquiescé à l'élimination des patriotes parce qu'ils étaient imbus d'idées contraires au modèle d'ordre social qu'elle avait adopté. À ses yeux, comme aux yeux du Parti tory britannique d'ailleurs, la Révolution française méritait l'anathème. En plus des droits de l'homme, ne prônait-elle pas la séparation de l'Église et de l'État et la confiscation des biens de l'Église. L'essence même du libéralisme français était la séparation de l'Église et de l'État. Le libéralisme anglais prônait au

¹⁷⁸ Marcel Rioux, *La question du Québec*, Montréal, 1977.

contraire que l'entreprise privée personnifiait l'intérêt national et devait avoir pré-séance sur l'État. Lorsque l'Institut canadien a commencé à défendre les idées libérales françaises au sein de l'aile gauche du Parti libéral, l'Église a rapidement excommunié ses membres et Sir Wilfrid Laurier les a éliminés efficacement et sans bruit du Parti libéral lorsqu'il en est devenu le chef national. Par la suite, Laurier fut fort applaudi pour sa réplique improvisée au cardinal Merry del Val qui, à titre d'envoyé officiel de Léon XIII, mettait les Québécois catholiques en garde contre les hérésies modernes du libéralisme. Le libéralisme canadien, déclara Laurier à l'envoyé papal, était de type britannique, non de type français. En fait, l'hérésie politique ne devait pas prendre racine dans le corps politique du Québec avant les années 50, au moment où le modernisme provoqua une remise en question de l'incarnation de la nation par l'Église.

[148]

En proclamant « la langue gardienne de la foi », l'Église soulignait sa suprématie à titre de gardienne de la nation ; en déclarant que les Canadiens français avaient une mission plus noble que l'accumulation de richesses (activité qu'il valait mieux laisser aux protestants anglais), elle remplissait sa part dans le contrat social de la Confédération qu'elle avait accepté. Nous voyons donc que les deux solitudes, si souvent déplorées par des gens bien intentionnés, étaient loin de représenter un malheureux accident, mais avaient plutôt été planifiées à la naissance même de l'État canadien dans le pacte confédératif. Jusque dans les années 60, ces deux solitudes demeurèrent le principe fondamental de l'organisation sociale au Québec, un principe voulu et appliqué par l'Église catholique. Il ne faut cependant pas oublier que cet arrangement politique correspondait à la perfection au modèle de colonialisme et de domination indirecte adopté par les Britanniques.

Ayant à choisir entre la survivance nationale et la croissance économique, l'Église du Québec a opté pour la première au détriment de la seconde et c'est sur ce point qu'elle doit être jugée et qu'elle le sera un jour. Actuellement, on la juge pour de tout autres motifs.

La droite l'accuse d'être la cause du sous-développement économique de la nation canadienne française, par suite des lacunes de ses maisons d'enseignement dans un monde industriel ou par suite de la transmission d'un système de valeurs qui ne stimulait pas suffisamment l'esprit d'entreprise. De son côté, la gauche l'accuse de

s'être faite complice de l'exploitation de la classe ouvrière canadienne-française. Ces deux accusations sont exagérées et ratent la cible.

Dans ses critiques, l'aile droite suppose à tort qu'au Canada l'esprit d'entreprise et la bourgeoisie capitaliste nationale se sont développés en dehors du cadre étatique. Bien au contraire, l'État canadien, en passant d'une colonie à une nation, a créé une bourgeoisie nationale, mais son intention était nettement de créer une bourgeoisie de gentlemen anglais. Cette bourgeoisie a donc été l'œuvre directe de l'État canadien et non de l'Église anglicane qui, comme aujourd'hui, s'est contentée de lui accorder sa bénédiction. En nous demandant comment l'Église catholique aurait été en mesure, à ce moment-là et même plus tard, de créer une bourgeoisie, même si elle l'avait voulu, nous pouvons mesurer l'esprit de mystification conservateur qui prévaut encore dans ce pays.

Certains penseurs de gauche ratent la cible pour la simple raison que la rébellion des patriotes n'a pas été une rébellion de prolétaires ni une rébellion d'ouvriers agricoles, puisque ces derniers n'ont jamais existé dans la société québécoise. C'était une révolte de petits bourgeois professionnels et de petits fermiers autonomes. En outre, n'en demande-t-on [149] pas trop à l'Église catholique en la voulant à la tête de la classe ouvrière, avant même que Marx et Engels aient écrit *Le manifeste communiste* ?

Il ne fait absolument aucun doute que la Confédération visait à construire une Amérique du Nord britannique. Une telle entreprise englobait beaucoup de choses : comprimer d'anciennes colonies indépendantes en un seul État, réclamer la souveraineté sur des territoires administrés antérieurement par l'entreprise privée (une utopie néo-conservatrice), placer sous la même autorité des territoires qui n'avaient pas été réellement occupés. Elle exigeait la construction de chemins de fer non rentables d'un océan à l'autre grâce à un apport massif d'investissements étrangers (britanniques) garantis par le nouvel État. Elle exigeait le développement industriel du Sud de l'Ontario où, semble-t-il, les troubles de 1837 se sont révélés rentables par la suite. Ce que la construction de cette Amérique du Nord ne prévoyait pas, c'était la participation de la nation canadienne-française dans quelque secteur que ce soit, et c'est là la faiblesse congénitale de l'État canadien. Cette exclusion a été planifiée de façon délibérée et l'Église catholique du Québec en a été la victime, non la complice. C'est dans cette exclusion que se trouvent les racines historiques du sous-développement économique des Québécois. Pire encore, elle a établi au Québec,

jusqu'à aujourd'hui, un modèle de division éthique du travail. « La grande noirceur », si souvent associée à l'idéologie démodée de l'Église, peut-être reliée de façon beaucoup plus convaincante à « l'union inégale » que la Confédération a établie avec succès.

La concession que l'AANB a faite à la nation française a été de renoncer à un État unitaire et de fonder une fédération. La création des provinces, avec leur liberté politique limitée et leurs domaines de compétence, reflète la culture politique de l'empire britannique qu'a décrite Hannah Arendt. Il vaut la peine de répéter la description qu'elle nous en donne. « Soucieux d'échapper à la dangereuse incohérence inhérente à une nation désireuse de se doter d'un empire, les Britanniques veillèrent à laisser à eux-mêmes les peuples conquis tant qu'il s'agissait de la culture, de la religion et du droit. » C'est ce qu'ils appelaient des questions locales. C'est donc dans un contexte de marginalisation politique qu'il faut juger le rôle de chef de la nation assumé par l'Église. Celle-ci n'a pas une feuille de route sans bavure, mais elle n'a pas à en avoir honte, bien au contraire.

L'Église catholique ne croyait pas en la démocratie. La belle affaire ! L'Église anglicane non plus d'ailleurs ni aucune autre Église. Elle était contre le modernisme. C'était évidemment un combat perdu d'avance, mais en y repensant maintenant que le modernisme a triomphé, qui est [150] prêt à chanter ses louanges sans aucune restriction ? L'idéologie dépassée de l'Église, qui a été amèrement dénoncée dans les années 50, peut se résumer ainsi : ambivalence face à la société industrielle, position conservatrice à l'égard de l'État-providence, neutralité absolue dans les relations de travail. À mon grand étonnement, ce qui indignait moralement les intellectuels des années 50 est devenu une croyance généralisée dans les années 80. Le mouvement écologique fait ressortir les conséquences négatives de l'industrialisation ; les Canadiens reaganien trouvent le bien-être social indésirable ; les nouveaux entrepreneurs vantés par les économistes néo-classiques rêvent d'un monde qui ne serait pas troublé par les syndicats et sont, du moins temporairement, en position de force. Le conservatisme triomphant des années 80 signifie soit que la position idéologique de l'Église catholique n'était pas tellement démodée après tout, soit que la désuétude devient extrêmement populaire. Je pense que c'est la seconde proposition qui est la plus juste.

À titre de gardienne de la nation et prise dans la camisole de force constitutionnelle imposée au peuple français du Canada, l'Église a réussi à lui instiller la fierté de

sa différence et de son caractère distinctif, la passion de sa survivance, l'attachement à sa langue et à sa culture en dépit de sa pauvreté économique et un engagement profond envers le catholicisme traditionnel qui alimentait une certaine méfiance bien justifiée à l'égard de l'État canadien.

L'Église ne s'est pas contentée de prêcher. Elle a également agi. Incapable de façonner la vie industrielle urbaine, elle a occupé les campagnes de façon dynamique. Elle a multiplié les paroisses, facilitant ainsi l'occupation des régions inhabitées du Québec par le peuple français. Une nation a besoin d'un territoire. L'Église a donné aux Français une base territoriale. Des agglomérations ont surgi au Lac-Saint-Jean, en Gaspésie, dans l'Abitibi et, plus tard, dans les Cantons de l'Est, un bastion anglais créé après la Révolution américaine. Avec l'augmentation du nombre de colons français dans les Cantons de l'Est, certains segments de la population anglaise établis dans cette région sont devenus de plus en plus convaincus qu'il s'agissait d'une conspiration fomentée par l'Église catholique pour « s'emparer » de cette région. Une distinguée sociologue de McGill, Aileen Ross, a avancé une explication plus plausible. Selon elle, l'établissement accru de francophones fut la conséquence non seulement d'un excédent de la population rurale du Québec, mais aussi du départ des Anglais qui progressaient dans la hiérarchie sociale et abandonnaient l'agriculture. Que cette occupation ait été intentionnelle ou non, planifiée ou due au hasard, il demeure que l'Église s'activait à construire une patrie pour le peuple français.

[151]

Avant la Confédération, comme son troupeau était exclu du capitalisme industriel qui s'annonçait et comme elle se méfiait de l'État, l'Église avait amorcé un système d'éducation rudimentaire. Monseigneur Bourget, archevêque réactionnaire de Montréal, en fut le principal artisan. Il persuada des ordres religieux français, dont le sort était encore politiquement incertain un siècle après la Révolution française, de venir fonder des communautés au Québec. Il posa ainsi les jalons de ce qui allait devenir un ensemble architectural typique dans toutes les villes et dans toutes les grosses paroisses rurales : un groupe d'immeubles en pierres des champs, comprenant l'église, le presbytère, l'école et le couvent, tous situés au centre de la vie communautaire. Au moment de la création des provinces, cette infrastructure éducative s'est répandue sur tout le territoire national. L'Église mit sur pied son propre

système d'enseignement secondaire dans ce qu'on appela « les collèges classiques ». Dans le cadre du mandat qu'elle s'était donnée, elle fonda un réseau de maisons charitables, qu'il s'agisse d'hôpitaux, d'orphelinats, d'hospices pour les vieillards ou d'asiles d'aliénés. Bref, elle créa un réseau institutionnel qui allait permettre à la population française de vivre son cycle de vie à sa manière et selon sa propre culture.

Le legs national primordial de l'Église a été la mise sur pied et le développement de quelques institutions économiques de base. Les caisses populaires Desjardins, dont on vante à juste titre le succès, ont été au départ une tentative désespérée, dans une conjoncture économique extrêmement difficile, de créer une institution financière dont la mission première serait de desservir la population française. N'ayant pas accès à des capitaux étrangers, tolérées sans être aidées par l'État canadien, elles ont lutté péniblement, sans bruit et avec persévérance, pour attirer les maigres épargnes de paysans appauvris et de prolétaires urbains de plus en plus nombreux. On m'a dit qu'après avoir accumulé son premier cent millions de dollars en capital, le Mouvement Desjardins a renoncé à célébrer ce moment historique de peur que les grandes banques canadiennes ne mettent un frein à sa croissance au moyen de pressions politiques et de lois.

Dans le domaine de l'agriculture, l'Église n'a cessé de prêcher les vertus du coopératisme, longtemps avec un succès mitigé. Dans ce domaine également, ses efforts ont porté fruit avec la croissance graduelle de *La Co-opérative fédérée* qui a pu concurrencer avec succès les entreprises agro-alimentaires étrangères. Le Mouvement Desjardins et La Coopérative, qui ont pris de plus en plus d'importance, ont été blâmés tous deux parce qu'ils adoptaient les comportements de leurs concurrents. Personne, cependant, ne les a accusés d'être anti-nationalistes.

[152]

Disons en résumé que si les Canadiens français régissent une part croissante du marché des institutions agricoles et financières, c'est grâce aux mesures d'avant-garde prises par l'Église il y a plus d'un demi-siècle. Ce n'est pas grâce à la Couronne.

Par conséquent, la direction de la nation assumée par l'Église n'a pas été inefficace parce qu'elle était conservatrice du point de vue idéologique. L'Église a conservé sa vision traditionnelle et anti-moderne du monde et elle a étendu une main protectrice sur un troupeau politiquement soumis, socialement isolé et économiquement

subordonné. Elle a réduit au silence les dissidents dans son sein, mais elle a également résisté aux tentatives d'empiètement de l'État régi par les Anglais. Sa méfiance à l'égard d'un État enclin à l'assimilation ou à la subordination l'a amenée à résister à l'assimilation, à vanter la supériorité de la vie rurale sur la vie industrielle urbaine et à faire de la double barrière de la langue et de la religion des frontières sociales qui assuraient « la survivance ». Ayant besoin d'un « motif » religieux qui légitimerait son rôle de gardienne de la nation, elle a audacieusement proclamé « la langue gardienne de la foi ».

Un siècle plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, cette stratégie a été fortement attaquée par divers segments de l'intelligentsia canadienne-française. Trudeau a vu dans le « clérico-nationalisme » un obstacle majeur à la démocratie. Marcel Rioux a décrit tout un siècle comme celui de « la grande noirceur » et s'est fait le champion de la « laïcisation » des institutions sociales. Michel Brunet a fustigé le vieux mythe de « l'agriculturalisme » et a dénoncé « l'anti-étatisme » de l'Église qui ne favorisait plus le développement économique de la nation, mais lui nuisait. Le socialisme de Rioux et le nationalisme de Brunet, aussi différents que les voies politiques dans lesquelles leur idéologie respective les a entraînés, traduisaient la même impatience de voir apparaître une société « moderne » et c'est la Révolution tranquille qui viendra la façonner.

Cette impatience collective fut politiquement efficace et un Québec « moderne » est né, bien qu'il n'ait pas répondu aux attentes privilégiées par chacun. Trudeau, pour qui toute forme de nationalisme conduit inévitablement au national-socialisme, verra la fin du cléricisme, mais non celle du nationalisme québécois qui survivra pour le hanter. Rioux verra son rêve d'une société sécularisée se réaliser, mais non celui d'une société socialiste. Le rêve de Brunet de voir un nationalisme rajeuni grâce à l'intervention de l'État se matérialisera lui aussi, mais non son espoir secret de vivre dans un État pleinement souverain.

Tout en symbolisant la modernité, la Révolution tranquille a aussi modernisé et rajeuni le mouvement national de façon inattendue. La [153] modernisation du mouvement national marquait la fin de la personnification de la nation par l'Église. Son rajeunissement annonçait son entrée imminente dans la vie politique d'une société de masse. Acclamés et accueillis avec joie au moment où ils se sont produits, ces événements montreront par la suite qu'ils étaient également porteurs de graves conséquences pour le mouvement lui-même. L'Église accueillera avec tiédeur ce mouvement

sécularisé et chacun se rendra éventuellement compte qu'un parti politique n'est peut-être pas, pour un mouvement national, le meilleur instrument pour atteindre son principal objectif.

[155]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

6

"Le référendum ou les leçons
de la défaite." *

[Retour à la table des matières](#)

Deux semaines avant le référendum du 20 mai 1980 et sentant que les jeux étaient faits, les « partisans du oui », dont j'étais, conservaient un vague espoir que, démentant les sondages, le peuple québécois brûlerait ses ponts et se lancerait à l'aventure vers un avenir inconnu. Dans le camp opposé, après un départ hésitant et une exploitation systématique des craintes des vulnérables et aussi des privilégiés, alliance plutôt louche, les adversaires se mirent à gagner de plus en plus de terrain à cause d'une injure imprévue faite aux ménagères et cela entraîna le résultat bien connu aujourd'hui. Avec un peu de méchanceté non dépourvue de vérité, on pourrait dire que les craintifs, notamment les très vulnérables et les très privilégiés, étaient plus nombreux que les autres, représentant deux Québécois sur trois ; cette réalité sociale a eu des répercussions politiques, mais elle apporte peu de réconfort à ceux

* L'article original a été publié en version abrégée, sous le titre « The Referendum. Another Decade of Apprehended Political Instability », dans *Canadian Forum*, vol. LX, no 707, mars 1981. Une première version française a également paru sous le titre « Le Référendum : Une autre décennie d'instabilité politique », dans *L'Action Nationale*, vol. LXX, no 4, décembre 1980.

qui souhaiteraient construire un État sur des fondations plus solides et plus [156] unanimes. Le référendum est maintenant chose du passé, mais l'État canadien est toujours en crise.

Les victoires sans joie ne sont pas rares, mais elles ne cessent de m'intriguer. Dans cette catégorie, on retrouve au premier rang, en 1970, la victoire de Jean Drapeau qui a balayé l'opposition. Sur l'écran des téléviseurs, Drapeau et ses collègues, tous vêtus de sombres costumes d'hommes d'affaires, avaient l'air de notables de village réunis pour une veillée funéraire. Bien que ne ressemblant aucunement à un salon funéraire, l'auditorium de Verdun semblait, le soir du référendum, un lieu désorganisé et peu préparé à accueillir les médias. Lorsque Radio-Canada a proclamé la victoire du « non », la grande salle était presque vide et les acclamations fusaient de façon confuse et mécanique. Des douzaines de drapeaux canadiens étaient brandis, mais on ne voyait pas un seul fleurdelisé. « Mon non est québécois » n'incluait pas le drapeau du Québec. Cet oubli fut corrigé quelque 30 minutes plus tard et on put voir à l'écran un énorme drapeau sur lequel le fleurdelisé avait été cousu à la feuille d'érable. La subtilité n'était vraiment pas à l'ordre du jour.

Il est nécessaire d'expliquer pourquoi l'auditorium de Verdun était vide au moment de la victoire tandis que le Centre Paul Sauvé était rempli à pleine capacité au moment de la défaite. Ce n'est pas parce que les forces du « non » s'attendaient à la défaite et que celles du « oui » prévoyaient la victoire. Se pourrait-il que cette situation ait été due à la nature de l'alliance derrière le vote du « non » ? Les vulnérables, pourrait-on penser, ne pouvaient pas être à Verdun parce que, pour beaucoup, il était l'heure d'aller dormir. Quant aux privilégiés, on peut être certain qu'ils n'avaient pas terminé leur dîner et que, de toute façon, la plupart n'auraient pas su comment se rendre à Verdun.

Les interactions entre la foule et la tribune constituaient une autre différence importante. Connaissant le résultat final et remplie de la même émotion de ne pas voir son désir réalisé, la foule du Centre Paul Sauvé a accueilli son chef défait avec une explosion de sympathie qui l'a consolé. À Verdun, lorsque les notables sont montés sur la tribune de la victoire, la première image que les téléspectateurs ont pu voir, est celle de Jean Chrétien qui se retirait discrètement, après s'être approché spontanément du micro, et cédait sa place à Claude Ryan qui s'arrangea pour ne laisser personne d'autre prendre la parole devant les représentants des médias. Triste spectacle puisque son discours était ennuyeux, sermonneur et qu'il était désagréable

de le voir pointer constamment son index sous notre nez. Triste spectacle aussi de le voir fausser l'histoire, puisque toutes les personnes présentes savaient fort bien que c'était Chrétien et les députés fédéraux qui avaient acquis la victoire à sa place. Inefficace pendant la campagne, Claude Ryan se montra mesquin à l'heure [157] de la victoire. Tristesse collective de voir un rêve reporté à plus tard, d'une part, et soupirs de soulagement collectifs d'avoir échappé au cauchemar redouté, d'autre part, tels étaient les sentiments qui prédominaient dans la foule le soir de cette victoire sans joie.

1. Le processus de la défaite et les sondages

[Retour à la table des matières](#)

La stratégie commune aux deux camps, celle qui dans un sens laissait présager le résultat final, est plus intéressante à considérer que la répartition sociale des « oui » et des « non ». Cette stratégie consistait à adapter la campagne aux sondages dont les données étaient bien connues des cercles politique depuis quelque trois ans. Face à un choix à quatre facettes (fédéralisme renouvelé, souveraineté-association, indépendance et statu quo), les Québécois choisissaient massivement la première solution, se prononçaient majoritairement pour la seconde et rejetaient carrément la troisième et la quatrième.

La campagne référendaire fut à l'image de cette stratégie commune. La première phase s'est déroulée à l'Assemblée nationale du Québec. Au cours du débat sur la question, les forces du « oui » se sont brillamment attaquées au statu quo et leurs discours convaincants leur ont donné une longueur d'avance. En déclarant constamment que la question était malhonnête, Claude Ryan tentait de convaincre le public que le PQ cachait son véritable but qui était l'indépendance. Il voulait réduire le choix à l'indépendance ou au fédéralisme et il n'y est pas parvenu.

L'échec évident de ses efforts a amené les députés fédéraux du Québec dans le feu de l'action. Voyant que les forces du « oui » détenaient l'avantage, ils ont décidé de contre-attaquer et Trudeau a promis solennellement que voter « non » signifierait voter « oui » à un fédéralisme renouvelé. La lutte fut donc véritablement ramenée à un choix entre deux options, le fédéralisme renouvelé ou la souveraineté-association.

Dix jours avant le vote, la population avait fait son choix et un climat palpable de saturation et de frustration imprégnait la province et toutes les conversations. Bien que très courte, la campagne parut interminable parce qu'elle avait drainé toutes les émotions. Finalement, le 12 mai, les sondages se révélaient exacts ; les personnes âgées, les catholiques convaincus et les moins instruits s'étaient joints aux immigrants, aux juifs et aux anglophones pour l'emporter par 60 p. 100 contre 40 p. 100.

[158]

2. Les leçons de la défaite ou la surinstitutionnalisation du mouvement national

[Retour à la table des matières](#)

Deux leçons se dégagent des résultats du référendum. Toutes deux sont reliées à la surinstitutionnalisation du mouvement national depuis l'accession au pouvoir du Parti québécois. Un mouvement profite de l'agitation qu'il sème autour de lui. Les institutions s'adaptent au contraire à l'environnement existant. Plus un mouvement a du succès, plus sa légitimité, le nombre de ses partisans et ses ressources s'accroissent et plus son désaccord avec la situation existante décroît. Dans le jargon des sociologues, ce processus d'adaptation progressive s'appelle l'institutionnalisation d'un mouvement. Je me propose de démontrer que le Parti québécois a surinstitutionnalisé son incarnation du mouvement national.

Marketing politique au lieu de mobilisation politique

Depuis la fin des années 50, les sondages et les enquêtes constituent les techniques fondamentales de la mise en marché dans les sociétés de consommation. Au milieu des années 60, ces techniques sont également devenues le principal instrument du marché politique. Ce qu'elles offrent à leurs clients, c'est leur capacité de prédire les préférences des consommateurs. Flatter ces préférences, considérées comme des données définitives, devient l'élément central de toute stratégie.

Dans le cas de la mobilisation politique, au contraire, il va de soi que les préférences des « consommateurs » à un certain moment doivent être modifiées par l'action politique. Au lieu de flatter ces préférences, la mobilisation vise à les modifier.

Le premier indice qui montre que la stratégie de base du Parti québécois a été le marketing politique plutôt que la mobilisation est l'embarras provoqué par l'utilisation du mot « indépendance ». Pendant au moins un an avant le référendum, la question qui devait être posée est demeurée le principal élément de surprise. Ce sont les sondages qui ont permis aux médias de créer un tel suspense puisque, dans leur question à choix multiple, l'indépendance n'arrivait toujours qu'en troisième place. La stratégie axée sur les sondages a tellement envahi la planification politique que le mot « indépendance » lui-même est devenu suspect et s'est vu imposer une sourdine. Pendant toute la campagne, seul le ténor du Parti québécois, Jacques Parizeau, osait demander : et pourquoi pas l'indépendance ? Après sa victoire du 15 novembre 1976, le Parti québécois est devenu extrêmement ambivalent au sujet de l'indépendance. Il en est venu à croire qu'il avait été élu en dépit de son engage [159] ment à réaliser l'indépendance politique et non à cause de cet engagement. Son indécision au sujet de la date et de la question du référendum ne donnait pas seulement l'impression qu'il hésitait, mais même qu'il regrettait de devoir tenir un référendum. Une telle attitude n'a pas eu pour effet, comme je le démontrerai, d'apaiser les adversaires du PQ, mais elle a déconcerté ses partisans. Pour ma part, je suis convaincu que, notwithstanding les données des sondages, le Québec ne pourra pas et ne devrait pas réaliser son indépendance en cachette. On sait aujourd'hui qu'une telle approche est inefficace ; en outre, elle s'est révélée incongrue pendant toute la campagne.

Le silence qui entourait l'objectif de l'indépendance en dit long sur l'institutionnalisation du mouvement national entre les mains du Parti québécois. Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter à l'année 1969, au moment de la naissance des premiers mouvements indépendantistes. Si les chefs de cette époque avaient choisi comme stratégie politique l'obtention d'une bonne cote dans les sondages, il est évident que leurs mouvements n'auraient jamais vu le jour. Bien qu'il soit vrai que l'indépendance politique puisse encore effrayer une majorité d'électeurs, il est également vrai que rien hormis l'indépendance politique n'a le pouvoir de soulever et de mobiliser un peuple dominé.

La stratégie rassurante et son contrecoup politique

Après la mise en vigueur de la Loi 101, le Parti québécois a adopté une stratégie rassurante qui a peut-être établi sa crédibilité en tant que « bon gouvernement », mais qui a aussi suscité des doutes au sujet de sa volonté de réaliser l'indépendance politique. Cette stratégie a eu une double conséquence négative : elle a démobilisé ses partisans et elle a mobilisé, sans qu'ils aient à craindre les conséquences de leur action, ses adversaires politiques, c'est-à-dire les dirigeants d'entreprises, le Conseil du Patronat et, comme il a été dit précédemment, les immigrants, les juifs et les anglophones.

Une leçon très nette se dégage du résultat du référendum. Le Parti québécois aura beau être rassurant, raisonnable, compréhensif et accommodant lorsqu'il est au pouvoir, il ne fera pas plus de gains politiques qu'il n'en a faits jusqu'à maintenant au sein d'une opposition monolithique, tant qu'il recherchera une souveraineté quelconque, même de façon détournée et même dans un avenir lointain et indéterminé. En fait, il aura beau être démocratique, il sera soupçonné d'avoir des tendances fascistes ; il aura beau se prononcer en faveur de la démocratie libérale, notamment de la propriété privée, il sera soupçonné de tendances socialistes [160] par les dirigeants d'entreprises. Si graduelle que soit la mise en place de sa politique linguistique, il devra faire face, pour chaque pouce de terrain et dans chaque cas, à une résistance systématique, que ce soit sous forme d'inertie, d'opposition passive ou de mobilisation sporadique. C'est à partir de ce fait inéluctable qu'il doit amorcer toute réévaluation critique de son action politique.

La démobilisation des propres partisans du PQ fut beaucoup moins évidente, mais elle a eu autant d'importance. La stratégie rassurante leur donnait l'impression que le temps jouait en leur faveur et que l'indépendance surviendrait inévitablement avec peu d'agitation sociale. Le mouvement politique a été supplanté par une organisation politique qui fonctionnait comme le personnel des ventes d'une entreprise commerciale, se mettant en mouvement sur un signal donné et utilisant des « techniques » de communication plutôt qu'un modèle de présence et d'interaction constantes. La stratégie rassurante et une excellente organisation ont donné toutes deux l'impression que l'objectif politique serait atteint automatiquement, inévitablement et sans douleur. On sait aujourd'hui que c'était une illusion. Des structures de type

corporatif ne peuvent remplacer un mouvement de masse et « des techniques de communication » ne peuvent remplacer des interactions constantes entre le mouvement et la base.

J'ai soutenu jusqu'ici que la surinstitutionnalisation du mouvement national entre les mains du Parti québécois transparaissait dans sa stratégie de marketing plutôt que de mobilisation, dans sa stratégie rassurante qui démobilisait ses propres partisans et permettait à l'opposition de se mobiliser en bloc, lentement et sans aucune crainte. Quelles stratégies différentes pourrait-il adopter dans l'avenir ?

Une leçon positive se dégage du référendum ; il a montré au mouvement national quels sont les Québécois qu'il n'a pas encore réussi à toucher. Le mouvement doit consacrer ses énergies à combler le fossé de la peur, non par des raisonnements, par des promesses ou par un programme politique, mais par sa présence constante dans le milieu ; il doit écouter ceux qui ont peur, devenir leur ami, leur appui, leur porte-parole et leur source de distraction ; il doit les aider à résoudre les problèmes concrets de la vie quotidienne. On ne craint pas ses amis et, lorsque Viendra le moment des élections, les craintifs n'auront pas l'impression d'être un groupe cible soumis à un barrage de propagande contradictoire ; ils ne se sentiront ni effrayés ni dépassés. Même s'il y avait un barrage encore plus impressionnant de propagande fédérale, même si la ministre fédérale de la Santé doublait leur chèque de pension, cela n'aurait aucun effet. Ils diraient poliment : « Non merci, Madame la Ministre ».

[161]

Il y a aussi une leçon négative à tirer du référendum : il ne faut pas gaspiller du temps et de l'énergie auprès d'une opposition monolithique. Le Parti québécois a été trop sensible aux critiques des médias anglais. La *Gazette* devrait avoir le même poids à Québec que *Le Droit* à Toronto. Les ministres du Cabinet Lévesque devraient donner le même nombre d'entrevues en anglais à CBC et à CTV que les ministres du gouvernement Davis en donnent en français à Radio-Canada et à TVA. Les services publics financés par des fonds publics devraient être assurés exclusivement dans la langue officielle, avec une attitude agressive plutôt que défensive. Ce sont des citoyens en éveil et non des bureaucrates qui devraient veiller étroitement au respect de la loi.

L'édification de la nation doit se poursuivre de façon dynamique sur le territoire québécois. Puisque l'État canadien tolère que le monde des affaires et le système

commercial fassent preuve de discrimination à l'égard des Québécois dans leur seule et unique métropole, le gouvernement québécois est amplement justifié de ne pas tolérer le moindre de cette situation. En se montrant indulgent sur une question fondamentale lorsqu'il est au pouvoir, un parti voué à la souveraineté ne peut que semer des doutes, parmi ses partisans comme parmi ses adversaires, sur le sérieux de son engagement.

Le Parti québécois semble naïvement croire qu'une législation appliquée par une infrastructure bureaucratique apportera des changements. À cause de leur nature même, les bureaucraties excellent dans les tâches routinières. À moins d'être aiguillonnés par des citoyens inquiets et mobilisés, les bureaucrates finissent invariablement par ne rien faire tout en touchant leur plein salaire. Ils seraient stupides de ne pas agir ainsi, car en faisant preuve de zèle, ils courraient le risque d'être pénalisés. En n'intervenant que lorsqu'ils y sont forcés, ils évitent un tel risque. En outre, les groupes qui se sentent coincés s'organisent, mobilisent les médias et exercent des pressions pour que l'objectif visé soit raté, retardé ou abandonné. Enfin, dans les milieux des sciences sociales, on croit de plus en plus que les organismes de surveillance tendent à être mis au pas par ceux qu'ils sont censés surveiller plutôt qu'à mettre ces derniers au pas. L'Office de la langue française pourrait en être la preuve. Il est parfois pire d'avoir une loi qui n'est pas appliquée que de ne pas en avoir du tout, puisque cela permet aux partisans comme aux adversaires d'entretenir l'illusion que des changements se produisent dans la société, alors qu'en réalité rien ne bouge.

Dans les faits, les leçons qui se dégagent de la « francisation du Québec » depuis deux décennies démontrent la vérité de l'analyse qui précède. C'est la mobilisation des Québécois qui a modifié toute l'approche gouvernementale à l'égard de la langue, quel que fût le parti au pouvoir. [162] Cette mobilisation résultait d'une opposition massive au Projet de loi 63 qui aurait donné aux immigrants le droit de choisir pour leurs enfants l'anglais comme langue d'enseignement dans les écoles publiques du Québec. Toutefois, depuis l'adoption de la Loi 101, symbole de la francisation de tous les secteurs d'activité, on a nettement l'impression que le mot d'ordre est d'y aller en douceur. De telles méthodes rassurantes ont été et seront toujours improductives.

Comme nation et comme territoire, le Québec n'a rien à gagner en y allant en douceur. Lorsque des entreprises transplantent leur siège social par suite de la

francisation, leur départ ne doit pas être regretté, mais fêté. Le départ de la Sun Life aurait dû provoquer des réjouissances plutôt que du ressentiment. Le premier devoir d'un parti voué à la souveraineté est de bâtir la nation sur son territoire. La seule façon de réaliser cela est de compter sur des citoyens en éveil et non sur des bureaucrates de carrière. C'est ce que le Parti québécois n'a pas su faire. Il a plutôt cherché à rassurer tout le monde sans y réussir le moindre. Ce faisant, c'est lui qui a été mis au pas, plutôt que ses adversaires.

Un peuple timoré et des chefs hybrides

Si triste qu'elle soit, l'observation suivante s'impose : à moins d'être déraciné ou de se détacher lui-même de sa propre culture ou encore d'avoir vécu en marge de sa culture depuis sa naissance, un Québécois ne peut atteindre les sommets de la politique, de la bureaucratie ou de la grande entreprise au Canada. Même au Québec, il peut se hisser au sommet du monde politique et bureaucratique, mais non du monde des affaires.

Des trois colombes, Trudeau, Pelletier et Marchand, seul le premier a pu se maintenir au sommet. Pelletier, jadis un journaliste plein de sensibilité, s'est retiré discrètement dans un poste de diplomate ; Marchand, jadis un chef syndical bagarreur, a été discrédité publiquement par les médias à cause d'une faiblesse à laquelle n'échappent pourtant pas les journalistes, les dirigeants d'entreprises et les hommes politiques qui se sont réjouis de sa chute. Pour ce qui est du monde bureaucratique, il est regrettable, dit-on souvent, qu'il soit si difficile d'attirer des Québécois hautement qualifiés dans la fonction publique fédérale, et encore plus difficile de les garder.

Il existe une explication fort simple de ce fait étonnant. Elle est reliée, pour employer l'expression délicate de Christopher Beattie, « au fait d'être un membre de la minorité dans les cadres de la majorité ». Pour qu'un membre de la minorité soit efficace dans les cadres de la majorité, [163] il doit faire oublier son appartenance ethnique, parler parfaitement l'autre langue et se contenter de promotions au ralenti. S'il est très ambitieux, il doit aussi choisir avec soin son quartier, son club, ses écoles et son groupe social. Sans une socialisation « appropriée », il sera perçu, peut-être même sans comprendre pourquoi, comme un employé peu efficace, un peu insolite et dépourvu du potentiel d'un chef ; il sera perdant dans un système mérito-

cratique qui comporte dans les faits des rouages de réseaux garantissant que la cooptation l'emporte sur les qualifications.

Comme par, hasard, il y a deux façons d'acquérir la socialisation « appropriée ». La première est d'être né français à l'extérieur du Québec. Pour celui qui a eu cette bonne fortune, l'État, le marché du travail, le supermarché, l'hôtel de ville, le conseil scolaire, le poste de police, la prison locale, l'hôpital et parfois le salon funéraire ont pris bien soin de lui enseigner à l'âge le plus tendre les comportements « appropriés ». À moins de s'être contenté de cultiver une petite terre, de couper du bois ou de travailler dans les mines, il a appris que le parti le plus sage est de se comporter comme « un membre de la minorité dans les cadres de la majorité ».

Une telle socialisation est une bonne préparation à une entrée en douceur dans la fonction publique. En fait, en proclamant que le nombre de francophones dans la fonction publique est maintenant presque statistiquement proportionnel à la population française du pays, l'administration fédérale se garde bien de mentionner leur provenance. Les francophones qu'il est difficile de recruter et de garder sont les Québécois qui ont été « privés » de cette forme de socialisation.

À noter cependant que cela ne s'applique pas aux Anglais du Québec. Ceux-ci vivent dans leur « propre » ensemble d'institutions comprenant toutes celles que j'ai mentionnées et même davantage (puisqu'ils ont un accès privilégié au secteur des affaires) et ils peuvent donc facilement se comporter comme « des membres de la majorité dans les cadres de la minorité ». Don Johnston, le député de Westmount, nous a fourni un exemple frappant de ce comportement le jour même où il a répudié le rapport du Groupe de travail sur l'unité canadienne. Fier de lui après son entrevue avec des journalistes au sujet de ce rapport, il l'a faite traduire en français et en a distribué une version bilingue à tous ses électeurs.

Écoutons-le. « Les aspects positifs de ce rapport passeront inaperçus aux yeux de la collectivité québécoise qui ne pourra voir autre chose dans ses recommandations sur la langue qu'une politique peureusement enveloppée de platitudes et d'appels à la bonne volonté des majorités. Malheureusement, l'histoire a démontré que la bonne volonté n'existe [164] pas dans le monde réel [...] La vision du Canada qu'on nous offre, affirme-t-il plus loin, est celle d'un Québec français unilingue et d'un Canada anglais unilingue. On nous offre une séparation "de fait" qui serait bientôt suivie d'une séparation "de droit". Quant à nos concitoyens de langue française, ils

se voient offrir un ghetto où ceux qui n'auront pas les moyens d'obtenir une éducation bilingue dans des écoles privées ou à l'extérieur de la province, seront condamnés à vivre et à travailler uniquement en français. »

Le député termine le tout en proposant une action sur deux fronts. « Tout d'abord, nous devons expliquer notre attitude très clairement à nos concitoyens francophones du Québec. En second lieu, c'est l'Ontario qui détient la solution et notre message doit être transmis à la population de cette province par la communauté anglophone du Québec. Nous devons convaincre l'Ontario qu'il y va de l'intérêt de tous les Canadiens qu'il y ait chez elle une communauté francophone forte et dynamique. »

Depuis, Trudeau a fait de ce député mineur le président du Conseil du Trésor. On peut se demander si cette promotion a été obtenue en dépit ou à cause de ses « vues éclairées ».

Au cas où certains lecteurs n'auraient pas détecté la légère faille dans la logique du président du Conseil du Trésor, je dirai que si l'histoire a prouvé, comme le prétend M. Johnston, que la bonne volonté des majorités n'existe pas dans le monde réel, pourquoi les Québécois voudraient-ils continuer de faire partie du Canada où ils sont une minorité ?

Deuxièmement, si un Québec français dans un Canada anglais constitue une séparation « de fait » suivie bientôt d'une séparation « de droit », M. Johnston n'est-il pas un peu en retard pour annoncer la nouvelle ? Le bilinguisme institutionnel n'a toujours existé qu'au Québec ; dans le reste du pays, l'unilinguisme « de fait » de l'État et des affaires date de plus d'un siècle. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu de séparation « de droit » ?

Ce qui qualifie le plus M. Johnston au titre de membre par excellence de la majorité dans les cadres de la minorité, c'est son lyrisme lorsqu'il pleure sur le sort tragique des Québécois « condamnés à vivre et à travailler uniquement en français ».

Pour ce qui est de son plan d'action, il n'a pas à s'inquiéter au sujet de son premier « front » car les Québécois comprennent fort bien son attitude et celle de sa communauté. Pour ce qui est du second front, celui de l'Ontario, je ne peux malheureusement pas être aussi rassurant car Bill Davis a beau être un homme compétent, il n'y a que Dieu, selon moi, qui puisse accomplir des miracles... Une telle habileté politique de la part du sang nouveau injecté dans le cabinet Trudeau est vraiment

[165] de bonne augure pour le fédéralisme renouvelé. Elle nous fait regretter Warren Allmand.

Si la première méthode de socialisation permettant d'être « un membre de la minorité dans les cadres de la majorité » est de bien choisir son lieu géographique, il en existe une seconde plus difficile d'application, c'est de bien choisir ses parents (c'est-à-dire naître d'un mariage franco-anglais) et de remplir aussi une autre condition, soit grandir dans un milieu où les deux cultures soient maintenues bien vivantes. Les mariages mixtes sont fréquents, mais à l'extérieur du Québec, il est rare que l'autre condition soit remplie. Dans un contexte social de tensions ethniques, les hybrides ethniques sont souvent bouleversés, déchirés et étonnés, parce que la polarisation publique du conflit fait remonter à la surface des interrogations sur leur identité qui sont normalement réprimées et demeurent sans réponse. Dans des périodes moins troublées, les hybrides apprennent inévitablement, à cause de leur double marginalité, à fonctionner avec beaucoup d'habileté comme « des membres de la minorité dans les cadres de la majorité » puisqu'ils se retrouvent en permanence dans cette situation. Au moment d'une crise publique, toutefois, l'ambivalence peut amener ceux qui ont des postes de chefs à se comporter de façon assez erratique. Nous pouvons sympathiser avec eux, mais pas au point d'approuver leur comportement.

Un exemple malheureux demeure la crise provoquée, d'une part, par la déclaration de l'Association canadienne des contrôleurs aériens et l'Association canadienne des pilotes de lignes aériennes à l'effet que le français représentait une menace à la sécurité aérienne, et d'autre part, par la mobilisation massive du Canada anglais en leur faveur. Le premier geste de Trudeau a été d'obtenir du temps d'antenne à une heure de grande écoute pour annoncer officiellement que cet acte de défi représentait la crise la plus grave de toute l'histoire du Canada. Puis, quelques jours plus tard, nous avons assisté à un revirement complet ; Trudeau a fait ses valises et est parti aux Bermudes, laissant à Otto Lang pleins pouvoirs afin qu'il règle cette question sans autres consultations. Otto Lang a naturellement acquiescé très vite à toutes les demandes des associations, même à celle de soumettre la question à un vote libre du Parlement. On peut difficilement imaginer un exemple plus dramatique de l'ambivalence des hybrides. Marchand, le chef des députés québécois, un malheureux « membre de la minorité dans les cadres de la majorité » a résigné son poste au ca-

binet en guise de protestation, mais sans esclandre, ce qui est un comportement « approprié ». Les Québécois sont vraiment un peuple timoré doté de chefs hybrides.

[166]

3. Le sombre avenir du fédéralisme renouvelé

[Retour à la table des matières](#)

Le résultat du référendum a peut-être sonné le glas de la souveraineté-association, mais l'avenir du fédéralisme renouvelé me paraît tout aussi sombre. Cette option, comme tous le savent, était un outil inventé par les maisons de sondage afin de quantifier les sentiments de la population. Son seul défaut, et il est important, est de n'avoir aucun contenu politique. Parce qu'elle était très populaire, cette option a sauté de la boîte magique des spécialistes des sondages pour venir envahir les discours des chefs politiques.

Trudeau a solennellement promis un fédéralisme renouvelé lorsqu'il est devenu évident que les forces du « oui » gagnaient du terrain après leur attaque soutenue, vigoureuse, convaincante et cinglante contre le statu quo à l'Assemblée nationale. Qu'a promis Trudeau exactement ? Exactement rien. Depuis le référendum, il est très clair que sa première préoccupation a été de battre le fer pendant qu'il était chaud. Cela nous assure qu'en fait aucun contenu nouveau ne viendra se greffer à cette option.

Dans le contexte post-référendaire, mes observations antérieures sur « les membres d'une minorité dans les cadres de la majorité » et sur l'ambivalence des chefs hybrides dans les moments de tension ethnique prennent une signification politique nouvelle. Comment peut-on s'attendre à ce que Trudeau apporte des changements importants qui répondraient aux besoins criants de l'économie politique du Québec, lui qui n'a pu relever le défi que la CATCA et la CALPA ont lancé à la politique linguistique officielle, une politique approuvée par tous les partis au Parlement ? Au départ, il a plutôt proposé dans sa déclaration de principe de façonner le Canada à sa propre image : « Nous citoyens canadiens [...] nés de la rencontre des Anglais et des Français [...] » Freud devait sourire.

Si on ne peut compter que Trudeau réalisera les réformes nécessaires, peut-on s'attendre à ce que les 74 députés libéraux du Québec prennent l'initiative à sa place ? Cela est douteux. À l'exception de Don Johnston et d'une poignée d'autres, ils sont tous en réalité des « membres de la minorité dans les cadres de la majorité », c'est-à-dire bien socialisés ou efficacement neutralisés. En outre, s'ils prêtent foi ne serait-ce qu'au quart de la propagande de la peur qu'ils ont diffusée avec enthousiasme, il est certain qu'ils sauront se contenter de bien peu, sinon de rien du tout. Enfin, leur feuille de route est rassurante pour Trudeau puisque, au moment où il a abandonné le gouvernail en pleine crise, ils se sont contentés de souffrir en silence.

[167]

La nécessité d'apporter des changements est criante. N'importe quel étranger de passage au Québec s'en rend compte au bout d'une journée. Tout adulte qui vit à Montréal, qu'il soit Québécois, Grec, Italien, juif ou anglophone, sait quels changements sont nécessaires. Peu importe qu'il les craigne, qu'il lutte pour ou contre eux, qu'il les déteste, qu'il les appelle de tout son cœur ou qu'il cherche à les ignorer ; chose certaine, il les connaît. Même Trudeau et ses 74 députés, qui ne les mentionnent jamais, les connaissent. En réalité, les Libéraux ne feront rien pour provoquer ces changements à moins d'y être forcés. La raison en est fort simple : leur adoption ne peut que perturber et déranger. Les hommes politiques ont pour but dans la vie de se faire réélire et de récolter des remerciements, non des injures. La seule façon de leur donner du courage politique est de le leur infuser au moyen de doses massives d'agitation sociale, une agitation ordonnée mais tenace, paisible mais incessante.

L'État canadien est né à peine une décennie avant que les pays européens occidentaux n'entreprennent leur ruée impérialiste aux quatre coins du globe. Au Canada, l'impérialisme a pris la forme d'une subordination voulue des Français dans leur propre patrie. Le jeune État canadien a participé à cette mise en tutelle. En 1980, il y participe toujours et demeure bien déterminé à laisser les choses comme elles sont.

Lorsque la question de la nation française surgit dans les discussions, Trudeau adopte une attitude de Jésuite. Il emprunte à ses ennemis des années 50 tout leur arsenal casuistique. Il sait fort bien que, dans la question scolaire au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et en Ontario, l'intention politique était de définir géographique-

ment, une fois pour toutes, les limites territoriales de la nation française au Canada et que ce résultat a été obtenu. Il semble oublier que l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique porte ce nom non seulement à cause des Américains, mais aussi à cause des Canadiens français qui, trente ans plus tôt, s'étaient lancés dans une insurrection, non pas appréhendée, mais réelle. Si l'insurrection concomitante dans le Haut-Canada, qui fut étouffée de façon encore plus brutale, avait réussi, on pourrait faire le rêve suivant : un lien commun unirait à jamais les deux nations du Haut-Canada et du Bas-Canada, soit le souvenir d'une rupture dramatique avec un passé indésirable qui nous aurait donné notre propre devise de « liberté, égalité, fraternité ». Cette devise n'aurait pas ici la même signification qu'en France puisque, dans notre cas, elle ne symboliserait pas les relations entre des « citoyens » d'un même État, mais le lien entre deux nations partageant un même État, dans la liberté, dans l'égalité et dans la fraternité. Malheureusement pour lui et surtout pour nous, M. Trudeau est, par son mandat, le successeur en ligne directe et l'incarnation de la « Clique du [168] Château » et du « Family Compact ». je comprends fort bien qu'il n'y puisse rien, mais je ne lui pardonne pas de ne pas tenter quelque chose. Le rêve que j'évoquais ne s'est pas réalisé et c'est pourquoi, un siècle plus tard, nous sommes dans le bourbier grouillant des politiques du désespoir qui alourdissent le climat politique du pays depuis plus d'une décennie.

Permettez-moi de quitter rapidement ces sommets lyriques à la Johnston et d'affirmer catégoriquement que je refuse de croire que le castor soit le symbole du Canada ; ce doit être l'autruche plutôt. Trudeau veut nous faire croire que les frontières territoriales qui ont été politiquement définies et scellées il y a plus de 80 ans n'existent pas réellement ou que, si elles existent, elles peuvent être modifiées. Cette affirmation n'est pas seulement fausse dans les faits, elle est irresponsable du point de vue politique et constitue une insulte gratuite pour les Français hors du Québec qui redécouvrent la véritable situation chaque jour de leur vie.

Le moment est venu de définir les limites de la nation anglaise au Québec. Il faudra se servir de la même méthode que les Anglais, même si elle est désagréable et peu élégante. Quelle était cette méthode ? Des citoyens en colère, mobilisés et dirigés par des personnes et des organismes respectés, notamment par l'archevêque catholique de London, exercent des pressions sur l'État pour qu'il adopte la législation nécessaire et montent ensuite jalousement la garde. Pour le même besoin, la même recette, c'est cela le véritable pragmatisme canadien. Que l'État canadien qui

a participé à la première opération, participe à la seconde et ses chances de survie grimperont en flèche.

Il serait inconvenant de ne pas tenir compte dans ce scénario de la contribution des autres Canadiens. Les immigrants et les juifs du Québec ont l'impression qu'ils ne sont que des pions dans le conflit entre Français et Anglais et ils n'apprécient pas cette situation. Toutefois, étant donné qu'ils se sont mobilisés subitement au lieu de se tenir discrètement à l'écart d'un conflit historique qui ne les regarde pas, on peut dire que, depuis le référendum, ils sont devenus des pions consentants. Dans les semaines qui ont précédé le référendum, les cours fédérales d'immigration ont fabriqué des citoyens à la chaîne afin de leur donner accès aux bureaux de scrutin. Une hâte si indécente n'empêchera pas à la longue l'histoire de suivre son cours. Les immigrants ne doivent être ni blâmés ni félicités ni récompensés. Lorsque les chefs du pays souffrent de myopie, on ne peut reprocher à ses nouveaux citoyens craintifs de ne pas avoir une vue perçante.

Le référendum n'a rien réglé. Allié aux discussions constitutionnelles actuelles, il indique clairement qu'il n'y a pas de raccourci possible pour résoudre la crise politique canadienne. La route sera longue. Et [169] comme il se doit, la tâche incombera aux Québécois puisque l'indépendance ou la souveraineté-association acquise par un simple compte des voix ne pourrait représenter une grande victoire.

Ce sera une tâche ardue et désagréable. Entre autres méthodes, il faudra renoncer aux paramètres électoralistes étroits qui n'ont rien donné. Il faudra la détermination d'un bulldog britannique. Le voyage sera long et sinueux. Nous pourrions même être forcés d'endurer un gouvernement Ryan, mais si la volonté est là, et je crois qu'elle y est, si le travail est fait, et je crois qu'il le sera, nous finirons par réussir. La lutte laissera peut-être un souvenir amer à ceux qu'elle aura dérangés. Mais avons-nous des souvenirs qui ne soient pas amers ?

[171]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

7

"Le Québec
et la question du Canada." *

[Retour à la table des matières](#)

Il y a un siècle et demi, après la rébellion de 1837, Lord Durham notait dans son célèbre rapport qu'en recherchant la cause du soulèvement, il avait été étonné de trouver « deux nations en guerre au sein d'un même État ». Le remède qu'il proposait était simple : « je crois que la seule façon de ramener l'ordre est de mettre la province [de Québec] sous la domination stricte de la majorité anglaise. »

S'il revenait aujourd'hui, nul doute que Lord Durham serait étonné d'apprendre que, malgré l'application du remède qu'il a proposé, son observation initiale demeure bien réelle. Le Québec et le Canada anglais semblent toujours « deux nations en guerre au sein d'un même État ». Aujourd'hui, c'est la viabilité du Canada comme entité politique qui demeure incertaine. Pour les Québécois, la grande question est nettement la question du Canada.

*

Cet essai a d'abord été publié dans M. Michael Rosenberg, William B. Shaffir, Allan Turowetz et Morton Weinfeld, éd., *An Introduction to Sociology*, Toronto, 1983.

Comment devons-nous considérer le Québec et sa place (ou son manque de place) dans le Canada ? Pour la plupart des Canadiens anglais, l'apparition des séparatistes au Québec est inexplicable. Le Québec, ce [172] paragon paisible du provincialisme rural, s'est soudainement transformé en un foyer de nationalistes fanatiques décidés à démembrer le Canada.

Cette transformation semble inexplicable parce qu'elle ne correspond pas aux stéréotypes politiques et aux mythes culturels que les Canadiens anglais ont longtemps utilisés pour représenter le Québec comme une société traditionnelle archaïque. Dominé par un clergé autocratique extrêmement jaloux de ses pouvoirs et opposé à la démocratie, à la modernisation ou au progrès social, le Québec, disait-on, était un bled rural où régnaient la pauvreté, l'analphabétisme et le despotisme politique.

Cette image politico-culturelle des Français au Canada n'émanait pas d'orangistes bigots. Fait étrange, elle était le cadre théorique des universitaires anglophones libéraux des années 50 et elle était partagée et diffusée par les intellectuels canadiens-français « progressistes » qui évoluaient à Montréal autour de la revue *Cité Libre* avant de partir ensuite, dans les années 60 et 70, travailler surtout à Ottawa. Cette attitude des Québécois peut sembler étonnante, mais elle était théoriquement prévisible. Il arrive souvent qu'une minorité fasse sienne l'opinion que la majorité a d'elle et, lorsqu'elle veut faire carrière au sein de cette majorité, la condition préalable sine qua non est qu'elle adopte la mentalité prédominante.

Il existe encore des légendes politiques aujourd'hui, mais comme elles ne deviennent visibles qu'avec un certain recul, il est plus facile de voir les distorsions de la réalité sociale dans les anciennes légendes que dans celles qui survivent toujours. Comment faut-il interpréter les événements qui se déroulent au Québec depuis quelques décennies ? Qu'est-ce qui a rendu la question du Canada si pressante pour les Québécois ?

J'ai démontré dans un autre essai (« Modernisation du Québec et légitimité de l'État canadien ») que la perte de légitimité de l'État canadien aux yeux des Québécois résulte de la modernisation du Québec qui s'est produite grâce à l'intervention massive du gouvernement provincial dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social. Je me propose maintenant d'approfondir cette idée et de dénouer quelques fils emmêlés dans le processus de modernisation. Pour cela, il est

nécessaire de considérer séparément l'intervention gouvernementale, la sécularisation et l'aliénation politique.

La modernisation du Québec a commencé, au début des années 60, avec l'intervention massive du gouvernement provincial dans l'organisation sociale, processus que l'on appelle maintenant la Révolution tranquille, et avec le renversement du parti de l'Union nationale qui détenait le pouvoir. Le processus de sécularisation est devenu apparent six ou sept ans plus tard lorsque le très fort pourcentage d'abandons parmi les [173] prêtres et les religieuses ne pouvait plus passer inaperçu. Enfin, l'aliénation politique a surgi au grand jour à la fin des années 60, au moment où est né le mouvement indépendantiste et où a été créé le Mouvement Souveraineté-Association, le précurseur du Parti québécois.

1. La Révolution tranquille

**Les signes précurseurs :
le malaise social des années 50**

[Retour à la table des matières](#)

On dit couramment que la modernisation du Québec a commencé avec la Révolution tranquille, comme si elle avait pu surgir spontanément de la société traditionnelle antérieure. Cela n'a évidemment aucun sens. La Révolution tranquille a été précédée d'une décennie de malaise pendant laquelle de plus en plus de Québécois ont été amenés à remettre en question leur société et sa capacité de répondre à leurs besoins.

Agitation ouvrière

Faire d'un seul événement le déclencheur d'un changement social relève toujours d'un choix arbitraire. Néanmoins, un point de départ logique de l'histoire du Québec moderne est la grève des mineurs de l'amiante en 1949, un événement extrêmement symbolique. Cette grève, à laquelle ont participé environ cinq mille travailleurs en quête surtout de meilleures conditions de travail, a paralysé presque entièrement les

mines d'amiante du Québec, qui appartenaient pour la plupart à des intérêts américains. Affiliés à la Confédération catholique canadienne du travail (qui a précédé la Confédération des syndicats nationaux ou CSN), les syndicats avaient, jusque-là, axé leur action sur la coopération avec le patronat ; ils ont reçu l'appui de bien d'autres syndicats québécois qui, oubliant leurs rivalités, se sont ralliés à la cause des travailleurs de l'amiante. La lutte a été particulièrement sanglante, en partie à cause des tactiques brutales de la police qui avait reçu l'ordre de l'Union nationale au pouvoir de soutenir la direction et de mettre fin à la grève.

Cette grève est rapidement devenue beaucoup plus qu'un conflit de travail. Elle annonce la remise en question de toute la politique intérieure et de l'ordre social du Québec. Depuis bien des années, l'Église officielle appuie le régime duplessiste et l'Union nationale. Mais voilà que deux évêques décident de rompre ouvertement avec cette position et instituent des quêtes dans les églises de leur diocèse en faveur des grévistes. L'un d'eux, l'archevêque Charbonneau de Montréal, est par la suite contraint de démissionner de son poste à cause de ce geste. Fait également significatif, les intellectuels du Québec qui habituellement [174] ne prennent pas position lors des conflits ouvriers, appuient massivement les grévistes.

Tout cela est fort révélateur du type de changements qui s'amorce au Québec. Au premier plan, il y a une grande société américaine qui détient les droits d'exploitation de l'amiante (le mot multinationale n'existe pas encore pour la décrire à cette époque), et dont la direction est anglophone et les travailleurs, francophones. Dans les circonstances, il est étonnant de constater en rétrospective que ce sont Maurice Duplessis et les policiers provinciaux, plutôt que la Johns-Manville et ses directeurs anglophones, qui deviennent les boucs émissaires et les coupables dans le tumulte politique que provoque la longue grève.

Le monde des arts

Dans les années 50, le mécontentement gagne les institutions sociales, politiques et culturelles de la société traditionnelle. Le monde des beaux-arts est prêt à passer à l'action. En 1948, Paul-Émile Borduas, un peintre éminent, a perdu son poste de professeur parce qu'il a écrit un manifeste, *Le Refus Global*, qui incite les artistes à rejeter la domination idéologique de l'Église officielle et qui réclame une entière

liberté d'expression. Bien que Borduas se soit ensuite volontairement exilé, son message n'a pas été oublié.

Bien-être social

Le malaise se répand également dans le secteur appelé aujourd'hui le bien-être social (et qu'on appelle alors les œuvres de charité). Des groupes professionnels nouvellement formés, comme les travailleurs sociaux, se montrent très critiques à l'égard de la mainmise de l'Église sur les établissements de bien-être et sur le manque de qualifications de nombreuses personnes qui s'occupent des démunis sociaux, des déshérités économiques et des malades mentaux. Cette insatisfaction croissante à l'égard du mode d'organisation des interventions sociales fait écho aux dénonciations du paternalisme dans le monde du travail qui laissent présager que la syndicalisation et les négociations collectives officielles deviendront bientôt la norme dans un monde du travail organisé.

Éducation

C'est dans le secteur de l'éducation que les demandes de changement retentissent avec le plus de force. Au milieu des années 50, un frère [175] enseignant publie sous le couvert de l'anonymat une série de lettres, réunies sous le titre *Les Insolences du Frère Untel*, qui décrivent de façon satyrique le système d'éducation, presque entièrement régi par l'Église à cette époque. Ces essais amusants reçoivent beaucoup d'attention dans la classe moyenne, en partie parce que l'auteur fustige la façon atroce dont ses élèves parlent et écrivent le français, inventant l'expression *joual* (la prononciation populaire du mot cheval) pour décrire cette langue. Le fait que l'on puisse se moquer de la langue des classes populaires montre bien que la classe moyenne s'est suffisamment développée pour constituer un auditoire friand d'un tel humour. Ces Québécois éduqués sont également prêts à lire une description satirique du « pèlerinage annuel » à Québec que doit entreprendre chaque conseil scolaire pour faire approuver son budget. Ces moqueries sont une façon d'exiger de nouvelles structures bureaucratiques professionnelles pour combler les besoins en éducation.

À la fin des années 50, les préoccupations éducatives se portent sur les universités. Trois étudiants en droit de l'Université de Montréal occupent l'antichambre du

premier ministre Duplessis, dans le but largement annoncé d'obtenir un régime de subventions universitaires statutaires, c'est-à-dire l'allocation vraiment automatique de fonds publics aux institutions de haut savoir. Encore une fois, dans un dossier après l'autre, l'administration est en butte aux critiques.

En rétrospective, un autre événement peut être considéré comme un présage de la sécularisation des institutions publiques. En réaction à une demande des jésuites d'obtenir une charte pour fonder une nouvelle université française à Montréal, la toute nouvelle Association des professeurs de l'Université de Montréal publie un livre intitulé *L'Université dit Non aux jésuites* et la charte n'est pas accordée.

Soins de santé

La population est également insatisfaite des établissements de soins de santé. Les frais médicaux augmentent rapidement et ils sont supportés exclusivement par les patients et leur famille. Une double demande se fait entendre : une participation accrue de l'État dans le financement des établissements de santé et, conséquemment, leur sécularisation. Parallèlement, les laïcs doutent de plus en plus du désintéressement des ordres religieux qui administrent ces établissements.

[176]

Fin de la décennie

Vers la fin de la décennie, deux événements laissent entrevoir deux changements politiques, soit la chute imminente du régime duplessiste et la montée subséquente du mouvement indépendantiste.

Le premier événement est la dénonciation de l'immoralité politique de l'Union nationale par les pères Dion et O'Neill dans la revue cléricale *Ad Usum Sacerdotum*. L'article est largement diffusé dans la presse et très apprécié. Le fait qu'il soit écrit par des clercs qui ne sont ni des prêtres de paroisses ni des évêques, mais des professeurs d'université, a sans doute son importance. Chose certaine, il ne suscite aucune réprimande officielle. Seul l'évêque du diocèse rural de Gaspé fait entendre une faible protestation sans lendemain. Ainsi, la décennie qui a débuté par le renversement d'un archevêque, parce qu'il a exprimé sa sympathie à l'égard des travailleurs qui participent à une grève déclarée illégale par le régime Duplessis, se termine

par une attaque en règle contre l'immoralité politique de ce régime, sans que ces accusations ne soient démenties ou que leurs auteurs ne soient châtiés.

C'est à l'occasion d'un conflit de travail qu'apparaît le premier indice annonciateur du mouvement indépendantiste, et aussi de la Révolution tranquille. En 1959, les réalisateurs de Radio-Canada tentent de fonder un syndicat. Leurs dirigeants font valoir que, faisant partie de la direction, ils ne peuvent obtenir une accréditation syndicale. Les réalisateurs entreprennent une grève qui dure plus de deux mois et galvanise l'attention du public. Il est étonnant de constater que, cette fois encore, les coupables dans cette histoire ne sont ni les bureaucrates francophones de Radio-Canada ni le ministre responsable du fonctionnement du réseau, mais le Parlement du Canada et la Confédération elle-même. La grève de l'amiante a annoncé la remise en question du régime socio-politique intérieur de la société québécoise. Dix ans plus tard, la grève de Radio-Canada amorce une interrogation sur les obstacles politiques et économiques extérieurs qui entravent le développement de la société québécoise.

Les agents du changement : la nouvelle classe moyenne

La progression d'un malaise social dans les domaines du travail, du bien-être, de l'éducation, de la politique et des communications dans les années 50 nous amène à nous demander qui, sociologiquement parlant, est politiquement mécontent et pourquoi. L'accueil que reçoit *Les Insolences du Frère Untel* est l'un des nombreux indices de l'existence d'une nouvelle classe moyenne ; dans une société de plus en plus différenciée, [177] c'est ce groupe qui ressent, exprime et diffuse peu à peu son malaise.

L'urbanisation massive au cours de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre a exercé des pressions croissantes sur les institutions traditionnelles chargées de l'éducation, de la santé et du bien-être social. Les nouvelles données démographiques ont nécessité une croissance radicale et subite de ces institutions qui, du même coup, ont vu leur caractère se modifier. Seuls de très grands établissements peuvent se doter des nouvelles technologies coûteuses et des spécialités de plus en plus complexes qui sont requises pour offrir des services modernes à une clientèle élargie. Les membres de la nouvelle classe moyenne trouvent dans ces établissements publics et parapublics un marché de travail en pleine croissance ; contraire-

ment à la petite bourgeoisie traditionnelle autonome, ils deviennent donc des salariés professionnels et semi-professionnels faisant carrière au sein de vastes bureaucraties. À leurs yeux, les institutions québécoises ont un urgent besoin de fonds publics si l'on veut qu'elles croissent et modernisent la société. Le régime Duplessis est si lent à réagir qu'il est déclaré réactionnaire.

La Révolution tranquille débute officiellement quand les priorités de la nouvelle classe moyenne deviennent celles de l'État. Cela se produit au lendemain de la mort de Duplessis, lorsque Paul Sauvé devient premier ministre en 1960. Sauvé meurt après avoir rempli à peine trois mois de son mandat et la société québécoise toute entière considère son décès comme une terrible perte personnelle. Comme il n'a pas eu le temps de faire aucun changement, ce profond sentiment de deuil provient de sa promesse solennelle, de son « désormais » qui inclue trois projets :

1. Assurer des subventions statutaires aux universités.
2. Créer une commission royale d'enquête chargée d'étudier la faisabilité d'un régime d'hospitalisation gratuite.
3. Réviser les échelles de salaire de la fonction publique.

Ces trois promesses sont rapidement remplies, non par l'Union nationale de Sauvé mais par Les libéraux qui remportent l'élection suivante avec le slogan « C'est le temps que ça change ».

Il est certain que bien des membres de la nouvelle classe moyenne croient sincèrement à l'idéologie que représentent ces objectifs. Néanmoins, une simple analyse sociologique démontre que la modernisation des soins de santé et de l'éducation répond autant à leurs intérêts professionnels qu'à la nécessité d'un progrès social. Les subventions statutaires accordées aux universités en fonction du nombre d'étudiants et celles accordées aux hôpitaux pour chaque jour d'hospitalisation signifient qu'il y aura maintenant un apport automatique de fonds publics dans les établissements de santé et d'enseignement. Ceux-ci peuvent [178] donc planifier une expansion rapide. De telles subventions sont politiquement populaires parce qu'elles assurent des services gratuits aux patients des hôpitaux et une éducation subventionnée aux étudiants universitaires ; elles sont également conçues de façon à promouvoir la croissance institutionnelle. Dans les universités, par exemple, la province ne fixe aucune limite des effectifs et les fonds sont simplement versés en fonction du nombre d'étudiants, ce qui a pour effet d'encourager ces établissements à accroître

rapidement le nombre des inscriptions. Cette croissance assure l'accès d'un plus grand nombre de citoyens aux études universitaires et démocratise par le fait même le système d'éducation. Parallèlement, toutefois, grâce à la hausse en flèche de leurs ressources, les établissements peuvent attirer un personnel de plus en plus qualifié (et de plus en plus spécialisé) et leur offrir un traitement approprié. Les carrières à temps plein dans les universités, jadis très rares pour les laïcs, sont maintenant abondantes et bientôt l'octroi de postes permanents en fait également des carrières pour la vie.

Il ne fait aucun doute que la Révolution tranquille favorise le progrès social. Elle élargit l'accès aux études et démocratise l'éducation en plus d'accroître l'accès aux soins de santé et la qualité de ces soins. Elle se traduit par une participation financière et bureaucratique accrue de l'État, par une croissance rapide des établissements publics et parapublics ainsi que par une augmentation des nouvelles élites. Ce qui n'était pas aussi clairement prévu ni sans doute voulu, c'est qu'elle entraînera la sécularisation de la société québécoise. Pourtant, dans les périodes d'évolution rapide, les conséquences imprévues sont la norme plutôt que l'exception

2. Sécularisation de la société québécoise

[Retour à la table des matières](#)

Les études sociologiques associent souvent sécularisation et modernisation, mais le lien entre ces deux processus est habituellement loin d'être clair et évident. Sur le plan théorique, on définit généralement la « sécularisation » comme une diminution de l'importance de la magie et de la religion par suite du progrès de la science et des méthodes scientifiques. Le rétrécissement de la sphère du sacré correspond à une expansion du savoir, au détriment de la foi et des mythes. Pourtant, concevoir la sécularisation sous l'angle de la disparition d'anciens mythes plutôt que sous celui de l'apparition de nouveaux mythes, c'est oublier l'essentiel. De plus, cette notion idéaliste de la sécularisation ne tient pas compte de la façon dont le processus a pris naissance et a évolué au cours de l'histoire.

Alors que les théoriciens fondent leur notion de la sécularisation sur l'épistémologie (théories du savoir), la grande majorité des gens la définissent de façon sommaire, du point de vue institutionnel, comme une opposition entre ignorance et éducation, comme un sous-produit du développement de l'instruction (de la masse). Ils supposent, à tort, que le monde du savoir et celui des significations sont une seule et même chose. En fait, l'éducation est reliée au monde du savoir, du moins en principe, tandis que la sécularisation est reliée au monde des significations, ce qui est bien différent.

La sécularisation est une question politique et non épistémologique. Historiquement, elle est apparue avec la séparation de l'Église et de l'État, avec la proclamation dans les constitutions de la France et des États-Unis non pas d'une société sans Église, mais d'un État sans Église. Dans le cas de la France, cette proclamation a eu lieu au moment de la Révolution afin d'officialiser la rupture avec un passé féodal. Aux États-Unis, la Révolution américaine avait besoin de couper l'État d'une religion officielle (et par conséquent de toutes les religions) afin de pouvoir proclamer la liberté de culte et satisfaire le pluralisme confessionnel de ses citoyens.

Ces motifs politiques n'ont jamais existé en Grande-Bretagne et dans son dominion du Canada où il n'y a jamais eu de rupture avec le féodalisme (mais plutôt une évolution du capitalisme) et où la liberté religieuse était politiquement tolérée et en vigueur, sans être proclamée dans la constitution. Néanmoins, on peut dire, à juste titre, qu'au cours du 19^e et du 20^e siècle, la Grande-Bretagne et le Canada anglais se sont sécularisés, mais cette sécularisation institutionnelle était la conséquence d'une rupture avec l'Église catholique romaine.

Par « sécularisation institutionnelle », il faut entendre le processus par lequel des institutions créées, animées ou gérées par des ecclésiastiques passent aux mains des laïcs. Aux 16^e et 17^e siècles, lorsque les Églises protestantes ont rompu avec le catholicisme, des populations entières ont été privées des structures organisationnelles des communautés religieuses qui s'étaient données comme mission de secourir les pauvres, de soigner les malades et d'éduquer les enfants (dans la mesure où ces communautés fournissaient de tels services). Par conséquent, il a fallu organiser de nouvelles institutions, à l'échelon local, sous l'égide des Églises protestantes et avec une participation accrue des laïcs grâce à des associations volontaires. C'est ce qui explique pourquoi la sécularisation des institutions s'est produite beaucoup plus tôt dans les pays protestants que dans les pays catholiques. Au 19^e siècle, les associa-

tions volontaires étaient bien implantées et les institutions se sont sécularisées progressivement. L'enseignement supérieur en Ontario, par exemple, [180] a suivi un tel cheminement. Bien que des rivalités confessionnelles aient longtemps favorisé l'homogénéité religieuse des clientèles et des administrateurs au sein des établissements (et la favoriseront sans doute encore un certain temps en beaucoup d'endroits), le pouvoir réel et légal qu'exercent les laïcs, par l'entremise de leurs organismes sans but lucratif, est maintenant bien ancré dans l'organisation sociale des pays protestants.

Dans la plupart des pays catholiques, par contre, la sécularisation des institutions sociales ne s'est produite que dans la seconde moitié du 20^e siècle ¹⁷⁹. En fait, au cours du 19^e siècle et au début du 20^e, ces pays ont vu les communautés religieuses et leurs effectifs s'accroître ; progressivement, l'Église s'est immiscée davantage dans les institutions sociales au cours de cette période de transition pendant laquelle, pour emprunter les mots d'Everett C. Hughes, le pauvre, le malade et l'ignorant n'appartenaient plus à la parenté et n'appartenaient pas encore à l'État.

Ce bref résumé historique est la toile de fond de notre analyse de la sécularisation du Québec, une province qui, ne l'oublions pas, était et demeure une société catholique. Nous étudierons trois aspects : la sécularisation des institutions ; la défection massive des membres du clergé au milieu des années 60 et la baisse importante de la pratique religieuse.

Les institutions sociales

Au moment où la Révolution tranquille balayait le Québec, l'Église n'avait pas les ressources humaines et financières nécessaires à la mise sur pied des maisons d'éducation et de soins de santé pouvant répondre aux besoins sociaux définis par la nouvelle classe moyenne. Tels qu'ils étaient définis, ces besoins étaient vraiment très vastes ; rien de moins que l'accès universel à une éducation gratuite jusqu'au niveau universitaire et à une éducation fortement subventionnée par la suite ; gratui-

¹⁷⁹ Cette exception est la France où, au lendemain de la Révolution, l'État a assumé directement l'organisation de l'éducation, ce qui a entraîné d'âpres conflits internes qui ont duré plus d'un siècle.

té des soins hospitaliers pour tous les citoyens et (plus tard dans les années 60) gratuité aussi des soins médicaux. En acceptant ce mandat, l'État décidait du sort de l'Église dans tout le secteur des institutions sociales. Cet investissement massif et rapide de fonds publics exigeait la création d'une fonction publique qui agirait (du moins en principe) au nom de la population. Ni l'Église ni les élites traditionnelles ne pouvaient être les agents de cette floraison institutionnelle. De nouvelles élites - formées dans toutes les disciplines, de la comptabilité au génie, du service du personnel aux relations de travail, des achats à l'architecture - allaient venir grossir les rangs d'une nouvelle classe moyenne dans des structures bureaucratiques toujours plus importantes.

[181]

Cette croissance massive des institutions publiques s'est produite dans les années 60, mais déjà dans les années 50, les institutions traditionnelles avaient été soumises à de fortes demandes. Ainsi, le nombre d'inscriptions s'était accru dans les collèges traditionnels qui offraient aux enfants de l'élite une formation secondaire et de premier cycle fondée sur un programme d'études classiques. (En règle générale, ce cours classique était le seul offert après le cours primaire.) À cause de l'augmentation du nombre de leurs élèves, ces collèges, qui employaient jadis presque uniquement des religieux et des religieuses, avaient commencé à embaucher des enseignants laïcs qui coûtaient beaucoup plus cher. Pourtant, les subventions gouvernementales représentaient bien peu, soit environ 15,000 \$ par année par établissement. On pouvait observer le même scénario dans le domaine de la santé. Bref, la demande de services d'éducation et de santé dépassait l'offre. Les frais d'agrandissement des établissements existants étaient supportés par les clientèles et aussi, quoiqu'on ne possède pas de chiffres à ce sujet, par l'Église. On peut présumer que celle-ci a dépensé presque tout son patrimoine pendant cette période transitoire de croissance qui a précédé la mainmise financière et administrative de l'État et d'une nouvelle bureaucratie spécialisée.

Après que l'État eût décidé de moderniser et d'élargir son réseau d'éducation en utilisant diverses incitations, la sécularisation du système scolaire s'est énormément accélérée. Contrairement à ce que l'on croit, cette accélération n'était pas du tout liée à une perte croissante de la foi ou à une diminution de la pratique religieuse. Elle provenait plutôt d'un simple calcul monétaire de la part des paroisses. Aussi longtemps que chaque paroisse avait assumé ses dépenses d'éducation, au moyen de

taxes perçues localement, l'embauche de prêtres et de religieuses comme enseignants lui avait semblé une sage décision économique ; vivant frugalement en communauté et dépensant peu, ces personnes coûtaient, en effet, bien moins cher que des enseignants laïcs. Toutefois, à partir du moment où les autorités provinciales ont assumé la plus grande part des frais d'éducation, les hommes d'affaires locaux (qui étaient majoritaire au sein des commissions scolaires) se sont rapidement rendu compte qu'il était beaucoup plus logique de rechercher les enseignants laïcs les plus qualifiés. Cette opinion n'était peut-être pas partagée par tous, mais sûrement par les marchands. Non seulement ces enseignants recevaient-ils des salaires fortement subventionnés, mais ils étaient de gros consommateurs jouissant d'un revenu assuré. Contrairement aux religieuses et aux prêtres, ils payaient des taxes et se mariaient. Toute la collectivité - le coiffeur, le marchand d'automobiles, l'agent immobilier et le courtier en assurances - pouvait escompter [182] sa part. Lorsqu'un principe coïncide aussi merveilleusement avec l'intérêt personnel, il ne faut pas s'étonner que l'évolution des institutions soit à la fois rapide et harmonieuse.

Par contre, pendant qu'elles récoltaient des avantages économiques immédiats, les paroisses perdaient leur pouvoir sur leurs institutions locales. Que les élites se soient rendu compte de cette érosion ou qu'elles l'aient considérée comme un échange équitable, il n'en reste pas moins que la centralisation bureaucratique a vite éclipsé l'influence de la communauté locale. Normes et subventions ont commencé à venir de l'extérieur. Comme la loyauté découle souvent de la dépendance, la loyauté du personnel enseignant s'est détournée de la commission scolaire pour se centrer sur l'association professionnelle qui négociait ses salaires et ses conditions de travail avec l'État. Parallèlement, les commissions scolaires en sont venues à représenter l'État plutôt que les communautés locales.

Les mêmes analyses s'appliquent au secteur du bien-être social. Les organismes bénévoles des paroisses, que l'Église s'occupait autrefois d'organiser, de pourvoir en personnel et de diriger, devaient maintenant être mis sur pied par des spécialistes laïcs au service d'organismes étatiques.

Cette modernisation massive, due à une bureaucratisation croissante, n'est pas un phénomène propre à la société québécoise. On le retrouve, en fait, dans tous les pays industrialisés. Ce qui est particulier au Québec (et aussi à des sociétés catholiques semblables ailleurs en Amérique du Nord), c'est que cette sécularisation soudaine et rapide des institutions sociales ait pu se dérouler presque sans conflit.

L'exode du clergé

À la fin des années 60 et au début des années 70, on assiste soudain au Québec, comme au Canada anglais, aux États-Unis et dans certains pays d'Europe, à un phénomène inédit, soit l'abandon de la vie religieuse par une foule de prêtres et de religieuses. Ce phénomène peut s'expliquer en partie par des changements idéologiques au sein de l'Église catholique et en partie par la facilité croissante avec laquelle le Vatican consent à relever une personne de ses vœux religieux. Au Québec, ces « défections » sont également facilitées par la possibilité qu'ont maintenant les prêtres et les religieuses qui quittent leur communauté de trouver sans difficulté, contrairement à la situation qui régnait avant la Révolution tranquille, une place dans l'organisation sociale. On ne considère plus les anciens religieux, surtout les prêtres, [183] coupables de trahison spirituelle parce qu'ils ont renoncé à leur vocation ; les « défroqués » ne sont plus forcés de vivre en marge de la société ou de dissimuler leur ancien état. Grâce à l'évolution de l'ordre social, ils peuvent joindre les rangs grossissants des fonctionnaires publics ou parapublics, et c'est ce qu'ils font. L'évolution est si totale et si généralisée que des prêtres qui enseignent la religion à l'Université de Montréal (détentrice d'une charte pontificale) sont en mesure, à cause de leur ancienneté, de conserver leur poste après avoir renoncé au sacerdoce et au célibat. Une telle situation aurait été impensable moins de dix ans auparavant.

Paradoxalement, les mêmes raisons qui ont poussé des hommes et des femmes à embrasser la vie religieuse en grand nombre, il n'y a pas si longtemps, peuvent expliquer leur exode massif et subit. Sans mettre en doute l'altruisme et la sincérité de ceux qui sont devenus prêtres, frères ou religieuses, on peut dire que, du point de vue de la mobilité sociale, leur entrée en religion ne s'est sûrement pas traduite par une perte de position sociale. Pour les femmes, elle a signifié l'assurance d'un lieu de vie austère mais confortable, la possibilité d'échapper au fardeau d'une famille nombreuse et des tâches domestiques et aussi l'accès à des emplois socialement prisés dans le milieu scolaire ou hospitalier. Tout en ayant choisi de se détacher du monde, les religieuses avaient un style de vie très comparable, et même supérieur, à celui que pouvaient espérer la plupart des femmes mariées provenant du même milieu social.. Leur retrait du monde était compensé par la déférence que les laïcs leur ma-

nifestaient. Leurs couvents majestueux contrastaient avec les logements urbains de leurs soeurs mariées. Privées des privilèges du mariage, elles échappaient également à ses contraintes. Tout compte fait, entrer au couvent n'était pas une décision irrationnelle et n'était pas non plus perçu comme telle.

Quant aux hommes qui devenaient membre du clergé, régulier ou séculier ¹⁸⁰, ils amorçaient une carrière qui pouvait les mener à des postes importants dans leurs institutions. Dans le clergé séculier, cette carrière se résumait surtout à des fonctions pastorales dans les paroisses urbaines ou rurales d'un diocèse aux frontières géographiques précises. Un jeune homme était d'abord nommé vicaire, ne recevant qu'une faible allocation pécuniaire en plus du gîte et du couvert, mais il pouvait espérer devenir curé un jour. Grâce à des promotions, accordées surtout selon l'ancienneté, il passait de la cure d'une petite paroisse souvent rurale à celle d'une large paroisse urbaine. Son revenu augmentait avec l'importance de sa paroisse parce qu'il dépendait à la fois de la richesse et de la taille de cette dernière. Le nombre d'années « de bons revenus » lui permettait une retraite relativement confortable.

[184]

Quant à la carrière d'un membre du clergé régulier, elle dépendait du type d'institutions que dirigeait son ordre. Il pouvait s'agir de noviciats pour la formation des futurs prêtres, de collèges et parfois d'universités, ou encore de lieux de pèlerinage, de maisons d'édition ou d'organismes sociaux responsables de coopératives, de caisses populaires ou de syndicats. Au faîte de sa carrière, un prêtre régulier pouvait espérer un poste de direction, un grand prestige et la gratitude de la population.

Au Québec, un pourcentage relativement élevé de personnes choisissaient depuis longtemps de telles carrières. Presque en même temps que survient la Révolution

¹⁸⁰ Les prêtres catholiques peuvent être des prêtres réguliers ou séculiers. Les premiers sont membres d'un ordre particulier, comme les Basiliens, les Sulpiciens et les jésuites, et suivent la règle de leur communauté, d'où leur nom de réguliers ; ils prononcent des vœux de célibat, de pauvreté et d'obéissance aux autorités hiérarchiques de leur ordre. Il arrive qu'un ordre religieux accepte la charge d'une paroisse, mais en général, chacun se considère comme doté d'un ou de plusieurs mandats particuliers ; ainsi au Québec, avant les années 60, les ordres actifs (certains sont uniquement contemplatifs) s'occupaient d'éducation, de santé ou d'autres types de services sociaux.

Quant aux prêtres séculiers, ils prononcent des vœux de célibat, mais non de pauvreté et d'obéissance. Sous l'autorité directe de l'évêque local (nommé par Rome), ils administrent des paroisses ainsi que divers établissements.

Toutes les religieuses et tous les frères appartiennent à des ordres réguliers.

tranquille, le nombre de ceux qui optent pour la vie religieuse s'amenuise tout à coup tandis que les défections augmentent de beaucoup, surtout chez les jeunes prêtres et religieuses qui débutent dans leur carrière. Le rôle de moins en moins important de l'Église dans le nouvel ordre social en gestation est certainement un facteur clé. L'Église qui offrait auparavant un plan de carrière intéressant et l'estime de la société ne peut plus rien promettre maintenant. Disons également que les autorités ecclésiastiques contribuent sans le vouloir à entraver les carrières religieuses. La centralisation bureaucratique des ressources et des prises de décision qui est la marque de la nouvelle organisation sociale n'épargne pas l'Église elle-même. Les carrières des membres du clergé séculier sont radicalement transformées. Du jour au lendemain, les prêtres des paroisses deviennent des fonctionnaires à salaire fixe (et très bas). L'évêque centralise toutes les ressources excédentaires parce qu'il est le mieux placé, du moins c'était l'explication fournie, pour évaluer les besoins des différentes paroisses et répartir les ressources. Inattaquable du point de vue de la gestion, cette théorie entraîne des mesures qui sapent le moral des membres du clergé séculier en faisant disparaître soudainement les récompenses traditionnelles de leur vie professionnelle. En outre, les curés des paroisses et leurs vicaires se rendent compte qu'un prêtre qui se joint au personnel croissant des institutions parapubliques à titre de spécialiste salarié gagne plus de quatre fois leur salaire, est exempté des fonctions pastorales, peut vivre seul en appartement et est, comme érudit, plus en vue, mieux connu et mieux estimé qu'eux, aussi bien dans les milieux laïcs qu'ecclésiastiques.

Diminution de la pratique religieuse

Everett Hughes faisait un jour remarquer, au cours d'une conversation, que « la tradition n'est sacrée qu'aussi longtemps qu'elle est utile ». Si [185] la tradition englobe un mélange de sacré et d'utilitaire, il s'ensuit que les premières personnes à mettre en doute son caractère sacré seront celles pour qui elle aura perdu son utilité. Au Québec, au milieu du 20^e siècle, ce sont en effet l'intelligentsia et la nouvelle classe moyenne - dont les carrières et les intérêts n'étaient plus servis par la culture, les institutions et les autorités traditionnelles - qui ont remis en question, les premiers, la légitimité de ces trois éléments.

Pour la société québécoise traditionnelle, notamment pour l'élite, les pratiques religieuses publiques s'entremêlaient à tous les événements de la vie. En très peu de temps, un grand nombre de ces pratiques sont presque totalement disparues. Ainsi, les gens avaient coutume d'identifier leur lieu de résidence en utilisant le nom de la paroisse dans laquelle ils vivaient ; cette habitude a rapidement disparu car la plupart ne connaissent plus ni le nom ni la localisation de leur église paroissiale.

Il n'est pas faux de dire que la majorité de la population a dérivé vers la sécularisation par inattention. L'abandon des pratiques religieuses a résulté de l'incapacité croissante de l'Église de répondre aux besoins de la vie quotidienne. Les écoles n'étaient plus reliées à la paroisse ; les enseignants étaient plutôt des laïcs que des religieux ; les hôpitaux et les cliniques étaient administrés par des spécialistes qui vivaient loin de leur lieu de travail et ne s'intéressaient à leurs clients que du strict point de vue professionnel. La sécularisation de la charité dans des organismes gérés par des spécialistes de l'État a laissé à l'Église non seulement un rôle de plus en plus rétréci, mais aussi des immeubles à moitié inoccupés dont l'entretien en est venu à dépendre du succès des soirées de bingo.

Cette situation a eu des répercussions évidentes tant sur les grands moments de la vie que sur les petits gestes quotidiens. Stanley Ryerson mentionnait, au cours d'une conversation, la transformation profonde de la société québécoise ; aujourd'hui, disait-il, on ne voit plus personne soulever son chapeau ou faire un signe de croix en passant devant une église. Lorsqu'un usage courant devient bizarre, lorsqu'un comportement automatique, spontané et habituel devient inusité en très peu de temps, on peut supposer que des changements profonds séparent le présent d'un passé récent. À tous les points de vue, sauf celui du calendrier, des siècles plutôt que des décennies séparent le Québec des années 80 du Québec des années 50.

Invisible et essentiellement silencieuse, l'Église, qui a jadis été une institution prédominante dans la vie sociale et collective, s'est repliée pour répondre aux besoins spirituels et personnels de ceux qui recherchent encore ses conseils. Au fur et à mesure que son poids politique a diminué, la voix de ses critiques s'est fait entendre avec de plus en plus de force. Libéraux et conservateurs soutiennent que l'Église a été responsable dans une large mesure du sous-développement économique du Québec parce qu'elle n'a pas enseigné à ses fidèles « les bonnes valeurs », celles qui inspirent l'esprit d'entreprise et la réussite en affaires. Sous sa gouverne, affirment-ils, les institutions québécoises n'ont pas réussi à s'adapter aux impératifs

d'une société industrielle moderne. De leur côté, les marxistes reprochent à l'Église d'avoir collaboré avec la bourgeoisie anglophone dans l'exploitation de ses fidèles de la classe ouvrière. Ces deux accusations sont faussées par l'idéologie qui les inspire. Cependant, l'Église a cessé de répondre à ses critiques. On peut se demander si ce silence est dû à un souci de dignité ou s'il marque l'effondrement d'une institution.

3. La question du Canada

[Retour à la table des matières](#)

Vers la fin des années 70, le Québec possède donc une organisation sociale moderne et laïque. Il a fait de l'ordre dans sa maison et s'est mis au rang des autres sociétés développées. Malgré cela, ou peut-être à cause de cela, le malaise politique persiste. Le Québec s'apprête à remettre en question la légitimité d'une autre institution sacrée, l'État canadien. Une fois résolus les problèmes internes reliés à l'Église et à la société, les problèmes externes reliés à l'État et à la société surgissent en tête de l'agenda politique. Pour la société québécoise, il s'agit de la question du Canada.

Lamentation sur les deux nations

Il arrive rarement, sinon jamais, qu'un peuple conquis donne son plein consentement à l'État conquérant. La loyauté des sujets conquis demeure toujours suspecte. Cela est si vrai qu'il est d'usage courant de faire prêter un serment d'allégeance aux futurs fonctionnaires. Lorsque l'unité nationale traverse une crise, ces serments oubliés deviennent des moyens de contrôle social aux mains de ceux qui craignent pour la sécurité de l'État. Je ne rappelle pas ce point pour souligner la vulnérabilité de ces fragiles libertés que l'on nomme libertés civiles, mais plutôt pour attirer l'attention sur le prix qu'il faut constamment payer au cours de l'histoire pour la domination politique. Ceux qui ont créé l'État comme ceux qui doivent s'y soumettre sont condamnés à ne jamais voir leurs rêves devenir réalité ; les premiers rêvent d'unité nationale et les seconds, d'indépendance nationale.

[187]

Ceux qui rêvent d'unité nationale sont également forcés de déplorer l'absence d'une histoire acceptée de tous. Dans les années 60, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a dépensé beaucoup d'énergie et d'argent pour démontrer une telle absence. En y repensant, les commissaires auraient dû se rendre compte que leur existence même était précisément due à ce fait regrettable.

Une histoire acceptée de tous présuppose la célébration commune soit d'un passé glorieux, soit d'une victoire commune sur un passé indésirable. La France peut revendiquer ces deux célébrations, la Grande-Bretagne la première, les États-Unis la seconde et le Canada, ni l'une ni l'autre. Pour atténuer la cruauté de cette observation, disons qu'il est toujours possible de construire un consensus politique sur une vision commune du futur. Une telle vision doit cependant reposer sur la correction de l'histoire et non sur sa négation. Le « canadianisme sans trait d'union » est un mirage qui confond biographie personnelle et histoire commune. Tous les immigrants ont subi une rupture biographique avec un passé qui rendait leur pays d'origine indésirable jusqu'à un certain point, souvent par suite de l'absence de possibilités d'avenir ou de persécution politique ; du simple fait qu'il reçoit ces immigrants, le pays d'adoption devient le symbole de la terre d'avenir ou du refuge contre l'oppression et ce sont là deux bonnes raisons de lui en être reconnaissant. Les Français et les Anglais du Canada subissent, au contraire, le poids de la continuité historique. Dans les deux cas, une rupture avec le passé biographique ne créera pas un citoyen nouveau, mais un marginal. Même si des citoyens marginaux peuvent s'inventer des mythes et se fixer de nouveaux horizons, un nouvel ordre politique demeure impossible à défaut de consentement collectif.

Un ordre politique est une structure dotée d'un pouvoir de médiation symbolique. En d'autres mots, pour être légitime, l'État doit obtenir le consentement réel et non seulement formel des citoyens. Il peut toujours machiner un consentement formel en ayant recours à la manipulation, à la tricherie, à la propagande, à la publicité et à la tromperie, ou encore il peut le revendiquer au nom de la seule loi du plus grand nombre. Un consentement collectif, par contre, exige l'existence de mythes communs et de significations communes. Les Français et les Anglais ont peut-être un sort commun au Canada, mais ils ne partagent aucun mythe politique. Ce qui a ressemblé le plus à un mythe commun a été la croyance que le Canada était une association entre Français et Anglais ; c'est la théorie du pacte confédératif qui a consacré cette idée

en faisant du dualisme le caractère central de l'État. John Porter a parlé de « groupes à charte » tout en admettant que l'un avait une position subalterne. Stanley Ryerson a qualifié la Confédération d'« union inégale ». [188] En créant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Lester Pearson a parlé des « deux races fondatrices ». Conscients de la connotation que pourrait avoir le mot « race », les commissaires ont préféré parler de « deux sociétés et deux cultures ». Pierre Trudeau a dilué le concept encore davantage en parlant de deux communautés linguistiques (comme si une langue sans une culture pouvait être le fondement d'une communauté) et de nombreuses cultures. Point n'est besoin d'en dire davantage pour démontrer soit l'incapacité de définir le Canada, soit l'impuissance des mots à cacher une réalité socio-politique embarrassante.

La dernière personne qui a su parler de la réalité socio-politique au Canada avec candeur, sans ambiguïté et avec des mots anglais bien connus, a été Lord Durham dans sa description de « deux nations en guerre au sein d'un même État ». Comme je l'ai dit au début, il recommandait de soumettre les Français à la domination stricte des Britanniques ; son conseil a été suivi, mais sans succès. Pour suivre ce conseil avant la Confédération, il fallait déroger aux principes démocratiques. Après la Confédération, ces mêmes principes démocratiques ont assuré l'assujettissement politique de la nation française.

Depuis, l'emploi du mot « nation » pour décrire la réalité française au Canada a toujours été banni du vocabulaire politique des universitaires et des hommes d'État canadiens. Pour faire avaler cet embrouillamini sémantique, on a pris l'habitude de parler de la nation canadienne au lieu de l'État canadien, créant ainsi l'unité sémantique à défaut d'unité politique.

Pour brouiller ainsi les cartes, il faut évidemment beaucoup d'instruction. Nier la réalité afin de ne pas avoir à l'assumer est caractéristique des hommes politiques, mais non des simples citoyens. En arrivant au Québec ou en le quittant, Québécois comme non-Québécois perçoivent tout de suite des différences culturelles et sociales bien réelles. Certains en sont estomaqués. D'autres en deviennent paranoïaques. Ces deux réactions prouvent bel et bien l'existence de frontières socioculturelles. Le fait que le dualisme canadien ne puisse trouver son mode d'expression dans le système politique du pays rend ce système fondamentalement vulnérable.

La théorie du pacte confédératif (ou du dualisme canadien), le mythe auquel se sont raccrochés tant de Canadiens français afin de pouvoir légitimer honorablement leur engagement envers l'État canadien, a subi une mort ignominieuse au moment du rapatriement de la Constitution en 1982 ; l'un des associés, a-t-on découvert, pouvait imposer sa volonté sans le consentement de l'autre. Le fait que ce coup mortel ait été porté par un Premier ministre qui était lui-même à demi canadien-français ne [189] l'a pas rendu moins funeste. Des manigances politiques ont transformé le rituel solennel du processus constitutionnel en une farce tragique qui a donné une apparence irréaliste et insensée à la perte définitive des illusions. La rumeur veut que le comportement impitoyable du premier ministre Trudeau, lors du rapatriement de la Constitution, ait été motivé par sa volonté farouche de s'assurer une niche dans l'histoire du Canada. Il s'en est bel et bien assuré une, mais il reste à voir si elle sera enviable.

La destruction du mythe commun qu'était le dualisme par suite du rapatriement forcé de la Constitution est venue prouver, par un coup politique plutôt que par une argumentation rationnelle, une doctrine chère au cœur de Trudeau, à savoir que le Québec est une province comme les autres. En d'autres mots, le Québec n'est pas la patrie d'un peuple, mais une simple région du pays, une région parmi dix autres.

La fiction juridique a fait du Québec une province comme les autres, mais sa réalité sociale fait qu'il n'est pas comme les autres. Il est différent également du point de vue économique puisqu'il est la seule province où l'économie est aux mains d'une minorité qui diffère socialement, culturellement et ethniquement des autres citoyens. Cette situation sociale et historique est imputable en partie à l'État canadien. D'où la mise en doute de sa légitimité. D'où aussi la naissance du rêve de l'indépendance nationale parmi ses sujets du Québec.

Le rêve irréalisable

Le rêve de l'indépendance nationale a pris racine au cœur de la société québécoise au moment où le mythe des deux peuples fondateurs de l'État canadien constituait encore le thème dominant des discours politiques. En fait, les intellectuels de la société québécoise ont commencé à se sentir aliénés quand ils se sont mis à soupçonner que les Canadiens anglais ne partageaient pas vraiment ce mythe politique.

Le début des années 50 a été marqué par une grève dans les mines d'amiante, les années 60 ont commencé par la grève de Radio-Canada. Ces deux événements annonçaient des changements fondamentaux dans l'ordre socio-politique. La grève de l'amiante a mené à la Révolution tranquille une décennie plus tard. La grève de Radio-Canada a mené à l'élection du Parti québécois quelque quinze ans plus tard. La Révolution tranquille a fait surgir une société moderne et sécularisée, fondée par l'État et dirigée par des professionnels bureaucratisés. Le mouvement indépendantiste a fait surgir une remise en question constante et crédible de la légitimité d'un ordre politique imposé de l'extérieur.

[190]

Comme je l'ai déjà dit, à première vue les deux grèves semblent paradoxales. La grève de l'amiante met aux prises une multinationale dirigée par des Canadiens anglais et des travailleurs francophones, mais elle entraîne une remise en question du régime duplessiste et du pouvoir social de l'Église. La grève de Radio-Canada résulte d'un conflit entre les réalisateurs et la direction au sein du réseau français uniquement, mais elle se définit finalement d'un point de vue ethnique. Aucune de ces constatations n'est véritablement paradoxale. En temps normal, on pourrait voir une certaine contradiction entre le fait considéré objectivement et la réaction sociale, mais à une époque de malaise social et de tensions croissantes, il n'est pas inhabituel d'investir un événement de significations qui transcendent les faits eux-mêmes. Cet écart annonce une redéfinition importante d'une situation historique, à l'aube d'un défi à l'ordre politique.

Contrairement à bien d'autres grèves, celle de Radio-Canada touche directement les intellectuels et déclenche leur aliénation politique. Très vite, ils procèdent à l'examen des organismes fédéraux afin d'y déterminer la participation quantitative et qualitative des francophones. Constatant la faiblesse incroyable de cette participation, ils deviennent de plus en plus convaincus que l'État canadien est « le leur » et non « le nôtre ». En outre, comme la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme le démontrera par la suite, les rares francophones qui travaillent dans ces institutions doivent laisser leur langue maternelle à la porte. À la Commission des ports nationaux, par exemple, les fonctionnaires bilingues ont reçu de leur patron francophone une simple note de service les avisant que « comme tout le monde est bilingue, faites vos rapports en anglais ». Vue de l'intérieur, cette directive peut sembler un modèle d'efficacité administrative. Vue de l'extérieur, lorsqu'elle fait

l'objet d'une fuite dans la presse, elle devient politiquement absurde, sauf à titre d'exemple de « la domination stricte » des Anglais conseillée par Lord Durham.

Cette note de service est citée dans le premier d'une série d'éditoriaux d'André Laurendeau, le prestigieux rédacteur en chef du journal *Le Devoir*. Quelques mois plus tard, le premier ministre Lester Pearsons crée la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Hommes pleins de noblesse et de bonnes intentions, inquiets des tensions qui menacent l'État, les commissaires présentent des recommandations qui perpétuent ces tensions au lieu de les éliminer. Ils refusent de recommander un régime linguistique territorial, qui assurerait à la majorité francophone du Québec l'accès dans sa propre langue aux grandes sociétés montréalaises, et citant le Québec en exemple pour la façon dont il traite ses « minorités », ils pressent le reste du Canada de [191] suivre ce modèle à l'égard de leurs minorités francophones. Dans les faits, ils recommandent que rien ne soit changé au Québec du point de vue de la politique linguistique et préconisent des mesures qui assureront la viabilité des communautés francophones hors du Québec.

Pourtant, cette viabilité ne peut être assurée, car des services postaux et des émissions de radio et de télévision en français ne remplacent pas des assises économiques en voie de disparition. En outre, les commissaires ne peuvent convaincre les Québécois mécontents que le Québec est un modèle puisque, selon ce « modèle », ils sont forcés de choisir entre une carrière dans la fonction publique en français ou une carrière dans le secteur privé en anglais. Pour que le Québec devienne une province comme les autres, selon les désirs de Trudeau, il semble élémentaire de corriger cette dichotomie bizarre. Plus habile à provoquer qu'à intégrer, Trudeau fait fi des mots mêmes du mandat de la Commission royale d'enquête et il proclame que le Canada est bilingue et multiculturel. Cette proclamation ravit les citoyens qui ne sont ni Français ni Anglais, mais dans les faits, elle est loin de garantir la substance même de leurs cultures ethniques puisqu'ils ne peuvent célébrer ces cultures dans leurs propres langues ; elle garantit uniquement que des fonds publics seront consacrés à des manifestations colorées du pluralisme officiel.

Du point de vue politique, le bilinguisme officiel adopté par l'État canadien ne présente aucun intérêt pour la majorité québécoise en voie de modernisation et il suscite de l'animosité presque partout dans le Canada anglophone. Dans l'Ouest, il prend l'allure de privilèges puisque les rares Canadiens français qui vivent dans ces régions sont parfaitement bilingues, mais peuvent maintenant profiter d'une radio et

d'une télévision francophones financées par des fonds fédéraux, sans compter qu'ils peuvent aussi manger des « cornflakes » portant des étiquettes bilingues alors que les Néo-Canadiens qui constituent l'immense majorité ne peuvent recevoir de tels services dans la langue de leur culture. Les raisons d'État entrent en conflit avec la logique des collectivités, mais comme ce sont elles qui prévalent, elles ont pour effet de liguer les Canadiens des diverses ethnies contre les Canadiens français. L'absence de mesures appropriées de la part du gouvernement fédéral entraîne des résultats similaires au Québec ; en 1974, le gouvernement provincial dirigé par Robert Bourassa, qui n'a rien d'un séparatiste fanatique mais n'est qu'un libéral docile, doit se résoudre à présenter le Projet de loi 22, la Loi sur la langue officielle. Remplaçant une loi de 1969 qui visait les mêmes objectifs mais de façon limitée, la Loi 22 fait du français la langue des lieux de travail et de l'administration provinciale. Elle restreint aussi l'enseignement en anglais aux seuls enfants qui possèdent [192] déjà une bonne connaissance de cette langue. Tout en étant violemment dénoncée par les médias anglophones, la nouvelle Loi a comme conséquence immédiate d'écarter du Parti libéral beaucoup de nouveaux Canadiens du Québec furieux d'avoir maintenant à apprendre deux langues au lieu d'une pour devenir des citoyens à part entière.

La vive opposition des anglophones du Québec à la Loi 22 gagne le reste du Canada et amène, en 1976, l'Association des contrôleurs aériens à défier la politique des langues officielles du Canada. Plus précisément, craignant d'être obligés de devenir bilingues un jour, les contrôleurs aériens se mettent en grève pour protester contre l'usage du français dans les communications entre pilotes francophones et contrôleurs francophones ; les communiqués de presse du syndicat laissent entendre que la sécurité est menacée dans les airs si l'on n'emploie pas uniquement l'anglais. Jusqu'à ce moment, la politique fédérale du bilinguisme s'est heurtée à une résistance passive, comme l'attestent les rapports successifs du Commissaire aux langues officielles. Toutefois, la grève de la CATCA représente un défi officiel à la Loi par un groupe d'intérêt. Trudeau réagit en proclamant solennellement dans un message télévisé que ce défi met l'unité nationale en danger, puis il fait ses valises et s'en va aux Bermudes, laissant toute la question entre les mains du ministre des Transports, Otto Lang, qui acquiesce rapidement aux demandes de la CATCA.

À peine quelques mois plus tard, à la consternation des Canadiens anglais, des élections provinciales portent au pouvoir le Parti québécois dont un des objectifs avoués est d'obtenir sans violence l'indépendance du Québec. Un des premiers ges-

tes du PQ est de compléter la francisation du Québec amorcée par Bourassa. Il adopte la Loi 101, la Charte de la langue française, qui fait du français la langue du travail, de l'enseignement et de la vie publique. En gros, les auteurs de la Loi 101 prennent l'Ontario comme modèle pour le traitement de l'autre langue officielle, mais certains considèrent inacceptable au Québec ce qu'ils jugent tout à fait normal en Ontario et partout ailleurs au Canada.

En réaction à l'élection d'un gouvernement « séparatiste » au Québec, Trudeau crée un Groupe d'étude sur l'unité canadienne, dirigé par Jean-Luc Pepin et John Robarts. Toutefois, comme le rapport du groupe ne condamne pas la Loi 101 avec assez de vigueur, il est non seulement ignoré, mais également dénoncé le jour même de sa publication par Don Johnston ; à l'époque, celui-ci est un simple député libéral « d'arrière-banc » de Westmount-Saint-Henri, mais il sera rapidement promu au cabinet de Trudeau. Fier d'une entrevue qu'il a donnée à la télévision anglaise, Johnston la fait traduire en français et en distribue une version bilingue dans son comté. Il y annonce solennellement que lui et ses électeurs [193] rejettent le rapport Pepin-Robarts pour les motifs suivants. En premier lieu, l'histoire nous enseigne que lorsqu'une minorité est laissée à la merci d'une majorité, ses droits ne sont pas respectés, et c'est justement ce que recommande le rapport Pepin-Robarts. En second lieu, nos compatriotes canadiens-français seraient « condamnés » à vivre toute leur vie en français, sort jugé pire que la mort. En supposant qu'il ait raison au sujet du sort qui attend les minorités aux mains des majorités, Don Johnston fait ainsi un devoir à tous les Québécois dignes de ce nom de devenir indépendantistes. En faisant équivaloir le fait de vivre toute sa vie en français à une condamnation, il montre clairement qu'en vivant au milieu des autres, on ne parvient pas automatiquement à se mettre à leur place.

Le Parti québécois a gagné ses élections en prônant la souveraineté-association, c'est-à-dire l'indépendance politique du Québec et l'union économique avec le Canada, mais il a aussi promis de demander un mandat précis à la population avant de négocier ces changements avec Ottawa. En mai 1980, un référendum est annoncé. Les libéraux fédéraux, de concert avec le Parti libéral provincial, consacrent à la campagne des sommes énormes et une publicité monstre. Le référendum échoue, victoire sans joie de l'unité nationale. Les Canadiens anglais se remettent à respirer, même lorsque le PQ remporte de façon inattendue une autre victoire aux élections de l'année suivante. Le référendum a rendu le rêve de l'indépendance nationale irréalisable.

Trudeau tient sa promesse d'un « fédéralisme renouvelé » ; en 1982, la Constitution est rapatriée sans le consentement du Québec. Le PQ résiste aux charmes du gouvernement fédéral et refuse de signer l'entente, mais dans son désir de demeurer au pouvoir, il assouplit quelques mesures de la Loi 101 (qui même dans sa forme originale ne protège pas suffisamment la culture et la langue françaises selon certains Québécois). Il adopte également un nouveau programme électoral presque fédéraliste qui amène plusieurs indépendantistes bien connus à quitter ses rangs. Ces gestes ne sont pas acceptés par l'électorat. Même s'ils ont voté très majoritairement contre les Libéraux et donné une victoire éclatante aux Conservateurs lors des élections fédérales de 1984, les Québécois votent quelques mois plus tard, avec presque autant d'unanimité, en faveur des Libéraux provinciaux ; n'est-ce pas le parti qui a acquis le pouvoir en 1960 avec le slogan « *Maîtres chez nous* ».

Le résultat du référendum et l'expulsion des indépendantistes du Parti québécois ne marquent pas la fin du mouvement « national » du Québec, mais la fin de son incarnation dans un parti politique précis. Cela signifie aussi que la stratégie pour atteindre l'indépendance n'empruntera [194] plus la voie des partis politiques. On ne peut exclure une regain de mobilisation politique sous des formes moins institutionnalisées.

4. Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Cet essai se termine sur une note à la fois mélancolique et désillusionnée face à la conduite de l'État et aux partis politiques dans ce pays. Il ne prétend pas être objectif et sans passion. Il se veut plutôt un plaidoyer, public et désespéré afin que les jeunes se démarquent de la culture politique à laquelle ils sont exposés. Ce plaidoyer s'adresse plus particulièrement aux jeunes Canadiens anglais afin qu'ils refusent d'accepter la nouvelle démonologie au sujet du Québec et l'idée que tout y est redevenu « normal », mais qu'il décident de contribuer à la naissance un jour d'un État qui bénéficie véritablement du consentement de ceux et de celles qu'il gouverne.

[195]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

8

"Montée et recul du Parti québécois." *

1. L'histoire, l'action politique et les sciences sociales

[Retour à la table des matières](#)

Il ne faut pas oublier que l'histoire ne peut être comprise qu'avec du recul. La signification des événements ne devient claire qu'après coup. Leur tournure n'est jamais celle qu'escomptaient ceux qui les ont provoqués. C'est sans doute frustrant pour ceux qui souhaitent façonner l'avenir, mais c'est plutôt rassurant pour les autres qui doivent vivre ces lendemains. Sans cette dose d'incertitude au bout du chemin, toute action concertée deviendrait inutile. En outre, parce que les événements déjouent ceux qui les ont provoqués, les principaux protagonistes de la scène politique ne sont pas mieux placés pour les comprendre que ceux qui s'agitent dans les coulisses ou que ceux qui demeurent de simples spectateurs. En d'autres mots, Mulroney ne comprend pas mieux que nous la raison de son élection et Bourassa ne peut que s'étonner, comme vous et moi, de son retour en politique. Paradoxalement, c'est

*

Cet essai a été rédigé spécialement pour ce livre à Montréal en mai 86.

précisément parce qu'elle a des conséquences imprévues que l'action politique demeure pertinente et nécessaire.

Plus souvent qu'on ne le croit, les intuitions nouvelles s'apparentent à des rétrospectives et elles exigent surtout une fascination constante [196] pour un passé récent plutôt que des renseignements de première main sur les objectifs politiques à court terme des dirigeants actuels. Tout ce que les sciences sociales peuvent tenter de faire avec un certain degré de compétence et d'assurance, c'est de jeter des lumières sur ce passé récent, et lorsque ce but est atteint, ce n'est pas une mince réussite. Pour comprendre ce qui nous mystifiait auparavant, il faut être capable de se distancier de ses rêves politiques personnels. Il n'est pas nécessaire d'y renoncer, mais uniquement de les garder sous le boisseau, surtout lorsqu'ils semblent sur le point de se réaliser.

Toutefois, une telle prudence ne s'impose plus aujourd'hui, puisque presque tous les rêves des années 60 et 70 ont été brisés dans les années 80. Le rêve d'égalité raciale de Martin Luther King aux États-Unis, le rêve de démocratie politique de Solidarité en Pologne, les rêves d'égalité sociale qui ont alimenté les mouvements socialistes des démocraties occidentales, tous ces rêves ainsi que les forces sociales qui les avaient inspirés se sont complètement évanouis, et leur disparition est si totale qu'ils semblent faire partie d'une lointaine époque révolue. Ce passé tout récent paraît étrange et folklorique aux yeux non seulement de la nouvelle génération, mais aussi de ceux qui l'ont vécu.

2. Questions déroutantes

[Retour à la table des matières](#)

Les événements politiques au Québec depuis le référendum de 1980 prouvent bien que l'histoire est pleine d'imprévus. Si la réélection du Parti québécois est une surprise, ce n'est rien par rapport aux événements subséquents. À l'aube des années 80, au moment où débute une crise économique qui demeure endémique depuis, le Parti québécois amorce délibérément un conflit de travail avec ses partisans les plus engagés, les travailleurs des secteurs public et parapublic. Non content de bloquer leurs salaires, il provoque volontairement leur rébellion en diminuant ces salaires

rétroactivement, un geste sans précédent qui n'est imité nulle part ailleurs. Pourquoi ?

Le Parti québécois pose un autre geste déroutant en 1985 lorsque, avec l'approbation de René Lévesque, il expulse de ses rangs les indépendantistes inconditionnels. Par la suite, nous assistons à une lutte si démocratique pour la désignation d'un nouveau chef que n'importe qui peut devenir membre du PQ et participer sur-le-champ au choix du futur chef. En dépit des débats dans les régions et d'une abondante couverture des médias, cette campagne laisse la population dans la plus profonde apathie, ce qui montre bien que son issue ne fait aucun doute ou n'intéresse personne.

[197]

L'élection demandée par le nouveau chef, Pierre-Marc Johnson, et la campagne électorale ultérieure ne méritent d'être mentionnées que pour deux choses. La première est la crise d'amour-propre de Johnson, mise en évidence sur les affiches électorales par la taille de sa photo et par l'élimination presque totale de la mention du Parti québécois. Tous les candidats doivent faire ressortir, sur plus de la moitié de leurs affiches, le nom de Johnson plutôt que celui du Parti. La seconde chose digne de mention est le fait que les discours électoraux, peu nombreux du reste, qui doivent faire connaître la position politique de Johnson sont tous prononcés devant des groupes d'hommes d'affaires. Johnson fait ainsi savoir clairement à l'électorat quel groupe compte à ses yeux et lui apprend qu'il s'est approprié le Parti québécois. Il affirme brutalement que son unique souci est le développement des richesses et non leur juste répartition. Des motifs à la fois personnels et politiques expliquent cette convergence toute nouvelle de son idéologie et de celle du *Montreal Board of Trade*. Tout en étant sociologiquement explicable, elle n'en reste pas moins politiquement déroutante.

En soi, la mainmise de Johnson sur le Parti québécois n'est pas un événement politique important. Il importe beaucoup plus de savoir quels intérêts politiques Johnson voulait représenter. En 1976, au moment de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois - un événement qui médusa et effraya la communauté des affaires - qui aurait cru qu'à peine dix ans plus tard, ce même parti se déclarerait en totale harmonie avec cette communauté ? Au moment où la victoire politique du Parti québécois créait un climat d'euphorie dans la population, qui aurait cru que René Lévesque se-

rait forcé de renoncer à la direction du Parti moins d'une décennie plus tard ? Qui aurait cru que les jeunes qui étaient si émotivement engagés dans la réalisation du rêve indépendantiste deviendraient totalement apathiques à l'égard de la politique ?

Enfin, il faut se poser une dernière question. Le recul du Parti québécois signifie-t-il la fin du mouvement national au Québec ? Étant donné la rupture entre le Parti et les militants indépendantistes ainsi que la démobilisation des électeurs engagés dans la même cause, on peut se demander si le mouvement national demeure crédible. Assisté-t-on à la mort de ce mouvement au niveau politique ou seulement à la mort d'une stratégie naïve pour obtenir l'indépendance ? L'exposé qui suit est consacré au recul du Parti québécois et à l'avenir du mouvement national au Québec.

[198]

3. Les années 70 et les politiques de l'exagération

[Retour à la table des matières](#)

Les années 70 ont débuté avec la Crise d'octobre, provoquée autant par la panique des colombes déracinées que par les révolutionnaires romantiques du FLQ. Ces colombes, c'est-à-dire Pierre Elliott Trudeau, Jean Marchand et Gérard Pelletier, s'étaient retrouvées au premier rang de la scène politique après avoir défié avec succès le régime conservateur de Duplessis au nom de la modernisation. Toutefois, ils avaient été nommés à Ottawa pour étouffer le mouvement indépendantiste embryonnaire au Québec.

L'aliénation croissante des Québécois face à la politique canadienne était manifeste ; la Reine avait reçu une réception plus que tiède à Québec et, lors du défilé de la Saint-Jean en 1968, Trudeau, Drapeau et les autres dignitaires avaient été soudainement bombardés de projectiles divers dans l'estrade d'honneur. Bravement, Trudeau avait subi cet affront sans broncher, mais depuis, il ne s'aventurait que rarement en sol québécois et uniquement dans des lieux et chez des amis très sûrs. Cela se comprend fort bien puisqu'on ne peut faire preuve de bravoure tous les jours et que le héros d'un jour peut souffrir d'un choc à retardement qui ne fait évidemment pas les manchettes.

Trudeau et son groupe prirent encore davantage leurs distances parce qu'ils ne parvenaient pas à freiner la croissance du mouvement indépendantiste dans les rangs de la nouvelle classe moyenne dont ils avaient jadis épousé les aspirations, à titre de critiques du régime clérico-nationaliste de Duplessis. Étant de plus en plus perçus comme des étrangers, ils se mirent de plus en plus à agir comme tels.

Parallèlement, ils étaient débordés sur leur flanc gauche. Ceux qui leur avaient succédé comme chefs de file ou comme sympathisants intellectuels du mouvement ouvrier s'inspiraient de Marx plutôt que de Lord Acton et des encycliques papales. Parti Pris succéda à Cité Libre et des groupuscules d'étudiants de la classe moyenne, fascinés par l'aura entourant la révolution cubaine de Castro et par l'attrait romantique de Che Guevera, fondèrent le FLQ. Ils lancèrent une attaque symbolique contre l'État canadien en posant des bombes artisanales dans les bottes aux lettres de Westmount, dans des arsenaux et sur les voies ferrées. Nourris des essais de Franz Fanon, ils renièrent hardiment la culture politique familiale et, au désespoir de leurs parents, devinrent des révolutionnaires. Pierre Vallières, qui avait été brièvement considéré comme le futur éditeur en chef de Cité Libre en remplacement de Trudeau, se mit plutôt à écrire *Nègres blancs d'Amérique*. Si le titre de ce livre pouvait être choquant, son contenu ne l'était pas aux yeux de la plupart des Québécois qui, contrairement à Trudeau, refusaient de mettre tous leurs problèmes [199] économiques sur le dos de Monseigneur Paquet. Ce dernier était un théologien éminent du début du siècle qui avait déclaré que les Canadiens français possédaient la Vérité (la Foi) et qu'il était préférable pour eux de laisser les questions matérielles entre les mains des protestants. Sous la direction intellectuelle de Vallières, les Felquistes de la seconde vague concentrèrent leur action sur les conflits ouvriers, montrant ainsi leur volonté de former l'avant-garde de la classe ouvrière. À la fin des années 60, on assista à l'épanouissement imprévu du mouvement étudiant, marqué par l'apparition du maoïsme et par la création d'un organisme officiel, la Compagnie des jeunes Canadiens, dont le rêve romantique était de modifier le système grâce à l'action politique au niveau communautaire. C'est dans ce climat d'aventures que la dernière vague felquiste prit la vedette.

Impressionnés par les enlèvements politiques des Tupamaros en Amérique centrale, les Felquistes entreprirent de les imiter et enlevèrent James Cross, attaché commercial au consulat britannique de Montréal. Leur geste fit les manchettes dans le monde entier car c'était la première fois, dans une démocratie libérale d'Occi-

dent, que l'on utilisait l'enlèvement pour obtenir des changements politiques. Une telle tactique était monnaie courante dans les pays du Moyen-Orient et aussi d'Amérique latine, qualifiés sans cesse avec mépris de « républiques de bananes », mais elle était inattendue ici et c'est pourquoi, elle reçut tant d'attention dans le monde entier.

Les cellules du FLQ, responsables de la Crise d'octobre, ne manquaient pas d'astuce du point de vue sociologique et ils connaissaient parfaitement le rôle et la soif de statut des médias dans une société de masse. Leur choix de la radio comme porte-parole plutôt que de la télévision ou de la presse le prouve bien. Depuis l'avènement des transistors, le poste-radio est devenu un objet personnel qui peut être transporté partout. La radio se prête bien aux habitudes d'écoute compulsives d'un vaste auditoire puisque la programmation régulière peut être soudainement interrompue par un bulletin de nouvelles annonçant un enlèvement politique. L'astuce des Felquistes ressort également de leur décision judicieuse d'adresser leurs « communiqués » au membre le moins prestigieux des médias, c'est-à-dire à l'annonceur qui lit toutes les heures les nouvelles transmises par télécopieur. Pour bien montrer que leur choix n'était pas le fruit du hasard, ils ont également remis leur primeur aux stations radiophoniques qui avaient la plus faible cote d'écoute. Ils sont parvenus ainsi à créer des habitudes d'écoute compulsive au sein de la population qui, après avoir été rivée à un poste-radio pendant toute la fin de semaine, était psychologiquement et émotivement vidée lorsqu'arriva le lundi. En second lieu, les Felquistes [200] avaient choisi de rédiger leur manifeste en langue populaire. Cela causa un choc puisque les stations radiophoniques ont l'habitude d'épurer la langue populaire sur les ondes. Que le français de la rue représentât ou non leur seule langue de communication, tous les Québécois pouvaient sentir dans ce texte un reflet d'eux-mêmes. Choquant par sa forme, le communiqué touchait, par contre, par son contenu, une corde sensible chez des gens qui se savaient depuis longtemps d'éternels perdants. Confrontés aux demandes du FLQ, Trudeau et ses conseillers décidèrent d'accepter la diffusion du manifeste dans les journaux et à la télévision.

Qu'elle ait été prise de façon délibérée ou par inadvertance, cette décision fut une grave erreur. Dans la semaine qui suivit, l'effet du manifeste sur le peuple québécois fut frappant. La majorité désapprouvait les méthodes du FLQ, mais approuvait ses objectifs avec véhémence. Trudeau et ses collaborateurs avaient mal évalué l'impact du manifeste. Se rendant compte de la situation explosive qu'ils avaient

contribué à créer, ils furent pris de panique. Avec la proclamation de la Loi des mesures de guerre, l'adhésion aux objectifs du FLQ devenait un crime au moment même où les Québécois commençaient à y adhérer. En fait, ils y adhèrent encore, mais en silence.

La Crise d'octobre fut la conséquence autant de la distance que Trudeau, Pelletier et Marchand avait mise entre eux et le groupe politique qu'ils prétendaient représenter, que des rêves révolutionnaires romantiques d'une douzaine de jeunes agités. Trudeau annonça une insurrection appréhendée et Marchand, la moins déracinée des trois colombes, crut véritablement à une vaste conspiration, s'assurant ainsi une place dans l'histoire, bien que ce fut dans les annales des caricatures célèbres grâce à Aislin.

John Turner, alors ministre de la justice, refusa de divulguer l'importance de l'insurrection appréhendée pour des raisons de sécurité nationale. Cependant, il déclara ouvertement que le recours à la Loi des mesures de guerre et l'occupation militaire du Québec étaient amplement justifiées afin de protéger la province. Nous savons aujourd'hui que la seule menace était un groupuscule de jeunes mal organisés et sans ressources. Il est remarquable que les citoyens du pays ne lui aient jamais demandé des comptes à ce sujet.

L'adoption de la Loi des mesures de guerre provoqua l'arrestation sommaire de près de 500 personnes dont 435 furent ensuite remises en liberté sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles. Seulement 16 furent éventuellement reconnues coupables. Claude Ryan, alors rédacteur en chef du journal *Le Devoir*, fut soupçonné de vouloir former « un gouvernement parallèle » et Frank Scott, un éminent juriste de l'Université McGill, parla de trahison. Cela montre à quel point les rumeurs [201] les plus invraisemblables étaient accueillies avec empressement et déclenchaient aussitôt une intervention. Claude Ryan, le suspect, m'a dit lui-même, quelque temps plus tard, qu'un tiers des noms des personnes devant être arrêtées avaient été rayés de la liste par le sous-ministre de la justice du Québec. Cette liste contenait les noms de toutes les personnalités en vue de la société québécoise.

De l'avis de certains, seule une incroyable mésinformation policière a pu provoquer une réaction aussi excessive. D'autres croient que Trudeau a créé cette crise de toutes pièces afin d'éliminer le PQ en même temps que le FLQ. Ces deux opinions pourraient être vraies. Toutefois, un tel scénario relève de tactiques que l'on n'as-

socie pas à un pays profondément démocratique, mais plutôt à des gouvernements qui règnent sur un peuple étranger.

Il peut sembler exagéré de considérer la crise du FLQ comme un rituel de subjugation nationale. Le ton vitriolique des lettres publiées dans la presse anglophone pendant cette crise accroît la crédibilité d'une telle interprétation. On n'y faisait aucune différence entre le PQ et le FLQ, ce qui a amené Bryce Mackasey à déclarer, dans un grand accès de noblesse, qu'il était prêt à sacrifier sa vie pour assurer cette distinction.

Avec l'assassinat de Pierre Laporte, le FLQ perdit toute crédibilité et aussi l'appui des Québécois. Il n'en alla pas de même pour le PQ. Sa popularité s'accrut au contraire au sein de la population qui choisit ce moyen pour protester contre l'affront officiel fait à sa dignité et pour se débarrasser de jeunes libérateurs qu'elle n'avait pas choisis.

La politique de l'exagération n'a pas pris fin avec la Crise d'octobre. Deux autres événements ont contribué à la montée du PQ. Le premier fut les négociations dans le secteur public qui entraînèrent une grève du Front commun et l'emprisonnement subséquent des chefs syndicaux. Le second était relié à la question linguistique ; il débuta par l'adoption de la Loi 22 par le gouvernement Bourassa et se termina par la victoire des contrôleurs aériens qui s'opposaient à l'implantation de la Loi sur les langues officielles. Les deux événements entraînèrent des gains politiques pour le PQ.

À l'époque euphorique de la Révolution tranquille, les fonctionnaires avaient obtenu le droit de grève. Le gouvernement se retrouvait ainsi dans une position ambiguë. Dans des négociations collectives normales, il jouait le rôle d'une tierce partie neutre, du moins officiellement, mais dans des négociations avec ses propres employés, il devenait à la fois partie intéressée et arbitre suprême. En outre, à cause de la croissance des secteurs public et parapublic, il était de plus en plus important pour lui de planifier ses dépenses de main-d'œuvre. Dans ce but, il décida de négocier en même temps avec les fonctionnaires de tous [202] les secteurs à la même table centrale. En réaction, les trois grands syndicats créèrent ce qu'on appela le Front commun. Peu habitués à former une coalition, ils pouvaient naturellement espérer s'entendre tout au plus sur des demandes minimales pour les travailleurs au bas de l'échelle salariale. Les salaires des autres travailleurs devaient être redressés en

fonction des hausses obtenues. Cette façon de négocier aboutit à une impasse et les plus hautes instances des deux parties se refusèrent à toute concession. Il en résulta une grève illégale et, geste sans précédent dans les annales politiques du Québec, l'emprisonnement des chefs syndicaux.

Le manque de perspicacité sociale des technocrates qui voulaient à tout prix rendre leurs prévisions budgétaires moins ardues provoqua cette crise. Toutefois, il existait également un désir de confrontation chez les dirigeants ouvriers. À la fin des années 60 et au début des années 70, deux des grandes centrales syndicales, la Centrale des Enseignants du Québec et la Confédération des Syndicats nationaux, avaient diffusé des manifestes d'inspiration marxiste, rédigés en termes enflammés. À cette époque, le marxisme n'avait pas encore conçu sa doctrine de l'autonomie relative de l'État dans une société capitaliste. Par conséquent, l'État représentait indubitablement un instrument du monopole capitaliste et, de ce fait, exploitait nécessairement ses travailleurs. Encore une fois, c'est la politique de l'exagération qui orienta le cours des événements et mena à la crise. Le gouvernement Bourassa n'en perdit pas moins sa crédibilité auprès de la classe ouvrière qui, tout en n'étant pas prête à renverser l'État par la violence, jugeait que l'emprisonnement de ses chefs syndicaux ne constituait pas la bonne façon de régler un conflit de travail.

Quant à la question linguistique, elle s'envenima dans les années 70. Cinq ans après la Crise d'octobre et deux ans après la grève du Front commun, le gouvernement Bourassa adopta la Loi 22. Son but était de faire du français la langue officielle du Québec ; c'était là une initiative raisonnable et on pourrait même dire qu'elle s'était fait attendre longtemps. La Loi exigeait que tous ceux qui exerçaient une profession au Québec soient en mesure d'exécuter leurs tâches professionnelles en français, ce qui n'avait rien de déraisonnable. Cette mesure suscita un certain ressentiment, mais ce qui mit les Anglais et les immigrants de la province véritablement en colère, ce fut l'intention ouverte de la Loi de forcer les immigrants à s'intégrer dans le réseau des écoles publiques françaises.

Aux yeux des Anglais, la Loi menaçait nettement la viabilité de leurs institutions qui avaient été maintenues dans leur totalité, artificiellement pourrait-on dire, grâce à l'intégration des immigrants. S'ils n'avaient [203] dû compter que sur leur nombre, ils auraient été incapables de conserver une panoplie complète d'institutions, qu'ils possèdent toujours aujourd'hui, mais ils auraient été forcés de partager ces institutions avec les membres de la majorité et de se plier aux règles de ces derniers. De

leur côté, les immigrants ne s'établissaient pas au Québec par solidarité prolétarienne, mais au contraire, pour échapper à une vie de prolétaire dans leur pays d'origine. Dans ce contexte, la Loi 22 constituait pour eux un obstacle de plus à surmonter dans leur quête de mobilité sociale.

Toutefois, ce qui provoqua leur mobilisation émotive, ce fut un article de la Loi 22 qui était une nette exagération. Pour être admissibles à l'école anglaise, les enfants des immigrants devaient subir un test linguistique. L'idée que leurs enfants seraient soumis aux tensions inhérentes à un tel test provoqua un énorme ressentiment. Les immigrants quittèrent massivement les rangs du Parti libéral et contribuèrent ainsi à sa défaite à l'élection de 1976.

La Loi 22 acquit une horrible réputation et le refus de s'y plier devint chose courante. Même la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal la défia ouvertement. La Loi fut amèrement dénoncée dans la presse anglaise et la longue alliance entre les anglophones et le Parti libéral fut rompue, tandis que l'on tentait faiblement de raviver l'Union nationale.

Être victime d'une exagération n'empêche pas une personne de recourir elle aussi à l'exagération. C'est précisément ce qui s'est produit peu de temps après lorsque les contrôleurs du trafic aérien déclenchèrent une grève pour protester contre l'usage du français dans les airs. Ce geste était un défi manifeste à l'application de la Loi sur les langues officielles. Les anglophones du Québec lancèrent une pétition pour appuyer les contrôleurs auxquels s'étaient jointe, entre temps, l'association des pilotes. La majorité québécoise resta silencieuse devant cette réaction exagérée et, quelques mois plus tard, porta le PQ au pouvoir.

Les exagérations du passé qui ont été sanctionnées par l'usage sont parfois considérées comme des droits acquis. Il importe de souligner que c'était là la situation qui régnait au Québec avant le militantisme des années 70. Il y a 25 ans, les opératrices de Bell Canada du Québec répondaient d'abord en anglais. Les immigrants qui ne connaissaient que quelques mots d'anglais et pas du tout de français, pouvaient quand même obtenir un permis de chauffeur de taxi. Par la suite, lorsqu'on les obligea à subir un test bilingue, *The Gazette* protesta contre cet énorme fardeau imposé à de pauvres immigrants. Pour être embauché dans une grande société de la Couronne, un francophone devait être bilingue. La même contrainte n'était pas imposée à un anglophone. Le Groupe d'étude sur l'unité canadienne se rendit compte, sans

ébruiter [204] la chose, que même à la fin des années 70, 49 p. 100 des hauts fonctionnaires fédéraux originaires du Québec étaient anglophones, alors que la population anglophone représentait moins de 20 p. 100 des habitants de la province. Tandis que la sous-représentation des anglophones dans la fonction publique québécoise est continuellement montée en épingle, leur prépondérance dans le monde des affaires n'est jamais mentionnée. De toute évidence, tous préfèrent jouer à la victime.

4. Les années du PQ, d'un mouvement à un parti

[Retour à la table des matières](#)

Dans un système bipartite et dans des périodes calmes, il est difficile de discerner si le vote populaire a porté un parti au pouvoir ou s'il a enlevé le pouvoir à celui qui le possédait. Dans des périodes de frustration et d'exaspération, comme au début des années 70, il est encore plus difficile de répondre à cette question. On peut dire sans trop de risques d'erreur que les Anglais et les immigrants ont délogé le Parti libéral, mais que les Québécois francophones ont porté le PQ au pouvoir.

Au lendemain de la victoire du PQ, le Québec anglophone était plongé dans la consternation et ses appréhensions frisaient la panique. Cette panique se faisait sentir surtout dans les petites et moyennes entreprises anglaises et juives. Les multinationales étaient étonnées de se retrouver dans une situation inhabituelle, celle de ne connaître personne dans le nouveau Cabinet péquiste, mais elles n'avaient aucune raison de se laisser gagner par la panique puisque leurs cadres intermédiaires conservaient les mêmes liens qu'auparavant avec les bureaucrates provinciaux et que, par conséquent, ils étaient en mesure d'établir des communications.

Les médias anglophones rappelèrent sévèrement au PQ qu'il avait été élu pour former un bon gouvernement et non pour réaliser l'indépendance. Le PQ était lui-même responsable de l'ambiguïté qui entourait sa victoire. L'étapisme, ou sa promesse de tenir un référendum avant d'entreprendre la moindre démarche vers l'indépendance, obscurcissait la signification de son mandat. Avait-il été élu à cause de cette promesse ou l'aurait-il été de toute façon ? Maurice Pinard, un sociologue de

l'Université McGill, me déclara peu après l'élection que ses données montraient que le PQ aurait été élu de toute façon.

Il est clair aujourd'hui que l'hésitation et l'embarras du PQ au sujet de la question du référendum ne résultaient pas fondamentalement d'une stratégie. Ils dénotaient, à la direction même du Parti, une profonde division qui remontait à l'époque de sa fondation, à la suite de la fusion du radical Rassemblement pour l'indépendance nationale [RIN] et du [205] plus modéré Mouvement Souveraineté-Association. En somme, on peut dire que l'indécision au sujet de la date du référendum et de la nature de la question découlait de tensions au sein du Parti.

C'est René Lévesque lui-même qui caractérisait le mieux cette ambivalence. Il avait rompu avec le Parti libéral autant par dépit que par principe. Le nom même qu'il avait donné à son rejeton politique, Mouvement Souveraineté-Association, pouvait signifier aussi bien nouvelle confédération qu'indépendance. La question même du référendum conservait ces deux connotations et, dans son livre *Option Québec*, René Lévesque qualifiait avec enthousiasme de « nouvelles intimités » les relations économiques qui pourraient être établies entre un Québec souverain et le Canada. (C'est la première fois que je me suis aperçu que des relations économiques pouvaient être décrites dans les mêmes termes que des relations sexuelles.) L'ambivalence de René Lévesque s'est manifestée également dans sa décision de se porter candidat, lors de deux élections, dans un comté où les résultats dépendaient fortement d'une proportion assez importante d'immigrants. Il perdit les deux fois. Une dernière preuve de son ambivalence se retrouvait dans son hésitation et ses réserves au sujet de la question de la langue et sur ce point, il fut à la remorque de son Parti plutôt qu'à sa tête.

Il est certain que René Lévesque incarnait les aspirations des Québécois dans la défaite comme dans la victoire. Ce qui est moins connu et ce que l'on oublie de mentionner, c'est qu'il incarnait aussi leurs hésitations. Cela est pourtant un fait. Une de ses expressions favorites « il ne faut pas charrier » signifiait qu'il ne faut pas dépasser la mesure et il l'utilisait aussi à propos des éléments les plus radicaux de son parti, comme Pierre Bourgault, le chef du RIN, qu'il jugeait imprudent, impulsif et radical. Il aspirait à la souveraineté-association et il a toujours insisté sur les deux éléments de cette formule. Au mieux, il recherchait une nouvelle confédération. Cette ambiguïté correspondait aux résultats d'incessants sondages qui prenaient le pouls de l'opinion publique et qui ont toujours indiqué que les choix de la population

étaient, par ordre croissant de préférence, le statu quo, l'indépendance, la souveraineté-association et le fédéralisme renouvelé. La population n'avait pas encore découvert le goût amer de ce fédéralisme renouvelé qui, à l'époque, demeurait vide de tout contenu.

Incapable de brûler les ponts qui l'unissaient au Canada, René Lévesque brûla ceux qui le reliaient à la culture québécoise traditionnelle. Personnalisant vraiment la nouvelle société sécularisée, il abandonna sa première épouse pendant qu'il était au pouvoir et en choisit une nouvelle, montrant clairement ainsi qu'il se distanciat de la religion de ses ancêtres qui interdisait encore une telle conduite. Le divorce est [206] aujourd'hui chose courante au Québec et ne scandalise plus personne. Il reste qu'en divorçant, René Lévesque se détachait, et détachait son Parti, des éléments sociaux traditionnels qui, âgés et silencieux, avaient perdu le pouvoir, mais conservaient néanmoins leur droit de vote.

Tout en prenant des risques avec l'au-delà, René Lévesque demeurait prudent au sujet de la voie inconnue sur laquelle une proclamation de l'indépendance aurait engagé le Québec. Certains Québécois, qui refusaient encore de prendre les mêmes risques en renonçant à la foi de leurs ancêtres, jugeaient leur chef imprudent précisément à cause de son attitude vis-à-vis de l'au-delà. Quant à la vaste majorité des membres les plus actifs et les plus militants du PQ, ils s'étaient déjà coupés de la composante religieuse de leur culture traditionnelle. Moins préoccupés de la colère du ciel que de l'armée de la reine, certains exerçaient des pressions pour que d'autres éléments traditionnels soient rejetés. Pendant la campagne référendaire, Lise Payette fournit, en se moquant des « Yvettes », un thème aux forces du « non » qui n'avaient pas réussi à s'unir jusque-là. Après cet incident, la campagne changea de cap. Il était donc normal que, le soir de la défaite, Lise Payette partage la vedette avec René Lévesque au Centre Paul Sauvé.

Le gouvernement Lévesque avait fait avancer la cause de la libéralisation de l'avortement en refusant de poursuivre le docteur Morgentaler qui avait déjà été acquitté par trois jurys. Pourtant, Lévesque refusa, à titre de chef du Parti, d'endosser les résolutions politiques qui avaient été adoptées au congrès du Parti et qui allaient encore plus loin sur la voie de la libéralisation de la législation en matière d'avortement. Comme homme politique, il jugeait à bon droit qu'il aurait été politiquement suicidaire de se couper encore davantage des éléments traditionnels. Des

féministes pourraient dire qu'il n'hésita pas devant le divorce qui le concernait personnellement, mais qu'il refusa l'avortement qui concernait les femmes.

La crainte de l'inconnu et de l'inexploré explique le résultat du référendum. De toute façon, le référendum était une course à handicap dans laquelle les forces du « non » bénéficiaient au départ d'un avantage de 20 p. 100. Il était à prévoir en effet que ce seraient les Anglais et les immigrants qui décideraient si oui ou non la nation française devait accéder à l'indépendance, et c'est ce qu'ils ont fait. Il est clair pour moi que c'est à cette condition seulement que la tenue d'un référendum a été autorisée. François-Albert Angers, un éminent économiste nationaliste de l'École des Hautes Études commerciales aux idées bien personnelles, fut la seule personne à s'interroger à ce sujet.

Le point qu'il soulevait était le suivant. La démocratie est un principe politique interne qui présuppose que tous les citoyens sont égaux [207] et ont le même droit de vote. Au niveau des relations internationales, le principe de la démocratie se dissipe ; ce n'est plus une nation, un vote, comme le montre bien l'importance purement symbolique des résolutions des Nations unies. Selon Angers, étant donné que la tenue du référendum ne pouvait se fonder que sur le principe de l'autodétermination nationale, il était aberrant d'accorder aux Anglais et aux immigrants du Québec le droit de vote sur cette question et de le refuser aux Canadiens français hors du Québec. Son raisonnement était d'une logique impeccable, mais naïf du point de vue politique. Il fut vertement rabroué et on parla de fascisme. Ce n'était pas la première fois que François-Albert Angers se retrouvait dans une situation où personne ne l'écoutait, mais où il essayait une rebuffade. Après tout, saint Jean Baptiste n'a-t-il pas prêché lui aussi dans le désert ?

Le résultat du référendum représenta une victoire sans joie pour les forces du « non » et une amère défaite pour ceux qui aspiraient de tout leur cœur à l'indépendance politique. Parmi ces derniers, on ne retrouvait pas tous les membres du PQ. Le père de Pierre-Marc Johnson avait écrit un livre intitulé *Égalité ou Indépendance ?* Ce titre laissait entendre qu'il fallait se servir de l'indépendance comme d'une menace plutôt que comme d'une fin en soi. Il est un peu bizarre de présenter un rêve sous la forme d'une menace. Cependant, vue dans cette perspective, la décision de Pierre-Marc Johnson de retarder indéfiniment le rêve de l'indépendance devient beaucoup moins incompréhensible. Au lendemain du référendum, ce n'est pas le rêve

de l'indépendance qui a perdu toute crédibilité, mais son utilisation à titre de menace.

Le référendum était encore tout frais dans les mémoires lorsque Trudeau convoqua une Conférence constitutionnelle. René Lévesque et son conseiller constitutionnel, Claude Morin, commirent l'erreur d'accepter de participer à la réunion, incertains de la position qu'ils allaient adopter. Une attitude intransigeante semblerait inappropriée et nettement contraire au résultat du référendum. Ils se rendirent donc à Ottawa à contrecœur et furent amenés par la ruse à renoncer au droit de veto du Québec au rapatriement de la Constitution en échange de rien du tout. Outragés, ils quittèrent la conférence, victimes d'une supercherie politique.

On savait maintenant ce qu'était un fédéralisme renouvelé à la Trudeau. C'est ainsi que la Constitution canadienne quitta Londres pour Ottawa. En fait, son arrivée se déroula comme sa naissance, c'est-à-dire à la sauvette, en grand secret, grâce à des combines et sans la participation de la population. Dans le jargon universitaire, on explique cela par une phrase maintes fois répétée selon laquelle les Pères de la Confédération n'étaient pas des idéalistes, mais des pragmatistes, ce qui laisse [208] sous-entendre que cette façon d'agir est bien canadienne. Belle façon, en effet ! Elle jetait à la poubelle le seul mythe politique qui permettait aux francophones de collaborer dans la dignité avec l'État canadien, soit la théorie dualiste de la Confédération.

On supposait généralement que la défaite référendaire entraînerait la chute du PQ à la fin de son mandat. Il n'en fut rien. En partie parce que Ryan dirigea la campagne électorale comme un maître d'école ennuyeux, mais peut-être aussi par désir de demeurer une éternelle énigme aux yeux de tous, le peuple québécois reporta le PQ au pouvoir pour un second mandat. Un prix de consolation, pourrait-on penser, mais sans doute aussi une façon pour la population de montrer à Trudeau et aux libéraux fédéraux qu'elle était mécontente du rituel humiliant auquel elle avait été soumise.

Blessé à vif par l'humiliation que Trudeau avait fait subir au Québec lors de la Conférence constitutionnelle, le Conseil national du PQ adopta, dans un geste de défi et malgré l'opposition de son chef politique, l'article 1 de son programme qui affirmait catégoriquement sa volonté de réaliser l'indépendance. Vexé, René Lévesque insista pour que soit tenu parmi les membres un référendum (qualifié irrévérencieu-

sement par ses partisans étonnés de « renérendum ») afin que la question de l'indépendance ne devienne pas l'enjeu des futures luttes électorales. Il obtint ce qu'il avait réclamé avec tant d'obstination.

À ce moment précis, le chef du PQ venait de décider que son Parti ne prétendrait plus symboliser le mouvement national québécois. Pour des personnes de l'extérieur comme moi, cette décision n'est devenue évidente qu'en 1985, au moment où ceux qui considéraient l'indépendance comme un but plutôt que comme une menace furent expulsés du Parti. Paradoxalement, René Lévesque qui avait toujours su jusque-là éviter la politique de l'exagération, commença à s'y adonner. Ce qui est encore plus incompréhensible, c'est qu'il s'y adonna aux dépens de ceux qui votaient pour lui.

Par suite de compressions budgétaires résultant de la crise économique des années 80, non seulement le PQ bloqua-t-il les salaires des employés des secteurs public et parapublic, ses plus ardents partisans, mais il réduisit rétroactivement leurs salaires de 20 p. 100. Au Canada, aucun autre gouvernement n'adopta une mesure aussi extrême à l'égard de sa fonction publique. Cette mesure violait une convention collective encore en vigueur. Des raisons économiques auraient pu expliquer un blocage des salaires, mais seules des raisons politiques peuvent expliquer cette diminution rétroactive. La seule explication valable est que le chef voulait désaffilier son Parti du mouvement national. Il lui fallait annoncer clairement aux indépendantistes irréductibles qu'ils étaient [209] maintenant rejetés et coupés du Parti. Il est difficile d'imaginer un signe plus clair qu'une réduction rétroactive des salaires.

Une fois acceptée la rupture entre le Parti et le mouvement national, l'alliance politique entre le PQ et le Parti conservateur de Mulroney devient plausible. Pour se venger des Libéraux fédéraux qui avaient docilement laissé Trudeau se moquer du Québec lors du rapatriement de la Constitution, le PQ conclut une alliance avec les Conservateurs parmi lesquels subsiste toujours un sentiment anti-français traditionnel, incarné par les Lyons et les Nielsens. Brian Muroney, « le p'tit gars de Baie Comeau » pouvait maintenant proclamer que la « réconciliation nationale » était imminente ; encore une fois, le contenu de cette politique serait identique à celui du fédéralisme renouvelé, niente.

Une telle interprétation des faits laisse supposer que le charisme personnel de René Lévesque ne parvenait plus à maintenir la coalition initiale entre le RIN et le

Mouvement Souveraineté-Association qui avait donné naissance au PQ. En fait, l'échec référendaire et les résultats désastreux de la Conférence constitutionnelle plaçaient le PQ dans un dilemme politique ; il devait soit accroître sa mise politique en mobilisant ses partisans et en adoptant une politique de confrontation à l'égard d'Ottawa, soit renoncer à ses aspirations nationales. René Lévesque, pour qui la souveraineté et l'association étaient indissolublement liées, se méfiait de la voie inconnue sur laquelle une politique de confrontation pouvait l'entraîner et il choisit la voie de l'abdication nationale.

Par conséquent, ceux qui refusaient de mettre la question nationale de côté devaient quitter le Parti, et pour qu'ils le sachent bien, Pierre-Marc Johnson, doté d'une soif insatiable de renommée, fut choisi comme dauphin et maître d'œuvre de cette politique. Il jeta aussitôt aux oubliettes l'objectif de l'indépendance, annonça la tenue d'une élection et fut lamentablement battu. Néanmoins, il fut satisfait des résultats parce qu'il n'avait jamais auparavant bénéficié d'une telle publicité.

Entre-temps, René Lévesque fit une triste sortie de la scène politique, abandonné par ses partisans, malmené par les commentateurs de la télévision et lancé sur la route de départ avec une carte American Express lui assurant un voyage autour du monde. J'avais l'impression de regarder l'émission américaine « The Price Is Right ». Il devait ressentir la même chose lui aussi lorsque, dans ses remerciements pour le cadeau reçu, il fit tristement référence au slogan publicitaire de la carte *American Express* : « Ne partez pas sans elle... mais partez ». N'ayant pas réussi à réaliser le rêve qu'il avait inspiré, René Lévesque y renonça à l'automne 1985. En deux ans, on assista au départ pitoyable de la vie politique de deux grandes figures issues du Québec. Trudeau, ayant accompli « la job de bras » dont on l'avait chargé, quitta lui aussi la politique, aussi [210] peu aimé qu'il le souhaitait, dans une flambée fébrile de favoritisme politique de dernière minute ; ses derniers gestes accréditèrent cyniquement le stéréotype de la corruption de la culture politique au Québec auquel les anglophones aiment tant croire. Dans le Dominion, il est courant de blâmer la victime et cela résume en substance la carrière politique de Trudeau.

Le surprenant changement de cap du PQ exige une explication. J'ai déjà parlé des tensions au sein du Parti, de l'ambiguïté de sa victoire et de son souci d'éviter les excès. En outre, la théorie des mouvements sociaux nous enseigne qu'un mouvement social né du malaise et de l'insatisfaction du statu quo, est amené en cas de succès à s'institutionnaliser au cours des années. Le succès entraîne une augmenta-

tion des membres, une hausse des ressources, un besoin d'organisation et de communications rapides avec les membres, une respectabilité sociale accrue, un changement de buts, une croissance de l'oligarchie et une diminution des conflits. Il est facile, en effet, de retrouver ces diverses étapes dans l'histoire du PQ. À l'époque militantiste, la dénonciation du statu quo se retrouve chez les membres du RIN et fait de celui-ci un mouvement beaucoup plus qu'un parti. Avec la fusion du MSA et du RIN, le mouvement devient un parti politique et c'est là une étape importante sur la voie de l'institutionnalisation. Cela signifie que le mouvement accepte les règles du jeu politique afin d'accéder au pouvoir. La victoire électorale se traduit par un accroissement des membres, par une augmentation des ressources et par le poids des responsabilités gouvernementales. Cette situation place le mouvement en interaction constante, non avec sa base politique, mais avec ses adversaires politiques, c'est-à-dire dans le cas du PQ, avec les milieux d'affaires et les bureaucraties fédérales. Étant donné que, dans un État démocratique libéral, une grande partie des fonds publics est allouée au secteur privé sous forme de contrats et de subventions, c'est la recherche normale de profits plutôt que l'engagement idéologique qui explique l'augmentation des membres. Avec la création de ponts entre l'État et le monde des affaires, avec la disparition du fossé entre le Cabinet péquiste et le monde des affaires, une nouvelle configuration de l'univers social et une compréhension mutuelle se dessinent. Il se crée des liens inattendus et des réseaux de communication. Deux univers étrangers apprennent ainsi à bien se connaître. Enfin, une fois le pouvoir acquis, le conserver devient un but au moins aussi important que le but qui a motivé au départ la recherche du pouvoir. Il est clair qu'à la fin de son second mandat, le PQ était pleinement institutionnalisé et que l'objectif de demeurer au pouvoir l'emportait sur celui de l'indépendance. Au moment de la dernière campagne sans gloire pour la nomination d'un chef, les membres se composaient [211] en grande majorité de « yuppies » plutôt que de nationalistes radicaux.

Le dernier point que je voudrais soulever dans cet essai a trait aux conséquences pour le mouvement national du recul du PQ. Beaucoup aimeraient croire que la menace séparatiste a pris fin. Les plus naïfs iraient même jusqu'à penser que les Québécois ont changé d'idée. De façon plus réaliste et plus pertinente, disons qu'un enjeu politique ne peut occuper l'avant-scène indéfiniment. Il doit progresser ou reculer.

La vraie leçon qu'il faut tirer du recul du PQ, c'est que les objectifs du mouvement national ne peuvent pas être atteints par la voie d'un parti politique. Il faut une

incroyable dose de naïveté politique pour s'imaginer que l'on peut créer un État indépendant en s'emparant d'une partie de l'appareil politique conçu et contrôlé par l'État dont on cherche à se séparer. L'indépendance ne s'obtient pas par infiltration. Les États qui ont acquis leur indépendance à la suite d'un vote populaire sont des États que leurs maîtres ne désiraient plus dominer et préféreraient abandonner à leur sort. Un référendum est un rituel qui devrait symboliser un « fait accompli » et non un rêve politique.

[213]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

9

"Les autres options du mouvement
national québécois." *

[Retour à la table des matières](#)

La défaite référendaire et l'expulsion des indépendantistes du Parti québécois ne signifient pas la mort du mouvement national au Québec, mais elles marquent la fin d'un chapitre de son histoire, celui des tentatives d'atteindre à l'indépendance au moyen d'une politique de parti. J'analyserai dans cet essai les options qui s'offrent encore au mouvement national dans ce nouveau contexte.

Une séparation avec le Parti québécois est généralement perçue comme un recul important, sinon comme un coup mortel, pour le mouvement national. J'entends démontrer qu'en y regardant de plus près, l'abandon de la politique partisane est un bienfait plutôt qu'un coup mortel. Mon premier argument se rattache à la nature des mouvements sociaux. Nous avons tendance à surestimer l'organisation. Souvent, des changements profonds se produisent lorsqu'on choisit la dérive plutôt qu'un itinéraire précis. Les poètes rivalisent sûrement avec les gestionnaires dans ce domaine et s'il est vrai que les significations peuvent être diffusées, ce n'est pas à la manière

*

Cet essai a été rédigé pour ce livre à Saint-Benoît du Lac, en octobre 1987.

de simples marchandises. Leur diffusion [214] nécessite plus d'engagement que d'argent ; c'est la mobilisation qui est efficace plutôt que la mise en marché. Selon Blumer Herbert, les transformations profondes proviennent souvent de mouvements sociaux diffus et généralisés plutôt que de mouvements spécifiques et visiblement concertée. Le slogan « Black is beautiful » était un changement révolutionnaire d'une image de soi et comportait de multiples significations pour des groupes et organismes très différents et souvent concurrentiels ; il évoquait les sentiments profonds et cachés qui relient les individus entre eux ; il avait un sens également pour ceux qui n'appartenaient pas à la collectivité noire ; c'était à la fois une réfutation et une proclamation. Les Noirs américains sont entrés dans une ère nouvelle, se sont affirmés, ont développé un sentiment de fierté et ont revendiqué leur place aux États-Unis.

« Je me souviens » est une devise remplie elle aussi de significations et elle est ancrée plus loin dans le passé et plus profondément dans l'âme que « égalité ou indépendance » ou encore que « souveraineté-association ». Elle relie les souvenirs douloureux et les rêves irréalisés du passé aux promesses brisées d'un présent incertain ; elle est aussi un lien secret entre des gens qui seraient autrement des rivaux acharnés ; elle exprime la solidarité silencieuse d'un peuple et transcende les conflits nés des politiques partisans courantes. Elle proclame la continuité qui relie pour toujours le futur au passé. En rompant les liens qui le rattachent à une politique partisane, le mouvement national pourrait connaître un nouveau départ, recouvrer sa liberté. Libérées des paramètres étroits d'une politique électoraliste, ses énergies pourraient être consacrées à la construction d'une nation plutôt qu'à l'administration d'un État.

Mon deuxième argument a trait au fardeau que représente la politique partisane. On a souvent tendance à sous-estimer la somme d'organisation qui peut seule assurer la crédibilité d'un parti et à surestimer également le pouvoir que possède ce parti lorsqu'il est élu. Dans les deux situations, en cas de victoire ou de défaite, il s'agit d'une voie politique qui ne peut créer des conditions propres à accélérer l'indépendance.

En devenant un parti politique parmi d'autres, le mouvement national force nécessairement les autres partis à se distancier de lui, à s'opposer partiellement ou totalement à lui. En outre, il se dote implicitement d'une « vocation supérieure ». Le

slogan « Mon non est québécois », clamé par les forces du « non » pendant la campagne référendaire, était une riposte à la disqualification implicite que sous-entendait l'appropriation du mouvement national par un seul parti.

Un parti politique n'est pas un bon instrument pour atteindre à l'indépendance. Comment peut-il attaquer la légitimité de l'État tout en étant [215] tenu de se plier aux règles du jeu ? Toutes ses activités visent à obtenir la majorité des voix dans cet exercice rituel que l'on appelle une élection. Recrutement de membres, association de comtés, programme de parti, campagnes de financement, stratégie médiatique, congrès de parti, publicité postale, slogans, porte à porte, mobilisation des médias, discours politiques, promesses électorales, voilà quelques-uns des outils des partis politiques et des élections. Et pour obtenir quoi ? La responsabilité, ou pour certains le privilège, d'administrer l'État. Le programme politique d'un parti est inspiré par des groupes d'intérêt. La poursuite d'une « vocation supérieure » devient encore moins possible après un succès électoral. Une fois au pouvoir, les membres doivent se consacrer à leurs responsabilités administratives quotidiennes et les crises, celles qu'il faut gérer comme celles qu'il faut éviter, ont priorité dans leur agenda. La vocation supérieure du parti exigerait, au contraire, la création de crises. Une fois que le parti est élu ou bénéficie d'un soi-disant pouvoir, peut-il servir à modifier la structure de l'État ? Certainement pas puisqu'il ne contrôle pas les instruments de violence, c'est-à-dire l'armée.

Un dernier argument en faveur d'une rupture entre le mouvement national et la politique partisane a trait à la polarisation artificielle créée par ce type de politique. Historiquement, depuis le 19^e siècle, le groupe social qui a été le plus touché et le plus frustré par l'hégémonie anglaise sur l'activité économique de Montréal a été celui des hommes d'affaires canadiens-français. Leur frustration a entraîné la création de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Regroupant toujours des membres intéressés aux affaires, cet organisme a constitué le bastion du mouvement national et recevait traditionnellement l'appui de l'Union nationale. Lorsque, sous Jean-Jacques Bertrand, l'Union nationale a adopté en dépit de son opposition la Loi 63, une loi antinationale destinée à apaiser les immigrants qui s'assimilaient aux Anglais, la Société lui a retiré son appui et le Parti a commencé à décliner.

Avec la fondation du Parti québécois, qui réunissait des libéraux dissidents et les membres plus radicaux du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), le mouvement national est entré dans l'arène politique d'une société de masse. Il s'est

acquis les médias. Il a été accueilli avec enthousiasme par les étudiants et les enseignants. Il a conquis l'intelligentsia et il a progressé au sein du mouvement ouvrier, puis au sein de la fonction publique. La collectivité québécoise des affaires a été laissée à elle-même et n'a pas participé au mouvement. Finalement, le mouvement national a suscité chez tous les anglophones des craintes hystériques amplifiées par leurs médias. À partir du milieu des années 60, et de plus en plus depuis, une élection est essentiellement un événement [216] médiatique, généralement sans contenu et sans enjeu de fond. Comme toutes les modes, cependant, les modes politiques sont de courte durée et il importe de s'y rallier au bon moment.

L'euphorie suscitée par un succès rapide ainsi que la jeunesse et l'enthousiasme candide de ses partisans les plus dynamiques ont fait croire à une victoire inéluctable et facile du mouvement national. Ne dit-on pas sans cesse que les jeunes sont les chefs de demain ? C'est pourtant là le plus banal et le plus stupide des clichés ; ne sait-on pas depuis toujours qu'au moment où ils deviendront des chefs, ces jeunes ne seront plus jeunes et aussi qu'ils seront presque tous « menés » plutôt que meneurs. Certains rêves, lorsqu'on tente de les réaliser, peuvent se transformer en cauchemar. Le rêve de l'indépendance a échappé à un tel sort. Les rêves trop faciles ne durent pas. L'absence de profondeur des médias peut facilement brouiller la frontière entre le rêve et la réalité. Le marketing médiatique n'a pas nui uniquement au Parti québécois. Non seulement a-t-il détruit rapidement René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau, mais Robert Bourassa et Claude Ryan ont connu eux aussi des défaites médiatiques. John Turner a reçu une leçon et il semble que Brian Mulroney en recevra une lui aussi plus rapidement que prévu.

Les médias ne semblent donc pas un instrument approprié pour atteindre un but aussi sérieux que l'indépendance. Ils tendent à dévaloriser ce qu'ils transmettent et mieux vaut les laisser annoncer les produits commerciaux, les combines faciles et les sensations bon marché.

Par conséquent, il faut accueillir avec soulagement la séparation entre le Parti québécois et le mouvement national. Elle éliminera les conflits artificiels entre certaines composantes de la société québécoise, entre hommes d'affaires et intellectuels, entre différents partis politiques qui se targuent de représenter la nation alors qu'ils représentent tout au plus des groupes d'intérêt. Il est possible de compter sur des outils plus efficaces et plus pénétrants pour faire avancer la cause du mouvement national.

Quelles sont les options qui lui sont offertes maintenant qu'il a rompu avec la politique d'un parti institutionnalisé ? De toute évidence, il doit recourir à une politique extra-parlementaire. Toutefois, une telle voie offre des options multiples dont certaines peuvent aller, elles aussi, à l'encontre du but recherché. La première option à éliminer est la force militaire clandestine. La guérilla et le terrorisme ne sont pas des outils politiques efficaces. Ils ne peuvent mener aujourd'hui qu'à l'impasse, comme le montre clairement la situation en Irlande du Nord et au Liban. Lorsque de telles stratégies ont eu du succès, c'était parce qu'aux yeux de l'occupant, le coût de la lutte excédait les avantages. Deux conditions sont nécessaires pour cela : une grande distance entre l'occupant [217] et sa métropole ainsi que la dispersion des ressortissants du pays occupant. Cela explique pourquoi Israël et le Kenya ont pu réaliser leur indépendance. Dans le cas du Québec, aucune de ces deux conditions n'existe. En outre, même lorsqu'elles existent, les ressortissants qui vivent dans le territoire occupé doivent posséder un pays refuge. Les Français ont pu quitter l'Algérie et les Britanniques, la Rhodésie. Par contre, les Boers d'Afrique du Sud n'ont pas d'autre endroit où aller. On peut douter qu'ils seraient bien accueillis dans les Pays-Bas et il n'est pas non plus certain qu'ils voudraient y aller. Comme le démontre l'histoire, ils résisteront jusqu'au bout.

La situation géopolitique du Québec est pire que celle de tous les cas cités précédemment. En comparaison, le Nicaragua est dans une situation très enviable. En effet, les États-Unis sont incapables d'obtenir un réel appui des pays latino-américains pour abattre le régime sandiniste. Ils n'auraient aucune difficulté à trouver des appuis pour maintenir le Québec au sein du Canada.

De plus, la création d'un État québécois indépendant suppose la partition du Canada. L'intégrité territoriale est pour un pays ce qu'est l'intégrité corporelle pour une personne. Du point de vue géopolitique, l'indépendance totale du Québec exige que les Maritimes et Terre-Neuve veuillent se séparer elles aussi. Terre-Neuve pourrait être tentée, j'en suis certain. Aucune de ces considérations n'a jamais été débattue en public lorsque l'indépendance se fondait sur une approche électoraliste. Ceux qui s'opposaient à la souveraineté-association comme ceux qui la favorisaient partageaient le même mythe : une victoire décisive des forces du « oui » entraînerait automatiquement la création d'un État souverain associé au Canada. Ce « mythe » aurait rapidement fait place à un réveil brutal si les forces du « oui » avaient gagné. Dans un sens, une telle naïveté nous honore. Cependant, elle augure bien mal

de la démarche sophistiquée que nécessitera la progression pas à pas vers la souveraineté.

Les autres options offertes exigent que les médias soient laissés de côté. L'heure de la mobilisation des masses, un objectif que les médias peuvent aider à atteindre, n'est pas encore venue. Avant d'en arriver là, il faut travailler ferme et résoudre des questions sérieuses. Par leur nature même, les médias s'occupent des événements courants, de l'éphémère. Ils peuvent nous apprendre rapidement des événements internationaux parce qu'ils ignorent leurs causes et ne se préoccupent pas de les connaître. Pour un véritable journaliste médiatique, rien n'est plus démodé qu'une nouvelle de la semaine dernière. Fuir les médias constitue donc la première condition d'une planification sérieuse. Les spécialistes des communications jouent dans la société moderne le rôle que [218] jouaient jadis les commères dans les petites villes et ils doivent être traités de la même façon. Ce qu'il faut plutôt, ce sont des hommes et des femmes discrets, sérieux et tenaces qui occupent des postes stratégiques dans les secteurs privé et public, qui soient en mesure d'engranger des ressources humaines et matérielles ainsi que des informations et qui poursuivent des buts très précis avec calme et efficacité.

La première option est l'appropriation lucide et systématique du territoire. Pendant un siècle, l'Église a favorisé la colonisation des régions inoccupées de la province. Le temps est venu d'occuper intégralement le territoire urbain du Grand Montréal. Au cours des générations, on s'est entendu dans Montréal-Ouest pour ne pas vendre de maisons à des Canadiens français. Une série de communautés, le Lakeshore, se sont développées au lendemain de la guerre et ont transformé de petites paroisses en villes de banlieue qui offrent une résistance et une opposition systématiques aux changements dont la société québécoise a besoin. La meilleure façon de mettre fin à cette résistance est de faire des occupants actuels une minorité dans leurs propres communautés. La communauté francophone du quartier de Bytown à Ottawa est en train de subir ce même traitement. Que cette façon d'agir devienne un processus naturel constant et Joan Dougherty, la porte-parole du « West Island », perdra à la fois son siège et sa tribune.

La deuxième option est le développement d'assises économiques nationales. Se voyant refuser les capitaux étrangers qui finançaient la Confédération et sa politique industrielle, les Québécois sont parvenus à accumuler péniblement un modeste capital, grâce à l'épargne des paysans et des ouvriers déposée dans les Caisses popu-

lares des paroisses. Quelques maisons d'assurance et de fiducie ainsi que de rares petites banques à charte ont parachevé ce cadre institutionnel.

Dans les années 50, Michel Brunet et d'autres nationalistes reprochaient à l'État provincial son attitude de laissez-faire. Ils soutenaient que l'État devait intervenir dans l'économie et favoriser le développement des Québécois comme nation. Au tout début de la Révolution tranquille, les premières tentatives du capitalisme d'État n'ont pas été très heureuses, mais la réussite a été complète dans le domaine de l'accumulation de capitaux grâce à la création de la Régie des rentes du Québec et de la Caisse de dépôt et de placement. Un jeune diplômé de l'École des Hautes Études commerciales a un jour décrit cette situation nouvelle en disant que des capitaux publics cherchaient des façons de devenir privés. Les politiques d'investissement de la Caisse de dépôt ont suscité des controverses pendant quelque temps. Les éléments conservateurs de son conseil d'administration, dont Eric Kierans, voulaient éviter d'investir dans les entreprises canadiennes-françaises qui constituaient, [219] à leurs yeux, des débouchés inappropriés pour l'épargne du peuple québécois. De toute évidence, les économistes ne sont pas à l'abri des préjugés culturels. En 1982, les choix d'investissement de la Caisse de dépôt ont amené la compagnie Canadien Pacifique à exercer des pressions sur le Parlement canadien afin qu'il adopte le projet de loi S-31 de triste mémoire qui visait à limiter les parts que la Caisse pouvait détenir dans une société fédérale. Devenu suffisamment important pour s'emparer d'une institution aussi britannique que les chemins de fer Canadien Pacifique, le capital québécois se voit définir comme une menace qu'il faut conjurer par des moyens politiques. Il est ironique que le capital québécois soit jugé « hostile » alors que le capital américain est toujours perçu comme « bienveillant ». Une fois élus, Robert Bourassa et le Parti libéral ont entrepris, comme il fallait s'y attendre, de faire amende honorable en donnant *Québécair* à *CP Air*; cette dernière s'est alors jointe à des intérêts albertains afin de créer une nouvelle compagnie aérienne « nationale ». De tels conflits, contrairement à ceux d'il y a un siècle, résultent d'un surplus plutôt que d'une pénurie de capitaux, et c'est là, je suppose, une sorte de consolation.

À mon avis, la voie qu'il faut suivre, c'est de canaliser l'épargne des Québécois dans l'économie du Québec, et plus particulièrement de Montréal, sa métropole. Un des paradoxes au sujet de la Caisse de dépôt et de placement est qu'elle soit à elle seule, par suite de sa politique d'investissement, la plus grande exportatrice de capi-

taux québécois. Tout en demeurant économiquement prudente et utile, sa politique d'investissement devrait aussi viser nettement à accroître le contrôle des francophones sur l'économie du Québec. Grâce à un regain d'esprit d'entreprise et à des incitations fiscales qui favorisent l'investissement de l'épargne dans des entreprises québécoises, le Québec est en voie de devenir un modèle de sagesse économique, selon Tom Courchene, éminent économiste de droite de l'Ontario. Quoiqu'il en soit, il demeure que le Québec est aujourd'hui plus en mesure d'exercer un contrôle croissant sur son économie qu'à aucune autre époque de son histoire. En outre, s'il a réussi à faire tant de progrès, ce n'est pas, comme on le croit généralement, en dépit du mouvement national, mais au contraire, grâce à lui.

La troisième option offerte au mouvement national touche à la langue. Mon argument est fort simple. La voie législative qui a été prise avec l'adoption de la Loi 101 était importante d'un point de vue symbolique. Elle signifiait que la langue de l'espace public de la société civile au Québec est le français. Cette affirmation était nécessaire et elle le demeure. Toutefois, laisser l'application de cette loi au processus bureaucratique d'un organisme administratif est la meilleure façon de marquer [220] peu de progrès. Même s'il a été créé pour appliquer la Loi 101, l'Office de la langue française procède par voie « bureaucratique ». Des bureaucrates de l'État négocient longuement avec des bureaucrates de la grande entreprise un « certificat de francisation » bureaucratique. Quels effets un certificat de francisation a-t-il ou peut-il avoir sur la réalité sociale ? Personne ne le sait, mais on peut présumer qu'il entraîne des changements d'apparence plutôt que de substance.

Le meilleur « policier » de la langue, c'est un citoyen unilingue qui se sent chez lui et qui refuse de parler une autre langue que la sienne et aussi de se faire adresser la parole dans une autre langue que la sienne. Pour imposer une langue, l'unilingue est l'individu le plus politique, le plus obstiné et le plus intransigeant qui soit, sans être pour autant politisé. Devenir unilingue, c'est montrer que l'on est un membre à part entière de la société, et si cela ne vaut pas pour l'immigrant qui est transitoirement bilingue, cela vaut pour ses enfants qui deviennent unilingues.

Il y a quelques années, j'ai compris l'intolérance bien intentionnée et non politicienne du citoyen unilingue au moment de répondre à une question d'un auditeur à la suite d'une conférence sur la société québécoise que j'avais donnée à un groupe de fonctionnaires montréalais du Secrétariat d'État. Cet auditeur, responsable des immigrants chinois à Montréal, m'a posé la question suivante : comment se fait-il que,

dans l'ensemble, les immigrants chinois de Montréal ne parlent ni anglais ni français et ne comprennent pas ces langues lorsqu'ils se présentent pour recevoir leur citoyenneté, contrairement aux immigrants chinois de Winnipeg qui, eux, parlent et comprennent l'anglais. Après une longue pause, j'ai finalement donné la réponse suivante : À Montréal, pendant plus de deux siècles, les anglophones dans l'ensemble ne parlaient ni ne comprenaient le français et la majorité des francophones ne parlaient ni ne comprenaient l'anglais. Ne pas comprendre et ne pas parler une langue qui est très utilisée dans votre milieu est donc un état de chose « normal » pour les anglophones et les francophones. Par conséquent, vous ne devez pas vous surprendre si aucun des deux groupes ne s'offusque de ne pas comprendre un immigrant, chinois ou autre, et de ne pas être compris par lui. Vous ne trouverez ce type de « tolérance » dans aucune autre ville canadienne. En gros, c'est la réponse que j'ai faite.

Elle m'amène à poser les questions suivantes : Où trouve-t-on un état de choses normal, à Winnipeg ou à Montréal ? Winnipeg est-elle intolérante ou est-ce Montréal qui est intolérablement tolérante ? Pour moi, la réponse est claire : l'intolérable tolérance des francophones de Montréal est quelque chose que le mouvement national peut changer en mobilisant [221] les citoyens. À elle seule, une loi n'y parviendra jamais, mais des citoyens mobilisés qui ne tolèrent pas qu'on s'adresse à eux dans une autre langue que la leur et qui ne tolèrent pas non plus de ne pas être compris par d'autres Montréalais lorsqu'ils parlent leur langue, produira une révolution linguistique subite et à peu de frais.

Des citoyens en état de mobilisation présentent des avantages très nets par rapport à des bureaucrates de l'État. Ces derniers sont peu nombreux, ne travaillent que cinq jours par semaine, se font rarement voir et coûtent très cher. Les premiers se retrouvent partout, dans tous les groupes d'âge et dans tous les milieux sociaux, et travaillent sept jours par semaine sans salaire. Face aux bureaucrates, le prix payé par ceux qui ne se conforment pas est une mince amende obtenue après de longues batailles judiciaires. Face aux citoyens, le « déviant » se sent constamment inconfortable chaque fois qu'il tente de résister au nouveau code linguistique de la vie quotidienne, ce qui est psychologiquement très lourd. Dans un cas, la Cour suprême du Canada peut déclarer les lois linguistiques inconstitutionnelles. Dans l'autre cas, les décisions de la Cour suprême du Canada deviendront lettre morte et ne pourront modifier la nouvelle réalité sociale. Lorsqu'il y a un conflit entre les moeurs et la loi, la sociologie, qui est pourtant une discipline incertaine, est passablement

certaine que la perdante sera la loi et non les mœurs. Cela vaut pour toutes les lois, même les constitutions. La loi demeure donc fondamentalement inappliquée et inapplicable et sa transgression n'entraîne ni culpabilité, ni châtement la plupart du temps. De plus, lorsqu'elle inflige un châtement, la loi revitalise les mœurs qu'elle cherche à éliminer au lieu de les faire disparaître. Trudeau et son docile écho de Westmount, Don Johnston, ont souvent proclamé qu'un Québec français dans un Canada anglais était synonyme de séparatisme. Mettons à l'essai leur hypothèse selon laquelle le Canada ne peut s'accommoder d'un Québec français. Cela peut se faire. Faire une priorité de cette troisième option est l'une des tâches du mouvement national. Une nouvelle génération devrait l'entreprendre.

L'abandon de la politique partisane ne constitue pas un échec, mais un changement de cap souhaitable pour le mouvement national. Cela lui permet d'emprunter des voies nouvelles, loin des projecteurs des médias. Plutôt que de tenter une autre incursion dans la politique de parti, le mouvement national devrait consacrer son énergie à concevoir et à tracer ces nouvelles voies. C'est ce qu'il a déjà fait dans le passé. L'énergie est toujours présente. Dans le calme, dans l'unité et dans la maturité, la nation conservera ses aspirations.

[223]

Tradition, modernité et aspiration nationale
de la société québécoise.

GLOSSAIRE

*Personnes, événements, lois, mouvements politiques
et publications mentionnés dans les essais*

[Retour à la table des matières](#)

Ancien Régime. Ce nom est donné au régime de monarchie absolue de la France au cours des siècles qui ont précédé la Révolution française.

Angers, François-Albert (1909-1989). Distingué économiste et nationaliste québécois qui a fait carrière à l'École des Hautes Études Commerciales où il avait reçu sa formation. Économiste conservateur, il s'est opposé aux programmes de l'État-providence, comme les allocations familiales et les pensions de vieillesse, mais il s'est également fait le champion des coopératives, du corporatisme et de l'autonomie provinciale. Parmi ses livres, mentionnons *Les droits du français au Québec* (1971).

Arendt, Hannah (1906-75). Philosophe politique d'origine juive-allemande, elle fut formée dans la tradition philosophique allemande par Husserl, Heidegger et Jaspers. Elle s'enfuit d'Allemagne au moment de la prise de pouvoir d'Hitler. Après un séjour à Paris, elle s'échappa du camp de concentration de Var établi par le régime vichyste et gagna les États-Unis par les Pyrénées et l'Espa-

gne. Elle enseigna à la New School for Social Research de New York ainsi qu'à l'Université de Chicago. Dans son premier grand ouvrage en anglais, *Les origines du totalitarisme* (1951), devenu aujourd'hui un classique, elle analyse des causes de l'apparition du totalitarisme dans les sociétés occidentales.

Barrette, Antonio. En 1960, il fut brièvement Premier ministre du Québec, succédant à Paul Sauvé. Alors que le choix de Sauvé comme successeur de [224] Duplessis n'avait soulevé aucune opposition, la nomination de Barrette fut âprement contestée. Battu par les Libéraux sous la direction de Jean Lesage après quelques mois au pouvoir, il fut par la suite nommé ambassadeur en Grèce par John Diefenbaker.

Beattie, Christopher. Sociologue de talent, il rédigea, peu de temps avant de mourir prématurément, l'un des meilleurs travaux de recherche commandés par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Cette étude, qui demeure toujours d'actualité, a été publiée sous le titre *Minority Men in a Majority Setting* (1975).

Bernier, Monseigneur Paul. Avant d'être nommé évêque de Gaspé, il fut secrétaire de la Conférence canadienne des évêques. Le blâme qu'il adressa à Dion et O'Neill pour leur article « Le chrétien et les élections » (1957) reçut peu d'attention et n'eut aucune influence. Voir aussi Dion.

Brunet, Michel. Historien réputé et prolifique, s'intéressant autant au passé qu'à l'actualité, il enseigna à l'Université de Montréal où il eut une très grande influence. Ancien étudiant de Lionel Groulx, il rompit avec son maître lorsqu'il remit en question « le messianisme, l'agriculturisme et l'anti-étatisme » du nationalisme traditionnel. C'est pourquoi, il peut être considéré comme le fondateur du « néo-nationalisme » québécois.

Cahiers de doléances. Document politique qui énumérait les doléances des États généraux à l'intention de Louis XIV en 1789, juste avant la Révolution française.

Caouette, Réal (1917-76). Il fut longtemps le seul Canadien français représentant le Crédit social au Parlement canadien. En 1962, cependant, grâce à ses efforts, la province de Québec élitait 26 députés créditistes. Ces résultats étonnèrent tout le monde, sauf Peter Regenstreif, un jeune spécialiste en sciences politiques qui avait suivi la campagne électorale. Ils semèrent la

consternation, la stupeur et même l'inquiétude dans les milieux politiques et parmi les hommes d'affaires.

Caricature d'Aislin. Cette célèbre caricature d'Aislin (Terry Mosher) s'inspirait des propos de Jean Marchand selon qui une très grande partie de la population complotait au sein du FLQ. Elle montrait Marchand transportant tous les annuaires téléphoniques des principales villes du Québec.

Cité Libre. Revue fondée par Pierre Elliott Trudeau et quelques autres qui exprima le mécontentement de la nouvelle classe moyenne dans les années 50. Elle combattit surtout ce que Trudeau appelait le « régime clérico-nationaliste » du premier ministre Maurice Duplessis, qu'elle accusait d'être réactionnaire, corrompu et anti-démocratique.

Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Commission créée par le premier ministre canadien Lester Pearson en 1963. Elle était co-présidée par Davidson Dunton, ancien président du réseau anglais de Radio-Canada (CBC) et alors président de l'Université Carleton, ainsi que par André Laurendeau, directeur et éditorialiste en chef du journal *Le Devoir* de Montréal. Appelée la Commission BB en français, elle fut surnommée en [225] anglais « Bi Bi Commission » puis ironiquement « Bye Bye Commission ». Son rapport en cinq volumes parut en 1967.

Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences. Cette commission, créée en 1949, fut présidée par Vincent Massey, nommé plus tard gouverneur général du Canada. Le Père Georges-Henri Lévesque, un père Dominicain qui avait fondé la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et en avait été le premier doyen, était le membre québécois le plus éminent de cette commission qui fut bientôt connue sous le nom de Commission Massey-Lévesque. Son rapport entraîna la création du Conseil des Arts du Canada.

Compagnie des jeunes Canadiens. Cette organisme fut créé par le gouvernement fédéral sous Lester Pearson en 1965. Sa naissance fut inspirée par la théorie de Saul Alinsky, un sociologue militant, selon qui les pauvres des villes étaient désorganisés et, par conséquent, ne prenaient plus part au processus politique. Comme le processus politique ne réagit fondamentalement qu'aux groupes de pression, disait-il, ce n'est qu'en s'organisant pour faire valoir leurs

besoins que les pauvres pourront influencer profondément la nature de la société. On vit proliférer à cette époque les « groupes de citoyens », « les mouvements d'animation sociale », etc. Les membres de la Compagnie des jeunes Canadiens s'installèrent dans les quartiers défavorisés et tentèrent de mobiliser et de regrouper les citoyens.

Corvées. Ce sont les tâches que les paysans ou les censitaires devaient exécuter pour leur seigneur ou leur roi.

Crise d'octobre. Enlèvement de James Cross, attaché commercial britannique à Montréal, par une cellule du Front de libération du Québec (FLQ), le 5 octobre 1970. Moins d'une semaine plus tard, le 10 octobre, Pierre Laporte, ministre du Travail dans le cabinet libéral de Robert Bourassa, était enlevé à son tour. Le 16 octobre, le gouvernement de Trudeau proclamait la Loi des mesures de guerre. Les policiers procédèrent à l'arrestation de 436 personnes et aucune ne fut remise en liberté avant la fin de la Crise. Le 17 octobre, Pierre Laporte était exécuté. Cross fut retrouvé et libéré au début de décembre et les membres de la cellule felquiste qui le détenaient obtinrent en échange un saufconduit pour Cuba.

Dion, Gérard (1912-). Professeur à l'Université Laval et longtemps directeur de l'École des relations industrielles de cette université, il fut co-auteur avec le Père Louis O'Neill, de l'article « Le chrétien et les élections » (1957). L'article, qui dénonçait l'immoralité politique de l'Union nationale sous la direction de Maurice Duplessis, fut largement diffusé dans les journaux et dans les milieux intellectuels. Cette attaque contre le Premier ministre de la province était, de la part de ces deux prêtres, un geste audacieux et inusité à l'époque.

Fanon, Frantz (1925-61). Né en Martinique, il étudia la psychiatrie en France. Il servit dans l'armée française comme médecin pendant la guerre franco-algérienne [226] et sympathisa avec la cause des rebelles. Son livre, *Les damnés de la terre* (1960), influença la gauche québécoise.

Gérin, Léon. Il fut le premier sociologue canadien. Après avoir étudié à Paris à la fin du siècle dernier, il entreprit des recherches à temps partiel tout en étant fonctionnaire fédéral. Ses essais et ses livres influencèrent beaucoup l'opinion que les spécialistes des sciences sociales se faisaient de la société ca-

nadienne-française, surtout ceux de l'école de Chicago, notamment l'anthropologue américain Horace Miner qui publia une étude, devenue un classique, *St. Denis : A French Canadian Parish* (1939) et le sociologue américain Everett Hughes, qui eut beaucoup d'influence sur certains sociologues québécois. Hughes enseigna à l'Université McGill à la fin des années 30 et au début des années 40 et il publia une monographie célèbre, *French Canada in Transition* (1943). Parmi les ouvrages les plus connus de Gérin sur le Canada français, on trouve *Aux sources de notre histoire* et *Le Type économique et social des Canadiens français*.

Grant, George (1918-). Philosophe social réputé de l'Université McMaster. Son livre, aujourd'hui un classique, *Est-ce la fin du Canada ?* Lamentation sur l'échec du nationalisme canadien (publié en anglais en 1965) amorça dans les années 60 un débat sur le comportement anti-national de l'élite économique canadienne. Ses discussions avec Cy Gonick et Gad Horowitz dans *Canadian Dimension* donna naissance à l'expression « conservateur rouge » pour désigner la position politique préconisée dans son livre.

Groulx, Lionel (1878-1967). Prêtre-historien qui fit une longue carrière d'enseignement à l'Université de Montréal. Ses écrits eurent beaucoup d'influence sur l'école d'histoire de l'Université et sur la société québécoise. Ardent nationaliste, il représentait le nationalisme traditionnel que Pierre Elliott Trudeau qualifia de « clérico-nationalisme » et combattit dans les années 50.

Grève de l'amiante. Dure grève en 1949 contre la compagnie Canadian Johns-Manville appartenant à des intérêts étrangers. Elle marquait le début d'une opposition politique au régime du premier ministre Maurice Duplessis. Après que celui-ci eut déclaré la grève illégale, les policiers provinciaux intervinrent et la violence éclata. Des étudiants universitaires prirent la part des grévistes et organisèrent des secours. Parce qu'il avait organisé des quêtes dans les églises pour aider les grévistes à survivre, l'archevêque Charbonneau de Montréal provoqua la colère de Duplessis et il fut par la suite forcé d'abandonner son poste pour raisons de « santé ».

Grève du Front commun. Les trois grands syndicats du Québec créèrent un « front commun » pour négocier avec le gouvernement provincial au nom de tous les fonctionnaires. Les négociations ayant échoué, ils déclenchèrent une grève

générale en avril 1972. Une loi mettant fin à la grève ne fut pas respectée et le gouvernement Bourassa demanda l'emprisonnement des trois chefs ouvriers, soit Marcel Pépin de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Louis Laberge de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et Yvon Charbonneau [227] de la Corporation des enseignants du Québec (CEQ). Cette lutte entre le Parti libéral et les syndicats amena ces derniers à appuyer le Parti québécois.

Johnson, Daniel (1915-68). Membre du cabinet de Maurice Duplessis dans les années 50, il succéda à Antonio Barrette comme chef de l'Union nationale après avoir défait Jean-Jacques Bertrand lors du congrès de nomination. En 1966, il devint Premier ministre du Québec lorsque l'Union nationale défit le gouvernement libéral de Jean Lesage et mit ainsi fin, selon certains, à la Révolution tranquille. Dans son livre *Égalité ou indépendance* (1965), il expliquait sa position en matière de relations fédérales-provinciales. Il mourut pendant son mandat. Voir Pierre-Marc Johnson.

Johnson, Pierre-Marc. Fils de l'ancien premier ministre Daniel Johnson, il succéda à René Lévesque comme chef du Parti québécois en 1985. Un autre fils de Daniel Johnson est actuellement président du Conseil du trésor dans le Cabinet libéral de Robert Bourassa. Critiqué par les indépendantistes du Parti et par certains de ses propres députés, Pierre-Marc Johnson surprit tout le monde en démissionnant de son poste de chef du PQ et de son siège à l'Assemblée nationale peu après les funérailles de René Lévesque en novembre 1987.

Kierans, Eric [1914-). Économiste bien connu et homme politique non conformiste, son nationalisme canadien et son conservatisme économique lui valurent le respect des milieux universitaires, mais des échecs dans sa vie politique. Professeur de finances à l'Université McGill, il devint président de la Bourse de Montréal en 1960. Pendant qu'il occupait ce poste, il se lança en 1962 dans une campagne publique contre les Créditistes qui venaient de remporter 26 sièges au Québec. En 1963, il devint membre de l'Assemblée nationale et fit partie du cabinet Lesage comme ministre du Revenu, puis de la Santé. En 1966, il remporta contre René Lévesque la présidence du Parti libéral du Québec, poste qu'il occupa jusqu'en 1968. Cette même année, il fut élu à la Chambre des communes et devint ministre des Postes dans le cabinet Trudeau. Il démissionna de son poste en 1971 et retourna enseigner l'économie à

McGill. En 1979, il fut nommé membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Il démissionna en mai 1980 parce qu'il n'approuvait pas la politique d'investissement de la Caisse et alla vivre à Halifax.

Lamontagne, Maurice (1917-83). L'un des premiers économistes québécois formés à Harvard, il mit sur pied à la demande du Père Georges-Henri Lévesque, doyen de la Faculté des sciences sociales, le département d'économie de l'Université Laval. Son livre *Le Fédéralisme Canadien* (1954), qui soulignait la nécessité d'un gouvernement central fort pour assurer la stabilité économique, suscita des controverses dans les milieux nationalistes québécois. Il fut nommé ministre dans le Cabinet de Lester Pearson. Son influence politique diminua à mesure que celle de Trudeau s'accrut. Il devint sénateur en 1967.

Lesage, Jean (1912-80). Avocat, il débuta sa carrière politique au fédéral comme membre du Cabinet libéral de Louis Saint-Laurent. Par la suite, il devint chef [228] du Parti libéral du Québec. En 1960, il battit Antonio Barrette, devenu Premier ministre du Québec à la suite du décès de Paul Sauvé. Sauvé avait annoncé la Révolution tranquille, mais Lesage fut considéré comme le père de cette révolution puisque c'est pendant son mandat que les réformes promises furent réalisées. Il fut défait en 1966 par Daniel Johnson, le nouveau chef de l'Union nationale. De nombreux analystes, notamment dans les cercles marxistes, datent la fin de la Révolution tranquille de cette défaite du gouvernement libéral de Jean Lesage et qualifient la période qui a suivi de « répression tranquille ».

Lévesque, René (1922-87). D'abord journaliste et correspondant de guerre américain pendant la Seconde Guerre mondiale, il devint par la suite un commentateur extrêmement populaire de la scène internationale avec son émission « Point de mire » à la télévision de Radio-Canada. Il commença à s'intéresser activement à la politique lors de la grève de Radio-Canada à la fin des années 50. Il se joignit ensuite au Parti libéral et devint ministre dans le cabinet Lesage. Il fut, entre autres, ministre des Ressources naturelles et mena la campagne en faveur de la nationalisation des dernières compagnies privées d'électricité. À l'élection de 1962 qui portait surtout sur ce thème, le slogan politique « Maîtres chez nous » valut au Parti libéral d'être reporté au pouvoir. Déçu des politiques de son parti, Lévesque le quitta pour former le Mou-

vement Souveraineté-Association (MSA). L'alliance de ce mouvement avec le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et d'autres petits groupes indépendantistes donna naissance au Parti québécois (PQ). Porté au pouvoir en 1976, Lévesque dirigea les forces du « oui » lors du référendum sur la souveraineté-association. Bien qu'il perdit le référendum, le PQ fut reporté au pouvoir en 1981. Lévesque fut par la suite amené à démissionner et il fut remplacé par Pierre-Marc Johnson. Il mourut au cours de l'automne 1987 et quelque 60 000 Montréalais et Québécois défilèrent devant son cercueil pour lui offrir un dernier hommage.

Loi 22. Présentée en mai 1974 par le gouvernement libéral de Robert Bourassa, cette loi faisait du français la langue officielle du Québec. Elle cherchait à inciter les entreprises à utiliser davantage le français dans leur fonctionnement quotidien, chose qu'elles avaient curieusement négligé de faire jusque-là. Elle cherchait également à intégrer les enfants des immigrants dans les écoles françaises. Les « tests linguistiques » que devaient subir les enfants d'âge préscolaire provoquèrent une vive émotion dans les milieux anglophones. Si la Loi 22 déplut aux anglophones, elle ne plut pas davantage à bien des francophones qui trouvaient qu'elle n'allait pas assez loin.

Loi 63. Adoptée en 1969 par le gouvernement de l'Union nationale dirigé par Jean-Jacques Bertrand, cette loi avait été présentée à son corps défendant par le ministre de l'Éducation, Jean-Guy Cardinal. Elle donnait aux immigrants le droit de choisir entre le système scolaire anglophone ou francophone. Elle suscita une très vive opposition parmi les francophones de la province. Bertrand annonça une élection pour le 24 avril 1970 et l'Union nationale fut battue par le Parti libéral. Celui-ci remporta 77 sièges avec 44 p. 100 des voix ; le [229] PQ, 7 sièges avec 27 p. 100 des voix ; l'Union nationale, 17 sièges avec 20 p. 100 des voix et le Ralliement créditiste, 12 sièges avec 12 p. 100 des voix. Cette élection annonçait la montée du Parti québécois et le recul imminent de l'Union nationale. La Loi 63 a joué un grand rôle dans ces deux événements.

Mackasey, Bryce (1927-). Député libéral du comté montréalais de Verdun et membre du Cabinet Trudeau, il fut stupéfait de constater que les Canadiens an-

glais ne faisaient aucune différence entre le FLQ, le groupe terroriste qui avait provoqué la Crise d'octobre, et le Parti québécois, un parti politique qui prônait l'indépendance du Québec grâce à une élection démocratique.

Maoïsme. Idéologie adoptée par l'aile gauche radicale du mouvement étudiant dans les années 60. Ses partisans s'inspiraient de la Chine, de Mao Zedong et de la révolution culturelle plutôt que du marxisme soviétique qui était devenu suspect à leurs yeux. Cette division de la gauche dans les années 60 donna naissance aux expressions « vieille gauche » et « nouvelle gauche », les maoïstes représentant la nouvelle gauche radicale.

Marchand, Jean (1918-1989). Diplômé de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, il oeuvra dans le mouvement ouvrier et devient un des dirigeants de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) qui prit plus tard le nom de Confédération des syndicats nationaux (CSN). Ministre dans le Cabinet Trudeau, il démissionna lors de la grève des contrôleurs aériens. Il fut par la suite nommé sénateur.

MacLennan, Hugh (1907). Romancier et essayiste canadien réputé. Son roman *Les deux solitudes* (publié en anglais en 1945) portait sur les relations entre Français et Anglais à Montréal et il fut vivement acclamé par la critique.

Merry del Val, Cardinal. Envoyé spécial du pape Léon XIII en 1897, il était chargé de mettre en garde les catholiques du Québec contre les dangers du « modernisme », notamment du « libéralisme ».

Metternich, Clements Von (1773-1859). Ministre des affaires étrangères et chancelier d'Autriche pendant près de 40 ans. Après la défaite de Napoléon, il rétablit l'influence de l'Autriche sur l'Allemagne et l'Italie. Conservateur et contre-révolutionnaire, il vit son pouvoir décroître et lorsque survint la révolution de 1848, il fut forcé de fuir en Hollande.

MSA. Voir René Lévesque.

Parade de la Saint-Jean-Baptiste. Chaque année, le 24 juin, en l'honneur du saint patron des Canadiens français, avait lieu cet événement rituel traditionnel. Des milliers de Montréalais venaient voir défiler les chars allégoriques et les fanfares. En 1968, des membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) se mêlèrent à la parade et bombardèrent l'estrade d'honneur

de projectiles. Le premier ministre Trudeau demeura à son siège tandis que d'autres, comme le maire Jean Drapeau, coururent se mettre à l'abri. Cette parade traditionnelle a été supprimée depuis.

Parti Pris. Revue marxiste qui représentait pour les jeunes des années 60 ce que Cité Libre avait représenté pour les intellectuels insatisfaits des années 50.

[230]

Parti québécois. Il fut fondé en 1968 par la fusion du Mouvement souveraineté-association de René Lévesque, du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), dirigé à l'époque par Pierre Bourgault, et du Ralliement national, un rejeton du Parti créditiste. Le Parti québécois remporta l'élection générale du 15 novembre 1976.

Payette, Lise. Ayant quitté une populaire émission d'entrevues à la télévision de Radio-Canada, elle fut élue membre de l'Assemblée nationale comme députée péquiste. Nommée ministre, elle fit adopter le régime d'assurance-automobile semi-nationalisé du Québec. Très critiqué au départ, ce régime est devenu un « modèle » que peu d'autres provinces ont adopté. Lors de la campagne référendaire, Lise Payette a été accusée d'avoir commis une gaffe monumentale en se moquant des « Yvettes » et en qualifiant la femme de Claude Ryan d'Yvette. Yvette représentait dans les manuels scolaires le stéréotype de la femme au foyer. Cette « gaffe » contribua à mobiliser les forces du « non » qui, après cet incident, acquirent l'élan qui leur manquait. Lise Payette ne se représenta pas à l'élection suivante et reprit sa carrière à la télévision comme auteure de romans-feuilletons à succès.

Pelletier, Gérard (1919-). Une des trois « colombes » avec Pierre Elliott Trudeau et Jean Marchand. Tous trois entrèrent sur la scène politique fédérale pour accroître la qualité de la représentation francophone à Ottawa et aussi pour contrer la croissance du mouvement indépendantiste au Québec. À la fin des années 40, ils avaient oeuvré dans divers mouvements de l'Action catholique. Pelletier, ancien éditeur en chef de La Presse, le principal quotidien de Montréal, était un intellectuel « progressiste » bien connu et estimé. Il fut Secrétaire d'État dans le Cabinet Trudeau. Il quitta la politique pour la diplomatie à la fin des années 70.

Projet de loi S-31. Présenté au Sénat en novembre 1982, ce projet de loi visait à limiter la participation dans certaines corporations. Il resta en plan au feuillet par suite du déclenchement de l'élection de 1984. Présenté dans le but général d'empêcher les gouvernements provinciaux et leurs organismes d'acquiescer plus de 10 p. 100 des parts des compagnies de transport interprovincial, il cherchait en réalité à empêcher la Caisse de dépôt et de placement du Québec de prendre le contrôle de la Compagnie Canadien Pacifique. Le ministre des Finances du Québec, Jacques Parizeau, la Caisse et beaucoup d'hommes politiques et de sénateurs originaires du Québec dénoncèrent ce projet.

Renérendum. Expression qui devint populaire lorsque René Lévesque insista pour tenir un référendum parmi les membres du Parti québécois parce qu'il refusait d'entériner une résolution adoptée au congrès de son Parti en décembre 1981. Lors de ce congrès, les délégués avaient rayé toute mention d'association dans le premier article du programme du Parti et fait de l'indépendance leur but premier, afin de protester contre le rapatriement unilatéral de la Constitution malgré l'opposition du Québec. La consultation, qui se fit par courrier, donna raison à René Lévesque. Parmi ceux qui y participèrent, 95 p. 100 se rallièrent à sa position.

[231]

RIN. Voir René Lévesque.

Rioux, Marcel. Anthropologue respecté de l'Université de Montréal. Intellectuel engagé, partisan du séparatisme et du socialisme, il a publié *La question du Québec* (1977), un livre fort remarqué dans les milieux universitaires et politiques.

Sainte-Alliance. Il s'agit d'un pacte mystique conclu à Paris le 26 septembre 1815 par le tsar de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse qui s'engageaient à se porter mutuellement assistance chaque fois que le pouvoir de l'un d'entre eux serait menacé.

Sauvé, Paul (1907-60). Au cours de l'automne de 1959, après la mort subite de Maurice Duplessis, il succéda à ce dernier comme chef de l'Union nationale et Premier ministre de la province. Il avait été surnommé « le dauphin » parce que tous prévoyaient qu'il succéderait à Duplessis. Bien que membre du Cabinet de ce dernier, il s'était acquis le respect de la nouvelle classe

moyenne et des intellectuels opposés au régime duplessiste. Personne n'ignorait dans ces milieux qu'il n'approuvait pas le caractère autocratique du régime. Il souhaitait apporter des réformes qu'il eut d'ailleurs le temps d'annoncer avant de mourir subitement, trois mois après sa nomination comme Premier ministre.

Scott, Frank (1899-1985). Éminent professeur de droit à l'Université McGill et expert en droit constitutionnel. Il affirma que Claude Ryan, rédacteur en chef du journal *Le Devoir* à l'époque, s'était rendu coupable de trahison en voulant discuter de l'établissement d'un gouvernement de l'unité nationale au moment de la Crise d'octobre de 1970. Cette coalition était censée regrouper les membres de l'opposition et les principaux dirigeants syndicaux, municipaux, etc.

Société Saint-Jean-Baptiste. Fondée au 19^e siècle par Ludger Duvernay, la Société visait à promouvoir les intérêts économiques et nationaux des Canadiens français.

Spicer, Keith. Professeur de sciences politiques à l'Université York et parfaitement bilingue, il fut le premier Commissaire aux langues officielles. À ce titre, il était chargé de présenter chaque année au Parlement un rapport sur le progrès ou l'absence de progrès de l'application de la Loi sur les langues officielles.

Théorie du pacte confédératif ou du dualisme canadien (« Compact Theory »). Selon cette théorie, la Confédération est un « pacte » entre les deux peuples fondateurs du Canada. Largement acceptée par les constitutionnalistes canadiens-français, elle n'a jamais été reconnue par les milieux anglophones similaires. En décrivant le mandat de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Lester B. Pearson fit référence aux « deux races fondatrices ». Cette conception dualiste s'est évanouie en fumée avec le rapatriement de la Constitution auquel le Québec s'opposait, mais qui a néanmoins été imposé.

232

Tocqueville, Alexis de (1805-59). Théoricien et homme politique français du 19^e siècle, il publia *La Démocratie en Amérique*, qui est demeuré un classique et, en 1856, *L'Ancien Régime et la Révolution*.

Tupamaros. Ce nom est donné aux révolutionnaires uruguayens dont l'action politique consistait à enlever des diplomates et des dirigeants de multinationales et à réclamer pour leur libération une rançon ou la remise en liberté de leurs camarades emprisonnés. Le terrorisme politique et l'extorsion de rançons sont devenus courants ; ils sont admirés par certains, mais craints par la majorité.

Vallières, Pierre. Il fut avec Charles Gagnon le théoricien du Front de Libération du Québec lorsque ce mouvement commença à s'attaquer aux symboles de l'oppression capitaliste plutôt qu'uniquement aux symboles de la subjugation politique du Québec. Tous deux furent arrêtés à New York où ils s'étaient rendus pour protester aux Nations Unies contre la situation du Québec. C'est en prison que Vallières écrivit *Nègres blancs d'Amérique*, autobiographie précoce d'un « terroriste » québécois (1968). Gagnon et Vallières furent extradés et accusés d'incitation à la violence, mais acquittés après un procès devant jury.

Yvette. Voir Lise Payette.

Fin du texte